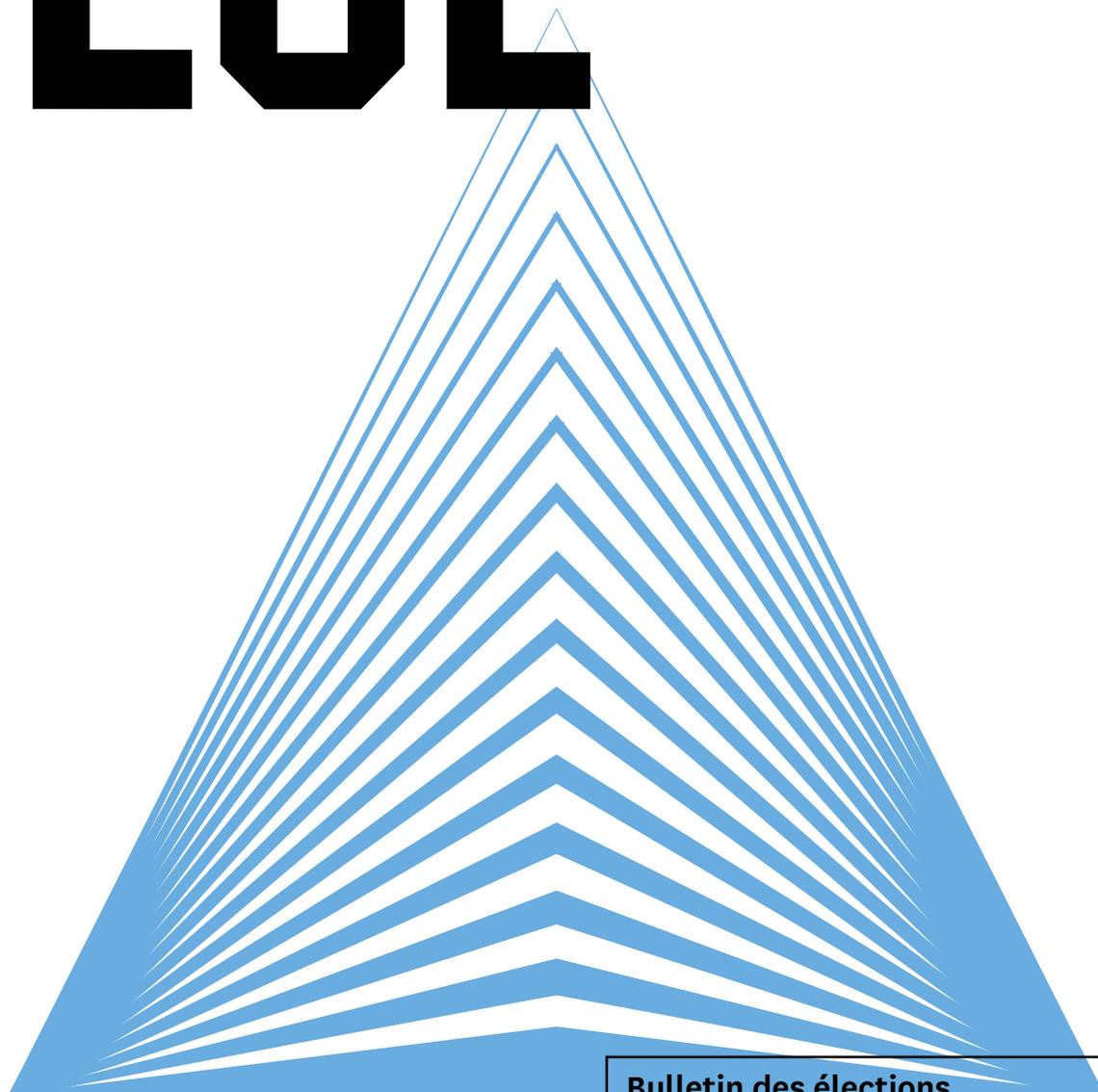


**01** | *année 01*  
*Sept 2021*

Élections en Europe :  
Décembre 2020 –  
Mai 2021

# BLUE



Bulletin des élections  
de l'Union européenne

|   |                          |
|---|--------------------------|
| g | •                        |
| g | é                        |
| g | <input type="checkbox"/> |



# BLUE

## Bulletin des élections de l'Union européenne

décembre 2020 – mai 2021

Revue éditée par le Groupe d'études  
géopolitiques

École normale supérieure  
45 rue d'Ulm  
75005 Paris, France

### Directeur de la publication

Gilles Gressani

### Rédacteur en chef

François Hublet

### Conseiller scientifique

Nicolas Leron

### Rédaction

Jean-Sébastien F. Arrighi, Jean-Toussaint  
Battestini, Lucie Coatleven, Adrian Fraus, Armand  
Hodar, Charlotte Kleine, Sofia Marini, Donovan  
Maréchal Pérez, Théophile Rospars, Johanna  
Schleyer, Victor Queudet

### Pour citer un article de la revue

[Nom de l'auteur / Titre],  
BLUE/Bulletin des élections de l'Union  
européenne, Septembre 2021, n°1

### **Conseil scientifique**

Prof. Dr. Sylvia Kritzinger, Universität Wien  
Prof. Dr. Marc Swyngedouw, KU Leuven  
Prof. Dr. Michal Kubát, Univerzita Karlova, Praha  
Prof. Dr. Marc Debus, Universität Mannheim  
Prof. Dr. Rune Stubager, Aarhus Universitet  
Prof. Dr. Piret Ehin, Tartu Ülikool  
Prof. Dr. Irene Martín Cortés, Universidad Autónoma de Madrid  
Prof. Dr. Hanna Wass, Helsingin yliopisto  
Prof. Dr. Bruno Cautrès, CEVIPOF/CNRS, Paris  
Prof. Dr. Pierre Martin, PACTE, Grenoble  
Prof. Dr. Theodoros Chadjipandelis, Aristotle University Thessaloniki  
Prof. Dr. Goran Čular, Sveučilište u Zagrebu  
Prof. Dr. Gábor Tóka, Central European University  
Dr. Lorenzo Castellani, LUISS, Roma  
Prof. Dr. Diego Garzia, Université de Lausanne  
Prof. Dr. Ainė Ramonaitė, Vilniaus universitetas  
Prof. Dr. Philippe Poirier, Université du Luxembourg  
Prof. Dr. Jānis Ikstens, Latvijas Universitāte, Rīga  
Prof. Dr. Mark Harwood, L-Università ta' Malta, Msida  
Prof. Dr. Jacek Wojnicki, Uniwersytet Warszawski  
Prof. Dr. Marina Costa Lobo, Institute of Public Policy, Lisboa  
Dr. Sorina Cristina Soare, Università degli Studi di Firenze  
Prof. Dr. Maria Oskarson, Göteborgs Universitet  
Prof. Dr. Alenka Krašovec, Univerza v Ljubljani  
Prof. Dr. Olga Gyárfásova, Univerzita Komenského v Bratislave  
Dr. Arjan Schakel, Universitet i Bergen

### **Comité de relecture**

Prof. Dr. Paul Cairney  
Prof. Dr. Jürgen W. Falter  
Dr. André Fazi  
Arne Jungjohann  
Prof. Dr. Gerassimos Karabelias  
Dr. Yiannos Katsourides  
Dr. Martin Lepic  
Prof. Dr. Marco Lisi  
Dr. Tom Louwerse  
Prof. Dr. Hubert Peres  
Dr. Dragomir Stoyanov  
Prof. Dr. Claudiu D. Tufiş

## *Qu'est-ce que la politique européenne ?*

*À cette question trop rarement posée, il semble tentant de répondre que la politique européenne est avant tout la politique de l'Union européenne, celle de Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg, celle des semestres européens, des sommets et des traités : la vie politique du niveau supranational. Le point culminant de la vie politique de l'Union, les élections au Parlement européen – deuxième plus grand événement électoral au monde avec ses deux cents millions de votants – en sont le symbole par excellence.*

À y regarder de plus près, pourtant, il apparaît bien étrange de réduire le fait politique européen aux seules élections qu'on appelle « européennes ». L'histoire récente a bien montré qu'une élection allemande, grecque, catalane ou romaine pouvait avoir des répercussions continentales. De même que les élections régionales et locales, dont les interactions sont nombreuses, jouent un rôle essentiel dans la vie des espaces politiques dits « nationaux », la politique européenne est d'emblée un fait multiscalair. Nul ne peut saisir l'Union sans observer aussi ses villes, ses campagnes, ses régions, ses États membres et ceux de son voisinage. Nul ne peut pareillement comprendre la vie politique des États-membres sans en garder à l'esprit la dimension européenne.

Multiscalair ne veut pas dire hiérarchique. À contre-courant de la fréquente présentation des élections infra- et supranationales comme des scrutins de second ordre, sans céder au biais méthodologique qui consisterait à placer au sommet de la pyramide les principaux scrutins nationaux ou ceux des « grands États », il est possible d'envisager chaque élection à son échelle, tout en portant une attention particulière aux dynamiques complexes qui les unissent, et de produire patiemment une compréhension systémique de l'espace politique européen.

Aux citoyennes et citoyens souhaitant s'informer sur les dynamiques politiques et électorales contemporaines en Europe, BLUE propose un éclairage nouveau : une série d'analyses synthétiques de la plupart des scrutins régionaux et de tous les scrutins nationaux dans l'Union, ainsi que des élections municipales dans les 15 plus grandes métropoles européennes et des élections nationales dans la plupart des autres États du continent. Grâce à ce kaléidoscope, précédé d'une brève synthèse comparative et accompagnée de graphes, de cartes et d'une riche base de données ouvertes, une vision panoramique de la vie électorale du continent devient enfin possible. Rédigés par des spécialistes de chacun de ces espaces, les contributions réunies dans ces cahiers semestriels donneront à voir la politique européenne dans son actualité et sa diversité

Aux universitaires, aux institutions, aux journalistes et aux organisations souhaitant s'informer sur les dynamiques politiques contemporaines, le processus de relecture adopté par la BLUE et l'orientation donnée par son Conseil scientifique permettront de garantir des analyses du meilleur niveau. Construire des ponts entre les différents espaces publics, linguistiques et politiques du continent est un enjeu essentiel pour l'Europe ; BLUE s'efforcera de prendre sa part à cette indispensable construction d'une plate-forme d'information commune.

Qu'est-ce que la politique européenne ? – Voilà la question, jamais définitivement tranchée, à laquelle s'attacheront à répondre les cahiers de cette nouvelle revue. La rédaction et les contributeurs de la BLUE vous en souhaitent une excellente lecture.

- 3 **Éditorial**  
François Hublet
- 6 **La synthèse continentale**  
par la rédaction de la BLUE
- 16 **Les forces politiques européennes au 1er juin 2021**
- 20 **La carte continentale**
- LES ÉLECTIONS DANS L'UNION EUROPÉENNE
- 23 **Élections parlementaires en Roumanie, 6 décembre 2020**  
Ramona Bloj
- 27 **Élections présidentielles au Portugal, 24 janvier 2021**  
Eduardo Paz Ferreira
- 31 **Élections parlementaires en Catalogne, 14 février 2021 (I)**  
Robert Liñeira
- 34 **Élections parlementaires en Catalogne, 14 février 2021 (II)**  
Martin Lepič
- 40 **Élections parlementaires en Bade-Wurtemberg, 14 mars 2021**  
Oliver Drewes
- 47 **Élections parlementaires en Rhénanie-Palatinat, 14 mars 2021**  
Marius Minas
- 54 **Élections parlementaires aux Pays-Bas, 17 mars 2021**  
Simon Otjes
- 64 **Élections parlementaires en Bulgarie, 4 avril 2021**  
Dobrin Kanev
- 70 **Élections parlementaires dans la Communauté de Madrid, 4 mai 2021**  
Francisco Cabezuelo
- 74 **Élections parlementaires à Chypre, 30 mai 2021 (I)**  
Vasiliki Triga
- 77 **Élections parlementaires à Chypre, 30 mai 2021 (II)**  
Gilles Bertrand
- LES ÉLECTIONS DANS LES ÉTATS CANDIDATS ET LES ÉTATS DE L'AELE
- 82 **Élections parlementaires en Albanie, 25 avril 2021**  
Ilir Kalemaj
- ANALYSES SPÉCIALES
- 89 **Élections parlementaires en Écosse, 6 mai 2021**  
Fraser McMillan
- DOSSIER SPÉCIAL : ÉLECTIONS ALLEMANDES DE SEPTEMBRE 2021
- 96 **Entretien avec Norbert Lammert**
- 99 **Entretien avec Martin Schulz**
- 103 **Entretien avec Ellen Ueberschär**



# La synthèse continentale

## Résumé comparatif des élections en Europe

01

**François Hublet** • Rédacteur en chef, BLUE  
**Jean-Toussaint Battestini** • Rédacteur, BLUE  
**Lucie Coatleven** • Rédactrice, BLUE  
**Charlotte Kleine** • Rédactrice, BLUE  
**Sofia Marini** • Rédactrice, BLUE  
**Théophile Rospars** • Rédacteur, BLUE

# La synthèse continentale

## Introduction

L'interconnexion croissante de la politique européenne exige une bonne connaissance des dynamiques politiques non seulement dans les États membres et dans leurs régions, mais aussi au-delà de ces derniers, dans le voisinage de l'UE. Dans le flux constant des informations et des nouvelles, il devient étonnamment facile de perdre de vue la situation dans son ensemble. Ce premier numéro de la BLUE vise donc à fournir au lecteur un large panorama des dernières évolutions politiques, en rendant compte à la fois des tendances macroscopiques et des dynamiques à plus petite échelle, y compris au niveau local.

Sans sacrifier l'attention portée aux détails, les contributions recueillies dans le présent numéro mettront donc en lumière les enjeux européens des rendez-vous électoraux du semestre passé. Pour faciliter la comparaison, cette première partie fournit des éléments transnationaux synthétiques reprenant ou prolongeant les analyses contenues dans ce volume : des chiffres de la participation en passant par des thématiques communes (indépendance, lutte contre la corruption) et l'impact de la pandémie de Covid-19, les principaux aspects de la politique européenne de ces six derniers mois seront évoqués.

En ce qui concerne les élections parlementaires nationales, nous commencerons par les élections parlementaires roumaines de décembre 2020, analysées par Ramona Bloj. Ces élections, quoique menant à la formation d'un gouvernement de centre-droit, ont également confirmé la position des sociaux-démocrates comme premier parti du pays, et ont vu l'émergence d'une nouvelle formation de droite radicale. Nous passerons ensuite aux élections à la Chambre basse néerlandaise de mars 2021, couvertes par la contribution de Simon Otjes, qui ont mené à la reconduction du centre-droit précédemment au pouvoir. Le mois d'avril a été marqué par les élections législatives en Bulgarie, commentées ici par Dobrin Kanev, et en Alba-

nie, dont rendra compte Ilir Kalemaj. Ces deux élections ont vu un affaiblissement significatif de la position des partis gouvernementaux sortants face aux oppositions. En Bulgarie, une variété de nouveaux acteurs sont apparus suite aux manifestations anti-corruption de l'été dernier. Nous concluons par les élections parlementaires qui se sont tenues en mai dans la République de Chypre, où tous les principaux partis ont perdu du terrain au profit de la droite radicale ; ce dernier scrutin est illustré par Vasiliki Triga et Gilles Bertrand.

Parmi les élections nationales, nous évoquerons également les élections présidentielles portugaises de janvier, qui seront discutées par Eduardo Paz Ferreira. Malgré la très large victoire du président sortant conservateur, la droite radicale a gagné du terrain sur la candidate socialiste arrivée en deuxième position.

D'autres scrutins importants se sont joués au niveau régional, en Espagne, en Allemagne et au Royaume-Uni. Martin Lepič et Robert Lineira discuteront des résultats inédits des élections en Catalogne en février, marquées par la disparition du parti libéral et la percée parlementaire de la droite radicale. Marius Minas et Oliver Drewes commenteront ensuite les élections de mars en Rhénanie-Palatinat et en Bade-Wurtemberg, qui ont vu les ministres-présidents social-démocrate et vert largement reconduits. Enfin, Fraser McMillan analysera les résultats du scrutin écossais qui s'est tenu début mai ; la domination des forces indépendantistes y a relancé le débat sur un nouveau référendum. Enfin, une autre élection particulièrement intéressante a été disputée dans la Communauté de Madrid, donnant une large majorité à la présidente de droite sortante et conduisant à la disparition des libéraux ; elle sera analysée par Francisco Cabezuelo.

Enfin, la dernière section du présent numéro se projetera dans l'avenir pour anticiper brièvement les importantes échéances allemandes de fin septembre 2021. Le lecteur y trouvera les réponses des directeurs des

fondations des trois plus grands partis allemands, Martin Schulz (SPD), Norbert Lammert (CDU) et Ellen Ueberschar (Verts), à une série de questions posées par la rédaction de la BLUE.

### Évolution des scores des groupes européens

Pour retracer les évolutions macroscopiques et les tendances communes à toute l'Europe, l'analyse des données agrégées est incontournable. Afin d'analyser les dynamiques des différentes familles politiques au-delà de leurs contextes nationaux respectif, on s'appuiera ici sur les affiliations aux groupes du Parlement européen.

Les chiffres définitifs montrent dans l'ensemble un déclin des forces de gauche et centristes, tandis que les acteurs de droite ont augmenté leur part de voix. Toutefois, les Verts et la droite radicale contredisent ces tendances générales, les premiers enregistrant des succès et les seconds semblant perdre du terrain.

Le groupe de la gauche radicale GUE/NGL (Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique) a connu un déclin général (-6,23 pp en moyenne), principalement dû aux mauvaises performances au Portugal, à Chypre et aux Pays-Bas, avec une perte de 5,8, 3,3 et 2,45 points respectivement. Le courant dominant de la gauche, incarné par le groupe S&D (Socialistes et Démocrates), a été l'une des formations les plus sévèrement battues : il a perdu 12,13 points en moyenne, avec des pertes particulièrement importantes en Roumanie (-15,6 pp), en Bulgarie (-14,47 pp) et à Madrid (-10,51 pp), qui n'ont été que partiellement compensées par les résultats au Portugal (+7,98 pp), en Catalogne (+9,3 pp) et à Chypre (+13,41 pp).

Les partis affiliés au groupe des Verts au Parlement européen sont globalement en hausse (+8,3 pp), avec des chiffres particulièrement encourageants pour la Rhénanie-Palatinat (+5,03 pp), et des augmentations conséquentes dans le Bade-Wurtemberg (+2,55 pp) et à Madrid (+2,33 pp). En Bulgarie, les Verts ont également gagné 4 sièges au Parlement, bien que ce résultat soit difficile à quantifier en termes de part de voix, puisqu'ils se sont présentés aux élections en coalition avec un parti de droite et d'autres nouvelles formations (obtenant 9,45% des voix au total).

La formation centriste et libérale Renew (RE) a enregistré des gains modérés dans la plupart des élections (entre +2,41 pp en Rhénanie-Palatinat et +5,07 pp en Bade-Wurtemberg), mais les mauvaises performances en Catalogne (-19,84 pp) et à Madrid (-16,08 pp) conduisant à un solde négatif de -13,8 pp. C'est donc le groupe qui connaît la plus forte variation de part de voix lors de ces derniers scrutins.

Le camp de centre-droit, incarné par le PPE (Parti populaire européen), a augmenté sa part de voix de 8,45 pp en moyenne. Toutefois, ce chiffre général cache des pertes assez importantes. Par exemple, le centre-droit a enregistré un recul de 5 pp aux Pays-Bas et 4,14 pp en Rhé-

nanie-Palatinat, mais aussi 11,68 pp en Bulgarie<sup>1</sup>, contre seulement quelques victoires importantes (+22,63 pp à Madrid et +8,7 pp au Portugal).

Le groupe conservateur CRE (Conservateurs et réformistes européens) est celui qui semble avoir le plus profité des élections de ces derniers mois, avec une tendance à la hausse dans presque toutes les élections (entre +0,25 pp à Madrid et +11,9 pp au Portugal). Les seules exceptions à cette tendance sont la Bulgarie (-4,32 pp), le Bade-Wurtemberg (-1,02 pp) et Chypre (-25,97 pp).

Enfin, le groupe de droite radicale Identité et Démocratie (ID) a connu de légers reculs (allant de -2,25 pp aux Pays-Bas à -5,36 pp dans le Bade-Wurtemberg) partout où il a participé à des élections, à l'exception de la Bulgarie, où il a augmenté de 2,37 pp. En moyenne, il a subi une perte de 12,85 pp, parmi les plus sévères.

Certains partis nationaux n'ont toujours pas d'affiliation européenne. En moyenne, avec un gain de 11,22 pp, leur part de voix a davantage augmenté que celle de chacun des groupes européens. Il s'agit pour la plupart de **nouveaux acteurs**, souvent apparus après des contestations, comme c'est le cas pour la Bulgarie (+18,52 pp) et Chypre (+11,9 pp) notamment.

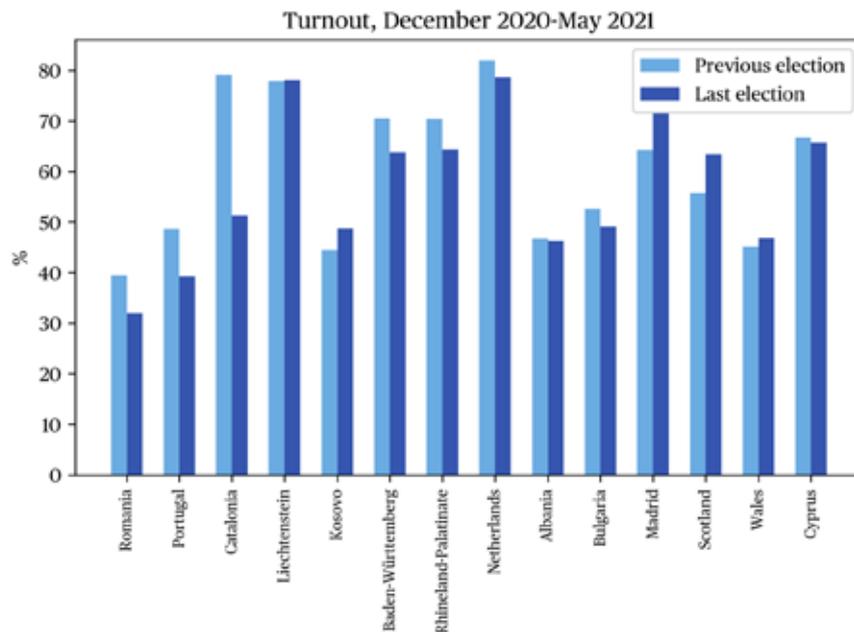
### Partis entrés et sortis des parlements régionaux et nationaux

Les élections régionales et nationales du premier semestre 2021 ont été marquées par la disparition de certains partis et l'émergence de nouvelles formations. En Espagne, les élections régionales anticipées en Catalogne et dans la région de Madrid ont été dévastatrices pour Ciudadanos (RE). La formation centriste, qui avait pourtant remporté les élections régionales anticipées de Catalogne en décembre 2017 avec 25% des voix et 36 sièges, s'est effondrée à 5,58% et n'a obtenu que 6 sièges aux élections du 14 février 2021. Pire, Ciudadanos disparaît de l'assemblée de Madrid en ne récoltant que 3,6% des voix aux élections anticipées de mai 2021 contre 19,5% aux élections de 2019. En revanche, VOX (ECR) s'ancre dans le paysage politique espagnol et remporte 7,67% des voix aux élections régionales anticipées de Catalogne entre au Parlement catalan avec 11 sièges.

Au Kosovo, où on a voté le même jour qu'en Catalogne, les élections législatives ont abouti à la disparition de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK, PPE) et du Vakrat (intérêts de la minorité bosniaque) au profit d'un parti de centre-gauche en faveur de l'Union avec l'Albanie, Vetëvendosje. On note également l'entrée au parlement du SDU (intérêt minorité bosniaque), et de deux partis défendant les intérêts de la minorité rom.

Au Liechtenstein, la formation eurosceptique Démocrates pour le Liechtenstein (DFL) se substitue à l'autre formation eurosceptique Les indépendants (DU) dont elle avait fait scission. Les Démocrates obtiennent 2 sièges et entrent au parlement alors que Les indépendants perdent

1. Pertes en réalité légèrement plus faibles quand on considère que la coalition « Bulgarie démocratique » comporte des membres issus du PPE.



leurs 5 sièges.

Les élections législatives anticipées néerlandaises de mars 2021 se sont traduites par l'entrée de 3 nouveaux partis à la Chambre des représentants. Avec 2,4%, les parti fédéraliste paneuropéen Volt (Greens/EFA) et le JA21 (ECR), issu d'une scission avec le parti d'extrême droite Forum voor Democratie (ECR), entrent au parlement avec 3 députés chacun. Le BBB, parti agrarien, entre au parlement en obtenant 1 siège en ayant récolté 1% des voix.

Les élections du Landtag de Rhénanie-Palatinat en mars 2021 ont vu les Électeurs libres (FW, RE) entrer au Landtag avec 5,35% des voix et 6 sièges.

Au Pays de Galles, les élections du 6 mai ont été marquées par la disparition des formations d'extrême droite et anti-dévolution, l'UKIP (ID) et l'Abolish the Welsh Assembly Party (AWAP, NI) qui quittent le Senedd avec un score d'environ 1%.

Enfin, les élections législatives chypriotes du 30 mai ont permis au parti du Front Démocratique (DIPA, RE), issu d'une scission du Parti Démocratique (DIKO, S&D) d'entrer à la Chambre des représentants en obtenant 4 sièges.

Aucune entrée ou sortie de parti politique n'est à noter au Parlement régional d'Écosse ni au Landtag de Bade-Wurtemberg.

### Participation et vote par correspondance

La tenue d'élections, propices aux rassemblements et la sociabilité, constitue dans le contexte de la pandémie de Covid-19 un défi de taille pour les autorités. Ainsi, certaines élections ont été reportées, telle que l'élection du conseil régional de Calabre reportée à l'automne 2021. Cependant, malgré la diffusion du virus et grâce à la mise en place d'aménagements spécifiques, la plupart de ces élections ont tout de même eu lieu. Dans la plupart des cas, le vote par correspondance a été encouragé et normalisé. Malgré ces aménagements, une baisse de la participation électorale était attendue au regard du contexte sanitaire.

Or, cette crainte ne s'est pas matérialisée partout – certains pays tels que le Kosovo ont même enregistré des taux de participation record, et des élections dont les enjeux étaient perçus comme importants ont pu largement mobiliser l'électorat.

C'est en Catalogne que la baisse de la participation est la plus marquée, atteignant 27,8 pp. Bien que cette diminution puisse être attribuée en partie à la situation sanitaire, elle s'explique également par la moindre actualité des questions constitutionnelles qui constituaient l'un des principaux enjeux du scrutin. À l'inverse, trois mois plus tard, une élection madrilène particulièrement médiatisée et polarisée

a connu un taux de participation en hausse de 7,47 pp. Des baisses relativement importantes, bien que moins spectaculaires, ont également été observées au Portugal et en Roumanie, où le taux de participation a diminué de 9,5 et 7,55 pp respectivement. On notera que l'élection présidentielle portugaise s'est déroulée alors que le taux d'infection au Portugal était l'un des plus élevés au monde et qu'un confinement était appliqué sur l'ensemble du territoire. Le vote par correspondance n'y était pas admis et la réélection du président sortant, dont les prérogatives exécutives sont limitées, apparaissait certaine. Finalement, bien que l'abstention, aussi bien au Portugal qu'en Roumanie, ait atteint les taux les plus élevés depuis le retour de la démocratie dans ces deux pays, cette baisse n'a pas pris les proportions qu'on aurait pu craindre.

Des baisses de participation plus modestes, de l'ordre de 3 points de pourcentage, ont été observées aux Pays-Bas (où près de 10% des électeurs ont voté par correspondance) et en Bulgarie. En Allemagne, lors de l'élection des parlements régionaux en Rhénanie-Palatinat et Bade-Wurtemberg, le vote par correspondance a remporté un franc succès, représentant respectivement 65,9% et 51,31% des votes. Toutefois, la participation globale a diminué de 6 points dans les deux Länder, s'élevant à 64%. Enfin, à Chypre et en Albanie, « l'effet Covid » ne semble guère avoir affecté le taux de participation, qui n'a baissé que de 1,02 et 0,51 pp respectivement.

À l'inverse, au Kosovo, le taux de participation a augmenté de 4,2 pp par rapport aux dernières élections. De même, l'Écosse enregistre une augmentation significative de la participation (+7,69 pp) avec un taux de participation record de 63,49%, le plus élevé depuis la création du Parlement dévolu en 1998. Ce taux s'explique notamment par l'actualité très forte du débat sur l'indépendance – notamment la perspective d'un nouveau référendum – et par la possibilité de voter par correspondance. De plus, alors que certains pays à l'instar du Portugal ont mainte-

nu les élections alors que la situation sanitaire était particulièrement difficile, le taux d'infection était relativement faible au Royaume-Uni le 5 mai, jour du scrutin. Enfin, le taux de participation le plus élevé a été enregistré lors des élections législatives au Liechtenstein, où 77,82% des citoyens ont voté, dont 97% par correspondance – une modalité de vote déjà largement plébiscitée avant la pandémie.

### Interactions entre les scrutins

Dans trois pays – le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Espagne – plusieurs scrutins régionaux ont eu lieu le même jour.

Au Royaume-Uni, le renouvellement des parlements dévolus au Pays de Galles et en Écosse ainsi que les scrutins locaux en Angleterre ont vu la reconduction des différents partis au pouvoir. Ainsi, si le Scottish National Party (SNP) conserve les mêmes résultats qu'en 2016, les travaillistes gallois (Welsh Labour) confirment leur domination en décrochant presque la majorité absolue (29 sièges sur 60 au total). Quant aux résultats des scrutins locaux en Angleterre, ils confirment la popularité des Conservateurs et de leur leader Boris Johnson : avec 235 conseillers supplémentaires (23% de plus qu'aux dernières élections), des bastions historiques des travaillistes (Hartlepool) passent aux mains des Tories. Malgré la médiatisation dans tout le Royaume-Uni de la question de l'indépendance écossaise, il semble que les interactions entre ces différentes élections aient été en définitive assez modestes. Leurs résultats ont par ailleurs été largement influencés par les perceptions de l'efficacité de la gestion de la crise de la Covid-19 par les gouvernements régionaux en place. On note toutefois qu'entre 20 et 30% des Gallois seraient favorables à une indépendance du pays de Galles, un chiffre en hausse: l'effet du succès du SNP écossais sur la popularité des idées pro-indépendantistes aux Pays de Galles reste une question ouverte.

Deux élections régionales en Rhénanie-Palatinat et en Bade-Wurtemberg ont marqué le coup d'envoi de la « super année électorale » (Superwahljahr) allemande. Les résultats de ces deux Länder ont donc souvent été scrutés comme des « signaux faibles » anticipant l'issue des élections fédérales du 26 septembre prochain. Toutefois, leur généralisabilité est limitée, les Länder étant caractérisés par des cultures politiques spécifiques et des structures socio-économiques bien différentes. De fait, alors que les socio-démocrates (SPD) ont obtenu un très bon score en Rhénanie-Palatinat (35,7%), région qu'ils dirigent, ils sont en net recul à l'échelle nationale où ils ne remportent, selon les derniers sondages, que la troisième place derrière les conservateurs et les Verts. Les très populaires Verts du Bade-Wurtemberg, parti du ministre-président Winfried Kretschmann, ont fait campagne sur une ligne plus conservatrice et plus traditionnelle que les Verts fédéraux et leur tête de liste Annalena Baerbock. Les effets régionaux des dynamiques politiques fédérales sont difficiles à quantifier : l'affaire dite « des masques » (une

affaire de corruption impliquant des parlementaires chrétiens-démocrates) a certes touché l'ensemble de l'opinion publique allemande, mais, du fait de la généralisation du vote par correspondance, de nombreux citoyens avaient déjà voté lorsque le scandale a éclaté.

Enfin, bien que la question constitutionnelle ait structuré de nombreuses élections catalanes ces dernières années, il semble que la crise sanitaire l'ait en partie éclipsée. De manière moins attendue, le rapport entre les différentes échelles de gouvernement a été au centre de la campagne électorale madrilène, qui s'inscrivait dans un conflit frontal entre le Parti populaire régional et les socialistes du gouvernement de Pedro Sánchez sur fond d'opposition aux mesures de lutte contre la pandémie et d'appels à la « liberté » régionale. Les élections catalane et madrilène s'inscrivent cependant dans une dynamique espagnole plus large. L'effondrement des libéraux unionistes de Ciudadanos (RE) et la polarisation croissante de l'espace politique (selon les axes droite-gauche et indépendantiste-unionisme) en constituent les principales tendances. Des effets de réseau significatifs s'y déploient : l'élection madrilène a été provoquée par les retournements d'alliances provoqués par Ciudadanos au parlement de Murcie ; Pablo Iglesias, figure historique de Podemos, a démissionné du gouvernement espagnol pour mener la campagne de son parti à Madrid, se retirant de la politique après sa défaite.

### Écarts entre villes et campagnes

La BLUE a construit un indicateur permettant de mesurer la polarisation du vote entre les zones urbaines et rurales lors des scrutins présentés dans ce numéro. Étant donné le score agrégé  $u_p, \dots, u_p$  des partis dans l'électorat urbain et les scores agrégés  $r_p, \dots, r_p$  de ces mêmes partis dans l'électorat rural (en pourcentage), on considère

$$1/2 ( |r_1 - u_1| + \dots + |r_p - u_p| )$$

On obtient un pourcentage qui varie entre 0% et 100%, où 0% signifie que les parts des différents partis dans les électorsats urbain et rural sont identiques, et 100% signifie que l'électorat urbain vote pour des partis entièrement différents de l'électorat rural.

La première observation que l'on peut faire est que le clivage villes-campagnes a été le plus prononcé en Bulgarie et en Roumanie, où respectivement 21,2% et 17,6% des électeurs des zones urbaines ont voté différemment des électeurs de zones rurales. Cette différence est en hausse de 5,7 points de pourcentage en Bulgarie, contre une baisse marginale de 1 point de pourcentage en Roumanie.

Au Portugal, l'élection présidentielle de janvier a vu le très populaire candidat du Parti social-démocrate (PSD, EPP) l'emporter avec 60,7% des voix. Il n'est pas étonnant de constater que du fait de sa large victoire notre indicateur soit de seulement 6,6%. En d'autres termes, seuls 6,6% des électeurs urbains ont voté différemment des électeurs ruraux, en baisse de 0,7% par rapport à l'élection présidentielle de 2016. La forte popularité du candidat aussi bien dans les zones rurales qu'urbaines diminue

c • Résultats du modèle statistique au niveau NUTS 3

| Groupe    | Effet positif   | Effet négatif                                  | R <sup>2</sup> |
|-----------|---|--|----------------|
| GUE/NGL   |   | Natalité*** âge médian***                      | 0,85           |
| Verts/ALE | Diplôme univ.***<br>PIB/hab PPP***                      | Densité*** migr. nette*** âge médian*          | 0,76           |
| S&D       | Densité pop.***   | Natalité*** PIB/hab PPP***<br>diplôme univ.*** | 0,58           |
| RE        | Migr. nette*** natalité*** âge médian*** densité pop.** | Diplôme univ.*                                 | 0,79           |
| PPE       | Diplôme univ.** croissance PIB**                        | Densité pop.**                                 | 0,75           |
| CRE       |   | Diplôme univ.**                                | 0,81           |
| ID        | Âge médian***   |  | 0,82           |

\*\*\* effet significatif,  $p < 0,01$  \*\*  $p < 0,05$  \*  $p < 0,1$

Contrôles : États-membres, source : Eurostat, dernière année disponible

Les partis assimilés à un groupe ont été comptés avec ce groupe.

221 régions NUTS 3 : 28 BG, 1 CY, 80 DE, 5 ES, 40 NL, 25 PT, 42 RO.

fortement la valeur de l'indicateur. Un raisonnement similaire peut s'appliquer pour les élections régionales anticipées à l'Assemblée de Madrid, où la candidate du Parti populaire (PP, EPP) est arrivé largement en tête dans une très grande majorité de communes.

En Catalogne, le clivage entre les électeurs urbains et les ruraux a légèrement progressé entre les élections régionales de 2017 et celles de 2021, passant de 13,8% à 14,9%. Ce résultat peut en partie s'expliquer par le fait que les régions rurales (à l'exception du Val d'Aran) ont plus tendance à voter pour des partis indépendantistes que Barcelone qui a tendance à voter des partis opposés à l'indépendance comme le PSOE ou bien Ciudadanos.

Les élections régionales au Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat ont mis en lumière une intensifica-

tion du clivage urbain/rural. La différence entre le vote des urbains et des ruraux a respectivement augmenté de 2,8% et 3,8%. Ainsi, 13,8% des électeurs urbains ont voté différemment des électeurs ruraux en Bade-Wurtemberg et 10,6% en Rhénanie-Palatinat.

En somme, dans la plupart des territoires qui ont organisé des élections entre décembre 2020 et mai 2021, le clivage entre les urbains et les ruraux s'est modérément creusé. Seuls la Roumanie et le Portugal enregistrent une diminution de ce clivage.

### Déterminants socio-économiques du vote

Le tableau c ci-dessous présente le résultat de l'estimation d'un modèle aux moindres carrés évaluant l'effet de huit facteurs socio-économiques sur les parts électorales des différents groupes politiques européens, agrégées au niveau NUTS 3.

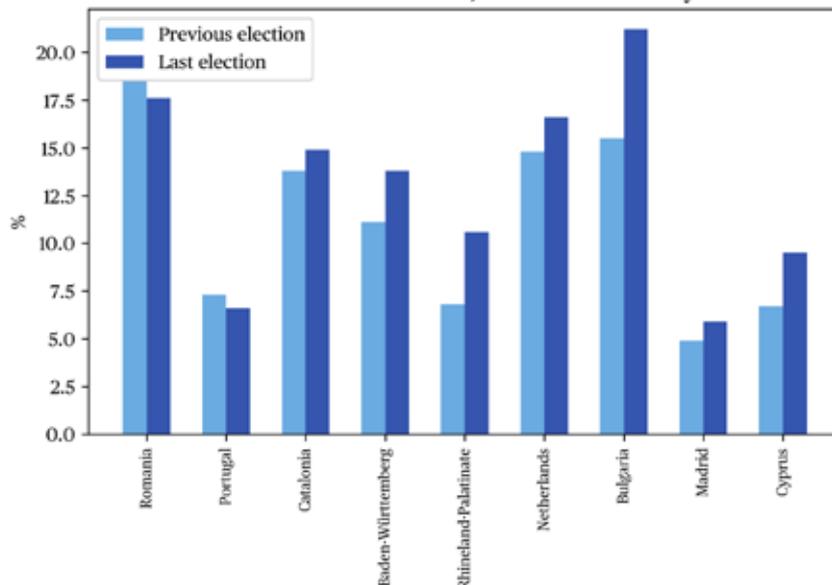
Toutes choses égales par ailleurs, la densité de population a un effet positif sur la part électorale des groupes social-démocrate et libéral, et négatif sur celui des Verts/ALE (dont on notera que la composante régionaliste a joué un rôle important ce semestre) et du Parti populaire européen. À l'inverse, la proportion de la population disposant d'un diplôme universitaire affecte favorablement la part électorale des Verts/ALE et du Parti populaire européen, et négativement celle des sociaux-démocrates et des CRE. La situation démographique a un effet significatif pour cinq groupes sur sept : une population plus âgée tend à accroître la part des libéraux et de l'extrême droite (ID) et à réduire celle de la gauche radicale et des Verts/ALE. Les libéraux profitent également d'un taux de migration net positif et d'une natalité plus forte, alors que les groupes de gauche et de centre-gauche obtiennent de meilleurs résultats dans les zones au taux de migration négatif (Verts/ALE) et à la natalité faible (GUE/NGL et S&D). De manière peut-être plus inattendue, l'effet des facteurs économiques apparaît moindre : le taux de chômage

n'est significatif pour aucun groupe au niveau de 90%, le niveau du PIB par habitant favorise les Verts/ALE et défavorise les S&D, mais est sans effet sur les scores des autres partis, et la croissance du PIB n'a un effet significatif (et positif, au niveau de 95%) que sur les scores du Parti populaire européen.

### Autonomie — indépendance

La question de l'autonomie et de l'indépendance régionales a été un enjeu important de certaines des élections du premier semestre 2021. En Catalogne, les élections régionales se sont tenues en février à la suite de la destitution par le Tribunal Suprême pour « désobéissance »

Urban-rural divide indicator, December 2020-May 2021



b • Indicateur du clivage villes-campagnes lors des scrutins de décembre 2020 et mai 2021, ainsi que lors des scrutins précédents

du président de la Generalitat Quim Torra. Cette décision, acceptée par le parti de gauche indépendantiste Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) est à l'origine d'une scission entre les indépendantistes d'ERC et de Junts per Catalunya (JxCat) et a précipité les élections régionales. Comme à chaque élection depuis 2015, date à laquelle la coalition Junts per si en faveur de l'indépendance à court terme de la région vis-à-vis de l'Espagne a gagné les élections, la question de l'indépendance de la Catalogne domine les débats. Malgré la faible participation des Catalans au scrutin (51,29% contre 79,09% en 2017) les partis indépendantistes ont encore obtenu la majorité absolue en sièges avec 74 sièges sur 135. Pour la première fois depuis l'établissement de la Generalitat en 1979, la somme des suffrages des partis en faveur de l'indépendance atteint la majorité absolue, à 50,73% des suffrages exprimés, ce qui constitue une victoire symbolique pour les partis indépendantistes catalans vis-à-vis de l'État central. Les appels répétés des indépendantistes à l'organisation d'un référendum d'autodétermination au soir de la victoire malgré le refus catégorique du Premier ministre espagnol Pedro Sánchez risque de faire perdurer la situation de blocage entre la région et l'Etat central.

Des enjeux similaires ont marqué le scrutin écossais. Le Scottish National Party (SNP), principale force indépendantiste, a insisté, avant même le début de la campagne électorale, sur le fait que ces élections aboutiraient à l'organisation d'un second référendum d'indépendance si le SNP obtenait la majorité le soir de l'élection. Le Parti vert écossais a aussi milité au cours de cette campagne en faveur de l'indépendance comme c'était le cas lors du premier référendum d'indépendance de l'Écosse de 2015. Le SNP obtient à l'issue des élections 64 sièges sur 129, à un siège de la majorité absolue. La somme des sièges des partis indépendantistes SNP et Parti vert écossais est de 72, garantissant ainsi une majorité absolue à la cause indépendantiste au parlement écossais. Là aussi, le Premier ministre britannique Boris Johnson a écarté dès le soir des élections l'organisation d'un nouveau référendum d'autodétermination pour l'Écosse.

Au Pays de Galles, le momentum indépendantiste que le parti Plaid Cymru espérait n'est pas advenu. Le parti a réalisé le même score aux élections de mai qu'aux élections de 2016, soit 20%, mais a progressé en obtenant un siège supplémentaire, passant de 12 à 13 sièges sur les 60 que composent le Parlement gallois.

En Roumanie, l'Union démocrate magyare de Roumanie, parti historique en faveur de la défense des intérêts de la minorité hongroise de Roumanie et de l'autonomie du pays sicule a réalisé le score de 5,74%, en baisse de 0,5 point de pourcentage, mais conserve le même nombre de députés et sénateurs qu'à la précédente législature, soit 21 députés et 9 sénateurs. Suivant une évolution similaire, le Mouvement des droits et des libertés, défenseur des intérêts de la minorité turque de Bulgarie qui représente près de 10% de la population du pays, a obtenu 10,73%, en progression d'un point par rapport à 2017 et obtient 30 sièges sur 240.

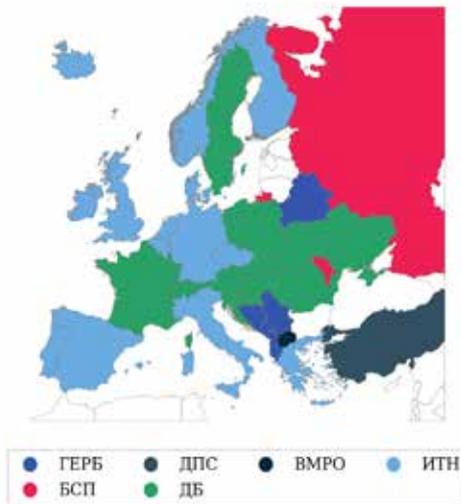
## Mouvements anti-corruption

Les trois scrutins ayant eu lieu en Europe de l'Est (élections législatives en Albanie, Roumanie et Bulgarie) ont tous été marqués par la thématique de la lutte anti-corruption.

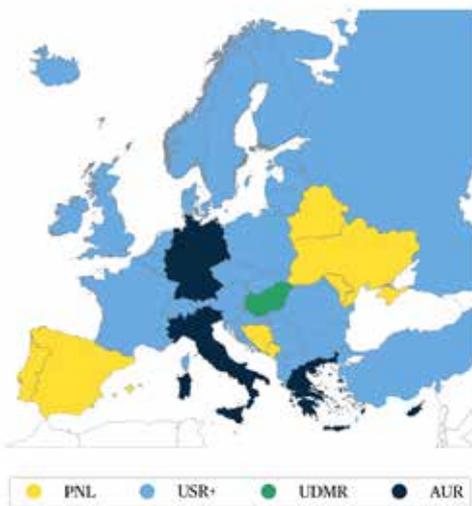
Les années passées ont été marquées par des mobilisations contre la corruption du pouvoir en place. Ainsi le mouvement de société civile Rezist a débouché sur la démission du gouvernement social-démocrate roumain (Parti social-démocrate, PSE) en novembre 2019, ouvrant la voie à un gouvernement minoritaire de centre-droit (Parti national libéral, PPE) après deux ans de manifestations massives. En Albanie, les manifestations ont eu lieu à l'initiative du Parti démocrate (PPE), à partir de février 2019, dans un contexte de boycott des élections locales et parlementaires par les partis d'opposition. Ce boycott faisait suite de la publication d'enregistrements audios par le journal BILD prouvant la participation du premier ministre Edi Rama et de son parti (Parti socialiste, associé au PSE) dans des campagnes d'achats de votes et d'intimidation d'opposants. Enfin, en Bulgarie les manifestations ont eu lieu suite à une enquête de Radio Europe Libre (RFE/RL) mettant en cause des membres du gouvernement de centre-droit de Boyko Borisov (GERB, PPE, en coalition avec les Patriotes Unis, CRE) ainsi que des magistrats. Cette mobilisation a débouché sur une crise politique majeure, soutenue par le Président Rumen Radev (Ind.), qui s'est poursuivie jusqu'au jour du scrutin.

Bien que le contexte fût similaire, les conséquences électorales de cette dynamique ont été différentes. En Roumanie, le vote anti-corruption a majoritairement profité à l'alliance USR-PLUS (RE), issue de la société civile et des manifestations antigouvernementales de 2015, qui a vu son score progresser de 8,9% à 15,6%, entrant au gouvernement aux côtés des libéraux-conservateurs PNL (PPE) et du parti de la minorité hongroise (UDMR, PPE). En Albanie, le mouvement anti-corruption n'est pas parvenu à remettre en cause l'hégémonie institutionnelle et politique du Parti socialiste qui a conservé sa majorité (49% des voix, 53% des sièges au Parlement). L'opposition s'est cependant unifiée sous l'égide du Parti démocrate et de son dirigeant, Luzim Basha, qui gagne 10 % de voix pour frôler les 40% des votes exprimés. En Bulgarie, la coalition gouvernementale de droite s'est effondrée au profit de trois forces anti-corruption. Le nouveau parti ITN entre au Parlement en seconde position du scrutin avec 17% des voix, le nouveau mouvement anti-corruption ISMV reçoit 4,6% des voix, tandis que l'alliance de centre-droit Bulgarie démocratique (PPE/Verts) obtient 9%. triplant son score précédent. Le GERB au pouvoir perd 7 points (à 26%), après s'être aliéné une partie de son électorat – le parti avait lui-même été créé dans une logique de lutte contre la corruption. Bien qu'ayant soutenu les manifestations, le parti socialiste BSP (S&D), perd 12% de ses voix au profit des deux nouvelles forces anti-corruption, pour se stabiliser à 14,5%. Quoique grands gagnants,

Winning party (Bulgarian diaspora, April 2021)



Winning party (Romanian diaspora, December 2020)



les trois nouveaux partis ne sont pas parvenus à organiser une coalition gouvernementale, ouvrant la voie à de nouvelles élections en juillet.

Idéologiquement, l'ensemble des partis anti-corruption en Europe de l'Est se démarque par son europhilie, voire par son euratlantisme, l'intégration dans les organisations occidentales étant perçue comme un levier pour continuer la lutte contre une classe politique nationale traditionnelle jugée corrompue et régulièrement soutenue par la Russie.

### Rôle de la diaspora

Pour cinq scrutins – les élections parlementaires bulgares, roumaines, chypriotes et catalanes, ainsi que les élections présidentielles portugaises –, des données concernant le vote de la diaspora ont été publiées.

Représentant respectivement 5% et 4% des citoyens s'étant rendus aux urnes, les importantes diasporas bulgare et roumaine ont davantage plébiscité les partis perçus comme « nouveaux », qu'ils soient centristes anti-corruption ou nationaux-conservateurs, que la moyenne des

électeurs hors diaspora. Ainsi, en Roumanie, le Parti social-démocrate (S&D), arrivé en tête au niveau national avec 28,90% des voix, ne remporte que 3,37% des suffrages des électeurs résidant à l'étranger. À l'inverse, l'alliance USR-PLUS (RE, anti-corruption), qui obtient 15,37% des suffrages au niveau national, recueille 32,59% des voix de la diaspora ; le jeune parti nationaliste Alliance pour l'Union des Roumains (AUR, CRE), dont le score total était de 9,08%, est plébiscité par 23,24% des électeurs de la diaspora. Dans quatre États-membres de l'Union (Allemagne, Italie, Grèce, Chypre), l'AUR arrive d'ailleurs en tête. Son succès en Allemagne et en Italie, qui réunissent près de la moitié des votants issus de l'UE et où le parti recueille environ 35% des voix, contraste avec les scores beaucoup plus proches de la moyenne roumaine constatés en France ou en Espagne, où l'USR-PLUS l'emporte sur l'AUR avec 5 à 10 points d'avance. On notera la faible performance de l'AUR, favorable à l'union de la République de Moldavie à la Roumanie et également présente dans ce pays, parmi les Roumains de Moldavie : le parti n'y recueille en effet que 8,81% des suffrages.

Selon un schéma similaire, les Citoyens pour le développement de la Bulgarie (GERB, PPE), parti conservateur du premier ministre bulgare sortant, ne recueillent que 8,57% des voix de la diaspora, contre 25,80% au niveau national. De même, l'alliance de gauche formée autour du Parti socialiste de Bulgarie (BSP, S&D) n'obtient que 6,46%, contre 14,79% à l'échelle du pays. À l'inverse, le parti centriste anti-corruption « Il y a un tel peuple » (ITN) obtient 30,45% des voix de la diaspora contre seulement 17,40% à l'échelle nationale ; la coalition centriste Bulgarie démocratique recueille quant à elle 17,40% des voix, soit à nouveau près du double de son score national de 9,31%. L'un de ces deux partis arrive en tête dans chacun des États de l'Union. Enfin, les quatre principales listes nationalistes ou d'extrême droite récoltent 14,69% des suffrages de la diaspora, contre 11,25% au niveau national. Le parti nationaliste IMRO (CRE), qui milite pour un rapprochement entre la Macédoine du Nord et la Bulgarie, obtient près de 40% des suffrages dans ce pays.

Dans les deux cas, les diasporas semblent plus réceptives aux discours anti-corruption, mais aussi plus susceptibles de soutenir des formations nationalistes. Les partis de gouvernement traditionnels du centre-gauche et du centre-droit (à l'exception notable du PNL roumain) ne convainquent plus qu'une frange très réduite des citoyens vivant à l'étranger.

La tendance de la diaspora à soutenir des candidats « alternatifs » est également présente, quoique de manière moins marquée, au Portugal et en Catalogne. Le président portugais sortant Marcelo Rebelo de Sousa (PSD, PPE), élu avec 60,67% des voix, ne remporte ainsi que 52,65% des voix de la diaspora, et n'obtient pas la majorité absolue des voix (46,03%) parmi les Portugais installés dans l'UE. Ana Gomes, candidate indépendante du centre-gauche, remporte 18,51% des suffrages de la diaspora (23,50% dans l'UE), contre 12,96% au niveau national. Le candidat du nouveau parti Iniciativa Liberal (IL, RE) recueille quant

à lui 5,61% des voix des Portugais de l'étranger, contre 3,23% seulement au niveau national ; les candidats d'extrême droite et de gauche radicale améliorent également légèrement leurs scores. La portée de cette analyse reste cependant limitée par un niveau de participation très faible: sur 1,5 million de Portugais de l'étranger inscrits, moins de 30 000 (2%) se sont rendus aux urnes.

En Catalogne, où le taux de participation de la diaspora est également très faible (4%), son comportement électoral se caractérise par un soutien aux partis indépendantistes légèrement plus marqué que la moyenne régionale (54,87% contre 50,77%). Les scores de Vox (ID), du Parti socialiste de Catalogne (PSC, S&D) et de la Gauche républicaine de Catalogne (ERC, Verts/ALE) sont plus faibles, ceux de JxCat (indépendantistes, NI) de la gauche radicale et de Ciudadans/Ciudadanos (RE) plus élevés qu'à l'échelle régionale.

### Clivages confessionnels et culture politique

La religion reste un facteur marquant dans plusieurs scrutins étudiés.

En Rhénanie-Palatinat, une division Nord-Sud a été mise en lumière dans le comportement électoral, qui correspond à la division religieuse historique du Land. Ainsi la CDU (PPE), descendante du Parti catholique Zentrum, a conservé une base électorale importante dans le Nord catholique (Rhénanie), tandis que le SPD (S&D) demeure majoritaire dans la plupart des circonscriptions du Palatinat protestant. Parallèlement les Électeurs Libres (FW, RE) ont des surperformances dans les zones à majorité catholique alors que l'AfD (ID) voit son électorat concentré dans les circonscriptions traditionnellement protestantes.

Un schéma équivalent a pu être observé dans le

Bade-Wurtemberg, où les régions catholiques du Sud (Souabe et Bade) ont voté plus qu'ailleurs pour la CDU et le Wurtemberg protestant où le SPD a eu des résultats supérieurs à la moyenne. Ici, les autres partis, et notamment Les Verts, grands gagnants de l'élection, n'ont pas eu de division territoriale de leur électorat coïncidant avec la carte des religions.

Bien qu'une division religieuse Nord-Sud existe aux Pays-Bas entre protestants et catholiques, cela ne s'est pas traduit par une différenciation significative du vote au titre de ce critère. Seule la Bijbelgordel (la « ceinture biblique » néerlandaise), au centre du pays, marquée par son très fort conservatisme calviniste, voit le SGP (le Parti politique réformé, CRE) et l'Union chrétienne (UC, PPE) bénéficier de scores nettement supérieurs à la moyenne. L'idiosyncrasie des partis chrétiens dans ces régions reste très fortes.

Dans les autres élections, notamment en Roumanie et en Bulgarie, les correspondances entre performances des partis et distribution religieuse de la population s'expliquent principalement par le vote ethnique. Le Mouvement des droits et libertés bulgare (RE) a ainsi son électorat concentré dans les zones avec une surreprésentation de l'islam, soit les territoires avec de fortes communautés de la minorité ethnique turque. L'UDMR roumain (PPE) a quant à lui ses meilleurs résultats dans les zones à majorité catholique romaine, c'est-à-dire les départements dans lesquels la minorité hongroise est majoritaire, tandis que les partis réputés proches de l'Église orthodoxe de Roumanie (BOR) y font des scores très inférieurs à leurs moyennes nationales, qu'ils soient conservateur de gauche (PSD, S&D) ou populiste et eurosceptique (AUR, CRE).

## Note méthodologique

La BLUE propose un suivi systématique des élections suivantes dans les 27 États-membres de l'Union européenne :

- Élections au Parlement européen ;
- Élections nationales directes (élections parlementaires, présidentielles, referenda) ;
- Élections régionales directes au niveaux NUTS 1 et NUTS 2, soit : *Bundesländer* autrichiens, régions et provinces belges, *regioner* danoises, régions françaises, *Bundesländer* allemands, *periferies* grecques, *regioni* et *province autonome* italiennes, *provincies* néerlandaises, *województwa* polonaises, *comunidades autónomas* espagnoles ;
- Élections municipales dans les 15 villes européennes de plus d'un million d'habitants (« M15 ») que sont,

par ordre décroissant de population, Berlin, Madrid, Rome, Paris, Vienne, Hambourg, Bucarest, Varsovie, Budapest, Barcelone, Munich, Milan, Prague, Sofia et Cologne.

Ces analyses, réalisées à l'échelle du scrutin, s'accompagnent de données électorales complètes au niveau communal.

Dans la mesure du possible, BLUE publiera également des analyses ou des résumés des principales élections nationales dans les États candidats à l'adhésion à l'Union européenne ainsi que dans les États membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

Au cas par cas, BLUE pourra également proposer, dans sa rubrique « spécial », des analyses d'autres scrutins pertinents ayant eu lieu dans l'environnement immédiat de l'Union européenne.

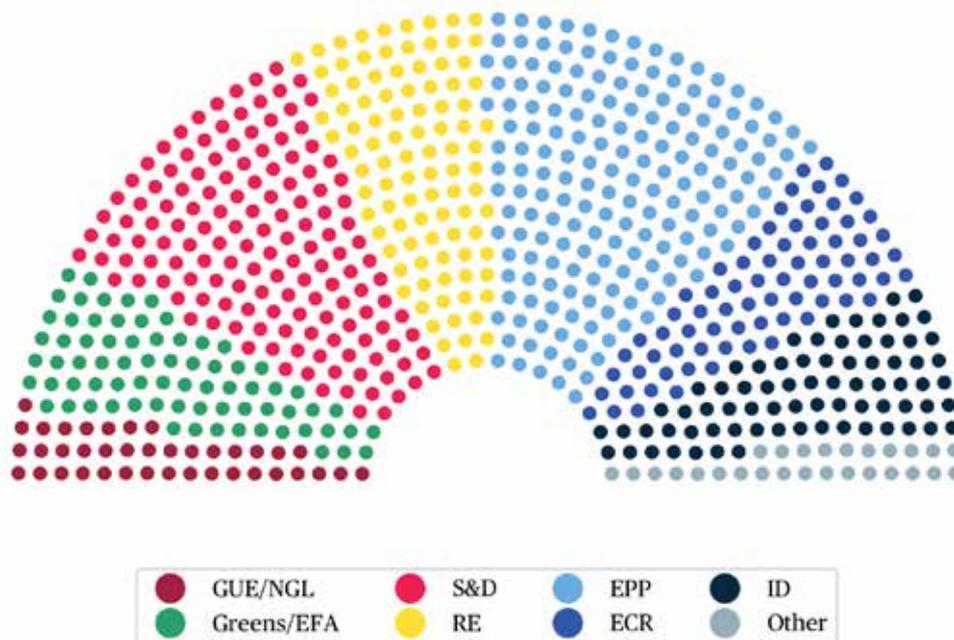
## Répartition des sièges

| Groupe    | Parlement européen | Conseil européen | Commission européenne | Parlements des États-membres (chambre basse) |     | Parlements régionaux (premier niveau) |     | M15       |
|-----------|--------------------|------------------|-----------------------|--|-----|---------------------------------------|-----|-----------|
| GUE/NGL   | 39 (6%)            | -                | -                     | 434 (7%)                                     | -5  | 509 (6%)                              | +3  | 76 (6%)   |
| Verts/ALE | 73 (10%)           | -                | -                     | 321 (5%)                                     | +2  | 640 (7%)                              | +16 | 208 (18%) |
| S&D       | 145 (21%)          | 6 (22%)          | 9 (33%)               | 1240 (19%)                                   | -80 | 1898 (21%)                            | +3  | 333 (28%) |
| RE        | 97 (14%)           | 7 (26%)          | 4 (15%)               | 1081 (17%)                                   | +16 | 941 (11%)                             | -45 | 106 (9%)  |
| PPE       | 175 (25%)          | 9 (33%)          | 9 (33%)               | 1701 (26%)                                   | -12 | 2401 (27%)                            | +30 | 310 (26%) |
| CRE       | 74 (11%)           | 1 (4%)           | 1 (4%)                | 548 (8%)                                     | +15 | 575 (7%)                              | +12 | 42 (4%)   |
| ID        | 74 (11%)           | -                | -                     | 406 (6%)                                     | -15 | 974 (11%)                             | -11 | 56 (5%)   |
| Autres/NI | 27 (4%)            | 4 (15%)          | 4 (15%)               | 738 (11%)                                    | +80 | 908 (10%)                             | +7  | 44 (4%)   |

Excepté pour les trois institutions européennes (chiffres actuels), le décompte ci-dessus s'appuie sur les résultats des dernières élections dans chaque région. Les effectifs actuels des partis peuvent diverger légèrement.

# Les forces politiques européennes au 1<sup>er</sup> juin 2021

## Le Parlement européen



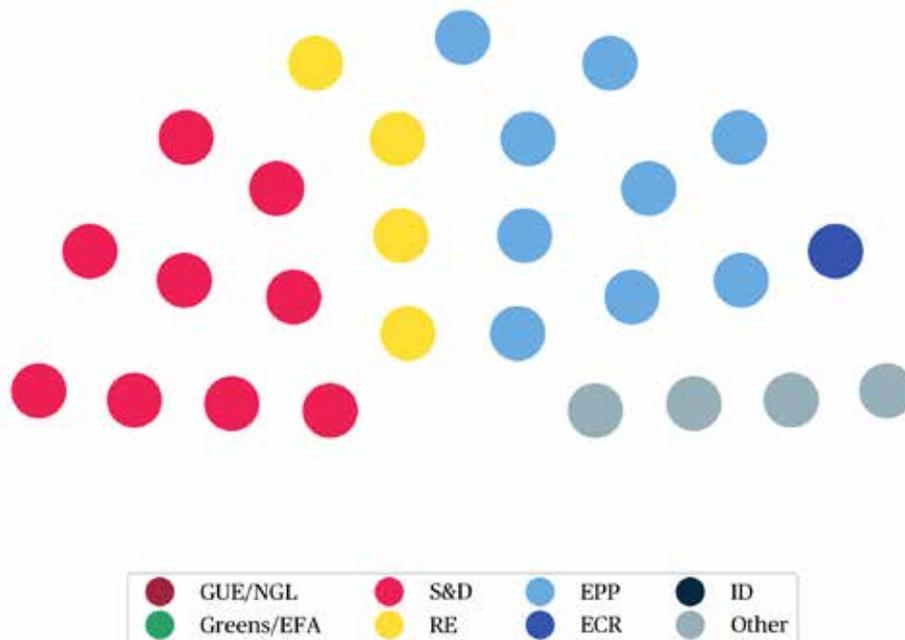
16

## Le Conseil européen

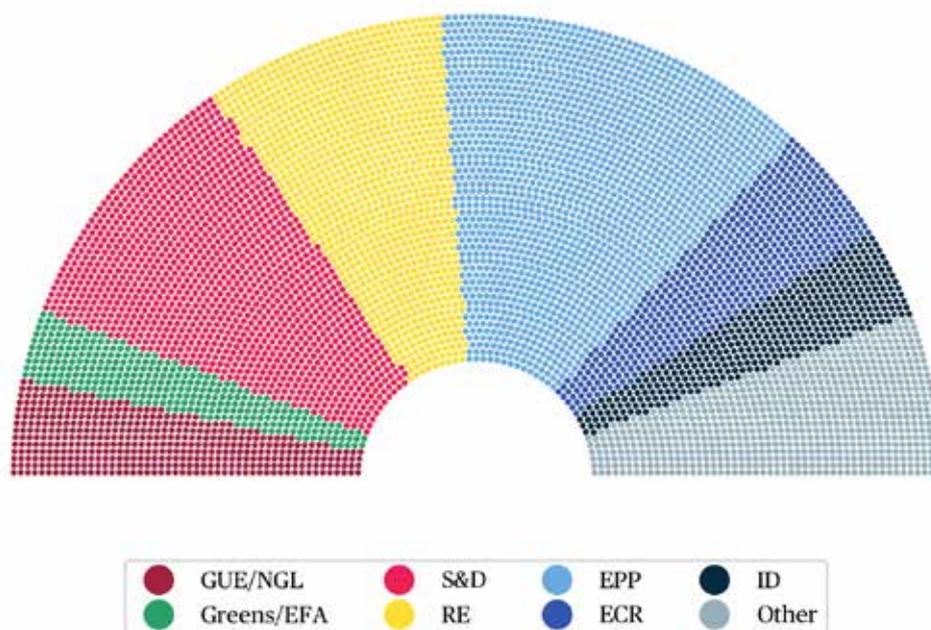


# Les forces politiques européennes au 1<sup>er</sup> juin 2021

## La Commission



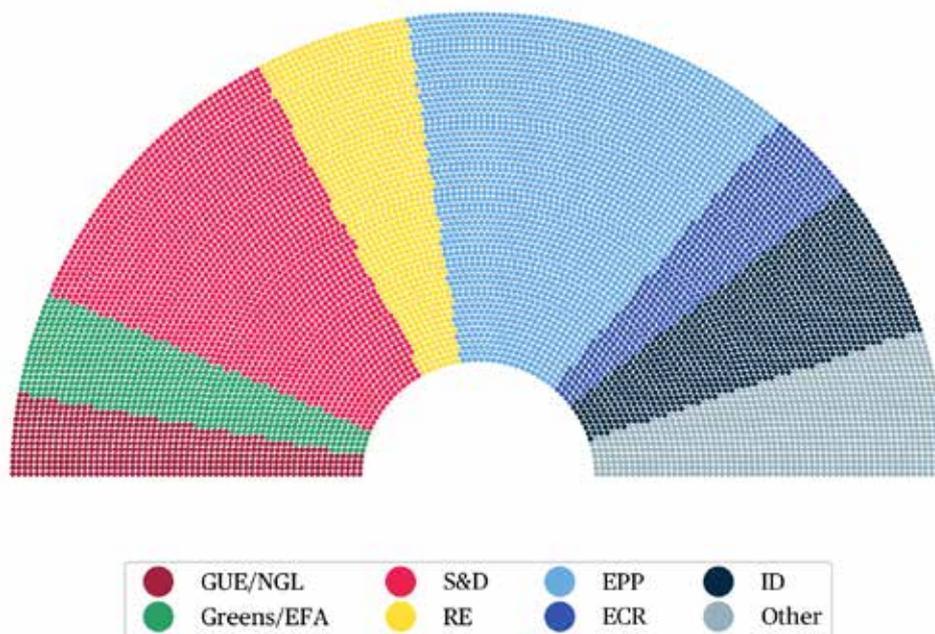
## Les Parlements des États-membres



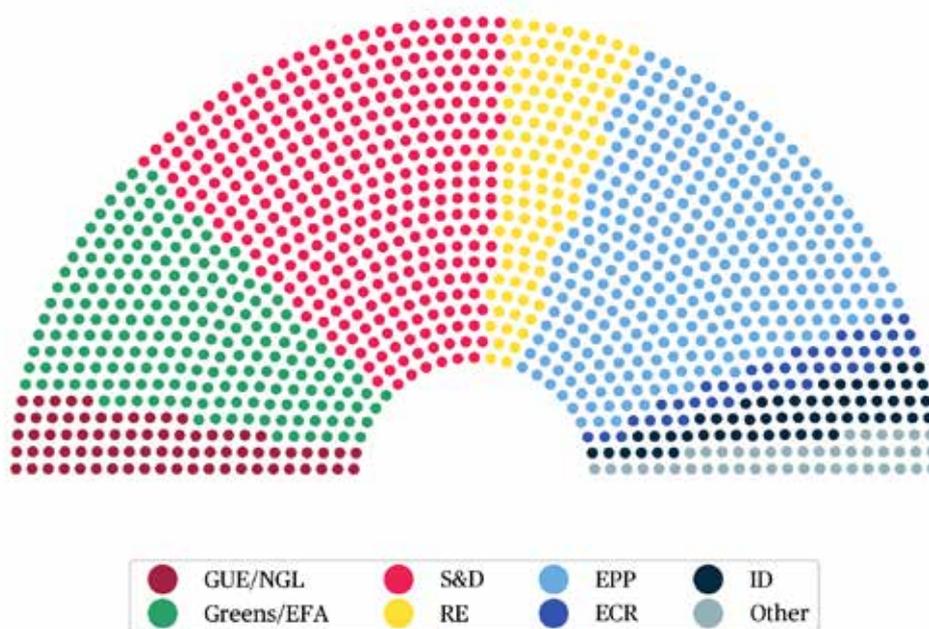
# Les forces politiques européennes au 1<sup>er</sup> juin 2021

## Les Parlements régionaux

18



## Les Conseils des 15 villes d'un million d'habitants de l'UE (« MI5 »)



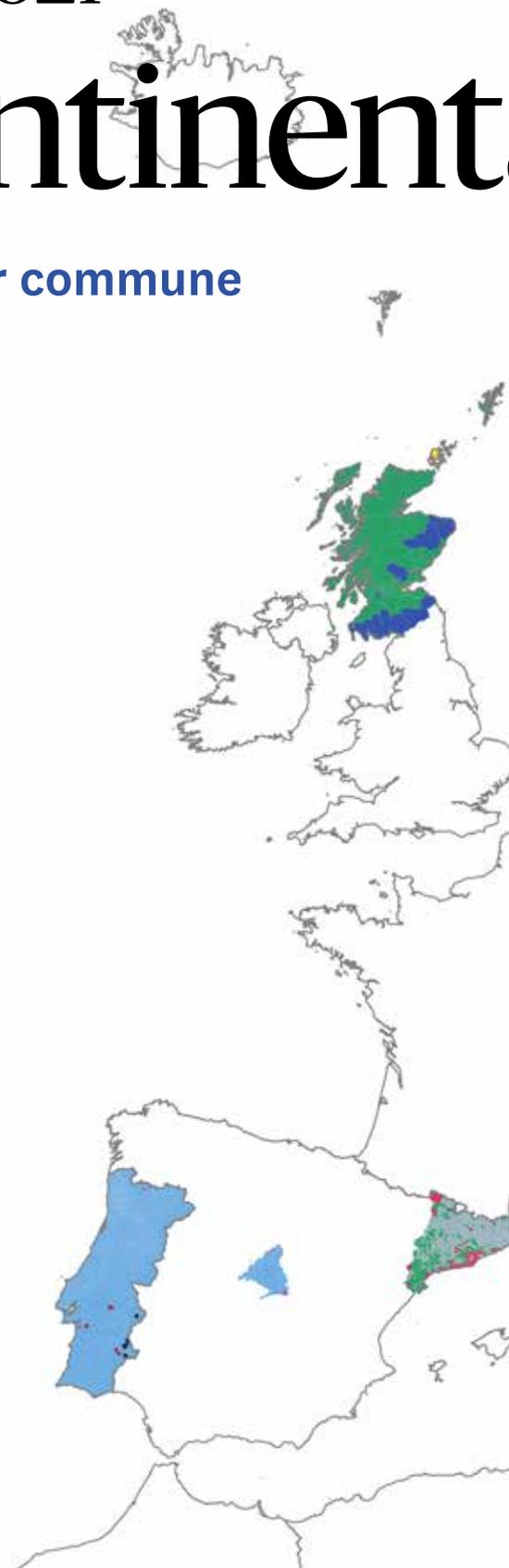


BLUE n°1

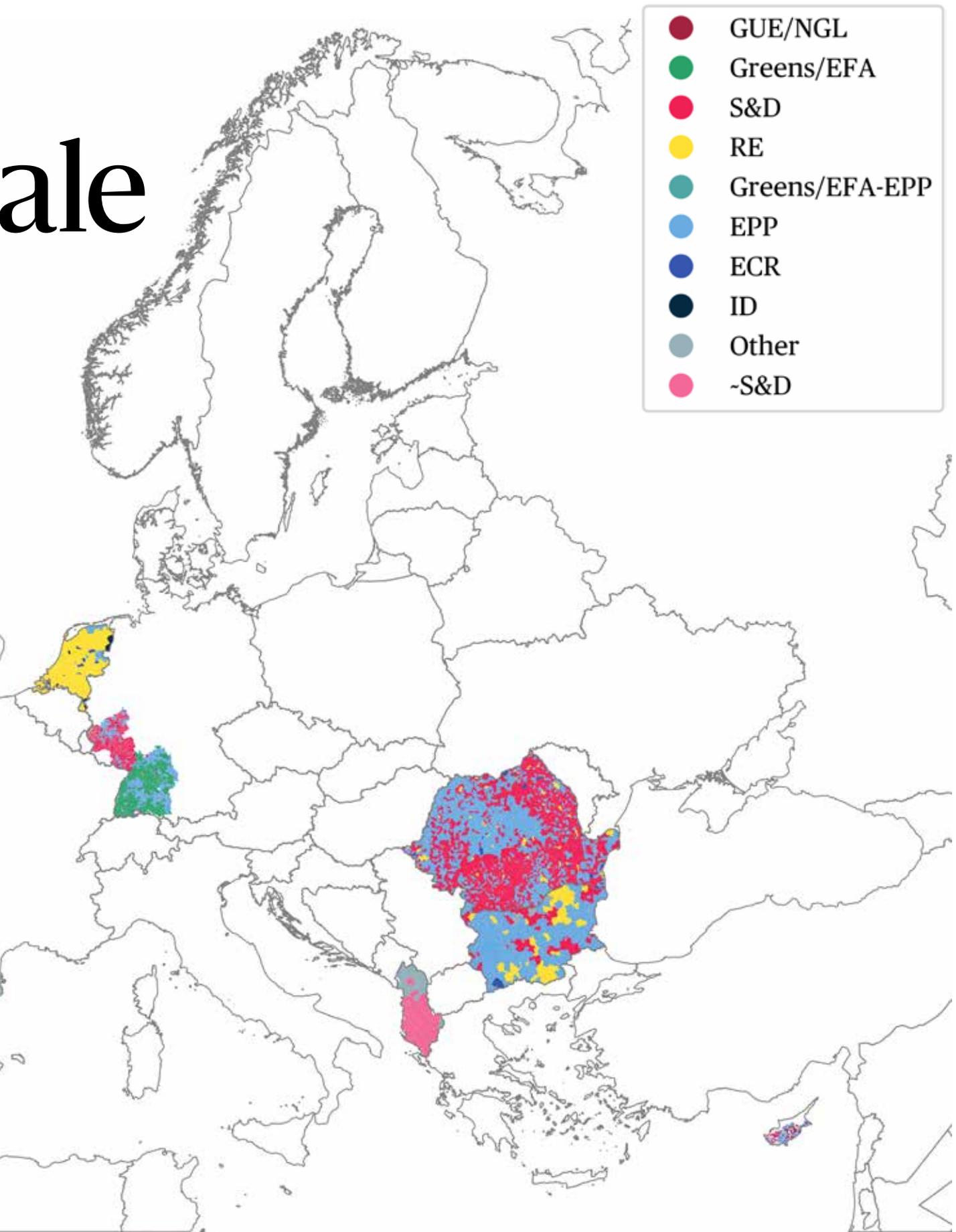
Décembre 2020 - Mai 2021

# La carte continent

Groupe du parti arrivé en tête, par commune



# ale



# Les élections dans l'Union européenne

## Scrutins régionaux, na- tionaux, européens, et dans les grandes métro- poles

02



# Élections parlementaires en Roumanie, 6 décembre 2020

Le 6 décembre, les Roumains ont été appelés aux urnes dans le cadre des élections législatives, afin de renouveler les deux chambres du Parlement (*Senat* et *Camera Deputaților*). Le Parti social-démocrate (PSD, S&D, gauche conservatrice) est arrivé en tête avec 29,32 % des voix, suivi par le Parti national libéral (PNL, PPE) qui en a obtenu 25,58 %. L'Alliance USR-Plus (RE) est arrivée en troisième position avec 15,86% des voix. La surprise du scrutin a été l'entrée au Parlement de l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR, CRE, proche de l'Église orthodoxe), qui a obtenu 9,17% des voix<sup>1</sup>.

Le scrutin s'est déroulé sur fond de Covid-19. Suite à un incendie le 14 novembre dans un service hospitalier qui a causé la mort de 10 patients, le système de santé et la corruption endémique ont été au cœur des débats pendant les semaines précédant le vote. La Roumanie a le taux de financement public de santé le plus bas de l'Union, tant par habitant (1 029€) qu'en proportion du PIB (5%) (Eurostat, 2021). À cela s'ajoute l'un des plus faibles taux d'encadrement médical, fortement aggravé par les dynamiques de migration intra-européennes.

Le taux de participation a été de 31,84 %, en baisse par rapport à 2016 (39%), mais aussi par rapport aux élections locales de septembre 2020 (46,02%). Plus de 250 000 Roumains ont voté à l'étranger. Il s'agit du plus faible taux de vote dans l'histoire post-communiste, ce qui contraste notamment avec la présence au vote (51,7 %) aux élections européennes de 2019.

La grande surprise du scrutin est l'entrée au parlement de l'Alliance pour l'Unité des Roumains (AUR<sup>2</sup>). Parti créé en septembre 2019, l'AUR milite pour l'unification de la Roumanie et de la Moldavie, « la protection de la famille, de la foi et de la patrie ». La ligne politique de ce nouveau

parti n'est pas sans rappeler celle du PiS polonais ou du Jobbik hongrois. Fait à noter, AUR a recueilli 30 % des votes de la diaspora.

## Malgré la victoire de la coalition de centre-droit, le PSD reste le premier parti du pays

Alors que le parti avait gagné les élections législatives de 2016, avec 45,48 % des voix, et avait formé un gouvernement de coalition avec l'Alliance des libéraux et démocrates (ALDE) et l'Union démocrate magyare de Roumanie (UDMR, PPE), le gouvernement a été renversé le 10 octobre 2019 suite à des nombreux scandales et manifestations concernant principalement les réformes liées à la justice et à la lutte contre la corruption. Le PNL a alors formé un gouvernement minoritaire, avec l'objectif d'organiser des élections législatives anticipées au plus vite. Toutefois, la pandémie de Covid-19 et les mesures sanitaires mises en place pour endiguer la propagation du virus ont rendu impossible l'organisation du scrutin avant la date prévue.

Le PNL est arrivé en deuxième position, avec 25,58 % des voix. Cependant, vue la possibilité de créer une coalition de centre-droit avec l'Alliance USR-Plus, le scrutin a été perçu comme une victoire. Le PSD, bien qu'il reste le parti le plus fort du Parlement, n'a donc plus la capacité de former une coalition gouvernementale.

Ni le parti Pro România (S&D), parti créé par Victor Ponta (premier ministre de 2012 à 2015), qui visait à proposer une alternative de gauche au PSD, ni le PMP (Parti Mouvement populaire, PPE) de l'ancien président Traian Băsescu n'ont pas réussi à dépasser le seuil de 5 %, nécessaire pour entrer au Parlement.

L'UDMR, fidèle à elle-même (depuis les années 1990, son score oscille entre 7 et 5,5%), a obtenu 5,74% des voix, une légère baisse par rapport aux élections de 2016 (6,19%). Le parti a eu un rôle clé dans la formation d'une

1. Les chiffres dans ce paragraphe concernent le Sénat. Les résultats pour la Chambre basse (*Camera Deputaților*) ont été comme suit : PSD (28,9%), PNL (25,18%), USR-Plus (15,37%), AUR (9,08%), UDMR (5,74%).

2. L'acronyme signifie littéralement « or ».

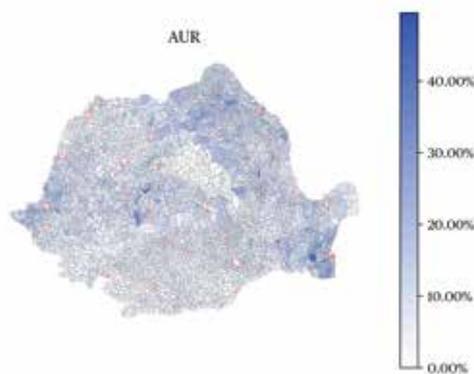
coalition gouvernementale.

On peut noter que PSD a obtenu de meilleurs résultats que ce que les sondages avaient prévu alors que le PNL et l'Alliance USR-Pont été bien au-dessous des prévisions. Le taux de participation très faible explique en partie cette dynamique : alors que les électeurs du PSD, plus disciplinés, sont allés voter, on remarque un fort taux d'absentéisme de l'électorat traditionnel du PNL et de l'Alliance USR-Plus : un électorat plus urbain, plus éduqué, mais aussi plus volatile, et plus incliné à sanctionner les choix de leurs représentants. On peut noter que le PNL s'est présenté aux élections après un an au gouvernement difficile, marqué surtout par la gestion de la pandémie de Covid-19, ce qui a pu éloigner nombre des électeurs – dans ce cas, l'absentéisme peut se comprendre comme un rejet de la classe politique dans son ensemble. De son côté, l'Alliance USR-Plus, qui manque un ancrage territorial fort, a pu être sanctionnée pour ses nombreux conflits internes.

Les élections législatives, mais aussi municipales du mois de septembre étaient un moment pour mesurer l'envergure de la crise du parti social-démocrate. On note que celui-ci garde une forte emprise territoriale et peut compter sur une base électorale mobilisable. Il s'adresse aux villages et aux petites villes et à un électorat plus âgé. Avec la mise en place de politiques sociales proactives, le PSD répond à une demande de protection que le nouveau gouvernement devrait prendre en compte dans son plan de relance.

### Entrée au parlement de l'AUR, nouveau parti national-conservateur

Le parti Alliance pour l'unité des Roumains (AUR, CRE) n'avait pas été pris en compte par la majorité des sondages et prévisions. Se définissant comme antisystème bien que nombre de ses membres soient issus d'autres formations (Mircea Chelaru, PUNR, PRM, PC Francisc Tobă, PSD, Antonio Andrusceac, USR), il a organisé des manifestations contre les mesures sanitaires, le port du masque, et la vaccination. Le parti avait obtenu moins de 1% aux élections locales du mois de septembre. S'il n'était pas présent dans les débats de la campagne télévisée, sa capacité à diffuser son message politique sur une très



a • Score de l'AUR par commune (Chambre des députés)

grande échelle lui a permis de toucher d'une manière capillaire des territoires ciblés. En dépit de la pandémie et des mesures sanitaires, répétant la stratégie du Brexit, ils ont parcouru le pays avec un autobus doré d'inspiration trumpienne sur lequel on pourrait lire «Dreptate pentru România» (Justice pour la Roumanie). Les réseaux sociaux, et surtout la page Facebook du leader du parti George Simion, qui a augmenté en audience depuis l'incident entre les activistes roumains et des membres de la minorité hongroise de 2019 autour du cimetière militaire de Valea Auzului, n'ont fait qu'amplifier le message. À noter également que le co-président du parti, Claudiu Târziu, avait dirigé la Coalition pour la famille, qui a soutenu en 2018 l'Église orthodoxe dans une campagne pour la modification de la Constitution visant à définir la famille comme une union entre un homme et une femme. Sur fonds de fermeture des Églises due à la situation sanitaire, des prêtres ont encouragé les croyants à voter pour l'AUR.

Aujourd'hui, l'AUR est le seul parti anti-système au Parlement<sup>3</sup>. Si on peut s'attendre à ce que le PSD profite de la période dans l'opposition pour se restructurer, l'Alliance pour l'unité des Roumains capitalisera à la fois sur les difficultés engendrées par la pandémie (crise économique, nouvelles mesures sanitaires, vaccination) et sur les difficultés des partis au pouvoir à trouver un compromis. Le parti a annoncé au printemps 2021 qu'il se présentera aux élections législatives anticipées moldaves du 11 juillet 2021. L'opposition structurante de la vie politique moldave, qui passe autour de l'axe pro-russe/pro-européen, pourrait conduire à un changement de discours européen des leaders de l'AUR, qui tenteront de s'adapter à cette configuration, en poursuivant leurs objectifs unionistes. saire pour entrer au Parlement.

### Nouvelle coalition gouvernementale de centre-droit PNL-USR-UDMR

Le 18 décembre 2020 le PNL, l'USR et l'UDMR ont annoncé la formation d'un gouvernement de coalition dirigé par Florin Cîțu (ancien ministre des Finances). Le PNL a obtenu huit ministres (Finances, Affaires intérieures, Défense, Énergie, Agriculture et Développement rural, Travail et Protection sociale, Éducation, Culture) l'USR-Plus sept (Justice, Économie, Entrepreneuriat et Tourisme, Transports et Infrastructures, Investissements et Projets européens, Santé, Recherche, Innovation et Numérique) et l'UDMR trois (Eaux et Forêts, Travaux publics et Administration, Jeunesse et Sports). Ludovic Orban, le premier ministre sortant, obtient la présidence de la Chambre des députés, et Anca Paliu Dragu (USR-Plus) celle du Sénat.

Le nouveau gouvernement a été investi le 23 décembre, avec 260 voix pour et 186 contre. Coalition fragile, la prise de décision s'annonce tout sauf facile.

3. George Simion, le chef du parti, a décrit AUR comme étant le seul parti authentiquement anti-système. Voir par exemple l'entretien de George Simion avec Ion Cristoiu le 2 décembre 2020, ou son entretien avec Cristian Andrei (Andrei, 2020).

## **Le positionnement pro-européen de la Roumanie renforcé**

Le positionnement pro-européen de la Roumanie reste intact. Le gouvernement PNL-USR-UDMR facilitera le dialogue avec les partenaires européens et prendra une position plus ferme au niveau européen vis-à-vis la Hongrie et la Pologne. L'atlantisme de la Roumanie reste lui aussi inchangé. Toutefois, étant donné le rôle central de Dacian Cioloș (leader du parti PLUS allié à l'UDMR et Président du groupe Renew Europe) au Parlement européen, on peut s'attendre à ce que la Roumanie soit plus réceptive aux initiatives européennes en matière de défense, de défense des intérêts commerciaux, etc.

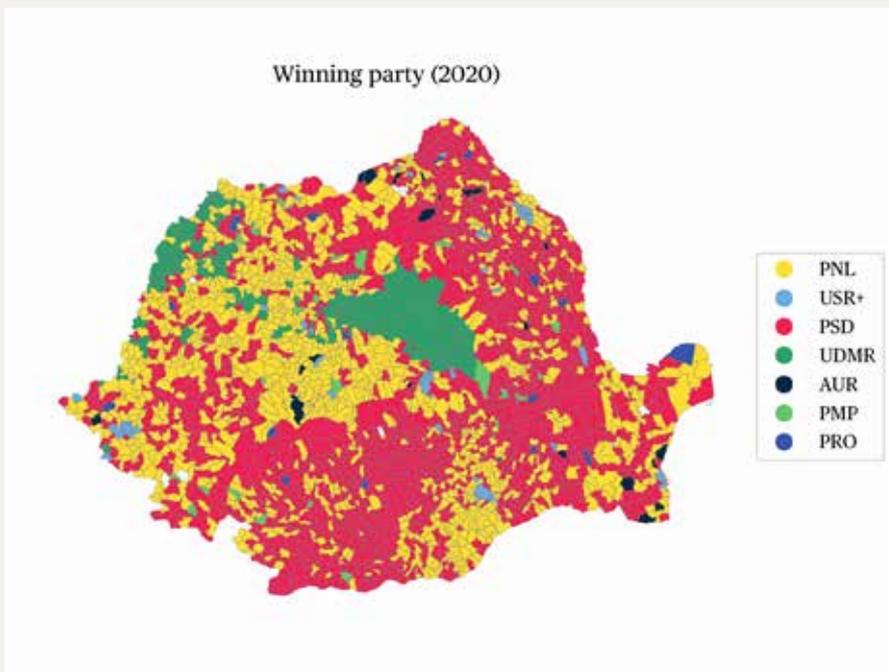
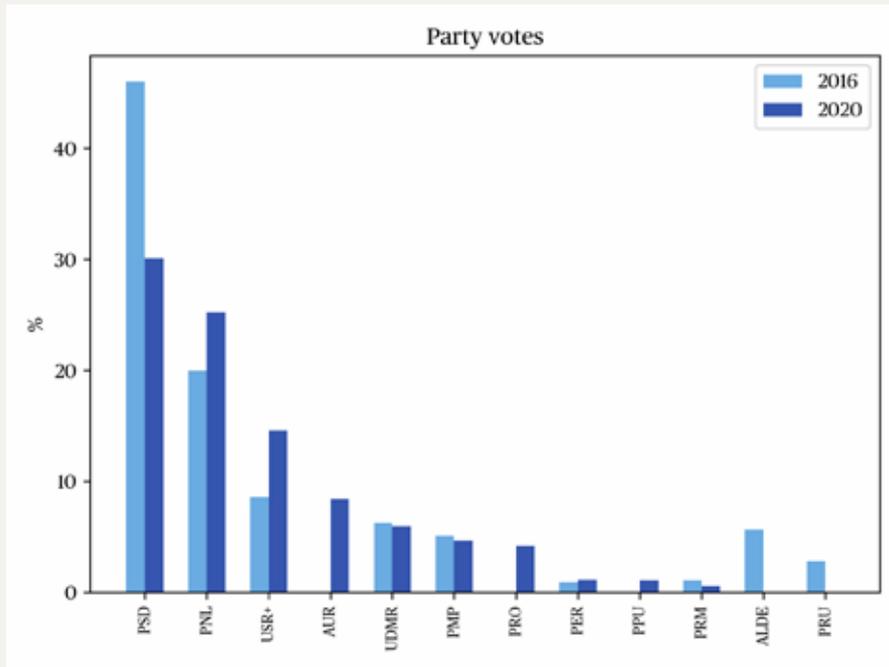
Avec l'entrée de l'Alliance pour l'Union des Roumains au Parlement, qui se décrit comme étant en faveur d'une Europe des nations, la Roumanie s'aligne sur les tendances européennes. Un parti d'extrême-droite nationaliste fait désormais partie du paysage politique roumain. Son endiguement dépendra en grande partie du succès

du nouveau gouvernement, mais aussi de la capacité de l'Union à projeter une image à la hauteur des défis contemporains.

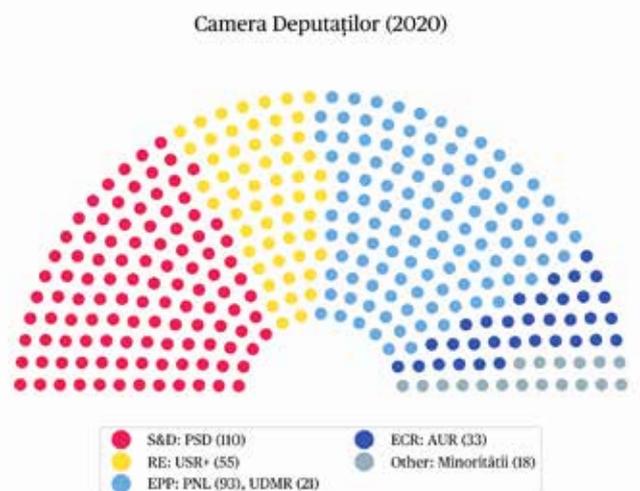
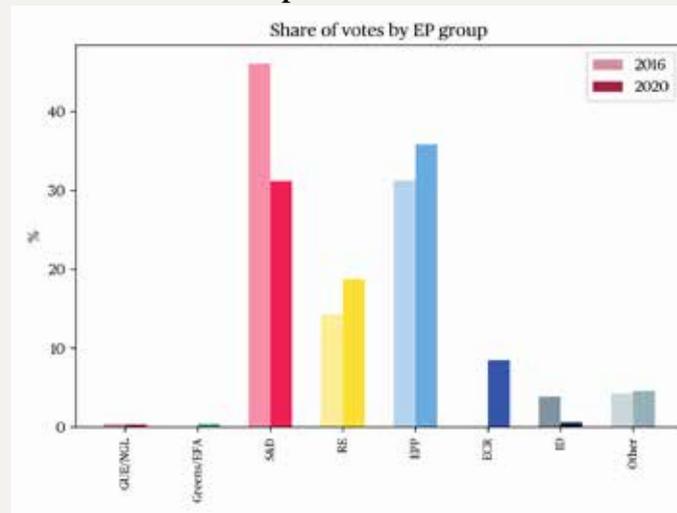
Les prochaines élections (locales, législatives, européennes et présidentielle) auront lieu en 2024. Cela ouvre une opportunité pour la mise en place du plan de relance dont l'objectif est la convergence avec les économies ouest-européennes, afin que le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat atteigne 87 % de la moyenne européenne d'ici 2025, mais aussi pour l'héritage du président Klaus Iohannis, dont le mandat a été marqué par de longues périodes de cohabitation avec les sociaux-démocrates.

### **Bibliographie**

- Eurostat (2021). *Government expenditure on health*.  
Andrei, C. (2020, 9 décembre). Interview. George Simion despre cine e în spatele AUR, legionari, Rusia și politicieni. *Europa Liberă România*.



## Indicateurs européens





# Élections présidentielles au Portugal, 24 janvier 2021

L'élection présidentielle au Portugal s'est déroulée dans une période où chaque événement électoral fait l'objet d'une attention particulière, à la recherche de signaux concernant l'avenir politique, la résilience des institutions démocratiques, la viabilité des différentes alternatives partisanes et la distance des électeurs au système démocratique, reflétée par le taux d'abstention.

Dans un contexte de troubles politiques très intenses et généralisés qui affectent toute l'Europe, la pandémie est un facteur de rupture sociale supplémentaire, une menace qui ne constituera probablement pas un facteur d'union et de réduction de la conflictualité au sein des sociétés.

La réélection de Marcelo Rebelo de Sousa au premier tour de l'élection présidentielle était largement attendue et perpétuait la tradition, confirmée par tous les Présidents de la République élus en démocratie depuis le 25 Avril et la Constitution de 1976, qui voit le chef de l'État exercer les deux mandats autorisés par la Constitution.

## Rôle institutionnel du Président de la République portugais

Dans le système semi-présidentiel portugais, le président a des pouvoirs qui sont loin d'être décisifs, car il n'est pas simultanément Premier ministre, et le gouvernement n'est pas tributaire de la confiance présidentielle. Malgré cela, le président possède de larges compétences, parmi lesquelles :

- a) Convoquer de façon extraordinaire l'Assemblée de la République ;
- b) Communiquer de manière directe avec l'Assemblée de la République et avec les assemblées législatives des régions autonomes ;
- c) Dissoudre l'Assemblée de la République, dans le respect des dispositions de l'article 172, après avoir entendu les parties qui y sont représentées et le Conseil d'État ;

d) Nommer le Premier ministre, conformément au paragraphe 1 de l'article 187 ;

e) Révoquer le Gouvernement, conformément au paragraphe 2 de l'article 195, et révoquer le Premier Ministre, conformément au paragraphe 4 de l'article 186 ;

f) Nommer et révoquer les membres du gouvernement, sur proposition du Premier ministre.

Un autre aspect important de son pouvoir consiste en un droit de saisir la Cour constitutionnelle à propos de la constitutionnalité des textes que lui transmettent l'Assemblée de la République et le Gouvernement.

D'autre part, sa présence dans les médias et sa communication au travers de messages adressés à l'Assemblée ou directement aux électeurs est un autre pouvoir du Président de la République qui constitue un facteur très important pour son image parmi les citoyens portugais.

Si les taux d'abstention aux élections présidentielles sont, en général, plus élevés qu'aux élections législatives, ils restent à des niveaux qui suggèrent que les Portugais sont à l'aise avec l'institution présidentielle.

Une rapide analyse historique révèle qu'en général, lorsque les présidents et les gouvernements n'appartenaient pas aux mêmes partis, le niveau de cohabitation restait raisonnable, malgré quelques difficultés inévitables.

Les pouvoirs du président sont inchangés depuis la révision constitutionnelle de 1982, qui a supprimé la capacité du président de révoquer le gouvernement sans invoquer aucun motif, mettant fin à une situation très proche du présidentielisme et créant une marge de manœuvre beaucoup plus large pour le gouvernement.

## Les scrutins présidentiels portugais depuis 1975

Au cours des quarante-cinq années de démocratie, le Portugal a connu cinq présidents aux caractéristiques très différentes et qui ont également entretenu des relations

différentes avec les gouvernements. Au cours de cette période, on peut distinguer deux phases : dans la première, l'élection présidentielle constituait avant tout un enjeu pour les militaires, plus ou moins liés aux partis politiques et représentant différentes manières d'envisager la démocratie – élections de 1976 et 1980 – alors que dans la seconde, à quelques exceptions près, les candidats étaient des civils liés aux partis ou indépendants de ceux-ci.

Même si le poste de Président convient particulièrement aux candidatures indépendantes, les candidats élus sont, en règle générale, ou présentés ou soutenus par des partis, sans que cela ait un impact significatif sur leur légitimité.

Symptomatiquement, une fois élus, et parfois dès la campagne électorale, les candidats insistent pour se présenter comme présidents de tous les Portugais, cherchant à élargir leur base de soutien.

Le premier président démocratiquement élu fut le général Ramalho Eanes, personnage clé du 25-avril et de la confirmation de la démocratie, le 25 novembre 1975.

Soutenu par la plupart des partis politiques du centre et de droite, sa première élection a été facile et le taux d'abstention bas (24,6%), Ramalho Eanes recueillant 61,5% des voix. Malgré cela, un candidat d'extrême gauche, Otelo Saraiva de Carvalho, stratège du 25-avril, a obtenu 15,5%. Un troisième militaire sans soutien partisan, l'amiral Pinheiro de Azevedo, a quant à lui recueilli 14,5% des suffrages. Le seul civil à se présenter, Octávio Pat, soutenu par le Parti communiste portugais (PCP, GUE/NGL), a obtenu 7,5% des suffrages.

Cette élection pacifique n'a soulevé aucun problème particulier, mettant notamment en évidence la montée en puissance de la gauche révolutionnaire liée à certains secteurs militaires. Ceux-ci avaient pourtant vu leur pouvoir diminuer, après le coup militaire du 25 novembre 1975 qui a consolidé les secteurs modérés dans les forces armées nombre de voix, a été réélu au premier premier tour avec 53%, suivi du candidat PS et BE, Manuel Alegre (19,6%) et du candidat indépendant Fernando Nobre (14,1%). Le PCP – Francisco Lopes – est resté à 7,7%.

Ces deux dernières élections montrent ainsi une certaine difficulté pour le Parti socialiste à gérer les élections présidentielles.

En 2016, Marcelo Rebelo Sousa, qui en tant que leader du PSD n'avait auparavant pas obtenu de résultats positifs, a remporté l'élection avec 52% des suffrages, soutenu par les partis de droite et recueillant un vote important des socialistes et des indépendants. Sa carrière de commentateur politique à la télévision et des sondages extrêmement favorables ont joué en sa faveur. Son principal adversaire, Sampaio da Nôvoa, ancien recteur de l'Université de Lisbonne qui comptait sur les voix du PS, a finalement obtenu 22,8% des voix, alors que le parti n'a pas non plus soutenu un autre de ses dirigeants, Maria do Belém Roseira (4,24%).

La grande surprise a été le résultat de la candidate du BE Marisa Matias (10,12%) et le faible score du candidat

PCP.

## Résultats du scrutin de janvier 2021

La réélection de Marcelo Rebelo de Sousa, en 2021, après un premier mandat marqué par une grande popularité, est sans surprise. Elle s'inscrit dans la logique des élections précédentes, dispensant le candidat victorieux, élu avec plus de 60% des voix, de second tour. Le taux d'abstention est également remonté à 54%, un chiffre qui doit, dans tous les cas, être lu à la lumière du pic de la pandémie qui coïncidait avec ces élections.

Le résultat a consolidé la position de Marcelo Rebelo de Sousa et suggère qu'il conservera un rôle central dans la vie politique portugaise. Le soutien implicite du PS devrait conduire à la persistance d'une cohabitation et d'une coopération intenses entre le président de la République et le Premier ministre, puisque plusieurs figures du PS ont apporté leur soutien exprès à Marcelo Rebelo de Sousa. Le premier ministre et secrétaire général du PS, António Costa, l'a fait implicitement.

Une fois de plus, le PS n'a présenté aucune candidature, même si l'un de ses dirigeants, Ana Gomes, généralement placée à l'aile gauche, était en deuxième position (12,97%), soutenue par le petit parti Personnes-Animaux-Nature (PAN, Verts/ALE). Le résultat de la candidate, inférieur à celui de Sampaio da Nôvoa lors des précédentes élections, pourrait renforcer son rôle au sein du parti, sans pour autant entraîner de changements radicaux.

Une nouveauté, mais d'une portée plus limitée, est le score du candidat de l'Initiative libérale (IL, ADLE), qui disposait de soutiens dans les médias ; celui-ci a obtenu 3,22% des voix. Cependant, il est peu probable que le libéralisme, peu implanté au Portugal, y soit promis à un grand avenir électoral.

Les résultats des candidats de gauche s'établissent à un niveau bas assez bas, João Ferreira du PCP obtenant 4,32% des voix et Marisa Matias 3,95%, apparemment victimes du vote utile à Ana Gomes pour empêcher qu'André Ventura (CHEGA, ID) n'emporte la seconde place. Les prochaines échéances diront si ces partis sont en capacité de retrouver leur poids électoral précédent.

André Ventura, candidat du parti d'extrême droite Chega, récemment fondé, est arrivé troisième avec 11,9% des voix ; son score est probablement la plus importante nouveauté de ces élections.

L'extrême droite, qui n'avait qu'un seul député à l'Assemblée parlementaire pourra s'institutionnaliser et s'intégrer à l'establishment auquel il dit s'opposer. La normalisation du discours de haine et des appels xénophobes et racistes a bénéficié d'une énorme tolérance médiatique, et le parti est désormais susceptible de suivre une trajectoire similaire à celle d'autres partis européens comparables.

## Conséquences du scrutin

Le début du second mandat de Marcelo Rebelo de Sousa s'est déroulé dans des termes différents du premier, principalement en raison de la pandémie de Covid-19 et de ses effets économiques et sociaux, qui ont parfois rendu un peu moins facile l'entente entre le Président et le Gouvernement ainsi que la définition des domaines de compétence.

Malgré cela, Marcelo Rebelo de Sousa semble déterminé à éviter toute crise politique et aura tendance à maintenir les conditions actuelles de gouvernement. Cela a permis une excellente présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne au premier semestre 2021, malgré toutes les difficultés, et a mis le pays sur la bonne voie pour recevoir le soutien des mécanismes d'aide européens, après approbation du programme national.

Au cours du second mandat, nous avons assisté à un durcissement progressif du débat politique, le discours politique cédant la place aux querelles partisans et aux tentatives de remplacer le débat par la révélation de scandales vrais ou faux.

Bien que les médias soient tous opposés au Gouvernement, de nouveaux journaux numériques ou même imprimés continuent d'apparaître selon les mêmes lignes politiques et les réseaux sociaux ont atteint des niveaux d'indignité jamais imaginée et proches de ceux qui ont émané de la présidence de Trump.

Malgré cela, le Parti socialiste et, en général, l'ensemble des forces de gauche sont toujours largement favorisés dans les sondages avec peu de variation.

L'hypothèse d'un bloc central s'éloignant de plus en plus, l'option qui se présente comme la plus probable est que les socialistes continuent de gouverner à l'aide de soutiens ponctuels, surtout du PCP qui ne semble pas

disposé à donner à la droite la moindre opportunité de retour au pouvoir par voie électorale.

Comme mentionné précédemment, le Président de la République préfère également cette solution à toute autre qui pourrait créer une impasse politique, puisque rien n'indique qu'une majorité de droite sera formée.

Les partis de la droite traditionnelle, quant à eux, ont connu une érosion importante au profit de l'extrême droite, avec laquelle ils entretiennent une relation ambiguë : se rapprochant parfois, comme c'est le cas avec le gouvernement régional des Açores, une région politique, où le gouvernement régional est soutenu au parlement par Chega ; s'en éloignant d'autres fois en refusant les coalitions.

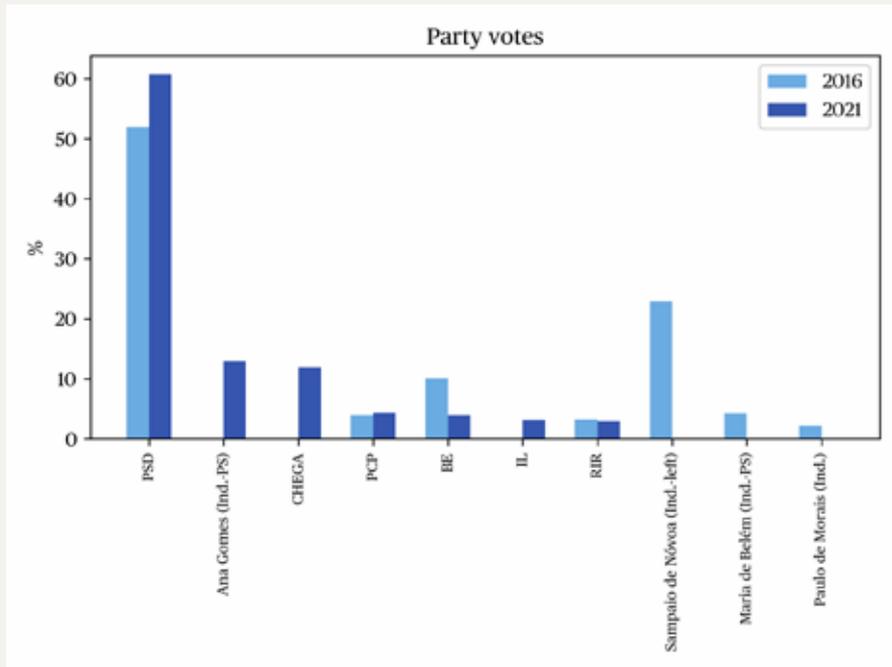
Dans ce cadre, le plus petit parti traditionnel, le CDS, semble être le plus menacé, avec des chiffres montrant une baisse très significative.

Dans une situation de difficulté, les partis de centre-droit radicalisent leur discours et le rapprochent des positions d'extrême droite, perdant ainsi des voix du centre, sans pour autant empêcher les transferts vers la droite.

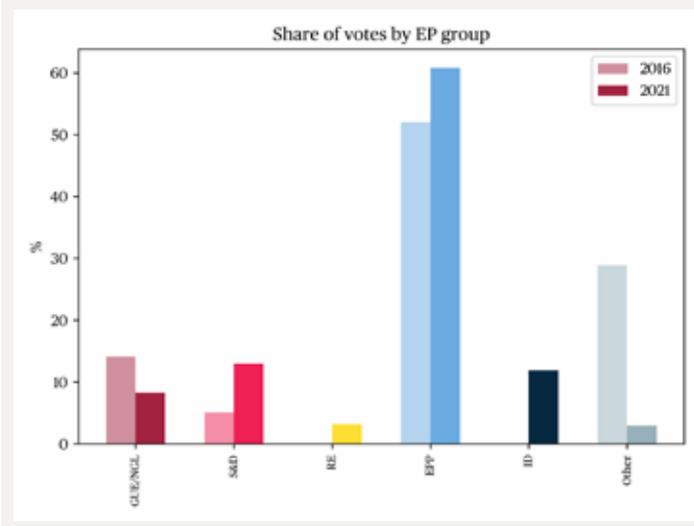
Chega est, de tous les partis d'extrême droite, celui qui a le plus progressé, sur la base d'un discours raciste et xénophobe qui profite du mécontentement populaire.

En octobre prochain, les élections locales seront un baromètre important pour l'avenir, qui nous permettra de voir si le système politique changera de manière très significative, ce qui ne semble pas probable, ou s'il conservera plus ou moins le même schéma, en composant avec le nouveau venu, Chega.

Du point de vue du mandat présidentiel, je ne pense pas qu'il y aura de grands changements, mais seulement un renforcement pour favoriser un plus grand rapprochement politique.



## Indicateurs européens





Robert Liñeira • University of Glasgow

# Élections parlementaires en Catalogne, 14 février 2021 (I)

La Catalogne a tenu ses treizièmes élections parlementaires en pleine pandémie de Covid-19, après des années au cours desquelles le conflit entre les partis indépendantistes et les gouvernements espagnols successifs a dominé et polarisé l'agenda politique. Avec un taux de participation très faible, les résultats de ces élections montrent un soutien record pour les partis de gauche et donnent une majorité relative aux partis pro-indépendance. Les dernières évolutions électorales se sont traduites par un parlement très fragmenté et, dans une moindre mesure, par des changements dans les majorités gouvernementales, Esquerra Republica de Catalunya (ERC) étant susceptible de détenir la présidence pour la première fois depuis que l'Espagne a restauré la démocratie et les institutions d'autonomie.

Dans ce qui suit, nous analysons les évolutions des résultats électoraux par rapport à l'élection de 2017, les principaux changements dans la composition du Parlement, et les options pour la formation du gouvernement. Enfin, dans la dernière section, nous évoquons les transferts de voix entre ces élections et les précédentes.

## Résultats

Le taux de participation de 53,5% est le plus faible jamais enregistré pour une élection du Parlement catalan. Cette abstention record est en grande partie due à la pandémie : les élections se sont déroulées avec les restrictions établies par ce que l'on appelle « l'état d'alarme », une incidence élevée des infections et des hospitalisations, et des créneaux de vote différents pour les personnes infectées ou les membres des groupes à risque le jour des élections. La baisse de la participation est également liée à une perception différente de l'enjeu de l'élection. Les élections de 2021 contrastent avec les précédentes, en 2015 et 2017, qui ont établi des records de participation, à 75 et 79,1 % respectivement. Les élections de 2015 ont

été assimilées à un référendum d'indépendance par les partis indépendantistes, tandis que les élections de 2017 ont suivi le référendum d'indépendance d'octobre, la dissolution du parlement catalan proposée par le gouvernement espagnol et adoptée par le Sénat espagnol, ainsi que l'emprisonnement et l'exil de plusieurs dirigeants indépendantistes.

Le premier graphe de l'encart « les données » présente les résultats des élections de 2021 et les compare aux précédentes. Les principaux changements concernent les deux plus grands partis. Pour la première fois depuis 2003, le Parti socialiste (PSC) arrive en tête, alors que, fait inédit depuis les premières élections au Parlement catalan en 1980, l'ERC devient la première force indépendantiste. ERC dépasse en effet Junts per Catalunya (JxCat), principal successeur historique du parti CiU qui a occupé la présidence de la Catalogne pendant plus de 28 ans, mais aussi membre dominant de la coalition indépendantiste qui gouverne la Catalogne depuis 2015. D'autres changements importants concernent la chute spectaculaire du soutien à Ciudadanos (Cs) – passé de premier parti au sein du parlement, avec 25,4 % des voix, à septième, avec 5,6 – et l'irruption de Vox, avec 7,7 % des voix. La Candidatura d'Unitat Popular (CUP) a amélioré ses résultats, tandis que En Comú Podem (ECP) et le Partido Popular (PP) voient leur soutien diminuer pour une troisième élection consécutive.

Dans l'ensemble, le système des partis catalans s'est déplacé vers la gauche – avec 58 % des voix, soit 10 points de plus qu'il y a quatre ans – et s'est dépolarisé au sein des blocs autoproclamés indépendantistes et pro-constitution. Ces changements sont parfaitement illustrés par la montée du PSC et le dépassement de JxCat par l'ERC. Les blocs ne sont plus dirigés par Cs et JxCat mais par le PSC et ERC, des partis de gauche qui sont également plus enclins à conclure des accords avec les partis de l'autre bloc.

En ce qui concerne l'équilibre du pouvoir entre les partis pro-indépendance et les partis pro-constitution, des changements quantitativement mineurs se traduisent par un changement qualitatif substantiel. Pour la première fois, les partis pro-indépendance bénéficient d'une majorité relative dans les urnes : ERC, JxCat, CUP et PDeCat obtiennent ensemble 50,7 % des voix, contre 48,1 et 47,7 % en 2015 et 2017. Ces changements électoraux produisent le parlement le plus fragmenté qu'ait connu la Catalogne depuis 1980. Huit partis ont obtenu une représentation et aucun d'entre eux n'a dépassé le seuil de 25 % des voix – là encore, du jamais-vu. Le système de partis catalan est désormais composé de trois grands partis (PSC, ERC et JxCat) coexistant avec cinq petits partis qui n'atteignent ni 10 % des voix ni 10 % des députés.

Un paysage aussi fragmenté ne rend plausibles que deux majorités : une coalition de partis indépendantistes (ERC, JxCat et CUP) ou une réédition du gouvernement tripartite de gauche qui a dirigé la Catalogne entre 2003 et 2010 (PSC, ERC et ECP). Les deux coalitions ont 74 sièges, dépassant donc de six la majorité nécessaire de 68 sur 135 députés. Cependant, seule la coalition indépendantiste est finalement apparue comme possible. La polarisation politique sur la question territoriale au cours des dernières années, ainsi que la concurrence politique au sein de chacun des blocs, rendaient improbable tout accord entre les partis indépendantistes et les partis pro-constitutionnels à court terme. Un gouvernement indépendantiste (avec ou sans majorité) apparaissait comme l'option la plus crédible pour éviter une élection anticipée.

### Dynamiques électorales

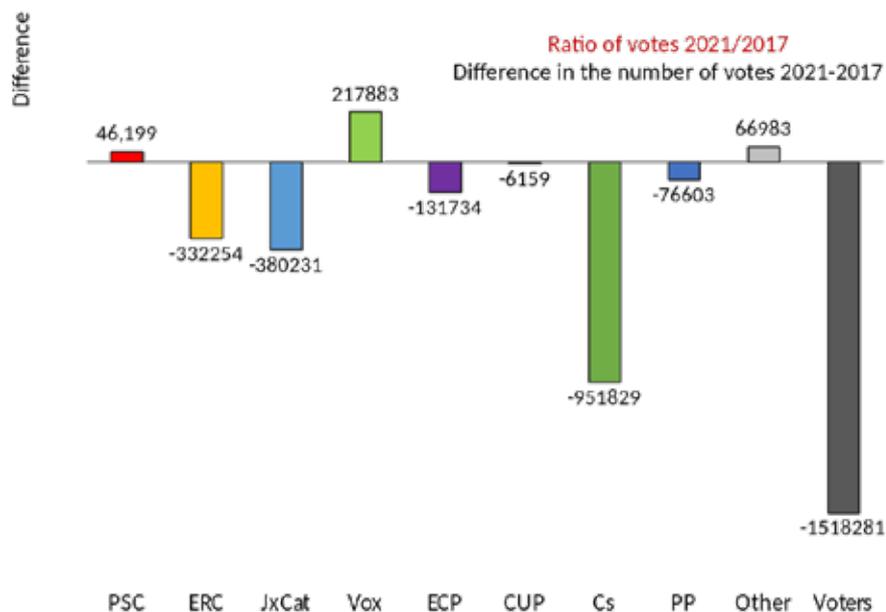
Les dynamiques électorales lors de ces élections ont été très marquées. La volatilité globale est de 20,9 %, ce qui signifie qu'au moins un Catalan sur cinq a changé son vote. Si l'on ajoute à l'équation les électeurs démobilisés lors de ces élections, le niveau de changement est beaucoup plus élevé.

L'évolution globale et relative du soutien à chaque parti est présentée dans la figure a. L'effet combiné de la pandémie et de la perte d'importance de l'élection s'est traduit par 1,5 million d'électeurs de moins qu'en 2017. Logiquement, cela signifie que tous les partis ont perdu des voix en termes absolus, à l'exception du PSC et de Vox, qui n'avait pas participé aux élections il y a quatre ans. En termes relatifs, la chute la plus importante est celle de Ciudadanos, qui a perdu 86% de son électorat. Le reste des partis évolue dans des niveaux similaires de pertes relatives, entre 36 et 40 % de leurs votes en 2017.

Afin de savoir comment les transferts électoraux ont pu fonctionner par rapport à l'élection précédente avant que les études post-électorales ne soient disponibles, nous analysons dans la figure 2 les changements enregistrés dans les plus de 5 000 circonscriptions dans lesquelles sont organisées les élections en Catalogne. Plus précisément, nous décrivons les deux principaux changements quantitatifs : la baisse de la participation et la perte de soutien de Ciudadanos.

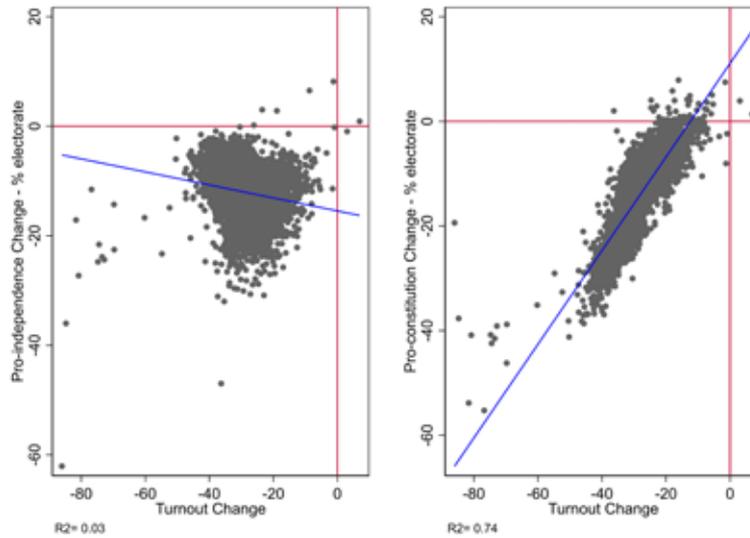
Chacun des points de la figure b représente une circonscription, tandis que les axes montrent la différence entre le pourcentage de participation en 2021 et en 2017, et l'évolution du soutien aux partis indépendantistes (figure b, gauche) et aux partis pro-constitution (figure b, droite). Les chiffres suggèrent que la démobilisation a nui aux partis pro-constitution : leur soutien a davantage diminué dans les sections où le taux de participation a le plus baissé.

La figure c réalise le même exercice mais met en relation la chute du soutien à Ciudadanos avec l'évolution du soutien de ses principaux concurrents. La chute de Ciudadanos coïncide, d'une part, avec les quartiers où la participation a le plus baissé, mais aussi avec ceux où Vox et le PSC font leurs meilleurs résultats, mettant en évidence à la fois un schéma de démobilisation mais aussi de transfert de voix vers les partis de droite et de gauche.

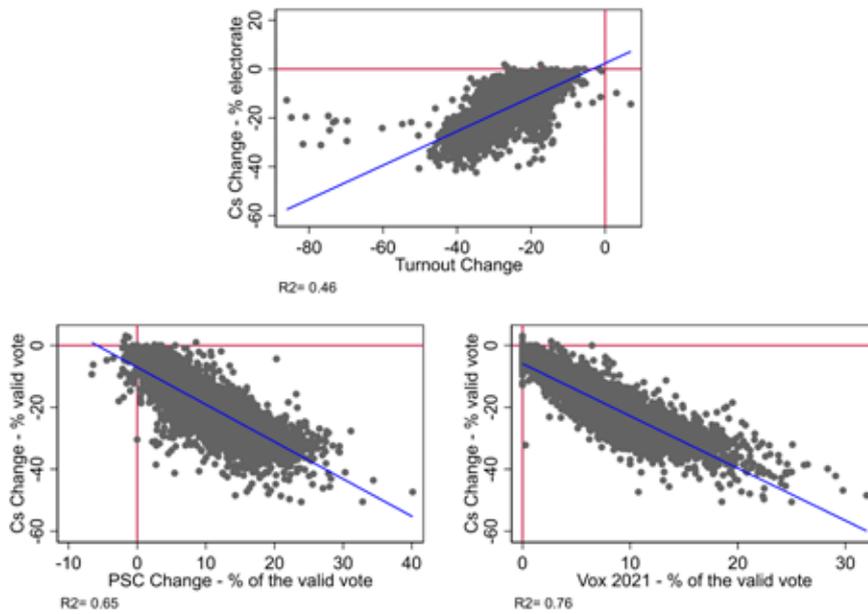


a • Évolution du nombre de voix des partis

**b** • Corrélation entre évolution de la participation et évolution du soutien à l'indépendance et à l'union



**c** • Corrélation entre évolution de la participation et scores de Cs, PSC et Vox



*Notre couverture du scrutin catalan de février 2021 se poursuit dans les pages suivantes avec une analyse des tendances géographiques de l'élection, proposée par Martin Lepič.*



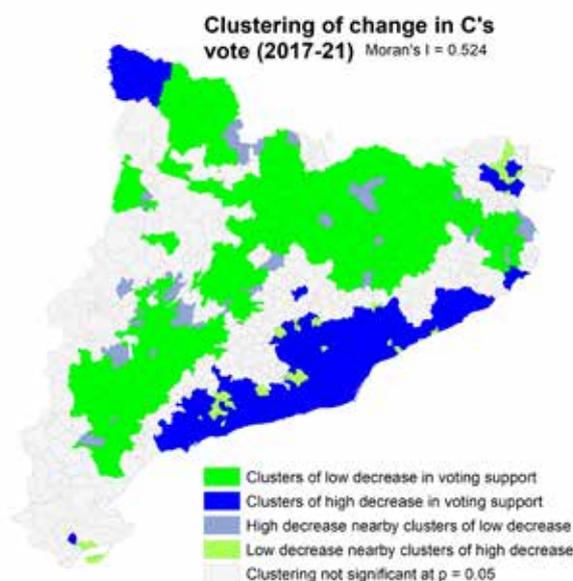
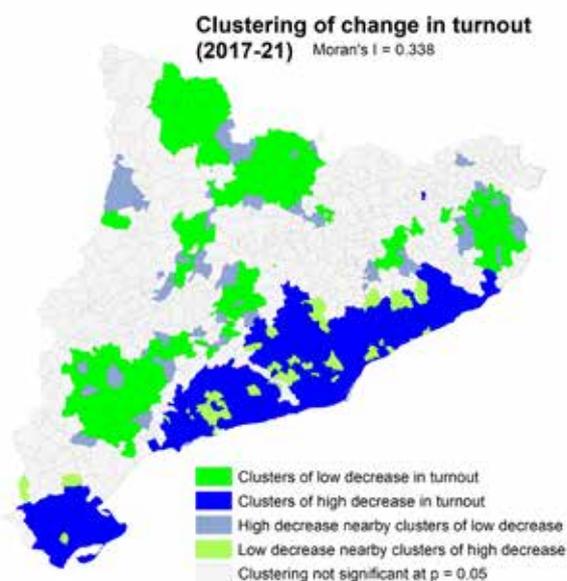
# Élections parlementaires en Catalogne, 14 février 2021 (II)

34

Les élections parlementaires catalanes du 14 février 2021 se sont déroulées dans un contexte d'inquiétude dû d'une part aux conséquences sanitaires de la pandémie de Covid-19, et d'autre part à la tension socio-économique croissante qui faisait suite à la prolongation des mesures de restriction. Ces difficultés sont venues s'ajouter à l'impasse politique résultant de huit années d'une lutte pour l'indépendance menée par les partis nationalistes, s'accompagnant d'une réaction légale et répressive de l'État espagnol. Les élections anticipées, qui ont eu lieu plusieurs mois avant la date prévue, ont été annoncées à la suite du verdict de la Cour suprême d'Espagne qui a interdit à l'ancien Président de la Generalitat Quim Torra (Junts per Catalunya) d'exercer des fonctions publiques.

La plupart des sondages préélectoraux prévoyaient une forte baisse de la participation électorale. Le Partit

dels Socialistes de Catalunya (PSC), un allié régional de longue date du Partido Socialista Obrero Español (PSOE), le principal parti au pouvoir en Espagne, était considéré comme favori, d'autant plus que le parti a désigné le populaire Salvador Illa, alors ministre espagnol de la santé, comme candidat à la présidence. À l'opposé, les partis en faveur de la sécession de la Catalogne visaient à consolider leur position et à négocier un référendum d'autodétermination. Il y a toutefois eu plusieurs désaccords entre Esquerra Republicana de Catalunya (ERC) et Junts per Catalunya (JxCat), deux partis constitutifs du bloc indépendantiste informel, sur la manière d'atteindre leurs objectifs. Enfin, un remaniement au sein du bloc de partis unionistes de droite, qui s'est produit lors des élections générales espagnoles de 2019, avait été anticipé en Catalogne également.



En prenant le contexte susmentionné et les résultats globaux des élections comme point de départ, je vise dans cet article à étudier les éléments importants de la variation spatio-temporelle de la participation électorale et ses conséquences sur les résultats des partis respectifs, la dynamique du vote pro-indépendance et ses déterminants ethno-culturels et socio-économiques, ainsi que les recompositions en cours au sein des différents blocs politiques, qui ont vu l'effondrement de Ciudadanos (Cs) et la récupération d'une grande partie de son électorat par le PSC et Vox.

### Réurrence des abstentions différentielles et de la majorité indépendantiste

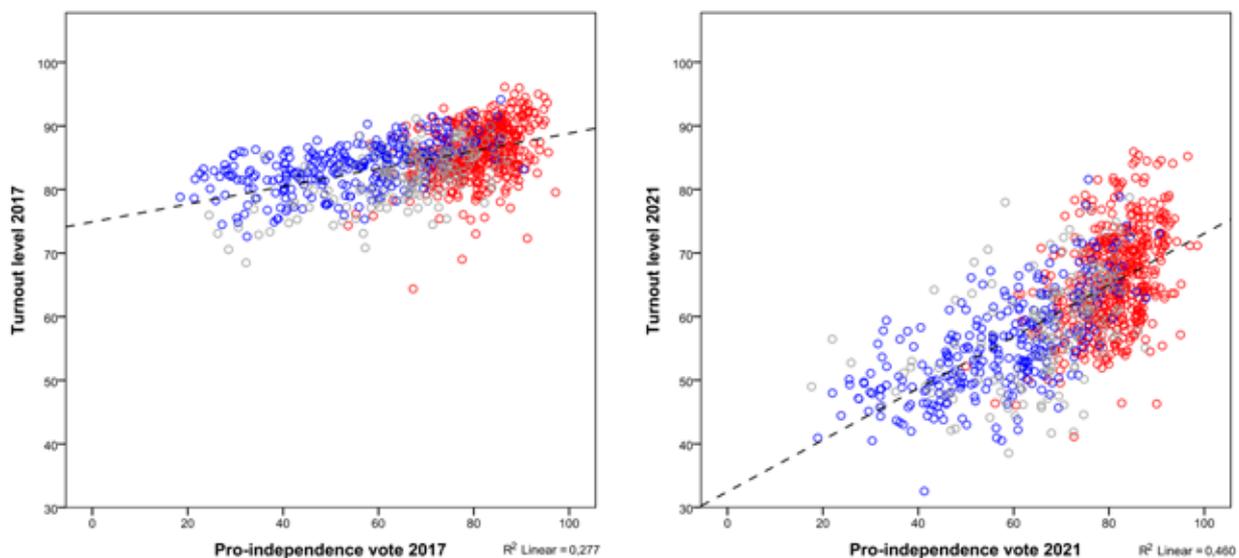
La baisse de la participation électorale de 28 points de pourcentage qui s'est produite entre 2017 et 2021 n'a pas été uniforme sur l'ensemble du territoire de la Catalogne. La figure **a** (gauche) montre une dépendance spatiale importante, ainsi qu'une concentration géographique marquée des valeurs respectivement élevées et faibles de la variation de la participation électorale parmi les 947 municipalités de Catalogne. Elle montre que les clusters de forte baisse de la participation sont situés dans les zones métropolitaines autour de Barcelone et de Tarragone, le long de la côte méditerranéenne et dans le sud de la Catalogne, avec toutefois d'importantes exceptions locales. Un déclin relativement modéré de la participation a été enregistré dans les Pyrénées occidentales, dans la campagne autour de Gérone et dans le district du Priorat dans le centre-sud de la Catalogne. Dans une large mesure, le schéma spatial introduit correspond aux différents degrés de déclin du soutien électoral de Ciudadanos au cours de cette période (figure **a**, droite). Des segments importants des anciens électeurs de Ciudadanos ont apparemment décidé de ne pas participer à la compétition électorale actuelle.

En particulier, la participation a diminué le plus nette-

ment dans les zones où elle était auparavant plus faible, et dans une moindre mesure dans les localités où elle était généralement élevée. Par conséquent, la polarisation du territoire catalan en termes de participation électorale s'est considérablement amplifiée. Les coefficients de variation de Gini et de Theil, par exemple, indiquent que la polarisation de la participation électorale a été multipliée au moins par trois entre 2017 et 2021.

En termes d'impact de cette dynamique sur le résultat électoral, les zones de moindre participation (et, récemment, de forte baisse de la participation) correspondent à celles où les partis indépendantistes ont obtenu les scores les plus faibles. L'argument selon lequel les niveaux de participation sont de plus en plus élevés dans les zones où les partis indépendantistes bénéficient d'un soutien important est étayé par la corrélation entre ces deux variables, illustrée par les graphiques de la figure **b**. Une forte augmentation de la polarisation de la participation a entraîné une hausse du pourcentage du vote indépendantiste en Catalogne au-delà du seuil de 50 %, symboliquement important. Dans ce contexte, l'analyse spatiale de la participation électorale a montré que ce n'est pas la plus grande diffusion des idées nationalistes catalanes au sein de la société qui a déterminé cette conquête inédite de la majorité des votes par le bloc indépendantiste, mais plutôt l'arithmétique électorale.

Le schéma selon lequel les personnes qui défendent des politiques nationalistes (sub-étatiques) et indépendantistes sont plus enthousiastes à l'idée de voter aux élections parlementaires catalanes n'est pas nouveau. L'enjeu politique des élections régionales entre 2012 et 2017 apparaissait majeur, conduisant à une disparition presque complète des différences d'abstention entre les différents électors. Au cours de cette période, les zones urbaines et industrielles englobant Barcelone ainsi que la côte méditerranéenne ont connu une augmentation constante de la participation. Je suggère ici que le phénomène des abstentions différentielles s'est reproduit dans le contexte



**b** • Relation entre le niveau de participation et le vote indépendantiste par municipalités, 2017-2021

anormal des élections de 2021.

### L'enracinement spatial des allégeances indépendantistes

Bien que le soutien global aux partis indépendantistes ait dépassé pour la première fois la barre des 50 % des suffrages exprimés, la distribution spatiale de ce soutien est restée largement inchangée. La corrélation de Pearson du vote indépendantiste entre 2017 et 2021 était de 0,967, ce qui indique une stabilité significative du soutien entre les municipalités. La seule exception a été la conséquence d'une baisse de la participation électorale autour de Barcelone et Tarragone, où le soutien sécessionniste a augmenté précisément en raison des abstentions différentielles (figure c, gauche). Dans l'ensemble, la stabilité dans le temps et l'espace du soutien au gouvernement indépendantiste en Catalogne implique que les performances du gouvernement en place n'ont pas été un facteur décisif dans le vote lors de cette compétition électorale. Les allégeances territoriales en faveur ou contre le nationalisme indépendantiste en Catalogne sont profondément ancrées et les défections ne sont pas fréquentes.

Pourtant, ces allégeances, même si elles résistent aux changements, ne sont pas uniformément réparties dans toute la Catalogne. Cela est illustré par le fort degré de concentration du vote indépendantiste lors des élections régionales de 2021 (figure c, droite) ainsi que par la concentration inverse du vote pour les partis unionistes. Le clustering spatial des deux allégeances territoriales respectives a été affiné lors des élections de réaligement de 2012 et est resté constant depuis lors. De même, la polarisation spatiale du vote indépendantiste et du vote unioniste, qui s'est également amplifiée depuis 2012, est également restée inchangée en 2021. Il ne fait aucun doute que le nationalisme sécessionniste catalan a une dimension territoriale importante. Ses zones de forces se situent dans la Catalogne du nord et de l'intérieur, tandis

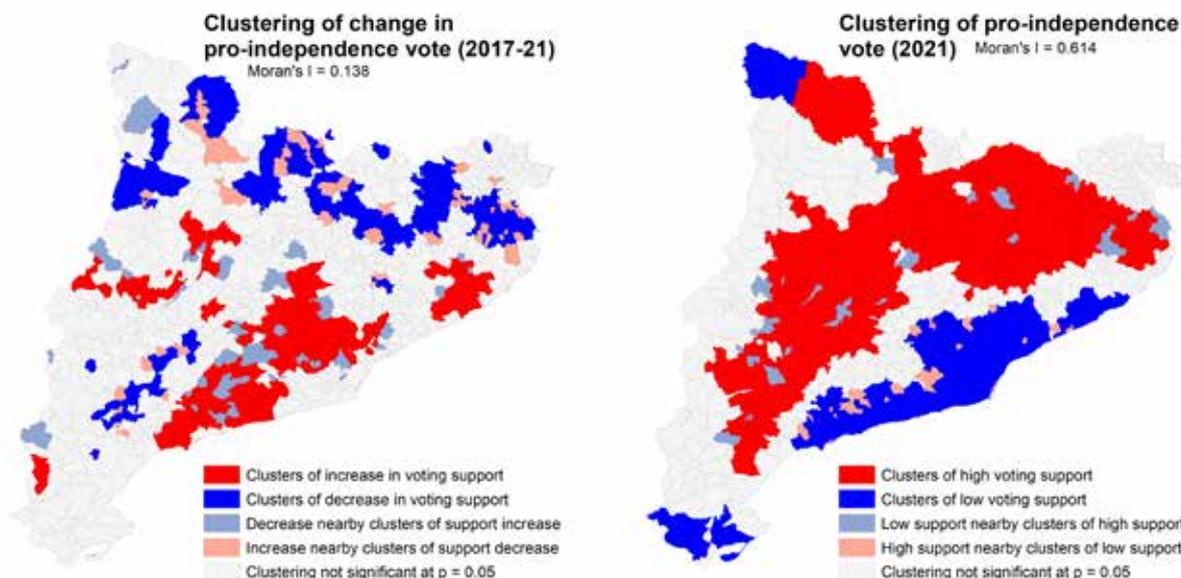
que le noyau unioniste s'est développé dans la ceinture métropolitaine autour de (et pas nécessairement dans) Barcelone, le long de la côte méditerranéenne, dans la région pyrénéenne éloignée du Val d'Aran, et partiellement en Catalogne du sud. Néanmoins, il convient de souligner qu'en raison de son poids démographique, la Catalogne métropolitaine compte également de nombreux électeurs indépendantistes.

### Différences entre les électors de l'ERC et de JxCat

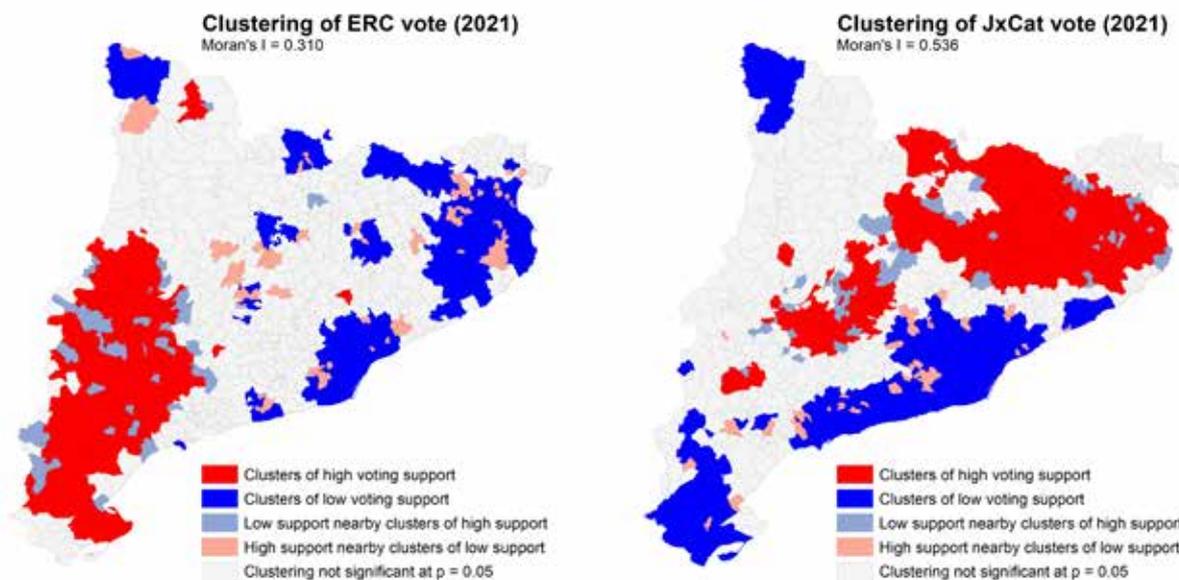
Il peut être tentant de comprendre les résultats globaux actuels comme le signe d'une unité interne au sein des blocs nationaliste et unioniste. Cette image s'effrite néanmoins lorsqu'on analyse séparément les différents partis de chaque bloc. ERC, JxCat et Candidatura d'Unitat Popular (CUP) divergent en effet non seulement sur le plan idéologique et dans leurs stratégies politiques respectives, mais aussi dans leur implantation géographique. Les deux cartes de la figure d illustrent les différences dans les schémas spatiaux de soutien entre ERC et JxCat. Bien qu'il soit possible de conclure que les zones de faible soutien électoral sont congruentes pour les deux partis, l'emplacement de leurs bastions respectifs sont différents: sud-ouest d'un côté, nord de l'autre. Le diagramme de corrélation de la figure 5 montre la relation non linéaire et spatialement fragmentée entre la distribution des bases de soutien d'ERC et de JxCat. Il est intéressant de noter que la distribution du soutien à la CUP, nationaliste d'extrême gauche, ressemble à celle de JxCat, conservateur, plutôt qu'à celle de l'ERC, de centre gauche, une question qui mérite certainement d'être approfondie.

### Détermination ethno-culturelle du soutien indépendantiste

Le nationalisme catalan en général et l'actuelle quête d'indépendance en particulier sont souvent qualifiés de



c • Clusters de la part actuelle et de l'évolution du vote indépendantiste, 2017-2021



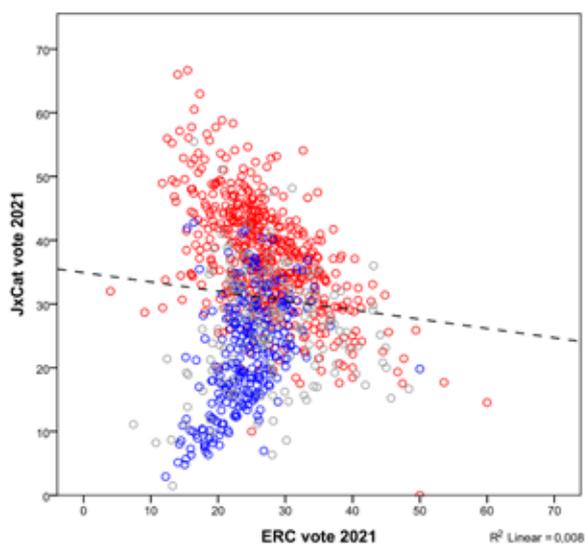
phénomènes inclusifs. En même temps, de nombreux spécialistes du mouvement indépendantiste catalan soulignent la dépendance significative de ce mouvement vis-à-vis des déterminants ethnoculturels du soutien. On peut ainsi analyser les associations entre le pourcentage de vote pro-indépendance dans une municipalité et la part de personnes nées en Espagne en dehors de la Catalogne dans cette municipalité (Figure f). La corrélation de Pearson de cette association a atteint -0,826 en 2021, une valeur presque identique à celle de 2017, ce qui indique une ethnicisation significative et constante du soutien pro-indépendance. Cette tendance s'est maintenue même en contrôlant les effets des facteurs socio-économiques et démographiques dans le modèle statistique. Un tel résultat correspond aux résultats de l'analyse des données de l'enquête Baròmetre d'Opinió Política qui montre un effet décisif de l'ascendance familiale et, en particulier, de la langue maternelle sur la préférence pour l'indépendance de la Catalogne. Une conséquence importante de la dépendance du mouvement à l'égard de la base ethno-

culturelle des allégeances est un regroupement et une polarisation accrue du vote pro-indépendance, puisque son schéma a commencé à ressembler à la distribution ethnoculturelle ségréguée de la population. Il existe toutefois des distinctions entre les différents partis indépendantistes. L'ethnicisation du soutien est plus profonde dans le cas de JxCat, tandis que la tendance pour ERC est, encore une fois, non linéaire et fragmentée dans l'espace entre les zones nord (points rouges) et métropolitaines (points bleus) de la Catalogne. Des niveaux similaires d'ethnicisation, bien qu'inversés, peuvent également être observés pour les partis unionistes.

### Effondrement de Ciudadanos et changements de partis au sein des blocs unioniste et de droite

Nous avons déjà décrit l'association entre le déclin de la participation électorale et le déclin du soutien à Ciudadanos entre 2017-2021. L'effondrement du soutien électoral de Ciudadanos était néanmoins plus complexe qu'un simple résultat de la démobilisation des électeurs. Une grande partie des anciens électeurs de Ciudadanos est passée au PSC et surtout à Vox lors des élections régionales de 2021 (Figure g). Cette indication déduite de l'analyse écologique est confirmée par les données de l'enquête Baròmetre d'Opinió Política, qui montrent d'importants changements de parti de Ciudadanos vers Vox et PSC. Les données démontrent également que les deux groupes de transfuges de Ciudadanos divergent sur un large éventail de questions territoriales (centralisation vs. fédéralisation) et idéologiques (droite vs. gauche), soulignant l'hétérogénéité et la non-durabilité de l'électorat d'origine de Ciudadanos.

La transition d'une fraction importante de l'électorat de Ciudadanos vers le parti d'extrême-droite Vox est similaire à celle observée lors des élections générales de 2019 en Espagne. Le virage stratégique à droite de la rhé-



e • Relation fragmentée entre le soutien aux élections de 2021 pour ERC et JxCat par municipalités

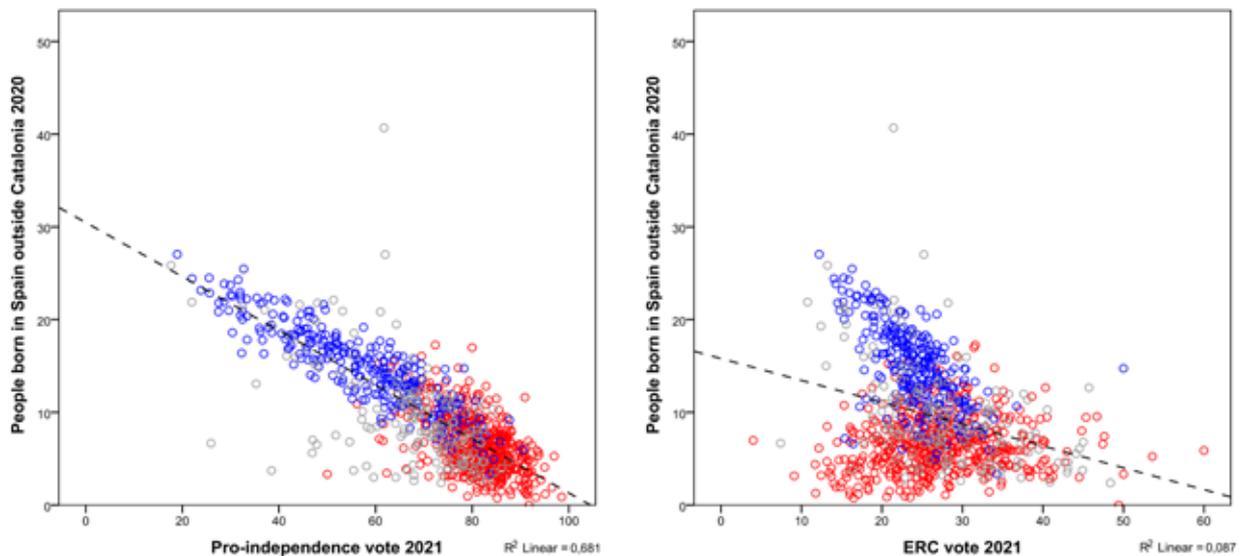
torique de Ciudadanos et des politiques préconisées visait à capter la montée en popularité de Vox, mais il a surtout conduit à la légitimation des revendications d'extrême droite auprès d'un segment de l'électorat. À cet égard, l'émergence de Vox a été principalement le résultat de la restructuration au sein du bloc idéologique de la droite du centre, et non le résultat de la diffusion dans toute la société du soutien à l'extrême droite. Enfin, le report d'une partie des électeurs de Ciudadanos sur le PSC a contribué à un fort recul de la droite catalane, un phénomène qui ne s'est pas produit dans le reste de l'Espagne.

La question qui émerge de cette évolution est la suivante : les report de Ciudadanos vers le PSC sont-ils sim-

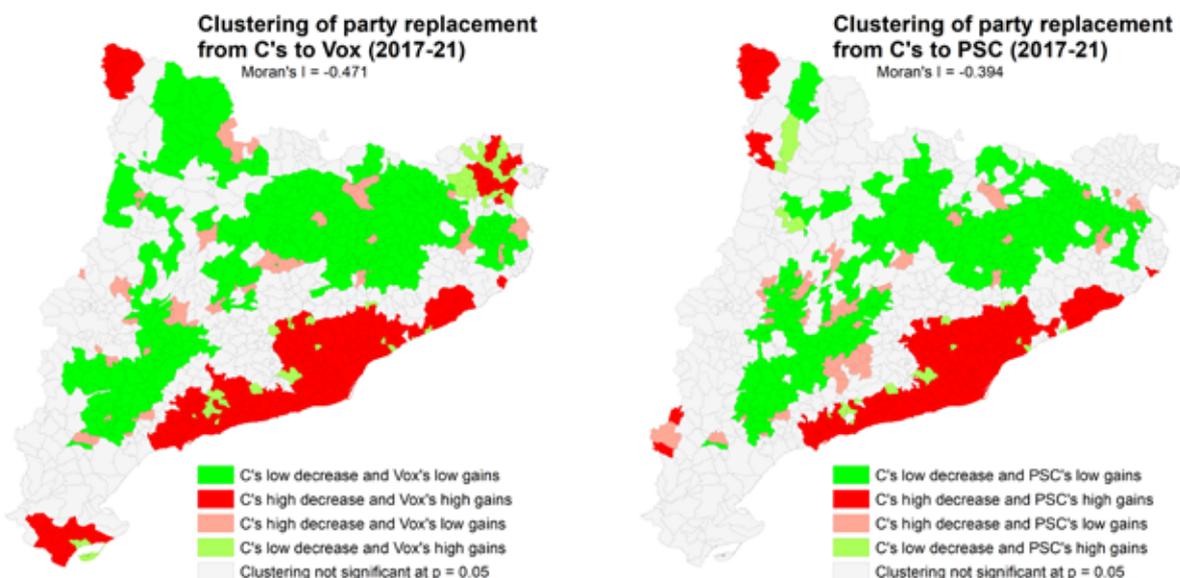
plement l'expression de la recherche d'une alternative unioniste plus crédible, ou s'agit-il d'une évolution de fond, traduisant la préférence des nouveaux électeurs du PSC pour davantage de décentralisation institutionnelle, sans indépendance ? S'il est évident, d'après l'analyse, que des parties importantes de l'électorat catalan sont idéologiquement et socio-spatialement ancrées en faveur de la sécession de la Catalogne de l'Espagne ou du maintien du statu quo, il reste apparemment un segment d'électeurs modérés, voire ambivalents sur la question territoriale. Les données de l'enquête indiquent que cela s'applique particulièrement aux électeurs du PSC et de JxCat pour les élections de 2021.

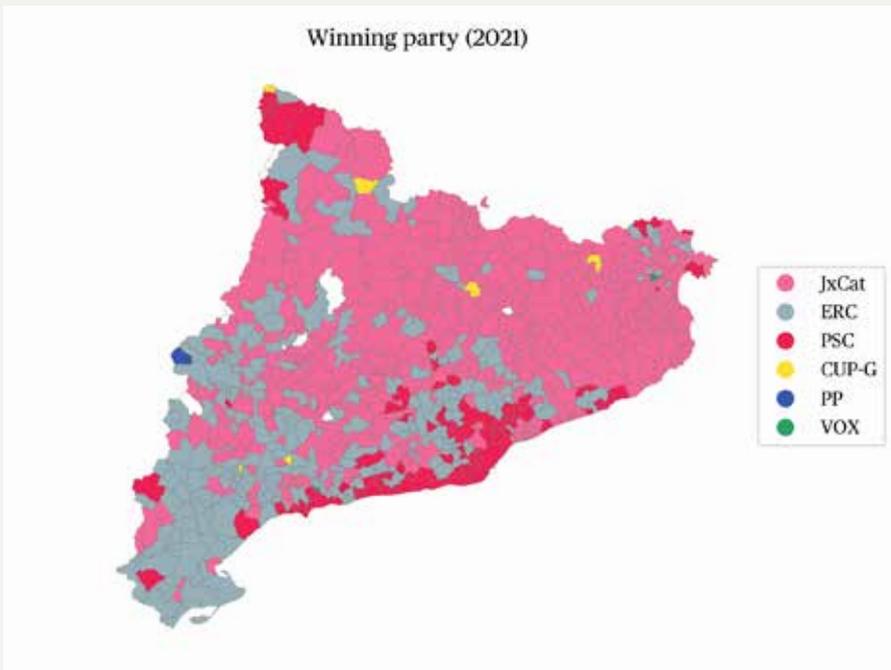
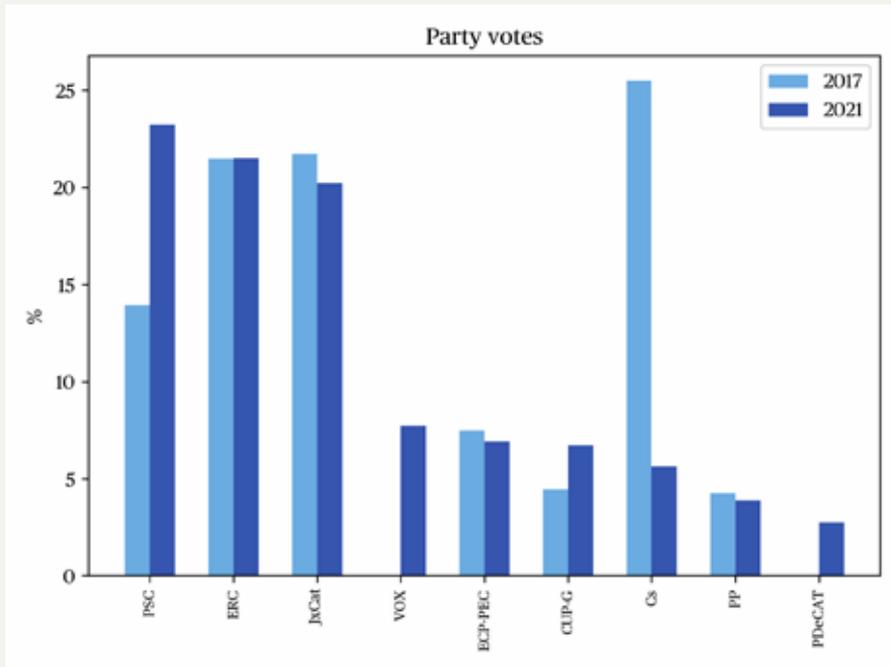
f • Relation entre le vote indépendantiste et le vote ERC, respectivement, et la part des personnes nées en Espagne en dehors de la Catalogne par municipalités, 2017-2021

38

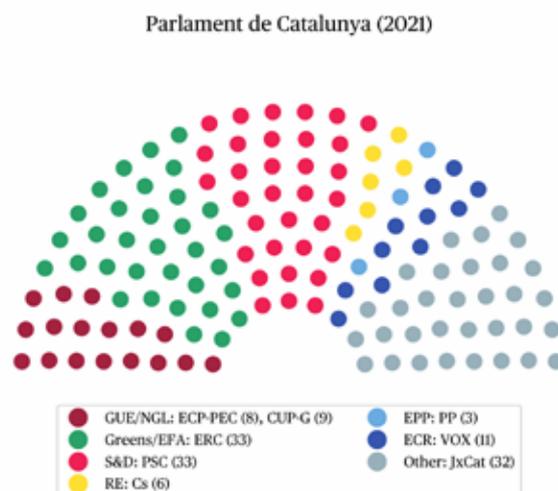
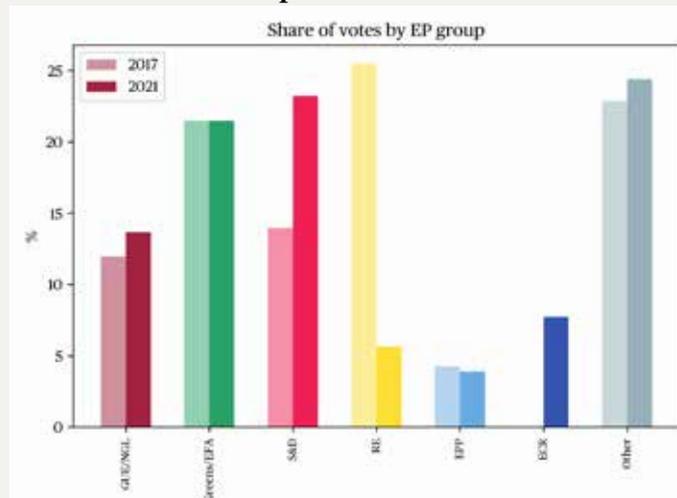


g • Changements de parti entre Cs et Vox et PSC par municipalités, 2017-2021





## Indicateurs européens





# Élections parlementaires en Bade-Wurtemberg, 14 mars 2021

## Introduction et contexte

L'année 2021 comporte plusieurs élections importantes au calendrier en Allemagne. Ainsi, non seulement les élections fédérales auront lieu en septembre, mais cinq élections régionales seront également organisées. La Rhénanie-Palatinat et le Bade-Wurtemberg ont donné le coup d'envoi en mars dernier. Les résultats de ces deux États de l'Ouest seront scrutés de manière particulièrement détaillée en cette « super-année électorale » : en effet, dans la perspective de ces élections fédérales, les élections au niveau des Länder sont généralement considérées comme un indicateur des tendances politiques générales. C'est pourquoi les résultats des élections au niveau des Länder dans le Bade-Wurtemberg sont également examinés ci-après sous l'angle de leur signification pour les élections fédérales.

Afin de mieux comprendre le résultat de ce scrutin, il convient d'accorder une attention particulière à deux circonstances : d'une part l'importance de la troisième candidature du ministre-président sortant Winfried Kretschmann (Bündnis90/Die Grünen, Verts/ALE) et, d'autre part, les caractéristiques du système électoral du Bade-Wurtemberg.

Kretschmann est ministre-président depuis 2011. Il a d'abord dirigé une coalition verte-rouge avec les sociaux-démocrates (2011 à 2016), puis la première coalition verte-noire avec l'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU, PPE) au niveau régional (2016 à 2021). La popularité durablement élevée de Kretschmann a joué un rôle important dans la capacité du gouvernement sortant vert-noir à se maintenir au pouvoir, une focalisation sur les candidats atténuant quelque peu l'importance de la compétition entre les partis. Dans le même temps, la pandémie de Covid-19 a avantagé les partis détenant des postes exécutifs, car l'attention politique dans les moments de crise se porte davantage sur les partis au pou-

voir que sur les formations d'opposition.

Tant la confiance envers Kretschmann en tant que ministre-président (entre 67 % et 84 % depuis 2016) que la satisfaction générale élevée à l'égard du travail du gouvernement du Land (entre 60 % et 70 %) sont remarquablement élevées par rapport aux autres Länder d'Allemagne (Infratest dimap, 2021a). Cette popularité et cette satisfaction ont rendu la tâche des concurrents de Kretschmann pendant la campagne électorale très difficile; aucun d'entre eux ne représentait une véritable menace pour le ministre-président sortant. Dans une comparaison directe, 65% des personnes interrogées auraient voté directement pour Kretschmann comme ministre-président peu avant l'élection, contre seulement 17% pour Susanne Eisenmann (CDU) (ibid.). Selon une comparaison des qualités des deux principaux candidats, Kretschmann était perçu comme nettement plus sympathique et crédible, et une plus grande expertise lui était attribuée (Forschungsgruppe Wahlen, 2021a). Étant donné cet écart important, la CDU a commis une erreur stratégique en menant une campagne électorale axée sur la personnalité de sa candidate plutôt que sur le fond (Brettschneider, 2021). En outre, la campagne électorale a été difficile pour la CDU, obligée de mener campagne contre son propre partenaire de coalition : dans son rôle de partenaire junior d'une coalition, il lui était difficile d'attaquer la performance d'un gouvernement dont elle était coresponsable. L'importance des acteurs politiques du Bade-Wurtemberg et de leurs décisions est corroborée par le fait que 63% des personnes interrogées ont déclaré qu'ils avaient voté pour la politique du Land plus que pour la politique fédérale (Forschungsgruppe Wahlen, 2021b). Dans ce contexte, la progression des Verts (INSA, 2021) observée au même moment à l'échelle nationale ne doit donc pas être interprétée comme un facteur déterminant pour ces élections régionales – il en va de même pour la CDU.

Outre la grande popularité de Kretschmann, le sys-

tème électoral du Bade-Wurtemberg présente une particularité qu'il convient de souligner : contrairement au mode d'élection habituel avec un premier et un deuxième vote, qui permet d'élire d'abord des candidats directs dans chaque circonscription puis des candidats issus des listes électorales des partis, dans le Bade-Wurtemberg, une seule voix est exprimée<sup>1</sup>, qui mène à l'élection d'une personne désignée par un parti (ou d'une personne sans parti). Il n'existe pas de listes communes à l'échelle de l'État, ce qui signifie que l'élection à une voix est à la fois une élection proportionnelle et personnelle, où chaque candidat doit se présenter dans une circonscription. Cela rend plus difficile une analyse différenciée du succès des programmes d'une part et des personnalités des différents partis d'autre part, et déplace le centre de l'analyse vers les performances des partis et de leurs principaux représentants.

### Résultats et changements dans les résultats des élections

Les résultats des élections de 2021 n'ont montré que des changements mineurs pour la plupart des partis par rapport à l'élection de 2016. Si les Verts ont progressé de 2,3 points et le Parti démocratique libre (FDP, RE) de 2,2 points – ces deux partis étant considérés comme les grands gagnants de l'élection –, la CDU a subi des pertes à hauteur de 2,9 points, le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD, S&D) de 1,7 points et l'Alternative pour l'Allemagne (AfD, ID) de 5,4 points (voir « les données » à la fin de cet article). Pour l'AfD, qui s'effondre à 9,7%, ce résultat constitue une défaite majeure qui voit le parti perdre un tiers des électeurs qui l'avaient porté au Landtag pour la première fois en 2016. Alors que la CDU a admis sa défaite, l'AfD a eu plus de difficultés à faire de même, mettant en avant les circonstances difficiles de la campagne électorale. Le Parti de Gauche (Die Linke, GUE/NGL) a progressé légèrement de 0,7 points pour atteindre un total de 3,6 %, mais a manqué une nouvelle fois l'entrée au parlement de l'État. Les Électeurs libres

(Freie Wähler, RE) ont également réussi à gagner 2,9 %, mais, avec 3 %, ils n'ont pas non plus réussi à franchir la barre des cinq pour cent nécessaire à entrer au parlement du Land. En amont de l'élection, la Klimaliste Baden-Württemberg avait suscité l'attention, en faisant campagne pour une politique climatique plus complète et plus intensive que celle que les Verts s'efforcent de mettre en œuvre. Quoique la Klimaliste n'ait obtenu que 0,9 % des voix, ces votes ont été gagnés principalement aux dépens des Verts, dont la capacité à obtenir des mandats a ainsi été diminuée, bien que dans une faible mesure.

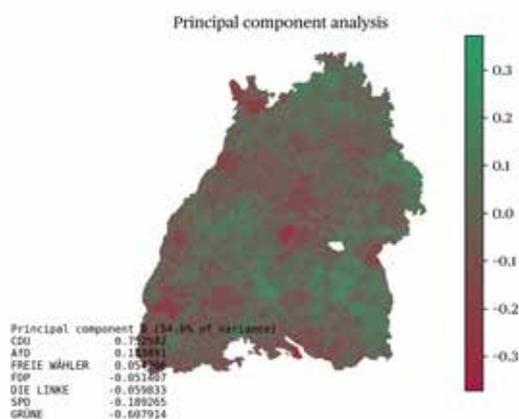
Par rapport à l'élection de 2016, le taux de participation a chuté de 70,4 % à 63,8 %, ce qui équivaut à 4 894 500 votes (Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, 2021). La baisse du taux de participation a un impact particulièrement négatif sur l'AfD, car environ 16,6 % (ce qui équivaut à environ 135 000 votes) de ses électeurs de 2016 ne se sont pas présentés aux urnes cette année, alors que, dans le même temps, le parti réussissait à peine à gagner de nouveaux électeurs (Intratest-dimap, 2021b). De même, la CDU a vu 165 000 de ses anciens électeurs s'abstenir et 145 000 se reporter sur les Verts, qui ont à leur tour amélioré leur résultat en gagnant des voix principalement de la CDU, des non-votants (105 000), du SPD (115 000) et des nouveaux électeurs (90 000) (ibid.).

Une analyse des données électorales mettant l'accent sur les écarts à la moyenne observés dans les différentes communes permet de mieux comprendre les déterminants géographiques de la dynamique positive des partis de centre-gauche. Une grande partie des déviations (56%) par rapport au résultat moyen peut être attribuée à une augmentation des votes pour les Verts et le SPD principalement dans les zones urbaines, s'accompagnant d'une diminution des votes pour la CDU et l'AfD dans ces zones (figure a). En revanche, 20 % des déviations peuvent être expliquées par une augmentation des votes pour l'AfD, le SPD et le FDP et une diminution des votes pour les Verts et la CDU, en particulier dans les zones rurales du Nord du Land (figure b).

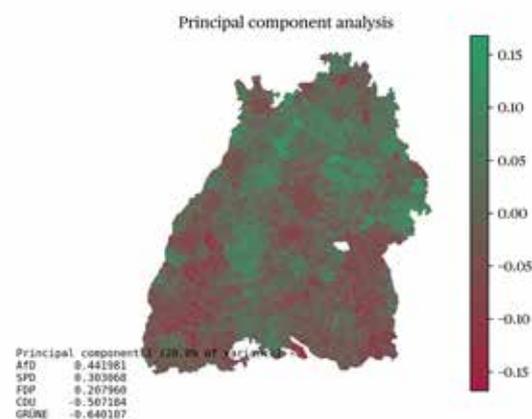
### Tendances sur le fond

L'évaluation des tendances programmatiques lors des

1. Voir Constitution du Land de Bade-Wurtemberg, art. 28 § 1.



a • Analyse en composantes principales du vote de 2021 : premier vecteur propre



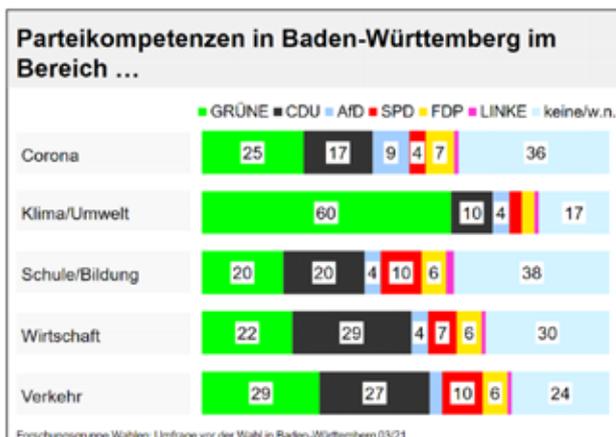
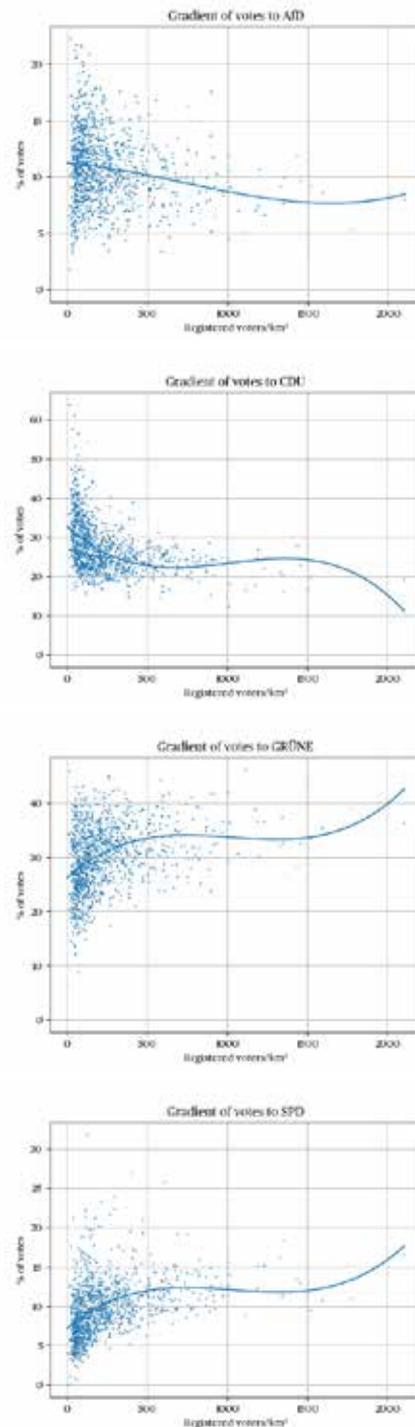
b • Analyse en composantes principales du vote de 2021 : deuxième vecteur propre

dernières élections nationales et régionales doit tenir compte du contexte de la pandémie de Covid-19. La situation de crise, qui a entraîné des restrictions considérables de la vie publique et, dans certains cas, des droits fondamentaux, et qui a suscité des inquiétudes existentielles chez de nombreuses personnes, a éclipsé le reste des thématiques. Certes, la campagne électorale n'a pas tourné exclusivement autour des questions sanitaires. Néanmoins, la situation de crise a fait que l'attention politique s'est focalisée sur la lutte contre la pandémie, mettant en valeur l'action du gouvernement du Land et, plus précisément, du ministre-président Kretschmann. En même temps, les partis d'opposition ont eu du mal à mener la campagne électorale, la situation de crise détournant d'eux l'attention médiatique ; ils n'ont guère pu mener une campagne électorale classique avec des événements en présentiel, des dialogues avec les citoyens, etc. La forte visibilité obtenue par le gouvernement du Land en période de crise et le nombre relativement faible d'occasions de mener une campagne électorale classique atténuent quelque peu la portée de l'analyse des tendances de fond.

Lorsqu'on évalue les questions perçues comme étant les plus importantes en dehors de la pandémie, il est remarquable que la question de l'environnement et du climat se soit vue attribuer une priorité aussi élevée (19%) que celle de l'économie (22%) (Infratest-dimap 2021c). Ainsi, la dynamique de crise de la pandémie n'empêche pas la prise de conscience des enjeux à plus long terme du changement climatique. La troisième question la plus importante mentionnée était la justice sociale (16%), suivie par l'éducation et les écoles (15%) (ibid.). La capacité du gouvernement de Kretschmann à susciter une large approbation de son traitement de ces questions tient probablement à son style de gouvernement largement non idéologique et pragmatique ainsi qu'à sa proximité avec la population, plutôt inhabituelle pour les politiciens verts.

Une indication que la CDU pourrait bientôt regagner de la force peut se lire dans les compétences reconnues par les citoyens aux différents partis. Bien que d'autres facteurs que la seule attribution de compétences déterminent les chances de succès d'une formation politique, la reconnaissance de compétences dans certains domaines (et dans le plus grand nombre possible de ces domaines) est une condition nécessaire du succès électo-

d-g • Score des partis par densité de population au niveau municipal



c • Compétences attribuées aux partis en Bade-Wurtemberg

ral; il convient donc de s'y intéresser de plus près. Dans le Bade-Wurtemberg, par exemple, la CDU est considérée comme ayant un niveau de compétence similaire à celui des Verts dans les domaines politiques importants que sont l'éducation, l'économie, les transports et la politique face au Covid, voire un niveau légèrement supérieur dans le cas de la politique économique (figure c, Forschungsgruppe Wahlen, 2021b). Le seul domaine dans lequel les Verts sont considérés comme ayant un niveau de compétence sensiblement plus élevé est la politique environnementale et climatique, ce qui montre que la CDU a la possibilité de regagner de la confiance et du soutien dans une majorité de domaines politiques – du moins tant que ces

domaines politiques continuent à ne pas être éclipsés par l'ombre de la politique environnementale et climatique, à laquelle la société accorde une grande priorité.

### Tendances géographiques

Lorsqu'on compare les résultats des élections dans les différentes circonscriptions, plusieurs constats s'imposent. Le fait que l'AfD trouve moins de soutien dans les zones urbaines que dans les régions rurales est évident dans cette élection régionale, tout comme le fait que les villes universitaires sont celles où le soutien pour le parti est le plus faible. Ce constat n'est pas surprenant, mais il n'est pas propre à l'AfD : lorsqu'on compare la situation de la formation de droite radicale à celle de la CDU, elle aussi plus faible dans les zones urbaines que dans les zones rurales, on remarque que la différence de succès entre les zones rurales et urbaines est encore plus importante pour les conservateurs que pour l'AfD (figures d-e). Alors que la CDU et l'AfD sont les seuls partis dont le taux d'approbation est plus fort dans les zones rurales que dans les zones urbaines, la tendance inverse est évidente pour les Verts et le SPD (figures f-g). Le Parti de Gauche présente également une pente positive, mais à un niveau si bas qu'il manque encore l'entrée au Landtag. Le FDP, en revanche, est élu avec une fréquence pratiquement inchangée dans les zones rurales et urbaines.

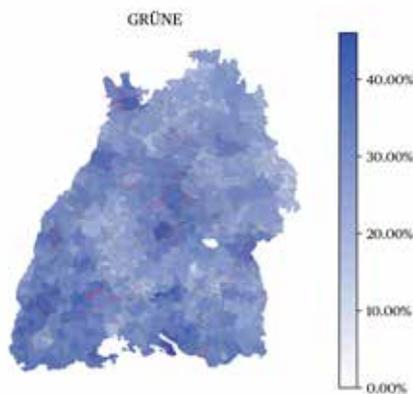
Pour les Verts, on observe une augmentation du soutien dans les zones urbaines (en particulier les villes universitaires), mais l'écart est assez large (figure f) et lorsqu'on examine les résultats au sein des circonscriptions, il apparaît clairement que les Verts ont obtenu des taux d'approbation particulièrement élevés dans toutes les circonscriptions urbaines, mais aussi, dans une large mesure, dans les zones rurales du sud-ouest du Bade-Wurtemberg, régions frontalières de la France et de la Suisse (figure h). Si cette élection régionale confirme que les Verts sont plus forts dans les régions urbaines, elle montre également que les Verts peuvent certainement conquérir également certaines régions rurales – une indication qu'il importe de garder en mémoire dans la perspective de la prochaine élection fédérale.

La CDU, qui avait gouverné le Land depuis 1953 avant

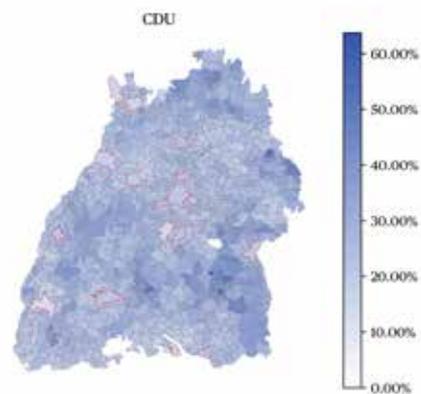
que les Verts n'en prennent le contrôle il y a dix ans et parviennent à s'y maintenir, reste leur principal concurrent ; elle peut se prévaloir à la fois de son succès dans de nombreuses circonscriptions importantes qu'elle a remportées, mais aussi de résultats stables dans les circonscriptions de l'est et du nord-est limitrophes de la Bavière (figure i). Les Verts ont remporté 58 et la CDU 12 des 70 circonscriptions électorales. Le fait que le SPD ait pu gagner tout au plus des municipalités individuelles, mais pas de circonscriptions, est le plus souvent expliqué par le fait qu'il lui manque l'ancrage traditionnel d'un milieu ouvrier syndiqué (Debus, 2017:20). Cette analyse en terme de conditions socio-structurelles défavorables à un succès à long terme du SPD renvoie, au plan théorique, à une approche microsociologique de l'évaluation du résultat des élections.

### Formation de coalitions

S'agissant de l'évaluation des possibilités de coalition, des spéculations étaient apparues à l'approche des élections concernant la possibilité d'une coalition menée par les Verts avec le SPD, parti politiquement et idéologiquement plus proche des Verts que de la CDU et pour lequel une coopération progressiste ne semblait théoriquement pas inintéressante. L'élection n'a cependant donné à une hypothétique coalition des Verts et du SPD qu'exactement 50% des sièges, un seul siège manquant venant contre-carrer cette possibilité de coalition (voir « les données »). Ainsi, les seules options disponibles étaient le maintien de la coalition vert-noir ou une alliance inédite dite « de feux de signalisation » entre les Verts, le SPD et le FDP. Dans la période précédant l'élection, Winfried Kretschmann n'a pas précisé avec qui il préférerait s'associer pour former une coalition gouvernementale. Le FDP ainsi que le SPD se sont déclarés à l'avance ouverts pour une coalition « de feux de signalisation ». Après un débat interne controversé, les Verts ont finalement décidé de n'envisager que des alliances avec un seul partenaire de coalition, et non deux. Ce choix peut également être dû au fait que la coalition vert-noir a pu gouverner ensemble de manière largement stable et sans heurts. Ainsi, lors d'un sondage préélectoral, 44 % des personnes interrogées estimaient



h • Scores des Verts par commune



i • Scores de la CDU par commune

que le maintien de la coalition actuelle serait une bonne chose, tandis que 33 % s'y opposaient. En revanche, une coalition « de feu de signalisation » était jugée négativement par 51 % des personnes interrogées, et positivement par 28 % seulement (Forschungsgruppe Wahlen, 2021b).

Si l'on examine la nouvelle coalition vert-noir d'un point de vue théorique, quatre facteurs issus de la théorie des coalitions peuvent expliquer la formation du gouvernement actuel :

1. La maximisation du pouvoir politique sur la base du résultat électoral (en voix et en sièges)<sup>2</sup>;
2. Le positionnement factuel-politique<sup>3</sup> ;
3. Les facteurs institutionnels et contextuels<sup>4</sup> ;
4. Les déclarations négatives ou positives des partis au sujet des coalitions<sup>5</sup>.

Le premier facteur entre en jeu dans l'explication du maintien de la coalition sortante, car la formation d'un gouvernement à partir de deux partis au lieu de trois permet de maximiser l'occupation des postes politiques. Le deuxième facteur correspond au désir des partis de limiter l'ampleur des compromis nécessaires entre les partenaires. À cet égard, la coalition des Verts avec la CDU n'est pas directement évidente, mais les clivages potentiels avaient déjà été identifiés lors du travail gouvernemental mené par la coalition sortante, de sorte que ce facteur a joué un rôle négatif moindre qu'attendu dans la reconduction du gouvernement. En témoigne par exemple une déclaration des Verts selon laquelle il serait plus facile d'obtenir une plus grande protection du climat avec la CDU que dans le cadre d'une coalition « de feux de signalisation ». Le contexte d'une expérience gouvernementale partagée et son fonctionnement bien rodé correspondent au troisième facteur qui explique cette formation de coalition. Un facteur contextuel supplémentaire à ce stade est que les Verts sont sortis vainqueurs des élections et la CDU perdante, ce qui a renforcé la hiérarchie existante entre les Verts, parti dirigeant la coalition, et la CDU, son partenaire junior. Dans une coalition « de feux de signalisation », cette position forte des Verts en tant que leader de la coalition en coopération avec le SPD et le FDP aurait été nettement moins forte, car le FDP, second vainqueur des élections, aurait pu faire valoir ses exigences de manière plus affirmée, ce qui aurait souligné le plus grand fossé idéologique entre les partis. Enfin, la campagne électorale entre les Verts et la CDU, qui n'a pas été particulièrement vive, correspond au quatrième facteur, qui indiquait déjà qu'une poursuite de la coalition était non seulement possible mais aussi probable.

### **Influence de l'élection sur la politique fédérale et la campagne électorale fédérale de 2021**

Les événements politiques dans les Länder présentent

2. Un exemple typique est fourni par van Deemen (1989).
3. Voir Schalepse (1996), p. 261 sqq.
4. Voir Martin, Stevenson (2021).
5. Voir Debus (2009).

un intérêt double dans le cadre de l'analyse de la politique fédérale. D'une part, les élections au niveau des États fournissent dans une certaine mesure un aperçu de l'atmosphère politique générale au niveau fédéral (Eith, 2008:118), mettant en valeur les tendances électorales dominantes ; d'autre part, le niveau régional peut servir de champ d'expérimentation pour certaines options de coalition jusque-là inédites au niveau fédéral. Ce dernier point est particulièrement pertinent, car le gouvernement vert-noir en Bade-Wurtemberg et le gouvernement noir-vert en Hesse fournissent des données empiriques dans la perspective d'une éventuelle coalition entre les Verts et la CDU au sein du gouvernement fédéral. Même si d'autres modèles de coalition sont possibles, les expériences du Bade-Wurtemberg et de la Hesse joueront un rôle important pour les Verts et la CDU.

La bonne performance des Verts dans le Bade-Wurtemberg, troisième plus grand état d'Allemagne (à la fois en termes de superficie et de population), place le parti en bonne position au début de cette « super-année électorale ». S'il est peu probable que le parti puisse égaler les résultats du Bade-Wurtemberg au niveau fédéral, le résultat témoigne néanmoins de sa capacité à s'imposer, et devrait donc lui donner un certain élan dans la campagne des élections fédérales. Une différence essentielle entre l'électorat des Verts dans le Bade-Wurtemberg et leur électorat à l'échelle nationale est que la distribution par âge de l'électorat des Verts dans le Bade-Wurtemberg est assez équilibrée, alors qu'au niveau fédéral, ce sont surtout les jeunes qui votent pour les Verts (Forschungsgruppe Wahlen, 2021b:2 ; Infratest dimap, 2019). La base de soutien dont profitent les Verts du Bade-Wurtemberg de la part des électeurs plus âgés n'est pas généralisable au niveau fédéral. Une autre différence importante est que les deux principaux candidats, Winfried Kretschmann et Annalena Baerbock (qui est également candidate à la chancellerie), n'ont pas le même pouvoir d'attraction sur l'électorat. Alors que Kretschmann faisait la publicité de la continuité (« Vous me connaissez »), Baerbock s'axe sur la transformation et le changement politique. Candidate beaucoup plus jeune, elle représente également une politique plus dynamique que celle de Kretschmann. Annalena Baerbock pourrait toutefois profiter de cette différence si elle combine ses revendications politiques transformatrices avec une référence à la stabilité d'un gouvernement d'État vert et à la prospérité économique du Bade-Wurtemberg (Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, 2020), désamorçant ainsi le scepticisme conservateur structurel de certains électeurs à son égard.

Si le résultat des élections donne de l'élan aux Verts, il représente également le premier obstacle dans la campagne électorale fédérale de la CDU, qui, avec des performances relativement faibles, commence l'année sur une note négative. Cependant, le résultat de la CDU doit également être contextualisé, du fait notamment du mécontentement concernant la gestion de la crise par le gouvernement fédéral dans la pandémie de Covid-19, très présent au moment de l'élection. De même, les scandales

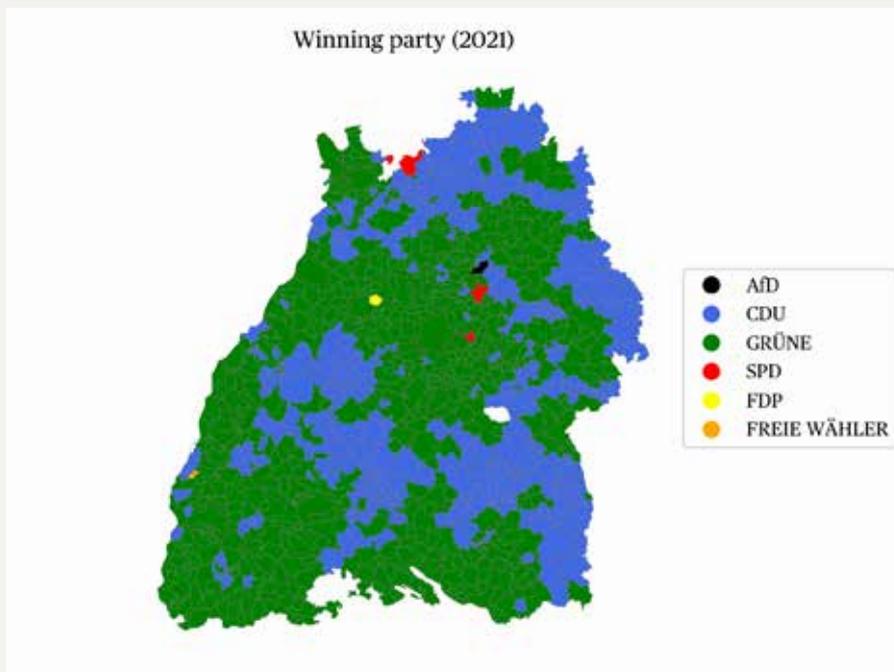
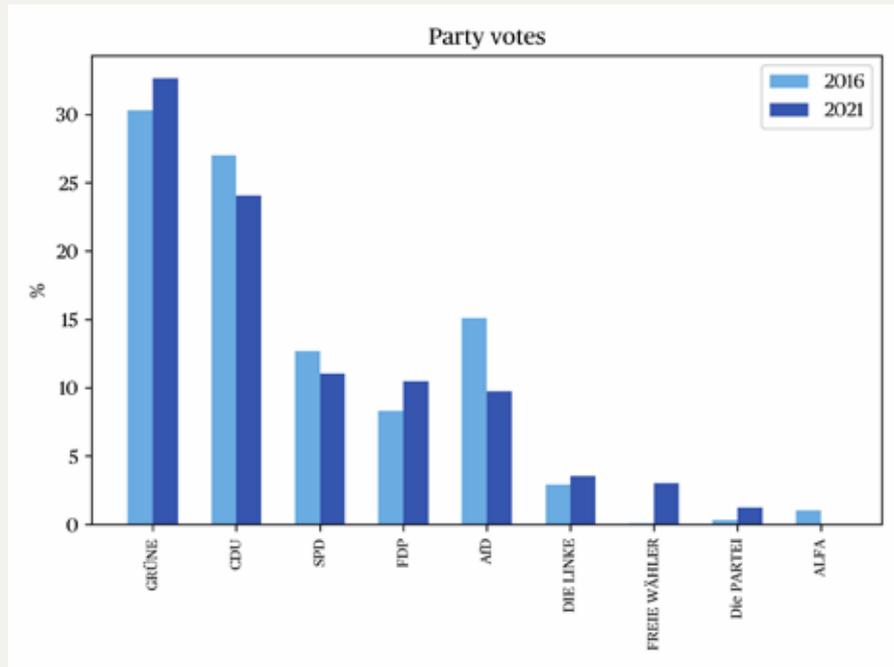
de corruption touchant certains membres de la CDU au Bundestag, critiqués pour des affaires au moins moralement répréhensibles autour d'équipements médicaux, de revenus annexes douteux et d'accords avec l'Azerbaïdjan, auront quelque peu nui à la CDU dans le Bade-Wurtemberg à la fin de la campagne électorale.

Pour l'AfD, les pertes importantes subies au début de cette « super année électorale » dans l'une de ses rares régions fortes de l'ouest de l'Allemagne est symptomatique de sa situation actuelle. Non seulement l'AfD du Bade-Wurtemberg avait attiré l'attention depuis 2016 avec des conflits internes sur les orientations de fond, mais cette guerre intestine est également de plus en plus visible au sein du parti fédéral. Au cours de sa première législature au parlement du Land de Bade-Wurtemberg, la faction de l'AfD a dû faire face à des démissions, des scandales liés à des affaires de dons et des expulsions, ce qui pourrait bien expliquer ses mauvais résultats et, en même temps, indiquer une potentielle source de difficultés lors de la campagne électorale fédérale qui vient de commencer. Malgré ces difficultés et son incapacité à marquer des points sur le plan politique lors de cette élection, l'AfD semble avoir développé un noyau dur d'électeurs qui reste largement stable quel que soit le contexte (Politico, 2021). Si l'AfD s'est stabilisée au Bade-Wurtemberg à un niveau moyen, elle peut compter sur un électorat nettement plus important dans les Länder de l'Est, ce qui lui donne un poids considérable lorsqu'il s'agit de former une coalition gouvernementale (sans elle).

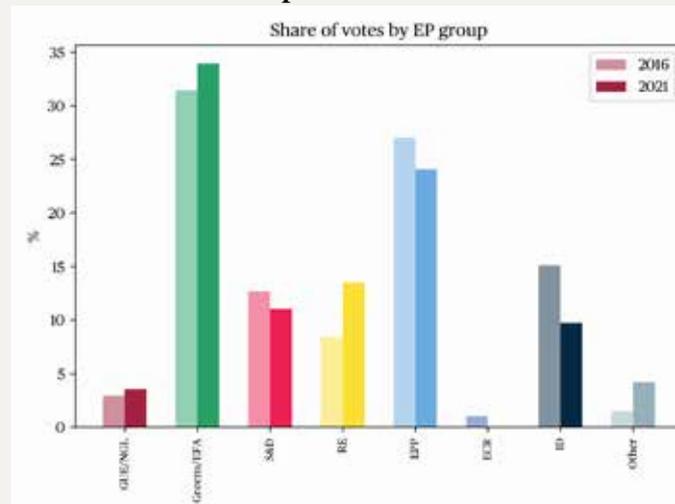
Pour le FDP et le Parti de gauche, l'élection en Bade-Wurtemberg n'a guère d'implications fédérales majeures. Il était peu probable que la gauche y remporte des sièges, et le FDP, dont la présence au niveau des Länder est généralement plus discrète, n'a pas modifié sa position par rapport à 2017.

## Bibliographie

- Bretschneider, F. (2021). Aus den Ländern (Baden-Württemberg) – Analyse der Landtagswahl 2021. Wirtschaftsrat Deutschland. En ligne [consulté le 03.06.2021].
- Debus, M. 2009. Pre-electoral commitments and government formation. *Public Choice* 138 (1-2): 45-64.
- Debus, M. (2017). Verrückte Verhältnisse? Wahlverhalten und Parteienwettbewerb in Baden-Württemberg zwischen 2011 und 2016. In Hörisch, F. (éd.): *Das grün-rote Experiment in Baden-Württemberg : eine Bilanz der Landesregierung Kretschmann 2011-2016*. Wiesbaden: Springer VS, pp. 15-45.
- Eith, U. (2008). Das Parteiensystem Baden-Württembergs. In Jun, U., Haas, M., Niedermayer, O. (éd.): *Parteien und Parteiensysteme in den deutschen Ländern*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften, pp. 103-123.
- Forschungsgruppe Wahlen e.V. (2021a). Wahlen 2021 – Baden-Württemberg 2021. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- Forschungsgruppe Wahlen e.V. (2021b). Landtagswahl in Baden-Württemberg 14. März 2021. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- Infratest dimap (2019). Europawahl 2019. Deutschland. Umfragen und Wähler nach Altersgruppen. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- Infratest dimap (2021a). Baden-Württemberg Trend März 2021. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- Infratest dimap (2021b). Von diesen Parteien haben die Grünen ihre Stimmen gewonnen. Wählerwanderung. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- Infratest dimap (2021c). Kretschmann kam an, Eisenmann gar nicht. Wahl in Baden-Württemberg. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- INSA (2021). Sonntagsfrage - Bild - Wahlcheck. Jahrestrend 2021. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- Laver, M., Shepsle, K.A. (1996). Making and breaking governments: Cabinets and legislatures in parliamentary democracies. Cambridge: Cambridge University Press.
- Martin, L. W., Stevenson, R.T. (2001). Government formation in parliamentary democracies. *American Journal of Political Science* 45 (1): 33-50.
- Politico (2021). Poll of Polls. Germany. En ligne [consulté le 03.06.2021].
- Statistisches Landesamt Baden-Württemberg (2020). Wirtschaftsdaten Baden-Württemberg 2020. En ligne [consulté le 03.06.2021].
- Statistisches Landesamt Baden-Württemberg (2021). Ergebnis der Landtagswahl 2021. En ligne [consulté le 11.05.2021].
- Van Deemen, A. M. A. (1989). Dominant players and minimum size coalitions. *European Journal of Political Research* 17 (3): 313-332.



## Indicateurs européens





# Élections parlementaires en Rhénanie-Palatinat, 14 mars 2021

## Voter en 2021

Le 14 mars 2021, une « super année électorale » (*Superwahljahr*) a débuté en Allemagne. Ce dimanche-là, les citoyens de Rhénanie-Palatinat et du Bade-Wurtemberg étaient appelés à élire leurs représentants dans leurs parlements régionaux respectifs. La Saxe-Anhalt, Berlin et le Mecklembourg-Poméranie occidentale suivront plus tard dans l'année, et l'élection du 20<sup>e</sup> Bundestag allemand aura lieu le 26 septembre 2021. Ces six élections différentes au niveau des Länder et au niveau fédéral – plus les élections locales – sont toutes d'une grande importance pour prendre la température du paysage politique allemand dans son ensemble. À ceci s'ajoute que, dans un système allemand fondamentalement multi-niveaux, les élections aux différentes échelles s'influencent mutuellement (Jun et Cronqvist, 2020:305 ; Detterbeck et Renzsch, 2008 ; Burkhart, 2007). Les élections en Rhénanie-Palatinat et dans le Bade-Wurtemberg peuvent donc être considérées non seulement comme un prélude chronologique, mais aussi comme un réservoir de signes avant-coureurs de cette « super année électorale ».

L'épidémie de Covid-19 étant l'un des faits marquants de 2021, ses conséquences sur le processus électoral ont été majeures (Leininger et Wagner, 2021). D'une part, d'un point de vue organisationnel, des protocoles sanitaires et des règlements pour les bureaux de vote ont été élaborés et mis en œuvre, et leur application a dû être contrôlée; le vote par correspondance s'est également développé. D'autre part, le débat sur la pandémie occupe une grande partie du discours politique. L'attitude des partis à l'égard des mesures anti-Covid vient compléter – et parfois même éclipser – le contenu traditionnel des programmes électoraux. Les représentants des partis au pouvoir au sein du gouvernement fédéral et des gouvernements des Länder font l'objet d'une attention (encore) plus grande de la part des médias, la gestion de la crise en Allemagne tendant de

plus en plus à être gérée par les exécutifs.

Pendant ce temps, la campagne électorale traditionnelle sur le terrain est fortement limitée. La répartition inégale de la présence médiatique des candidats et de leurs partis qui en résulte favorise les sortants, offrant à ces derniers une visibilité supplémentaire et donc un avantage non-négligeable dans la campagne électorale. Sur le plan programmatique, la population a tendance à accorder une confiance particulière aux élus en place en période de crise, en vertu d'un possible effet de « ralliement autour du drapeau » (« *rally around the flag* »). Selon Mueller, cet effet est particulièrement sensible à la suite d'événements dramatiques, qui attirent l'attention du public sur les responsables publics (Leininger et Wagner, 2021 ; Mueller, 1970). C'est, sans aucun doute, le cas de la pandémie de Covid-19.

L'augmentation du nombre de bulletins de vote par correspondance modifie également les facteurs contextuels tels que définis par le « paradigme de Michigan » fréquemment utilisé dans l'analyse électorale. Les électeurs qui ne s'identifient pas fortement à un parti ne décident que dans les jours précédant l'élection, voire le jour-même de celle-ci, pour quel parti ils vont voter. Ainsi, habituellement, le traitement médiatique des candidats et des thèmes en jeu dans les semaines précédant le vote ont une influence importante sur les décisions des électeurs. En revanche, dans le cas des votes par correspondance, la période qui s'écoule entre l'envoi du bulletin de vote et le jour de l'élection se reflète à peine, voire pas du tout, dans la décision de vote. Ce fut notamment le cas avec la polémique, dite « affaire des masques », concernant les accusations d'enrichissement personnel dans le cadre d'opérations d'importation de masques qui ont visé plusieurs députés CDU/CSU au Bundestag.

## Les résultats de l'élection du Land de Rhénanie-Palatinat de 2021 en perspective

En 2021, 101 députés ont été élus dans 52 circonscriptions de Rhénanie-Palatinat selon un système de représentation proportionnelle mixte. Avec un premier vote, les citoyens élisent un député par circonscription à la majorité simple. Toutefois, la proportion des sièges dévolue à chaque parti au sein du parlement régional est déterminée en fonction des résultats d'un second vote, exprimé simultanément – les sièges étant répartis seulement entre les partis ayant dépassé le seuil de 5% des voix au niveau régional. Après déduction des sièges remportés dans les circonscriptions (premier vote), les sièges restants sont attribués sur les listes du Land ou des circonscriptions<sup>1</sup>.

La participation électorale en 2021 a été de 64,3% (2016 : 70,4%) ; la proportion de votants par correspondance était de presque deux-tiers (2016 : environ 31%).

Comme le montrent les graphiques présentés dans l'encart « les données », le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD, S&D) est sorti vainqueur du scrutin, déjouant les sondages réalisés dans les mois précédant l'élection<sup>2</sup>. Avec 35,7% des voix au niveau du Land et 32,2% des voix dans les circonscriptions, le parti a remporté 39 des 101 sièges, dont 28 sont des mandats directs. L'Union chrétienne-démocrate d'Allemagne (CDU, PPE), qui devançait de peu le SPD dans les sondages préélectorales susmentionnés, a obtenu 27,7% des voix au niveau du Land et 31,4% des voix dans les circonscriptions le jour de l'élection – le pire résultat jamais obtenu par la CDU en Rhénanie-Palatinat dans une élection régionale. Le parti obtient 31 sièges au parlement du Land, dont 23 sont des mandats directs. Bündnis90/Die Grünen (Les Verts, Verts/ALE) devient la troisième force au Parlement avec 9,3% des voix au niveau du Land et 10,9% des voix dans les circonscriptions, et obtiendra donc dix sièges (dont un mandat direct). L'Alternative pour l'Allemagne (AfD, ID) a obtenu 8,3% des voix au niveau du Land et 7,6% des voix dans les circonscriptions, ce qui représente neuf sièges au Parlement. Le troisième parti au pouvoir (aux côtés du SPD et des Verts), le Parti démocratique libre (FDP, RE), réintègre également le Parlement avec six sièges, après avoir obtenu 5,5% des voix au niveau du Land et 6% des voix dans les circonscriptions. Le parti des Électeurs libres (Freie Wähler, RE) est un nouveau venu au parlement régional. Ayant obtenu 5,4% des voix au niveau du Land et 7,5% des voix au niveau des circonscriptions, le parti aura lui aussi six sièges au Parlement. Le Parti de gauche (Die Linke, GUE/NGL)<sup>3</sup>, le Parti de la protection des animaux (Tierschutzpartei)<sup>4</sup>,

Le Parti (Die Partei)<sup>5</sup>, Volt (Verts/ALE)<sup>6</sup> et d'autres formations<sup>7</sup> n'ont pas réussi à atteindre le seuil des 5%.

Par rapport à l'élection d'État de 2016, deux des six partis représentés au nouveau parlement du Land ont amélioré leurs résultats régionaux. Les Verts ont augmenté leur part de 4,0 points et les Électeurs libres de 3,2 points de pourcentage. Les quatre autres partis ont vu leur part de voix diminuer. Alors que les pertes des deux derniers partis au pouvoir, le SPD (-0,5 pp) et le FDP (-0,7 pp), sont relativement faibles, les deux partis d'opposition ont enregistré des pertes plus importantes : CDU (-4,1 pp); AfD (-4,3 pp). Une évolution similaire se dessine lorsque l'on examine les différences de votes dans les circonscriptions en 2021 et 2016. Les Verts (+4,5 pp), les Électeurs libres (+3,2 pp) et l'AFD (+0,6 pp) ont amélioré leurs résultats, tandis que le FDP (-0,8 pp), la CDU (-3,4 pp) et le SPD (-3,9 pp) ont enregistré des pertes.

### Facteurs explicatifs selon le modèle de Michigan

En 2020, Jun et Cronqvist ont décrit la concurrence entre les partis en Rhénanie-Palatinat comme un « pluralisme modéré » (Jun et Cronqvist, 2020:306 sqq.), où le SPD et la CDU dominent la scène. Ces partis se considèrent comme les « principales forces susceptibles d'obtenir les faveurs des électeurs » (ibid.: 305), ce qui rend la tâche comparativement plus difficile aux petits partis en Rhénanie-Palatinat qu'au niveau national. Les bases électorales des Verts et du FDP – qui ont tous deux été membres du gouvernement du Land – sont instables, ce qui signifie que les deux partis ont dû acquérir de l'expérience dans l'opposition extraparlamentaire (ibid.: 306). D'autres petits partis n'ont réussi à entrer au Landtag que dans des cas isolés : le Parti communiste d'Allemagne (KPD) en 1947 ; le parti du Reich allemand (DRP) en 1959; le parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) en 1967 et l'AfD en 2016. L'élection de 2021 représente une césure à cet égard car l'AfD – malgré des pertes – a pu reconfrimer sa présence au parlement du Land. Par ailleurs, par leur entrée au parlement régional, les Électeurs Libres ont porté à six le nombre de partis représentés au parlement du Land pour la première fois dans l'histoire de la Rhénanie-Palatinat. Auparavant, ce nombre variait de deux à cinq partis. Si la domination des deux grands partis et le pluralisme modéré demeureront après l'élection de 2021, la fragmentation, la segmentation et la pluralisation parlementaires sont visiblement en augmentation.

Selon le modèle de Michigan, bien établi en sociologie électorale, ce sont avant tout les facteurs d'identification à un parti, les enjeux et les candidats qui déterminent le comportement des électeurs. L'enquête post-électorale réalisée par Infratest Dimap pour l'élection de 2021

1. Plus d'informations concernant les spécificités du système électoral de Rhénanie-Palatinat sur le site du Landtag de Rhénanie-Palatinat.

2. « Sonntagsfrage » février 2021 : CDU 31%, SPD 30% (Infratest Dimap, 2021b) ; janvier 2021 : CDU 33%, SPD 28% (Infratest Dimap, 2021a) ; décembre 2020 : CDU 34%, SPD 28% (Infratest Dimap 2020).

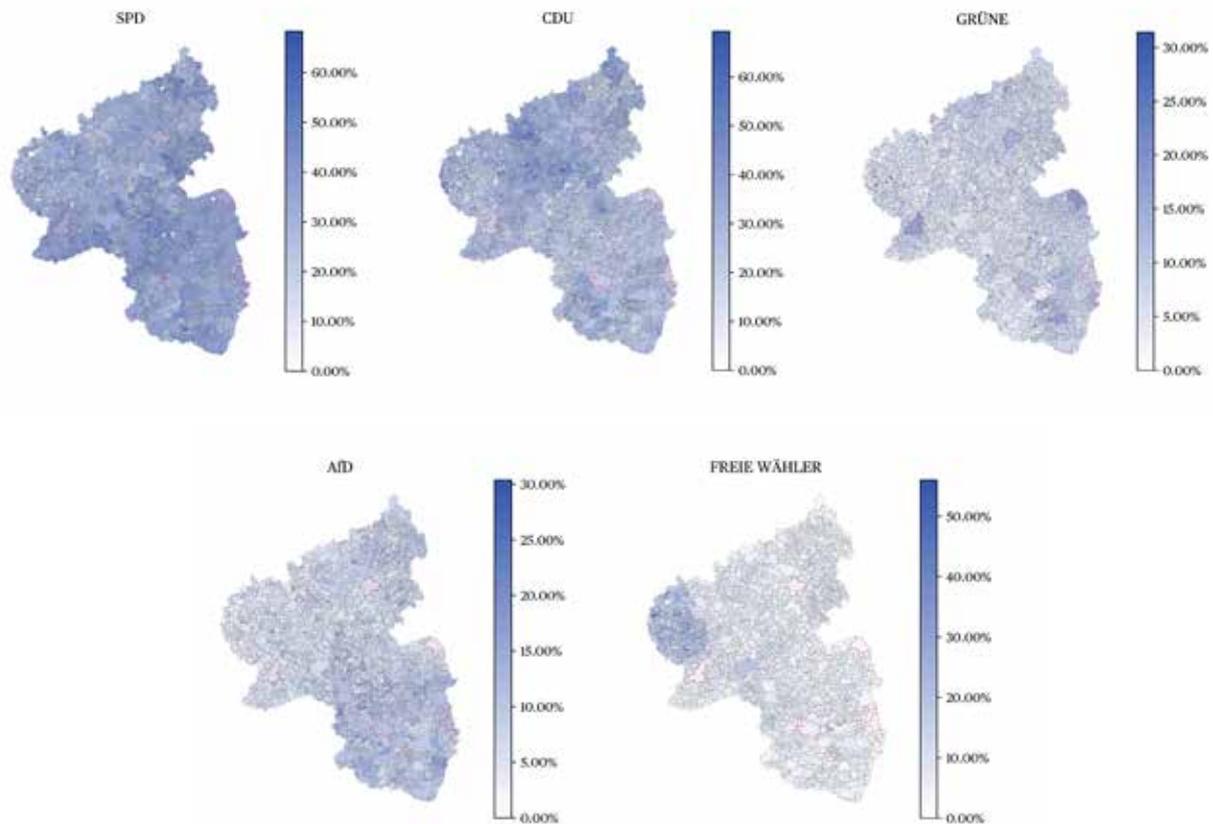
3. 2,5% des voix au niveau de l'État et 2,8% au niveau des circonscriptions.

4. 1,7% des voix au niveau de l'État, pas de candidats directs.

5. 1,1% des voix au niveau de l'État et 0,4% au niveau des circonscriptions.

6. 1,0% des voix au niveau de l'État et 0,1% au niveau des circonscriptions.

7. Autres partis, personnes ou communautés d'électeurs candidats ayant obtenu moins de 1% des voix au niveau de l'État et des circonscriptions : Pirates (Verts/EFA), ödp (Verts/EFA), Klimaliste, Basisdemokratie, Dr. Moritz, SIGGI WÄHLEN.



montre des résultats intéressants à cet égard (John, 2021:11). En particulier, les électeurs du SPD, des Verts et de la CDU ont davantage opté pour leur parti par conviction. Par rapport aux autres partis, la CDU et le FDP ont bénéficié d'une forte identification au parti de la part de leur électorat : 30 % des électeurs de la CDU et 21 % des électeurs du FDP ont motivé leur décision de vote par la loyauté envers leur parti<sup>8</sup>. Les électeurs des Verts (72 %) et de l'AfD (71 %) étaient les plus axés sur les questions de fond, mais les Électeurs libres (64 %) et le FDP (63 %) ont également réussi à convaincre leurs électeurs par le biais de leur programme<sup>9</sup>. Selon l'électorat, les questions jugées les plus importantes dans le cadre de cette élection portaient sur les sujets suivants : sécurité sociale (22%), économie (20%), éducation (17%), environnement/climat (16%), pandémie de Covid-19 (12%), criminalité/sécurité intérieure (8%) et immigration (5%) (John, 2021:11).

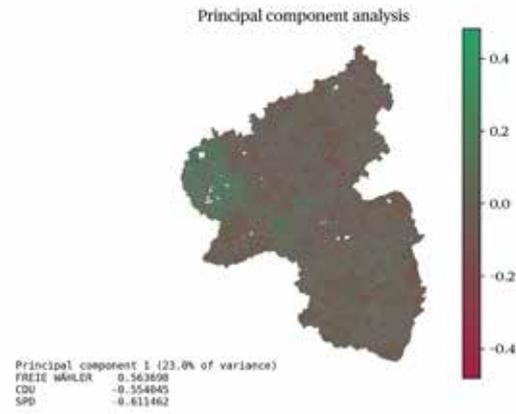
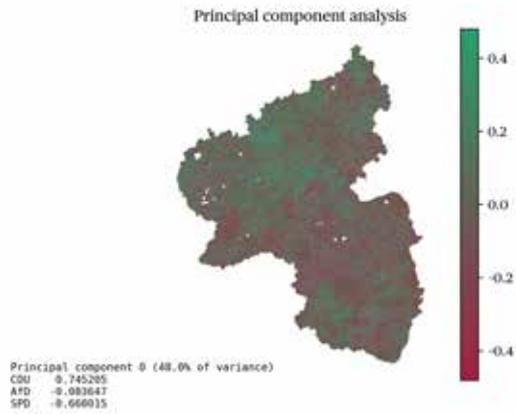
Concernant les compétences attribuées par les électeurs aux différents partis, le SPD a un avantage sur son principal concurrent, la CDU. Le SPD devance la CDU dans le domaine de la lutte contre la pandémie comme dans ceux de la justice sociale, des écoles/de l'éducation et de l'économie. Le SPD obtient également de meilleurs résultats que la CDU en matière de protection du climat, mais il est loin derrière les Verts dans ce domaine. Ce n'est que dans le domaine des transports que la CDU est considérée comme plus compétente que le SPD (ibid.: 8 sqq. ;

Forschungsgruppe Wahlen e.V., 2021:2).

Comme le prédit le modèle de Michigan, les spécificités de la compétition partisane en Rhénanie-Palatinat tiennent également à la popularité des Spitzenkandidaten. Le style politique proche des citoyens inauguré par Kurt Beck (SPD), qui lui avait valu le surnom de « père de État » (*Landesvater* ; Borucki et Jakobs, 2020), a été poursuivi par la ministre-présidente sortante Malu Dreyer (SPD), de sorte qu'on lui prête désormais le titre informel de « mère de État » (*Landesmutter*). La popularité de son style de gouvernement et la prime au sortant prédite par le contexte électoral sont également confirmées par les résultats des sondages qui l'opposaient à son concurrent direct, Christian Baldauf (CDU). Lors d'une élection directe (fictive) pour le poste de ministre-président, Baldauf aurait perdu contre son adversaire Dreyer par 28% contre 56% (Infratest Dimap, 2021b). L'écart entre les cotes de popularité mesurées est encore plus frappant : alors que 71% des personnes interrogées sont (très) satisfaites de Dreyer, Baldauf doit se contenter de 33% de (très) satisfaits (Infratest Dimap, 2021a). L'une des raisons de cet écart pourrait être le manque relatif de notoriété de Baldauf auprès de la population de Rhénanie-Palatinat. Le 25 février 2021, soit à peine deux semaines et demie avant les élections, le *Süddeutsche Zeitung* titrait « Qui connaît cet homme ? » au-dessus d'une photo de Christian Baldauf (Drobinski et Niewel, 2021). L'article faisait référence à une enquête du *Südwestrundfunk*, selon laquelle environ 40% des personnes interrogées ne connaissaient pas le candidat principal de la CDU, bien qu'il ait

8. Verts : 18%, SPD : 15%, AfD : 12%, Électeurs libres : 10%.

9. CDU : 44%, SPD : 31%.



été président de la CDU de Rhénanie-Palatinat entre 2006 et 2011 et qu'il en soit depuis le vice-président. Selon les sondages de sortie des urnes, 51% des électeurs du SPD ont choisi leur parti en raison pour sa candidate, tandis que cela n'était le cas que de 23% des électeurs de la CDU (John 2021:11).

### Facteurs explicatifs géographiques

Au-delà des trois facteurs centraux du modèle du Michigan, les cartes politiques permettent d'expliquer une partie des tendances électorales. Comme le montrent la figure a, les électeurs du SPD et de la CDU sont nombreux dans presque toutes les circonscriptions. Toutefois, le SPD est concentré dans la partie centrale de la carte, tandis que la CDU obtient ses meilleurs résultats dans le nord et le sud-ouest du Land. Comme le montre une analyse de composantes principales (figure b, gauche), 49% de l'écart des résultats communaux par rapport à la moyenne régionale s'explique par le fait qu'il y a plus d'électeurs de la CDU, moins d'électeurs du SPD et moins d'électeurs de l'AfD dans ces circonscriptions. La figure a montre également que l'AfD a pu réaliser des bons scores dans les régions rurales du sud du pays.

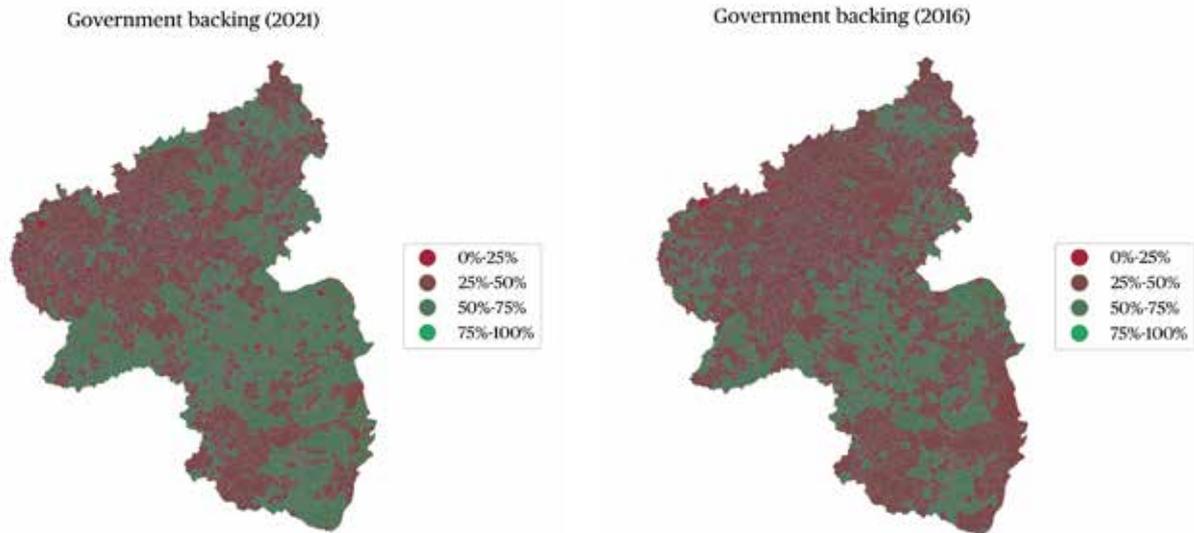
Cette même figure montre une tendance typique pour les Verts : le parti a recueilli des parts de voix élevées dans les zones urbaines et les villes universitaires telles que Mayence, Trèves, Coblenche et Landau. Alors que la carte politique ne fournit pas beaucoup d'informations sur le FDP, seuls quelques districts du nord-ouest du Land semblant être mis en évidence, la circonscription de Bitburg-Prüm, dans laquelle les Électeurs Libres ont obtenu 21,3% des voix du Land, se distingue. Ce succès régional dans l'Eifel s'explique en partie par la popularité de leur candidat principal Joachim Streit, qui a grandi dans la région. Dans le passé, Streit, grâce à une campagne intensive de porte-à-porte, a été élu maire de Bitburg et a ensuite accédé au poste de Président de district (Ludwig, 2021). Comme le montre la figure b, à droite, le résultat relativement fort des Électeurs libres s'accompagne de la faible performance – par rapport aux résultats du Land – de la CDU et du SPD dans cette région.

L'analyse des clusters (figure d) confirme les résultats

d'une distinction claire nord/sud et la position spécifique de Bitburg-Prüm. La carte montrant le soutien du gouvernement dans les différentes régions donne une image similaire (figure c, gauche). Là encore, on retrouve le schéma déjà connu d'un clivage sud-nord. Cependant, ici, la circonscription de Bitburg-Prüm se confond avec le reste du nord de la région, où, dans de grandes parties, moins de la moitié de la population est satisfaite du gouvernement. La satisfaction à l'égard du gouvernement s'est davantage répandue dans le sud et le centre du pays depuis 2016. Dans un nombre nettement plus élevé de circonscriptions qu'il y a cinq ans (figure c, droite), plus de 50% de la population a voté pour le gouvernement au pouvoir entre 2016 et 2021.

### Perspectives

La satisfaction générale à l'égard du gouvernement rendait le processus de formation du gouvernement largement prévisible. Au lendemain de l'élection, la ministre-présidente Dreyer a ainsi annoncé dans une interview accordée au Südwestrundfunk : « Je discute avec mes partenaires actuels de la coalition [les Verts et le FDP, n. d. a.] [...] Nous voulons poursuivre la coalition « feu de circulation » [*Ampel*, c'est-à-dire rouge-vert-jaune, n. d. t.], je n'en ai jamais fait mystère » (Welt Online, 2021). Le politologue et expert de la Rhénanie-Palatinat Uwe Jun ne voit lui aussi « aucune alternative réelle à une nouvelle édition de l'alliance » (ibid.). Même avant les élections, et particulièrement après l'annonce du résultat officiel final – qui permet arithmétiquement une alliance du SPD, des Verts et du FDP – la relance de la coalition dite « feux de circulation » était déjà le scénario le plus probable pour la prochaine législature. Dreyer a rejeté une « grande coalition » composée avec la CDU : « Les électeurs seraient assez surpris si je disais maintenant : nous allons dans cette direction » (ibid.). Une alliance de droite composée de la CDU, du FDP (ou des Électeurs libres) et de l'AfD n'est pas une option réaliste. D'une part, la CDU rejette catégoriquement toute coopération avec l'AfD, et d'autre part, le FDP n'a guère d'intérêt à opter pour cette option en termes de contenu et de stratégie. Lors d'une conférence de presse tenue le 30 avril 2021, les négociations de

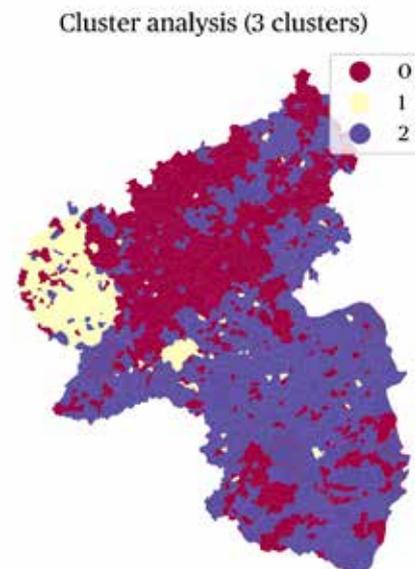


coalition entre le SPD, les Verts et le FDP ont été déclarés conclues avec succès. Les congrès des partis respectifs ont ratifié l'accord de coalition la semaine suivante. Le SPD reçoit cinq des neuf ministères, dont certains sont réorganisés par rapport à la dernière législature, tandis que les deux partenaires « junior » en obtiennent deux chacun. Selon la ministre-présidente Dreyer, chacun des partenaires sera chargé d'un des trois dossiers prioritaires : Biotechnologie (SPD), Neutralité climatique d'ici 2040 (Les Verts), avenir des centre-villes (FDP) (SWR.de, 2021). Un examen de l'accord de coalition négocié par les partis montre que parmi les trois couleurs de ces « feux de circulation », le feu vert brille plus vivement que les deux autres, même si l'on a veillé à ce que chacun des partenaires de la coalition puis s'affirmer sur ses thèmes de prédilection (Tagesschau.de, 2021).

En conclusion, le SPD a su bénéficier de sa réputation de compétence dans le traitement des questions centrales de la politique du Land, mais surtout de la gestion assurée de la pandémie par sa ministre-présidente en exercice. Quoique largement devancé au niveau national, le parti est la force politique la plus puissante dans le région. À l'inverse, la CDU a subi une nette défaite, en partie à cause d'une tête de liste plutôt impopulaire et d'un mécontentement croissant à l'égard de la gestion de la crise du Covid à l'échelle nationale par le gouvernement fédéral dirigé par la CDU/CSU. Les électeurs ont également confirmé leur satisfaction à l'égard du travail gouvernemental des Verts et du FDP. Alors que les Verts profitent de la dynamique ascendante du parti au niveau fédéral et ont amélioré leur résultat depuis 2016, le FDP a subi des pertes mais reste représenté au parlement et au gouvernement. Enfin, cinq ans après l'entrée de l'AfD au parlement du Land, le succès des Électeurs libres représente un tournant en Rhénanie-Palatinat, puisqu'ils forment pour la première fois un sixième groupe parlementaire.

En ce qui concerne les prochaines élections fédérales, il n'est pas certain que ces élections aient déclenché des dynamiques particulières. Le SPD a pu gagner un point de pourcentage (de 16% à 17%) dans le sondage dominical

pour l'élection fédérale réalisé au lendemain du scrutin. Il est impossible de déterminer avec certitude s'il s'agit d'un « effet Rhénanie-Palatinat », car le parti a rapidement perdu ce bonus marginal et se situait à la mi-avril à 15 points de pourcentage (Infratest Dimap, 2021c). Cette année, il est plus probable que la politique fédérale elle-même, notamment la gestion de la pandémie et la popularité des principaux candidats, aura une influence plus importante sur le résultat des élections fédérales que les tendances régionales individuelles. L'effet de signal d'une coalition de feux de circulation vis-à-vis de la politique fédérale est également limité. L'exemple de la Rhénanie-Palatinat montre certes la viabilité de cette configuration gouvernementale, actuellement unique, sous la direction du SPD. En mai/juin 2021, les sondages indiquaient toutefois un rapport de force différent au sein d'un hypothétique gouvernement fédéral adoptant cette formule : une coalition en feux de circulation y serait dirigée par les Verts et non par les sociaux-démocrates. La signification de cet exemple est donc limitée (Tagesschau.de, 2021).



d • Clustering des résultats par commune

En outre, d'autres thèmes, mais aussi divers aspects tenant à la personnalité des protagonistes, peuvent être décisifs pour obtenir les compromis nécessaires à la conclusion d'un accord de coalition. Or, il est difficile de savoir à ce stade s'il existera un chevauchement programmatique suffisant, au plan quantitatif comme qualitatif, entre le SPD, les Verts et le FDP au niveau fédéral. L'expérience de la Rhénanie-Palatinat semble donc difficile à généraliser.

## Bibliographie

Borucki, I. et Jakobs, S. (2020). Die Regierung Beck. Sein Führungsstil als nahbarer Landesvater. In Glaab, M., Hering, H., Kißener, M., Schiffmann, D. et Storm, M. (éd.), *70 Jahre Rheinland-Pfalz. Historische Perspektiven und politikwissenschaftliche Analyse*. Wiesbaden: Springer VS. pp. 219-240.

Burkhart, S. (2007). Der Einfluss der Bundespolitik auf Landtagswahlen. In Schmid, J. et Zolleis, U. (éd.), *Wahlkampf im Südwesten. Parteien, Kampagnen und Landtagswahlen 2006 in Baden-Württemberg und Rheinland-Pfalz*. Berlin: LIT Verlag. pp. 191-207.

Detterbeck, K. et Renzsch, W. (2008). Symmetrien und Asymmetrien im bundesstaatlichen Parteienwettbewerb. In Jun, U., Haas, M. et Niedermayer, O. (éd.): *Parteien und Parteiensysteme in den deutschen Ländern*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften. pp. 39-55.

Drobinski, M. et Niewel, G. (2021). Wer kennt diesen Mann? Süddeutsche Zeitung, n°46, 25 février 2021. p. 3.

Forschungsgruppe Wahlen e.V. (2021). Landtagswahl in Rheinland-Pfalz 2021. Analyse brève. En ligne [consulté le 27 avril 2021].

Infratest Dimap (2020). PoliTREND Rheinland-Pfalz Dezember 2020. Repräsentative Umfrage im Auftrag des SWR. En ligne [consulté le 20 avril 2021].

Infratest Dimap (2021a). PoliTREND Rheinland-Pfalz Ja-

nuar 2021. Repräsentative Umfrage im Auftrag des SWR. En ligne [consulté le 20 avril 2021].

Infratest Dimap (2021b). PoliTREND Rheinland-Pfalz Februar 2021. Repräsentative Umfrage im Auftrag des SWR. En ligne [consulté le 20 avril 2021].

Infratest Dimap (2021c). Sonntagsfrage Bundestagswahl. En ligne [consulté le 27 avril 2021].

John, S. (2021). Landtagswahl Rheinland-Pfalz 2021. Ergebnisse und Analysen. böll.brief – Demokratie und Gesellschaft #22. Heinrich-Böll-Stiftung.

Jun, U., et Cronqvist, L. (2020). Der Wandel des Parteienwettbewerbs in Rheinland-Pfalz. Von der CDU-Dominanz zur SPD geprägten Landespolitik. In Glaab, M., Hering, H., Kißener, M., Schiffmann, D., Storm, M. (éd.), *70 Jahre Rheinland-Pfalz. Historische Perspektiven und politikwissenschaftliche Analyse*. Wiesbaden: Springer VS. pp. 305-327.

Landeswahlleiter (2021). Landesergebnis Rheinland-Pfalz. Endgültiges Ergebnis der Landtagswahl 2021. En ligne [consulté le 20 avril 2021].

Leininger, A., Wagner, A. (2021). Wählen in der Pandemie: Herausforderungen und Konsequenzen. *Zeitschrift für Politikwissenschaft*. En ligne [consulté le 21 avril 2021].

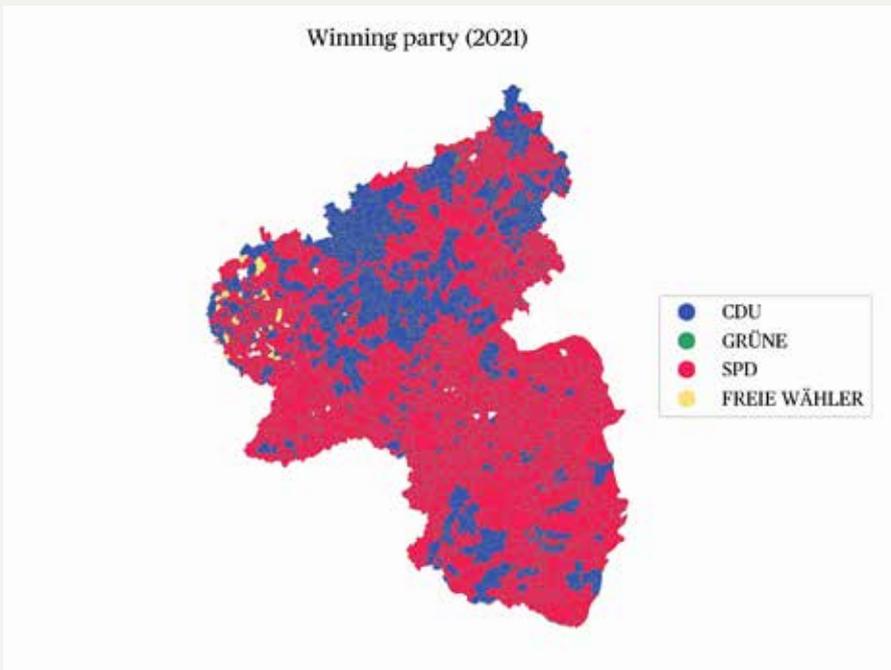
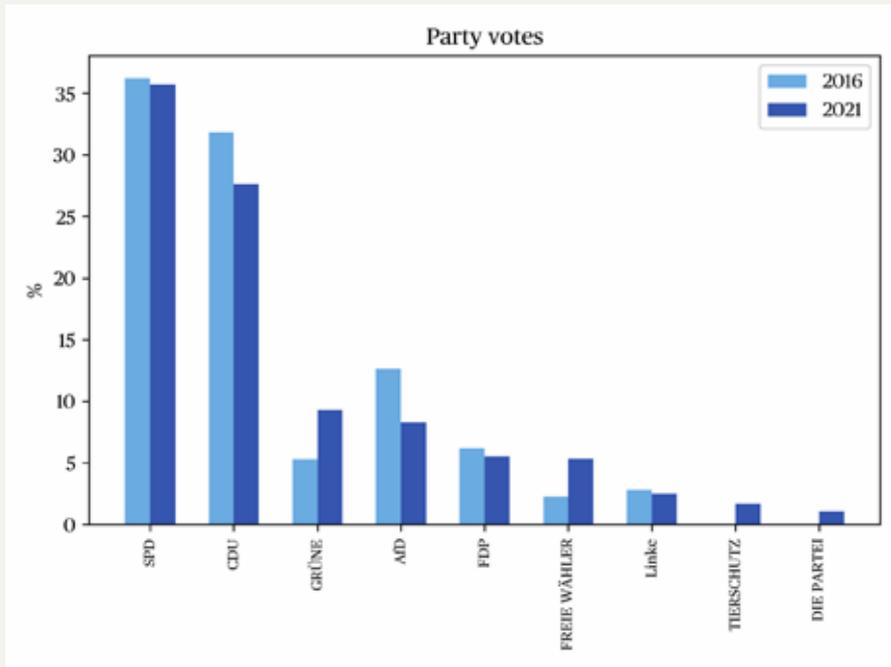
Ludwig, G. (2021). Joachim Streit (Freie Wähler): Der Exot aus der Eifel, SWR.de. En ligne [consulté le 2 juin 2021].

Mueller, J. E. (1970): Presidential popularity from Truman to Johnson. *The American Political Science Review* (64/1), pp. 18-34.

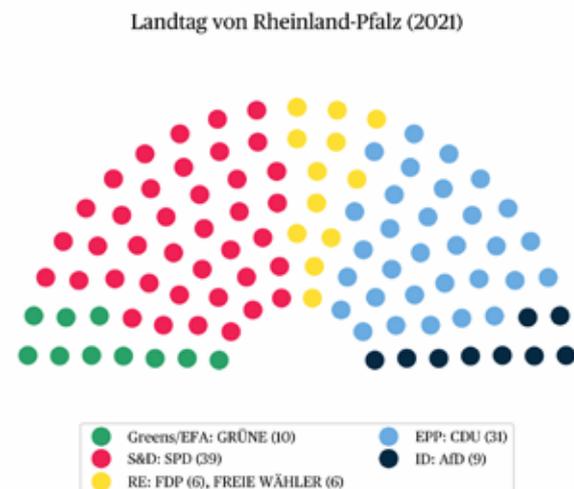
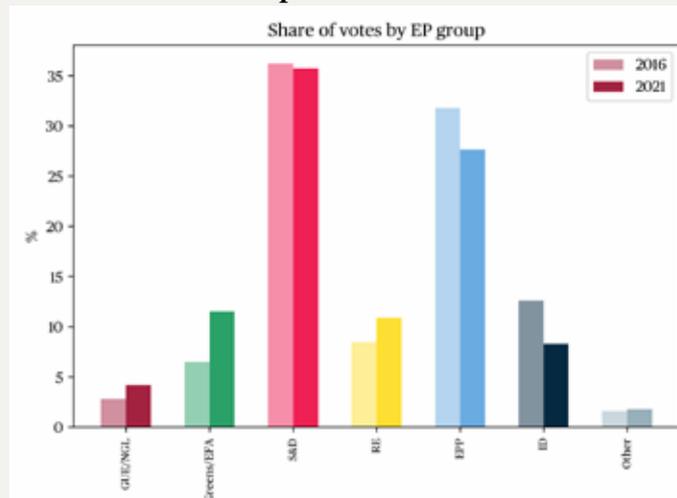
SWR.de (2021). Ampelkoalition in Rheinland-Pfalz wird fortgesetzt. En ligne [consulté le 4 mai 2021].

Tagesschau.de (2021). Eine Ampel mit viel Grün. En ligne [consulté le 4 mai 2021].

Welt Online (2021). Parteien analysieren Wahl: Dreyer kündigt Gespräche an. En ligne [consulté le 27 avril 2021].



## Indicateurs européens





Simon Otjes • Universiteit Leiden

# Élections parlementaires aux Pays-Bas, 17 mars 2021

54

## Introduction

En 2021, les électeurs néerlandais ont élu le parlement le plus divisé de l'histoire des Pays-Bas. Dans ce paysage fractionné, la coalition de centre-droit a conservé sa majorité. La coalition a bénéficié d'un large soutien populaire pour sa politique de gestion de la Covid-19 et n'a pas souffert du scandale des allocations familiales qui a provoqué la démission du gouvernement trois mois avant l'élection. Cet article examine les tendances paradoxales se manifestant au sein d'un électorat qui, d'une part, délaisse les partis établis au profit de nouveaux partis plus petits et, d'autre part, plébiscite les partis gouvernementaux.

Dans cet article, je présenterai le contexte des élections, notamment la pandémie de la Covid-19 et le scandale des allocations familiales. J'examinerai ensuite les résultats des élections pour chacun des partis et j'aborderai enfin brièvement la « deuxième temps » des élections, à savoir la formation d'un nouveau gouvernement et ses conséquences probables sur l'intégration européenne.

## Le contexte social et politique

Les élections générales néerlandaises, comme la plupart des élections en 2020 et 2021, ont eu lieu dans le contexte de la pandémie mondiale de Covid-19. Aux Pays-Bas, un scandale plus spécifique a également éclaté à propos des allocations familiales.

## La pandémie

Depuis le début de la pandémie, la confiance dans le gouvernement néerlandais a fortement augmenté (Van der Meer et al. 2020). En décembre, le gouvernement avait introduit de nouvelles mesures pour prévenir la troisième vague ; ces mesures incluaient la mise en place d'un couvre-feu général à neuf heures. En général,

les électeurs néerlandais ont soutenu les mesures prises par le gouvernement pour contenir la propagation de l'épidémie. Cela a conduit à une forte augmentation du taux de soutien au Parti libéral (VVD, Renew) du Premier ministre Mark Rutte dans les sondages. Le parti a donc décidé d'axer sa campagne électorale sur le leadership de Mark Rutte.

La Covid-19 a largement affecté la campagne. Elle a empêché les partis de la mener en personne. De ce fait, ils se sont appuyés sur les médias ; les trois débats télévisés se sont avérés particulièrement décisifs.

La Covid-19 a également empêché d'autres thématiques d'occuper le débat public. Les partis ont certes consciencieusement débattu de thèmes tels que le climat, les soins de santé et l'immigration, mais aucun de ces thèmes n'a véritablement dominé le débat politique, car la véritable question était de savoir à qui les électeurs feraient confiance pour sortir les Pays-Bas de la pandémie.

## Le scandale des allocations familiales

En janvier 2021, la coalition gouvernementale néerlandaise composée du VVD, du CDA (PPE), des D66 (RE) et de la CU (PPE) avait démissionné à la suite d'un scandale concernant les allocations familiales. Aux Pays-Bas, la plupart des familles ayant des enfants de moins de quatre ans reçoivent des allocations pour payer la garde de leurs enfants. Dans un excès de zèle pour lutter contre la fraude, le gouvernement néerlandais avait ruiné des milliers de familles qui n'avaient commis que des infractions mineures ou qui avaient, à leur insu, passé des contrats avec des sociétés de garde d'enfants frauduleuses. Le gouvernement avait spécifiquement enquêté sur les familles ayant une double nationalité (Otjes 2021a). En outre, le gouvernement a toujours fourni de fausses informations au Parlement lorsque celui-ci l'a interrogé sur le sujet. Il a par ailleurs démissionné avant un débat parlementaire

qui devait porter sur le rapport d'une commission d'enquête parlementaire traitant de ce sujet. Il en résulte que la question n'a jamais été fortement politisée.

### Les résultats

Les élections ont vu émergé un parlement très fragmenté (voir encart « les données »). Pas moins de dix-sept partis ont été élus au Parlement, contre quatorze lors de l'élection précédente. Le plus grand d'entre eux (le VVD, parti au pouvoir) ne dispose que de 34 sièges sur 150. Cela implique que le nombre effectif de partis parlementaires, une mesure standard de la fractionnalisation en science politique (Laakso & Taagepera 1979), est également assez élevé : 8,5 contre 8,1 lors du mandat précédent. Il était de 5,3 en moyenne au cours des 100 dernières années. Les Pays-Bas ont un système électoral extrêmement proportionnel où la proportion des votes se traduit presque parfaitement en nombre de sièges.

La volatilité des élections s'avèrent relativement faible : seuls 14% des sièges changent de main. Il s'agit du plus faible niveau de volatilité depuis plus de vingt-cinq ans. Les partis gouvernementaux ont été particulièrement épargnés : alors qu'ils perdent habituellement des sièges aux élections, ils ont cette fois conservé leur majorité. C'est la première fois depuis les élections de 2003 que les partis soutenant le gouvernement ont conservé leur majorité et la première fois depuis les élections de 1998 qu'ils ont augmenté leur nombre de voix. Cet effet s'explique par la confiance accordée à Rutte en tant que gestionnaire de crise et par le fait que l'offre la plus convaincante de remise en cause de son leadership est venue de D66, son propre partenaire de coalition.

Le taux de participation a été relativement élevé malgré la pandémie de Covid-19 : 79% des électeurs néerlandais ont voté. Le taux de participation était légèrement inférieur à celui de 2017 (82%). Mais il était plus élevé que le résultat moyen de la participation au cours des vingt dernières années. Le gouvernement a en effet tenté d'encourager la participation en autorisant les électeurs à voter en personne sur une période trois jours, en permettant aux personnes âgées de plus de 70 ans de voter par correspondance et en autorisant les personnes à exprimer trois votes par procuration au lieu de deux.

Afin de comprendre le paysage politique, les tendances géographiques et sociodémographiques, il peut être utile de suivre les résultats par parti. Nous les examinons ici en neuf groupes : le VVD, D66 et le CDA sont examinés séparément, suivis de la droite radicale (PVV, FVD, JA21), de la gauche traditionnelle (PvdA et SP), de la nouvelle gauche (GL, PvdD et Volt), des petits partis chrétiens (CU et SGP), des partis ancrés dans les communautés de migrants (Denk et Bij1) et des partis représentant des communautés spécifiques (50PLUS et BBB). Sauf indication contraire, les données démographiques rapportées ci-dessous proviennent d'un sondage réalisé par Ipsos (Harteveld & Van Heck 2021).

### Le leader libéral

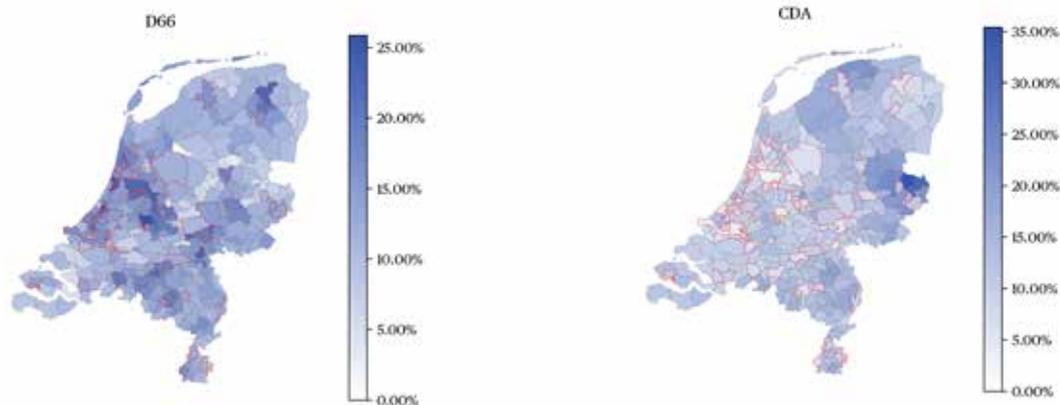
Pendant plus de dix ans, le Parti libéral (VVD, RE) du Premier ministre Mark Rutte a gouverné le pays dans des coalitions changeantes. Le parti peut être qualifié de « libéral conservateur » et se situe à droite de la famille libérale européenne. Il privilégie les solutions de marché aux problèmes économiques. Pendant la crise du Covid-19, le parti a dévié de son conservatisme fiscal et a soutenu un programme massif visant à maintenir les travailleurs néerlandais au travail et les entreprises à flot pendant la crise économique. Sur les questions culturelles, le parti mêle des positions conservatrices sur l'immigration et l'ordre public avec des positions progressistes sur des questions morales telles que l'euthanasie et les relations homosexuelles. Le parti se décrit comme « euro-réaliste » : il soutient l'intégration européenne lorsqu'elle est bénéfique pour les intérêts des Pays-Bas, notamment pour l'économie.

Pendant plus d'un an, les sondages ont indiqué que le VVD augmenterait le nombre de ses sièges lors des prochaines élections. En janvier, le sondage du Peilingwijzer avait indiqué que près de 30% des électeurs néerlandais voteraient pour le VVD (Louwse 2021). La performance de Rutte en tant que gestionnaire de crise a été saluée par les électeurs. et l'annonce de mesures plus strictes pour enrayer l'épidémie a augmenté sa base de soutien ainsi que celle de son parti. Les sondages ont clairement indiqué que depuis le début de la crise, la cote de Rutte auprès des électeurs avait fortement augmenté (Kanne & Driessen 2021). Le résultat (22% des voix) s'est avéré considérablement inférieur aux attentes du parti au cours des mois précédant l'élection. Le parti a néanmoins conservé sa position de favori.

Le VVD était le premier parti dans presque toutes les municipalités et était particulièrement fort dans les grandes villes et les villes de banlieue des trois provinces les plus peuplées : Hollande du Nord, Hollande du Sud et Brabant du Nord. Il a obtenu de meilleurs résultats chez les hommes, les électeurs très instruits et les électeurs d'âge moyen.

### Le challenger libéral

Les Démocrates 66 (D66, Renew), qui faisaient également partie de la coalition gouvernementale, ont brisé la « règle », vérifiée depuis 40 ans, selon laquelle leur participation à un gouvernement entraînait une réduction de moitié du nombre de leurs sièges aux élections suivantes. Cette fois, au contraire, leur part de voix a augmenté, les D66 devenant même la deuxième formation la plus importante avec 16% des suffrages. Leur *leader*, la ministre en exercice de la Coopération au développement et du Commerce extérieur Sigrid Kaag (D66, Renew), s'est particulièrement démarquée lors des débats. Alors qu'en janvier, le parti recueillait moins de 10% des voix, Sigrid Kaag a réussi à gagner le soutien des électeurs progressistes en leur promettant un nouveau *leadership*, se présentant



comme l'alternative progressiste à Mark Rutte.

D66 est un parti social-libéral qui se situe au centre de la famille libérale européenne. Il soutient des actions fortes pour lutter contre le changement climatique, est farouchement pro-européen et progressiste sur les questions morales, telles que l'émancipation des femmes et des LGBTI+. Il mélange des positions de gauche et de droite sur l'économie, en préconisant par exemple des investissements dans l'éducation mais aussi un système de retraite plus libéralisé. Sur la politique de la Covid-19, D66 se distancie quelque peu du gouvernement, notamment en prônant une plus grande liberté pour les personnes vaccinées et la fin du couvre-feu. Le parti souhaite que les Pays-Bas adoptent une identité multiculturelle et cosmopolite. Sur la question de l'identité nationale, Kaag s'est fortement opposé à Geert Wilders (PVV, I&D), qui l'a accusée de trahir les Pays-Bas en portant un foulard lors d'une visite en Iran. Kaag s'est défendue avec vigueur et assurance en affirmant qu'elle avait agi dans l'intérêt national en se rendant en Iran et en plaidant pour la paix dans la région.

Les D66 ont obtenu de bons résultats dans les grandes villes, notamment à Amsterdam, Rotterdam et La Haye ainsi que dans les villes universitaires, tels que Utrecht-Wageningen, Leiden et Groningue. Le parti a obtenu ses meilleurs résultats parmi les électeurs ayant un niveau d'éducation plus élevé, les femmes et les jeunes. Ce dernier point est particulièrement remarquable car en 2017 (contrairement à 2021), D66 avait un électorat majoritairement masculin (NOS 2017). Cela indique clairement que Kaag est parvenu à convaincre les électrices avec sa candidature.

#### L'échec des chrétien-démocrates

L'Appel chrétien-démocrate (CDA, PPE) est en proie à des problèmes de *leadership*. Le parti avait organisé une élection interne pour se choisir un nouveau *leader*, et Hugo de Jonge (CDA, PPE), le ministre de la Santé, responsable de la politique anti-Covid-19, avait remporté cette élection. Cependant, il avait dû démissionner moins de six mois après son élection, car il lui était impossible de concilier la lutte contre la Covid-19 et sa campagne électo-

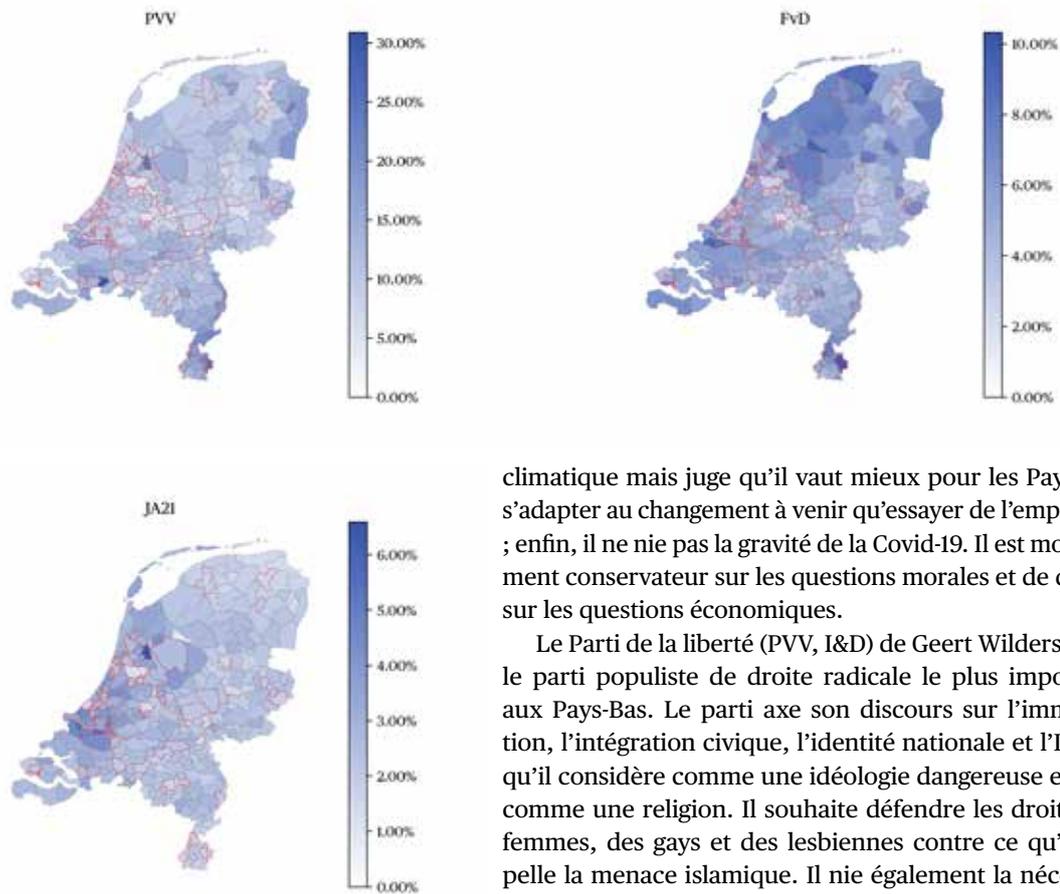
rale. Il avait alors été remplacé par Wopke Hoekstra (CDA, PPE), le ministre des Finances, qui avait choisi de ne pas se présenter à l'élection interne. Hoekstra était perçu comme un dirigeant idéal pour le CDA, capable de remplacer Mark Rutte au poste de Premier ministre et ainsi de permettre au CDA de redevenir le plus grand parti du pays, un rang qu'il avait occupé durant la majeure partie de son histoire. Mais de Jonge et Hoekstra ont tous deux commis une série d'erreurs plus ou moins importantes : par exemple, De Jonge, qui était responsable de la vaccination contre la Covid-19, avait choisi de commencer à vacciner beaucoup plus tard que les autres pays, au grand mécontentement de la population. De même, dans le cadre de sa campagne, Hoekstra a fait du patin à glace dans la célèbre patinoire de Thialf, alors qu'elle était officiellement fermée au public. La popularité de Hoekstra a alors diminué, et le parti a finalement perdu 3 points, passant de 13 à 10% des suffrages.

Le CDA est idéologiquement proche du VVD, de droite sur les questions économiques, conservateur sur les questions de migration, pro-européen lorsque cela sert l'intérêt national. La principale différence d'orientation entre les deux partis est la position plus conservatrice du CDA sur les questions morales.

Le CDA a obtenu de bons résultats dans les zones rurales du Nord et de l'Est du pays (Fryslân, Groningen et Overijssel). Le parti a réalisé des résultats particulièrement bons à Twente, où vit le numéro 2 du parti, Pieter Omtzigt, député qui s'est battu pour les intérêts des victimes du scandale des allocations familiales. Le CDA a obtenu de bons résultats parmi les électeurs âgés de cinquante ans ou plus, parmi lesquels il était le deuxième parti.

#### La droite radicale

En 2021, trois partis populistes de droite radicale sont entrés au parlement : le PVV, pilier de la famille de la droite radicale, le FVD, qui s'est réinventé comme parti anti-restrictions, et JA21, qui incarne une branche relativement modérée de cette famille. Ensemble, le nombre de sièges de ces partis a augmenté, passant de 15% à 19%, soit le taux le plus important pour la droite populiste de-



puis 2002.

En 2017, le Forum pour la démocratie (FVD, ECR) est entré au Parlement sur une ligne eurosceptique dure, prônant le retrait des Pays-Bas de l'UE. Sur d'autres questions, c'est un parti populiste de droite radicale à tendance néolibérale. Il a des positions de droite sur l'immigration, l'environnement et l'économie. En 2019, il a obtenu de bons résultats aux élections européennes et provinciales. Cependant, par la suite, sa popularité a décliné. Son mouvement de jeunesse avait attiré des éléments plus extrémistes : des membres y partageaient des memes antisémites dans les groupes WhatsApp, ce qui causa la scission du parti en novembre 2020. L'aile radicale restée au sein du parti, et dirigée par Thierry Baudet, s'est réinventée en tant que parti anti-restrictions. Le FVD a été le seul parti à organiser des événements de campagne en personne. Lors de ces événements, Baudet a ouvertement exprimé son scepticisme quant aux dangers du virus de la Covid-19, ainsi que son opposition à la vaccination. Cela a profité au parti : en janvier 2021, il était crédité de deux pour cent des voix mais en a remporté cinq pour cent.

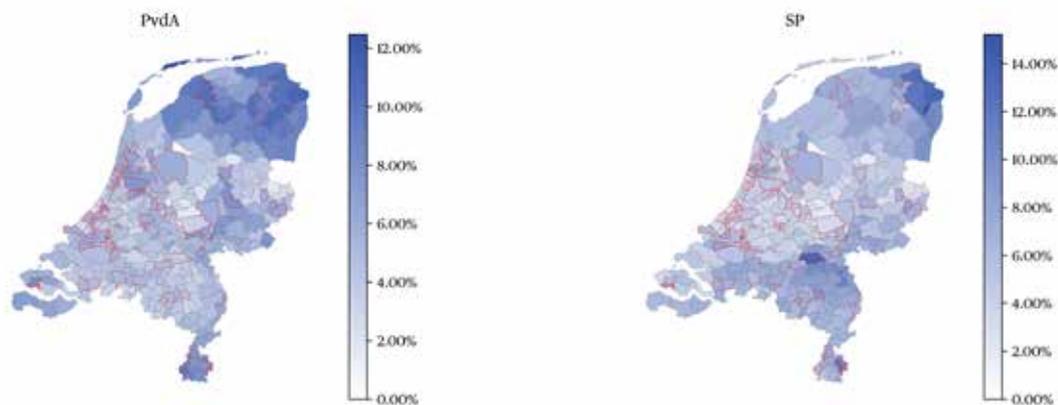
L'aile modérée du FVD a créé Juste réponse 2021 (JA21, ECR), qui est également entré au Parlement. JA21 est un parti populiste de droite radicale, il est cependant plus modéré que le PVV et le FVD : il veut limiter l'immigration mais ne veut pas fermer les mosquées ; il est eurosceptique mais ne veut pas que les Pays-Bas quittent l'UE ; il croit que l'homme est à l'origine du changement

climatique mais juge qu'il vaut mieux pour les Pays-Bas s'adapter au changement à venir qu'essayer de l'empêcher ; enfin, il ne nie pas la gravité de la Covid-19. Il est modérément conservateur sur les questions morales et de droite sur les questions économiques.

Le Parti de la liberté (PVV, I&D) de Geert Wilders reste le parti populiste de droite radicale le plus important aux Pays-Bas. Le parti axe son discours sur l'immigration, l'intégration civique, l'identité nationale et l'Islam, qu'il considère comme une idéologie dangereuse et non comme une religion. Il souhaite défendre les droits des femmes, des gays et des lesbiennes contre ce qu'il appelle la menace islamique. Il nie également la nécessité de prendre des mesures gouvernementales pour lutter contre le changement climatique, et souhaite que les Pays-Bas quittent l'Union européenne. Sur les questions économiques, le PVV mélange des positions de gauche et de droite, par exemple en proposant d'abaisser l'âge de la retraite à 65 ans, ce qui profiterait surtout aux Néerlandais non issus de l'immigration, tout en proposant des mesures plus strictes pour l'aide sociale, dont dépendent beaucoup de personnes issues de l'immigration (Otjes, 2019)

Le PVV a généralement soutenu l'action du gouvernement pour lutter contre la Covid-19, bien qu'il ait demandé la fin du couvre-feu et l'ouverture de la restauration et de la consommation en plein air. Le PVV a enregistré une perte relativement faible, de l'ordre de 2 points de pourcentage, passant de 13 à 11%. C'est la fin d'un parcours en dents de scie dans les sondages : lors de l'élection européenne de 2019, le PVV avait même perdu ses sièges au Parlement européen. À mesure qu'il perdait du soutien, le PVV se renforçait.

Le PVV, le FVD et JA21 font appel à un électorat similaire, mais avec quelques différences (Spierings et al. 2021). Les trois partis s'appuient sur un électorat masculin dont la confiance envers le gouvernement est faible. Toutefois, l'électorat du PVV est beaucoup plus âgé que celui de JA21 et du FVD. C'est au niveau de l'éducation que la segmentation la plus intéressante se produit : le PVV attire les électeurs ayant le niveau d'éducation le plus bas, le FVD obtient ses meilleurs résultats parmi les électeurs ayant un niveau d'éducation moyen, et JA21 fait mieux



parmi les électeurs ayant le niveau d'éducation le plus élevé. Il existe également des différences géographiques : le PVV a obtenu de bons résultats dans les municipalités périphériques du Limbourg (d'où Geert Wilders est originaire), du Brabant septentrional, de Groningue et de Drenthe. Les citoyens de ces régions estiment souvent que le gouvernement néerlandais se concentre trop sur l'Ouest du pays et ne prend pas assez en compte leurs intérêts. Le FVD a reçu le plus de soutien dans les zones périphériques du Fryslân et du Limbourg, mais aussi dans les villes de banlieue de l'Ouest du pays. JA21 a enfin obtenu de bons résultats dans les villes de banlieue proches d'Amsterdam et de Rotterdam.

#### La gauche traditionnelle

La classe ouvrière constitue l'électorat traditionnel du parti travailliste et du SP. Ces partis sont cependant sur le déclin. Ils n'ont remporté que 12% des sièges, contre 15% en 2017 et 35% en 2012.

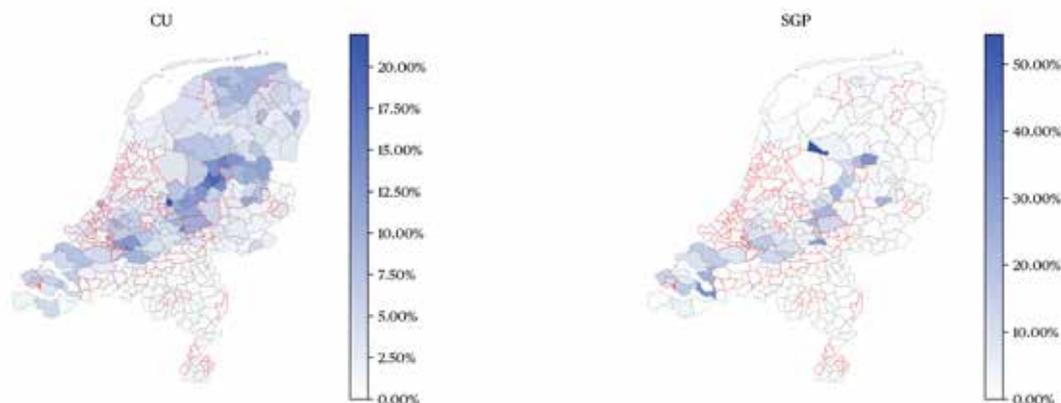
Pendant pratiquement toute son existence, le Parti travailliste (PvdA, S&D) constituait l'un des plus grands partis du Parlement. En 2017, le parti a perdu plus de 75% de ses voix et de ses sièges. Il s'agit d'un parti social-démocrate adoptant des positions de centre-gauche sur l'immigration, l'économie, les questions morales et culturelles, l'intégration européenne et l'environnement. Il a généralement soutenu les mesures anti-Covid-19 du gouvernement. Cependant, à l'instar du CDA, il a également souffert de problèmes de leadership. Le chef du parti, Lodewijk Asscher, a démissionné trois mois avant les élections. Ministre du cabinet Rutte II de 2012 à 2017, il était en partie responsable du scandale des allocations familiales qui avait provoqué la chute du cabinet Rutte III. Il a alors été remplacé par l'ancienne ministre de la Coopération au développement et du commerce extérieur, Liliane Ploumen, relativement inconnue du grand public. Les mauvais résultats du parti travailliste néerlandais s'inscrivent dans une tendance plus large en Europe où les partis sociaux-démocrates font l'objet d'une pression électorale forte (Benedetto et al. 2020). Le fait que, pour un segment d'électeurs traditionnellement sociaux-démocrates, le parti social-libéral D66 constitue une alterna-

tive attrayante reflète une tendance européenne générale (Abou-Chadi & Hix 2021).

Le Parti socialiste (SP, GUE/NGL) est un parti de gauche radicale. Le parti plaide pour une plus grande intervention de l'État dans l'économie afin d'assurer une répartition plus équitable des revenus. Il souhaite que les Pays-Bas accueillent plus de réfugiés (mais pas davantage de travailleurs migrants). Il est eurosceptique, bien qu'il ne préconise pas que les Pays-Bas quittent l'UE. Également sceptique concernant l'extension de l'euthanasie, le SP est généralement progressiste sur les questions morales et souhaite une action forte pour lutter contre le changement climatique, même s'il s'oppose à ce que les citoyens pauvres paient pour ces mesures. Le SP a généralement soutenu les mesures anti-Covid-19 du gouvernement, et défend traditionnellement les intérêts des professionnels de la santé, des personnes âgées et des malades chroniques.

Le Parti travailliste a conservé les 6% de sièges qu'il détenait. Il s'agit d'un résultat inattendu car ces 6% avaient été considérés comme une anomalie, liée à la participation du parti au second cabinet dirigé par Mark Rutte. Le SP, quant à lui, a perdu plus de 40% de ses électeurs, soit près de la moitié de ses sièges. Le parti explique que ce mauvais résultat est dû à la crise de la Covid-19 : habitué aux campagnes de porte-à-porte dans les quartiers populaires, il aurait été empêché d'adopter cette stratégie du fait de la pandémie. Il est également plausible qu'en raison du soutien qu'il a apporté au gouvernement en 2020, sa base d'électeurs traditionnelle, moins éduqués et méfiants à l'égard du gouvernement, ne se soit plus sentie représentée.

Le PvdA a obtenu de bons résultats dans les trois provinces du Nord (Fryslân, Groningue et Drenthe), le cœur traditionnel du parti national, et dans le Sud du Limbourg (d'où Ploumen est originaire). Le SP a également obtenu de bons résultats dans les municipalités plus périphériques de Groningue et du Limbourg, ainsi que dans le Brabant septentrional. Les deux partis ont été fortement soutenus par les personnes âgées. Le SP a obtenu ses meilleurs résultats parmi les électeurs ayant un niveau d'éducation faible ou moyen, tandis que le PvdA a obtenu ses meilleurs résultats parmi les électeurs ayant un niveau



d'éducation élevé, ce qui montre que le parti a perdu sa base ouvrière traditionnelle.

### La nouvelle gauche

Outre les partis de gauche traditionnels, il existe également trois partis de gauche ayant une orientation plus progressiste et post-matérialiste : la GroenLinks, le Parti pour les Animaux et Volt.

Il y a quatre ans, le parti GroenLinks (GL, Verts/EFA), profitant des lourdes pertes subies par le parti travailliste, avait obtenu des résultats particulièrement élevés. Aujourd'hui, il a perdu plus de 40% de ses voix. Ce parti a axé sa campagne sur le climat, dans l'espoir d'en faire la thématique principale de ses élections. Il a des positions généralement de gauche sur le climat, l'économie, l'immigration, les questions morales et culturelles, et est favorable à la poursuite de l'intégration européenne. Il a également soutenu les mesures anti-Covid-19 du gouvernement, même s'il a plaidé pour la réouverture des universités. Au cours des quatre dernières années, GroenLinks a développé une relation ambiguë avec le gouvernement, le soutenant sur des questions cruciales (le budget, la politique climatique et la réforme des retraites) mais se montrant également très critique à l'égard de ses politiques fiscales. Le leader du parti, Jesse Klaver (GL, Verts/EFA), avait tenté de construire une alliance de gauche avec le SP, le PvdA et D66. Mais lorsque ces partis ont publiquement repoussé cette initiative, le parti a perdu sa crédibilité en tant que « leader de la gauche ».

Le Parti pour les Animaux (PvdD, GUE/NGL), profondément vert, est plus qu'un parti de défense des animaux à thème unique. Il se concentre sur les animaux, le climat et l'environnement mais adopte des positions de gauche sur les questions morales, culturelles et économiques. Le parti est modérément eurosceptique, ce qui le conduit à s'associer à la gauche radicale plutôt qu'aux Verts au Parlement européen. Il s'est également opposé aux mesures Covid-19 lorsqu'elles portaient atteinte aux libertés civiles, et en particulier au couvre-feu. Plus que tout, le parti se caractérise par son opposition à ce qu'il appelle le « compromis », qui caractérise la politique aux Pays-Bas. Selon le parti, le processus de recherche d'un consensus

y serait en effet plus important que les conséquences des décisions à long terme sur les individus, les animaux et l'environnement. La part de sièges de ce parti a augmenté de 3 à 4%.

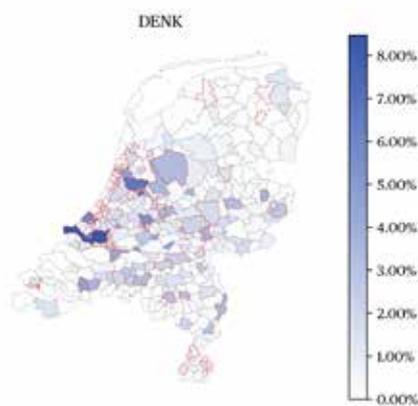
Le nouveau parti Volt (Verts/EFA) fait partie du parti euro-fédéraliste paneuropéen Volt, qui a également un représentant allemand au Parlement européen. Il y siège au sein du groupe des Verts. Lors de sa première élection, l'élection européenne de 2019, il a obtenu d'assez bons résultats pour un nouveau parti mais n'a remporté aucun siège. Le parti est proche des D66 sur le plan programmatique : progressiste sur les questions morales et culturelles, pro-européen et centriste sur l'économie. La seule véritable différence est la position de Volt concernant l'énergie nucléaire comme outil dans la crise climatique. Comme D66, il obtient de bons résultats dans les villes universitaires comme Amsterdam, Utrecht, Leiden et Delft. Ses partisans sont jeunes et très éduqués.

La grande partie du soutien de ces trois partis se concentre dans les grandes villes où se trouvent les universités telles qu'Amsterdam, Utrecht, Leyde et Nijmegen. Les trois partis obtiennent leurs meilleurs résultats parmi les électeurs les plus instruits et les électeurs âgés de 34 ans et moins. Dans ces municipalités et groupes d'électeurs, la concurrence des D66 est forte. GroenLinks a perdu 40%, soit presque la moitié de ses sièges : aux yeux de nombreux électeurs, un vote pour D66 apparaissait comme un moyen plus efficace de favoriser une orientation progressiste de la future coalition gouvernementale.

### Petits partis chrétiens

Deux partis sont principalement soutenus par les électeurs protestants : la CU et le SGP.

L'Union chrétienne (CU, PPE) constituait le quatrième parti du gouvernement. Ce petit parti social-chrétien concilie des positions de gauche sur l'immigration, les questions économiques et l'environnement et des positions plus conservatrices sur les questions morales, l'intégration civique et l'intégration européenne. Il a rompu avec les conservateurs de l'ECR en 2019 car ces derniers avait autorisé le FVD à rejoindre leur groupe.



Le Parti politique réformé (SGP, ECR) est le deuxième parti protestant des Pays-Bas. Il revendique des positions de droite sur l'immigration, les questions morales, l'environnement et l'économie. Il est également modérément eurosceptique. Le SGP s'est opposé aux mesures anti-Covid-19 lorsqu'elles portaient atteinte aux libertés civiles, en particulier le couvre-feu.

Les deux partis disposent d'une base électorale solide, des protestants pratiquants vivant dans la *Bijbelgordel* (« la ceinture de la Bible »), qui s'étend du sud-ouest la Zélande à l'Overijssel au nord-est. La CU a obtenu ses meilleurs résultats à Bunschoten et Oldebroek, des municipalités situées dans cette ceinture. Quant au SGP, ses meilleurs scores ont été constatés dans des municipalités telles que Tholen en Zélande et Staphorst en Overijssel. Leurs résultats sont très stables, et ils conservent respectivement 3% et 2% des voix.

#### Les partis ancrés dans les communautés de migrants

A gauche, d'autres partis existent, enracinés et liés à des communautés de migrants spécifiques : Denk et Bij1.

Denk est un parti créé « de, pour et par » les citoyens d'origine biculturelle. Il obtient de bons résultats parmi les citoyens d'origine néerlandaise-turque, néerlandaise-marocaine et les citoyens néerlandais islamiques (Otjes & Spierings 2021). Le parti a été fondé en 2015 à la

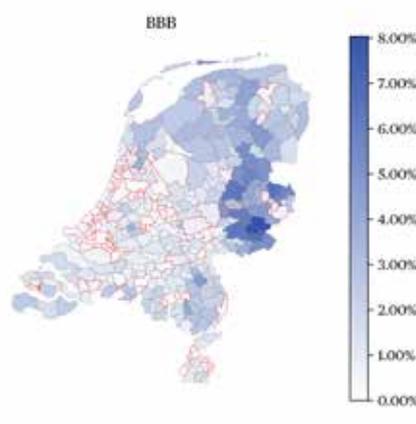
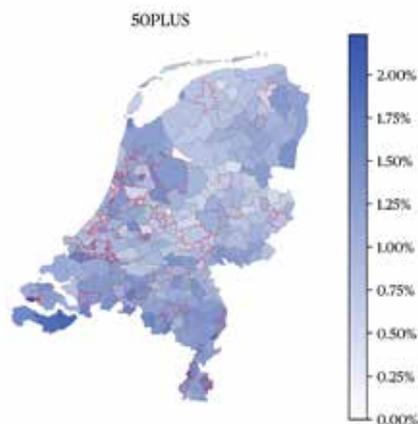
suite d'une scission du Parti travailliste et reste proche de ce parti sur les questions économiques et environnementales. Sur les questions culturelles, comme l'immigration et la lutte contre la discrimination, le parti est progressiste, alors qu'il est plus conservateur sur les questions morales. Son score est stable, à 2% des suffrages.

Bij1 est un parti qui se fonde sur le féminisme intersectionnel selon lequel il existe différentes sources d'oppression et de discrimination, qui se renforcent mutuellement de différentes manières : discriminations se fondant notamment sur la race, le genre, la classe et les handicaps. Le parti est par conséquent antiraciste, anticapitaliste et féministe. Il est de gauche sur l'immigration, les questions morales, les questions économiques, l'environnement et l'Union Européenne. C'est le seul parti à avoir critiqué le gouvernement en expliquant que ses mesures anti-Covid-19 étaient trop laxistes. Le parti a été formé en 2016 après une scission de Denk : la présentatrice de télévision et militante antiraciste Sylvana Simons, devenue leader de Bij1, le jugeait en effet trop conservateur. L'attention portée à la question du racisme s'est accrue après le meurtre de George Floyd et les manifestations contre la violence policière aux États-Unis et en Europe. Le parti permet de réunir ceux qui estiment à la fois que GL est trop à droite sur les questions économiques et que le PS est trop conservateur sur les questions culturelles. Il a également été soutenu modérément par des communautés de migrants, en particulier des Néerlandais-Surinamais et des Néerlandais-Antillais, ainsi que par des électeurs progressistes sans passé migratoire (Otjes & Spierings 2021). Cela a été suffisant pour obtenir un siège.

#### Les partis d'intérêt sectoriel

Enfin, il existe deux partis qui représentent des intérêts sectoriels spécifiques : les personnes âgées (50PLUS) et les personnes vivant dans des communautés rurales (BBB).

50PLUS (EPP) est le parti des retraités néerlandais. En général, le parti défend les intérêts des personnes âgées. Il est progressiste sur les questions morales et conservateur sur l'environnement, l'intégration européenne et l'immigration. Un conflit interne majeur a secoué le parti récem-



ment : son précédent *leader* est parti pour former son propre parti (qui n'a pas abouti), et son remplaçant a rompu avec l'engagement historique du parti d'abaisser l'âge de la retraite. Son seul député européen, qui siégeait au PPE, a également quitté le parti. En raison de ces conflits, le parti a perdu tous ses sièges sauf un. Le soutien restant provient presque exclusivement de personnes âgées de plus de cinquante ans.

Le Mouvement des agriculteurs-citoyens (BBB) est un nouveau parti qui défend les intérêts des Néerlandais des zones rurales, en particulier des agriculteurs. Son succès ne peut s'analyser sans prendre en compte la résistance des agriculteurs quant aux propositions visant à réduire la pollution par l'azote (comme la réduction de moitié du nombre de bovins aux Pays-Bas). Bien que ces protestations aient surtout eu lieu en 2019, les agriculteurs étaient toujours mécontents des plans du gouvernement. Il est important de noter que parmi les quatre partis gouvernementaux actuels (VVD, CDA et CU) ; trois obtiennent habituellement de bons résultats auprès des agriculteurs. BBB est de droite modéré sur les questions environnementales, culturelles et économiques ; le parti est eurosceptique mais progressiste sur les questions morales, et a remporté un siège au parlement. Il a majoritairement été soutenu dans les zones rurales, en particulier à l'est des Pays-Bas, région de laquelle est originaire Caroline van der Plas, sa candidate la plus médiatique.

### Formation du gouvernement

Le processus de formation du cabinet peut être perçu comme plus important que l'élection en elle-même quant à ses conséquences politiques. Certains l'ont même surnommé le « triangle des Bermudes de la politique néerlandaise », car il est susceptible de reléguer au second plan le résultat des élections et de mener à des situations inattendues (Van Keken et Kuijpers, 2021). S'il était évident que le processus de formation serait complexe, les deux premières semaines ont été particulièrement difficiles.

Le processus de formation a pris une tournure dramatique lorsqu'il est devenu public qu'Annemarie Jorritsma (VVD) et Kajsa Ollongren (D66), chargées par leurs partis d'explorer les modèles de coalition possibles, avaient discuté avec Mark Rutte de l'avenir politique de Pieter Omtzigt, le député CDA qui avait contribué à révéler le scandale des allocations familiales. Cela a conduit à une motion de censure contre Rutte, soutenue par l'ensemble de l'opposition. Dans les semaines qui ont suivi, des procès-verbaux de réunions du cabinet ont fait l'objet de fuites, indiquant que le manque d'informations fournies au Parlement était le résultat d'un choix politique conscient. Le processus de formation s'est alors effectivement arrêté. Depuis, deux informateurs ont été nommés, le négociateur chevronné Herman Tjeenk Willink (PvdA) et la présidente du Conseil socio-économique, Mariëtte Hamer. Au moment de la rédaction de cet article (8/6/2021), on ne sait pas quelle sera cette issue. La seule chose qui semble très probable est que les deux plus

grands partis, le VVD et le D66, formeront la base de la nouvelle coalition.

### Perspective européenne

En ce qui concerne l'UE, la formation du gouvernement sera également plus importante que les élections. L'Union Européenne n'a pas fait l'objet de réels débats lors de la campagne (Boekstijn et al. 2021). Pourtant, le nouveau gouvernement est confronté à des choix importants. Le gouvernement Rutte III s'est opposé aux mesures d'intégration de la politique économique de l'UE, telles que les euro-obligations et les mécanismes permanents de stabilisation économique (Otjes 2021b). La présence de l'euro-fédéraliste D66 à la table des négociations gouvernementales n'a pas réussi à modérer la position du gouvernement, car ses trois partenaires de coalition actuels, tous des partis euro-réalistes, ont fixé l'ordre du jour. Alors qu'il semble probable que le Parti libéral et D66 formeront le noyau du nouveau gouvernement, la politique européenne sera principalement déterminée par l'interaction entre le VVD et D66, ainsi que leurs partenaires gouvernementaux potentiels.

Mark Rutte (VVD), euro-pragmatiste et fiscalement conservateur, jouit d'une réputation de « Monsieur Non » à Bruxelles (Van Wiel 2020) : il continuera à constituer un frein à toute évolution vers une union de transfert. Par ailleurs, le résultat de la droite radicale est susceptible d'exercer une pression électorale sur les libéraux pour qu'ils maintiennent leur cap. D66 souhaitera cependant offrir une voie différente, tant sur le fond que sur la forme. L'entrée de Volt au parlement pourrait les forcer à mettre en œuvre leurs promesses pro-européennes (Otjes 2021b).

### Conclusion

Dans l'ensemble, ces élections constituent le reflet de circonstances nationales et mondiales exceptionnelles : la pandémie de Covid-19 permet d'expliquer certaines tendances globales, mais pour certains partis, des événements tels que le scandale des allocations familiales, le meurtre de George Floyd ou la crise de l'azote sont également à prendre en compte. Ces événements contribuent à expliquer les tendances contradictoires alliant un soutien croissant aux petits partis au succès des partis gouvernementaux.

Les élections aux Pays-Bas ne sont que la première moitié de l'expression d'une volonté politique. La formation d'un nouveau gouvernement est maintenant cruciale. Compte tenu de la pandémie et de son impact sur l'économie, les Pays-Bas ont tout à gagner de la formation d'un gouvernement stable. Celle-ci constitue toutefois un défi. Le scandale des allocations familiales a en effet ébranlé la confiance de nombreux partis d'opposition en Mark Rutte et en sa capacité à diriger un nouveau gouvernement.

## Bibliographie

Abou Chadi, T., et Hix, S. (2021). Brahmin Left versus Merchant Right? Education, class, multiparty competition, and redistribution in Western Europe. *The British Journal of Sociology*, 72(1), pp. 79-92.

enedetto, G., Hix, S., et Mastrorocco, N. (2020). The rise and fall of social democracy, 1918-2017. *American Political Science Review*, 114(3), pp. 928-939.

Boekestijn, A.-J., Livestro, J., Schoonis, J., Segers, M. et De Vries, C. (2021, 22 mars) Den Haag moet niet doen alsof er geen EU is. *NRC Handelsblad*. En ligne.

Harryvan, A.G. et Van der Harst, J. (2015) Succes creëert nieuwe verhoudingen: het Nederlands regeringsbeleid en de Europese integratie. in Vollaard, H., Van der Harst, J. & Voerman, G. (éd.) *Van Aanvallen! naar Verdigen? De opstelling van Nederland ten Aanzien van de Europese integratie, 1945-2015*. Amsterdam: Boom.

Harteveld, E. et S. van Heck (2021, 24 mars) Onderzoek nu zelf de kiezersstromen: wisselvallig maar voorspelbaar. *Stuk Rood Vlees*. En ligne.

Kanne, P. et Driessen, M. (2021) I&O-zetelpeiling: Kelderend vertrouwen in Rutte raakt VVD niet. En ligne.

Laakso, M. et Taagepera, R. (1979). "Effective" number of parties: a measure with application to West Europe.

*Comparative Political Studies*, 12(1), pp. 3-27.

Louwerse, T. (2021). Peilingwijzer. En ligne.

NOS (2017). Tweede Kamerverkiezingen 2021. En ligne.

Otjes, S. (2019) What is left of the radical right? The economic agenda of the Dutch Freedom Party 2006-2017. *Politics of the Low Countries* 1(2).

Otjes, S. (2021a, 22 janvier) The Dutch government has been rocked by scandal. Why does its leader remain untainted? En ligne.

Otjes, S. (2021b) The EU Elephant: Europe in the 2021 Dutch General Elections. *Intereconomics*.

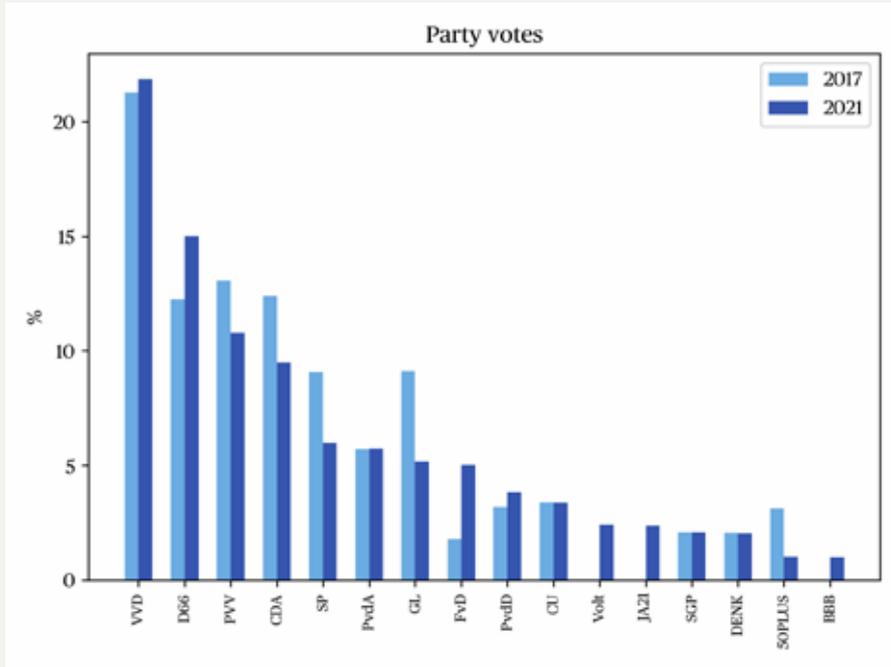
Otjes, S. et Spierings, N. (2021, 22 mars) Verdeeld succes migrantenpartijen. *Stuk Rood Vlees*. En ligne.

Spierings, N., Lubbers, M et Sipma, T. (2021, 25 mars) PVV, Forum en JA21 maken samen radicaal-rechts groter. *Sociale Vraagstukken*. En ligne.

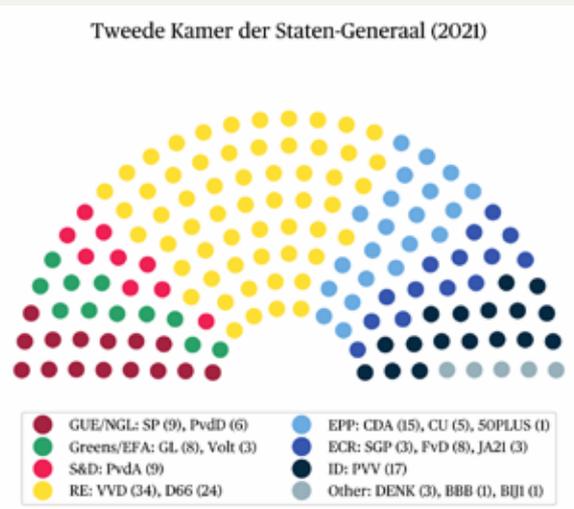
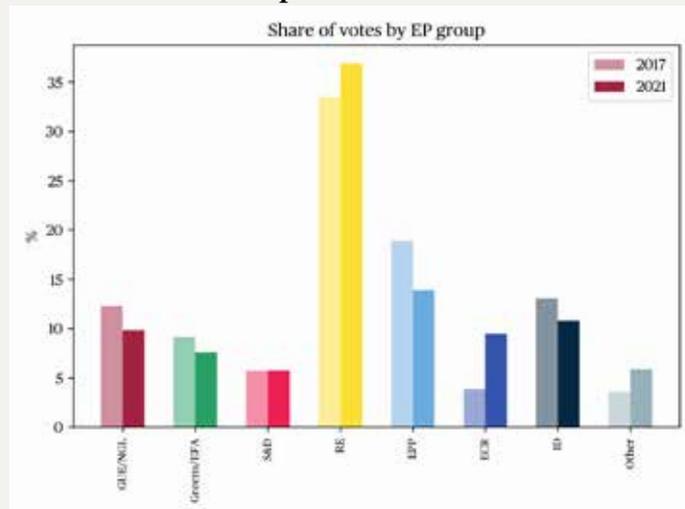
Van Keken, K. et Kuijpers, D. (2021, 10 mars) Teruggebracht tot tweestrijd. *De Groene Amsterdammer*. En ligne.

Van der Meer, T., Van Steenvoorden, E. et Ouattara, E. (2020). Covid19 en de Rally rond de Nederlandse Vlag. Vertrouwen in de politiek en angst voor besmetting ten tijde van de eerste golf (maart-mei 2020). *Coronapapers*. En ligne.

Van Wiel, Clara (2020, 22 juin) Nu de Britten weg zijn, is Rutte Mr. No. *NRC Handelsblad*. En ligne.



## Indicateurs européens





Dobrin Kanev • New Bulgarian University,  
Sofia

# Élections parlementaires en Bulgarie, 4 avril 2021

64

Le 4 avril 2021, les onzièmes élections législatives depuis le début de la démocratisation ont eu lieu en Bulgarie. Les 6,789 millions d'électeurs officiellement inscrits ont été invités à élire les candidats parmi 30 partis et coalitions pour la 45ème Assemblée nationale. Les élections se sont déroulées selon le système de représentation proportionnelle avec une option de préférence unique et un seuil de 4%.

## Éléments de contexte

Le contexte des élections a été marqué par quelques spécificités importantes.

La première est qu'elles se sont déroulées au milieu de la troisième vague de la pandémie de Covid-19, qui a laissé des traces sur de nombreux aspects du processus électoral. La Bulgarie était l'un des pays les plus touchés, notamment en termes de mortalité ; le processus de vaccination était lent ; la politique du gouvernement était contradictoire et orientée vers des objectifs électoraux. Néanmoins, d'une manière générale, la situation a joué en faveur du gouvernement. L'anxiété des citoyens a alimenté les attitudes en faveur du maintien du *statu quo*. En outre, l'état d'urgence a permis au Premier ministre de dépenser pendant la campagne électorale d'importants fonds publics avec un minimum de contrôle. La pandémie a eu un impact négatif sur les partis dont l'électorat est plus âgé, dans la mesure où de nombreuses personnes âgées ne sont pas allées voter par crainte d'être infectées. Par exemple, selon une enquête d'Alpha Research, 25 % des sympathisants du parti socialiste bulgare (BSP, S&D) ont exprimé une forte inquiétude, contre une moyenne de 10% à l'échelle nationale (Alpha Research, 2021).

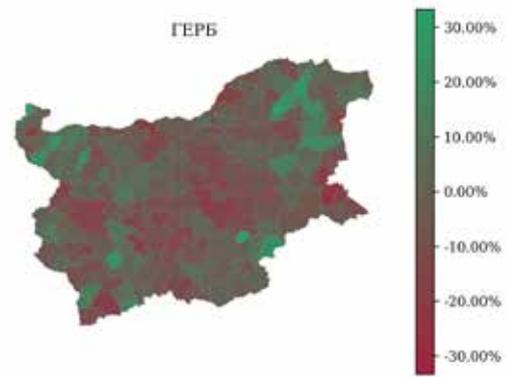
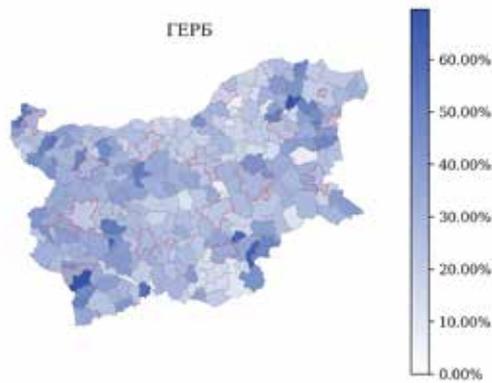
Contrairement à l'opposition parlementaire et extra-parlementaire, les partis au pouvoir disposent d'importantes ressources financières et organisationnelles. Le rapport des observateurs de l'OSCE a conclu que « l'uti-

lisation massive des ressources de l'État a donné au parti au pouvoir un avantage significatif ». Le parti au pouvoir, Citoyens pour le développement européen de la Bulgarie (GERB, PPE), et ses partenaires de coalition ont également pu compter sur un confort médiatique exceptionnel, qualifié dans ce rapport de « manque de diversité éditoriale ».

La spécificité suivante est liée à l'effet des manifestations de masse de l'été et de l'automne de l'année dernière. Celles-ci ont duré plus de trois mois, exprimant le mécontentement de la population à l'égard du modèle de démocratie illibérale mis en place par le GERB au cours de la dernière décennie : un modèle caractérisé par la tendance à fusionner le parti au pouvoir avec l'État, la détérioration de l'État de droit, la neutralisation de l'indépendance du système judiciaire, le contrôle des médias et une mise sous pression de l'opposition. Les effets économiques et sociaux de ce modèle étaient visibles dans le fait que la Bulgarie est restée le pays le plus pauvre, celui dont le salaire moyen est le plus bas et le niveau d'inégalité le plus haut (DG EMPL, 2020), mais aussi le pays avec le plus haut niveau de corruption dans l'UE (Transparency, 2020). Les manifestants ont exigé la démission du Premier ministre Borissov (GERB) et du Procureur général Geshev. Tous deux ont ignoré ces demandes ; refusant de démissionner, ils ont finalement conservé leur poste jusqu'à la fin des manifestations. Lors des élections, les mouvements anti-corruption semblent avoir pris leur revanche. Les attitudes anti-gouvernementales qui se sont exprimées dans les urnes ont plus que compensé les avantages dont disposaient les partis au pouvoir.

## Participation

L'une des caractéristiques électorales les plus importantes, qu'il était difficile de prévoir avant ces élections, était le taux de participation. La plupart des observateurs prévoient un taux de participation bien inférieur à 50%



(en chiffres absolus, environ 2,5 millions de votes) en raison des craintes d’infection, de l’absence de vote par correspondance et de la concentration du vote sur un seul jour.

Étonnamment, ces prévisions ont été démenties, puisque plus de 3,334 millions de personnes, soit plus de la moitié (50,61%) des électeurs, ont participé aux élections. Ce n’est pas une proportion élevée, mais dans ces circonstances, un tel pourcentage signifie une mobilisation relativement importante. Au moins, il est comparable aux dernières élections tenues dans des situations normales : 51,33% en 2013 ; 48,66% en 2014 ; 54,07% en 2017. Ce taux de participation plus élevé que prévu est en grande partie dû à un nouveau phénomène – la mobilisation des jeunes électeurs. Selon les sondages à la sortie des urnes, si en 2017, la part des électeurs âgés de 18 à 30 ans était de 14,9%, en 2021, elle sera de 18,2%.

### Résultats des partis

Les électeurs ont envoyé au parlement six partis politiques/coalitions (voir encart « les données »). Ce nombre est relativement élevé – supérieur à la valeur moyenne de 5,18 partis parlementaires depuis 1990, et se classe troisième après les huit partis au parlement en 2014, et les sept en 2005.

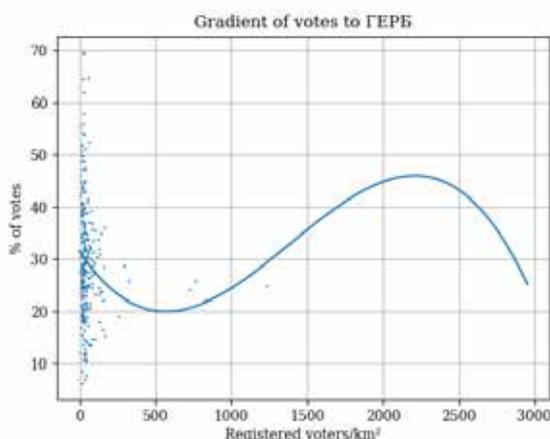
Trois de ces partis obtiennent pour la première fois une représentation parlementaire. Ensemble, ils ont

remporté 31,83% des voix, occupant 38,33% des sièges au parlement (voir encart « les données »). Cette situation n’est pas nouvelle dans l’histoire du système de partis bulgare. Elle a été marquée par de fréquents revirements, des changements brusques dans les préférences des électeurs, des passages soudains des électeurs vers des partis nouvellement formés. Au début du millénaire, la déception à l’égard des « vieux » partis s’est fortement accrue. Le premier mouvement à exploiter cette tendance aura été le Mouvement national Simeon II (NDSV) qui a remporté en 2001 avec facilité près de 2 millions de voix et la moitié des sièges au parlement. L’année 2009 a vu la répétition du même phénomène, dans une ampleur plus limitée. Le GERB, fondé quelques années plus tôt, a obtenu près de 1,7 million de voix lors de ses premières élections parlementaires. Aujourd’hui, c’est le parti « Il y a un tel peuple » (ITN, indépendant) qui assume ce rôle, mais à une échelle beaucoup plus réduite.

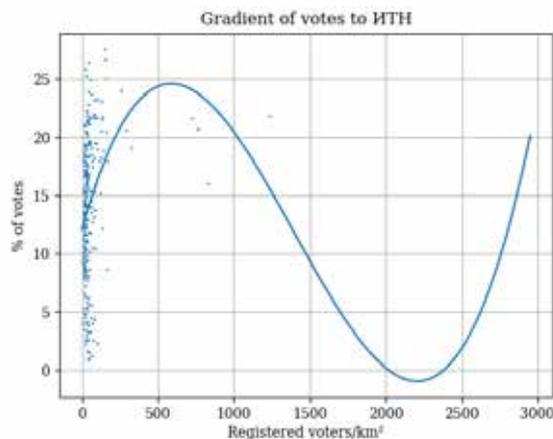
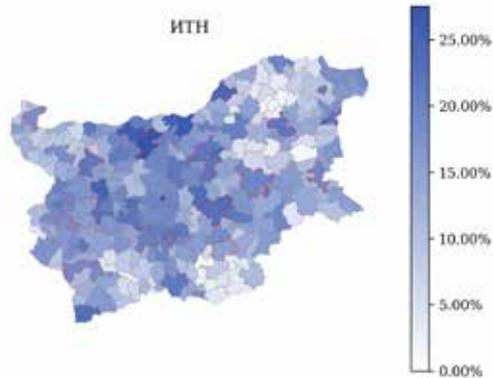
### Le GERB (Boïko Borissov)

Les résultats des élections montrent que, malgré les manifestations et le grand mécontentement à l’égard du gouvernement, le GERB (en coalition avec l’Union des forces démocratiques, dont le rôle est secondaire) a pu confirmer sa position de parti politique le plus fort. Il a obtenu 837.707 voix (26,18%) et 75 des 240 sièges du Parlement (31,21%). De manière générale, le GERB a conservé sa position de *leader* dans la plupart des municipalités bulgares (voir encart « les données »), et par rapport à 2017, on constate à la fois des reculs (notamment dans la capitale Sofia) ainsi que quelques gains. La différence de voix avec les partis suivants s’est réduite (encart « les données », figures a et b). Comme d’habitude, la structure du vote pour ce parti est très proche de la structure pour l’ensemble du pays, mais la perte de voix dans la capitale et dans les grandes villes est également évidente dans la performance du parti en termes de densité de population (figure c).

Toutefois, les résultats du GERB pour 2021 constituent la pire performance électorale du parti depuis sa première participation en 2009. Le GERB a subi une perte importante de voix, recevant plus de 300 000 voix de



c • Scores du GERB en fonction de la densité de population en avril 2021, par commune



moins qu'en 2017, et avec 75 mandats, vingt sièges de moins au parlement. Pour la première fois, le parti a reçu moins d'un million de voix. Et ce à condition que le GERB ait profité pleinement de sa position de parti de gouvernement dans un contexte de pandémie. Cette « victoire » ressemble à une victoire à la Pyrrhus, puisque le parti n'est pas en mesure de gouverner seul et qu'aucun autre parti parlementaire n'est prêt à le soutenir au parlement. En ce sens, le principal résultat des élections est que le GERB aurait dû passer dans l'opposition après avoir été au pouvoir pendant onze ans – si l'Assemblée nationale avait été capable de former une majorité et un gouvernement.

#### ITN (Slavi Trifonov)

Un autre résultat significatif des élections a été la deuxième place inattendue d'ITN. Le parti a été créé par l'animateur de télévision et chanteur populaire Slavi Trifonov en 2019, sans idéologie précise. Son programme semblait se limiter à l'agenda populiste et très probablement néfaste pour la démocratie bulgare d'un référendum initié en 2016 par Trifonov : pour un système électoral majoritaire avec une majorité absolue à deux tours ; pour un vote obligatoire ; pour des réductions sévères du financement public des partis (de 8 BGN à 1 BGN par vote).

Bien qu'il ait été quasiment absent de la campagne électorale officielle et qu'il n'ait fait campagne que sur la propre chaîne de télévision de Trifonov et sur les réseaux sociaux, le parti a connu un certain succès grâce à son discours anti-gouvernemental et anti-establishment. 565 014 électeurs bulgares (17,66%) ont soutenu le parti, y compris la majeure partie du vote protestataire et surtout les jeunes électeurs. 30% des électeurs âgés de 18 à 30 ans ont voté pour le parti. Pour sa première participation aux élections, l'ITN a même réussi à devenir le parti le plus fort dans certaines municipalités (encart « les données »). Ses bastions électoraux ont été les chefs-lieux de district, les villes et les villages (figure d).

La répartition et l'ampleur du soutien électoral dont a bénéficié ITN n'étaient pas surprenants. Ce qui est plus surprenant, c'est que bien que n'étant que la deuxième force politique au Parlement (51 sièges, 21,25% des mandats), le parti de Trifonov est devenu le seul parti ayant

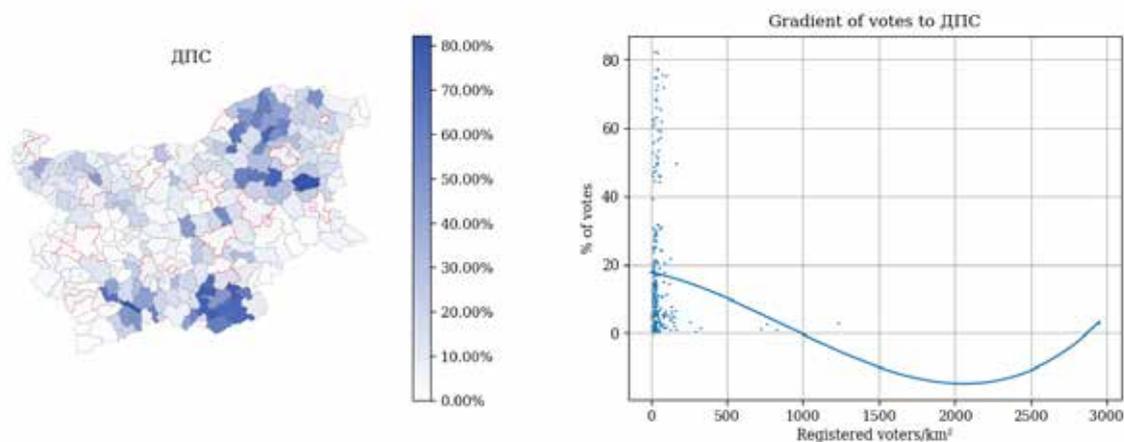
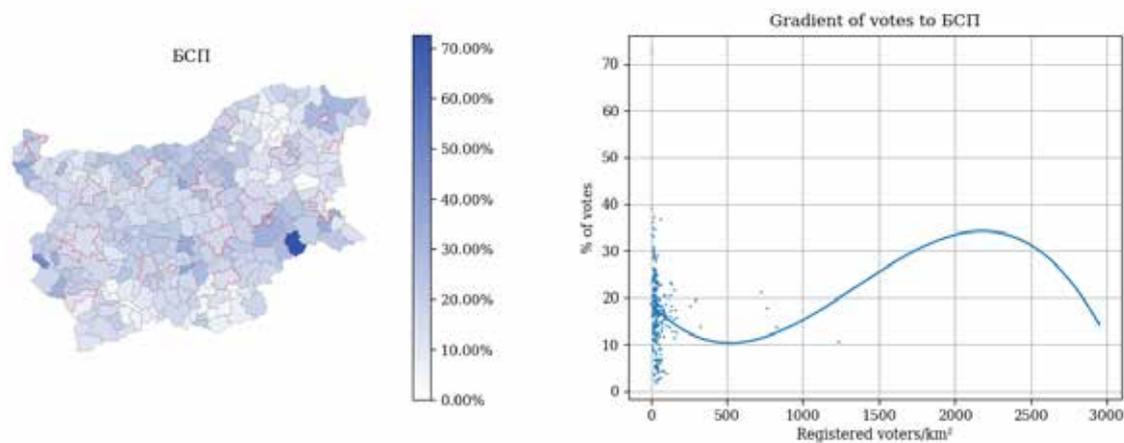
des chances réalistes de former une coalition gouvernementale opérationnelle. Ce rôle de « faiseur de roi » a permis à ITN de passer pour le véritable vainqueur des élections.

#### Les socialistes du BSP

Un autre résultat électoral important a été la performance extrêmement faible du BSP, qui a permis à ITN de dépasser ce parti qu'on attendait à la dernière place. Pendant la transition, les socialistes ont certes connu des hauts et des bas. Cependant, leur résultats de 2021 ont été historiquement mauvais, les plus faibles lors d'une élection parlementaire en nombre absolu de voix depuis 1990. Seuls 480 146 (15,01%) citoyens ont voté pour le BSP, contre 955 490 (27,93%) lors des précédentes élections 2017. Il a perdu la moitié de ses électeurs de 2017 et est passé pour la première fois sous la barre du demi-million de voix. Le groupe parlementaire du BSP a également été presque divisé par deux et il ne comptabilisera que 43 députés au nouveau parlement, contre 80 en 2017. Les anciens électeurs socialistes n'ont pas voté ou ont changé de préférence, se reportant sur d'autres partis et coalitions anti-gouvernementaux. Selon les estimations, le parti a perdu environ 60 000 voix au profit de l'ITN et 40 000 autres au profit de la formation protestataire « Debout ! Les voyous dehors ! » (ISMV, indépendant). Enfin, le BSP subit une contre-performance dans les circonscriptions. En 2021, le BSP n'était en tête que dans une seule des 31 circonscriptions que compte le pays ; en 2017, il était le parti le plus fort dans sept. La comparaison entre les résultats de ces deux élections montre que le BSP a désormais perdu son rôle de leader dans un grand nombre de municipalités (encart « les données », figure e). La plupart de ses électeurs sont concentrés dans les villes petites et moyennes (figure e, à droite).

Plusieurs raisons expliquent les mauvais résultats de l'ancien plus grand parti bulgare, notamment les graves erreurs politiques de la direction du parti qui ont déstabilisé et démobilisé nombre de ses partisans.

#### Les autres partis



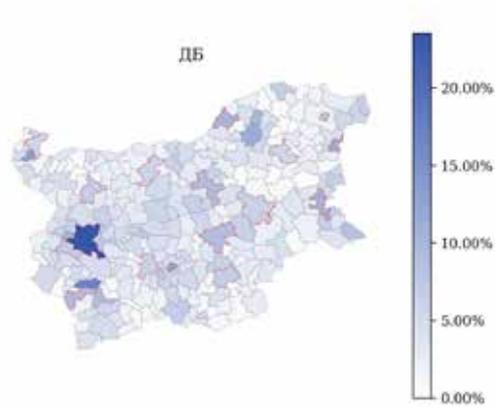
Le quatrième plus grand parti à l'Assemblée nationale est le Mouvement pour les droits et les libertés (DPS, RE), représentant de longue date des citoyens d'origine turque. Cette spécificité du parti est à l'origine de la concentration territoriale de son électorat, qui couvre les zones de résidence de ce groupe ethnique (encart « les données », figure f). Traditionnellement, il conserve ses bastions dans les petites localités (figure f, à droite).

Cette fois-ci, le DPS n'aura pas été en mesure de maintenir sa position traditionnelle de troisième force au Parlement, bien que ses résultats aient été légèrement meilleurs qu'en 2017. Avec ses 336 306 électeurs, le DPS a obtenu 10,51 % des voix, un peu plus qu'en 2017 (9,24 %, 315 976 électeurs), mais un grand recul par rapport à son bien meilleur résultat de 14,84 % (487 134 électeurs) de 2014. Cette configuration se répète dans le nombre de sièges : 30 en 2021 et 26 en 2017, mais 38 en 2014. L'augmentation des votes et du nombre de députés en 2021 semble minime, étant donné que lors de ces élections, le DPS est resté largement en tête dans ses bastions. En 2017, il avait un concurrent sérieux : le parti DOST de l'ancien président du DPS, Mestan, qui avait alors obtenu 100 479 voix (2,94%).

La cinquième formation la plus forte au Parlement est la Bulgarie démocratique (DB), une coalition de centre-droit entre le parti Oui, Bulgarie de l'ancien ministre de la

Justice Hristo Ivanov, le parti Démocrates pour une Bulgarie forte (DSB), fondé par l'ancien Premier ministre Ivan Kostov, et le Mouvement vert (ZD). En ce qui concerne l'affiliation aux groupes politiques du PE, le tableau est ambivalent : Oui Bulgarie n'est pas encore affilié, DSB est membre du PPE, et ZD est membre des Verts. La répartition des sièges est la suivante : Oui Bulgarie (indépendant) 13 ; DSB (PPE) 8 ; Mouvement Vert 4 (Verts/ALE) ; Quota citoyen (indépendant) 2. En général, le DB est considéré comme représentant la droite dite traditionnelle qui était autrefois rassemblée dans le grand parti qu'était l'Union des forces démocratiques (SDS). En 2017, trois partis de droite en conflit les uns avec les autres se sont présentés seuls aux élections, mais chacun a obtenu moins de quatre pour cent des voix et tous sont restés en dehors du parlement. Lors des élections de 2021, c'est la nouvelle coalition DB qui a incarné cette tradition politique. En tant qu'opposition extra-parlementaire hostile au GERB et au gouvernement de Borissov, DB a été l'une des forces motrices des manifestations de l'été dernier.

DB a obtenu 302 280 voix (9,45%) et 27 sièges au parlement – un résultat légèrement meilleur que les voix et les sièges obtenus par une coalition similaire (bloc réformiste) en 2014. La réalisation la plus remarquable de la formation a sa victoire dans la capitale, Sofia. Cependant, DB a toujours des problèmes pour atteindre les autres régions du pays et reste plus ou moins un « parti de Sofia »



(figure g).

Le dernier parti à être entré au Parlement est un autre mouvement protestataire, l'ISMV. Il s'agit d'une alliance entre certains des leaders des manifestations et l'ancienne médiatrice Maya Manolova. Officiellement, l'ISMV est une coalition électorale formée par trois petits partis. Elle est considérée comme étant orientée vers le centre-gauche, bien que l'un des partis qui la soutiennent soit membre du PPE. 150 949 voix (4,72%) ont été exprimées en faveur de cette coalition qui compte désormais 14 députés.

### Conclusion

Les résultats des élections ont montré, avant tout, que la majorité des électeurs bulgares souhaitaient un changement. Le soutien au gouvernement a changé depuis 2017 et on observe un déclin évident de ce soutien dans la plupart des régions du pays (figure b). Le GERB est toujours la première force politique, mais se retrouve entièrement isolé et incapable de former un cabinet. Trois des partis parlementaires sont des nouveaux venus et leur succès est lié aux manifestations antigouvernementales de l'été 2020. Le BSP a toujours été un opposant au parti de Borissov. Le DPS, bien qu'ayant soutenu le GERB lorsque cela était nécessaire au cours de la précédente législature, a maintenant déclaré ouvertement qu'il était prêt à soutenir les partis protestataires. De cette façon, une ligne de démarcation entre le GERB et tous les autres partis parlementaires s'est formée.

En même temps, il existe une deuxième ligne de démarcation, qui complique considérablement la situation et les perspectives du pays après les élections. Il s'agit de la ligne de démarcation entre les « partis du status quo » (qui comprennent les « anciens » partis parlementaires

GERB, BSP et DPS) et les nouveaux « partis du changement ». Cependant, ces derniers ne disposent que de 92 sièges au Parlement et sont loin de la majorité requise de 120+1. Leur réticence à discuter avec d'autres partis (et à obtenir ou même à accepter un soutien parlementaire, au moins de la part du BSP), a rendu extrêmement difficile la formation d'un gouvernement.

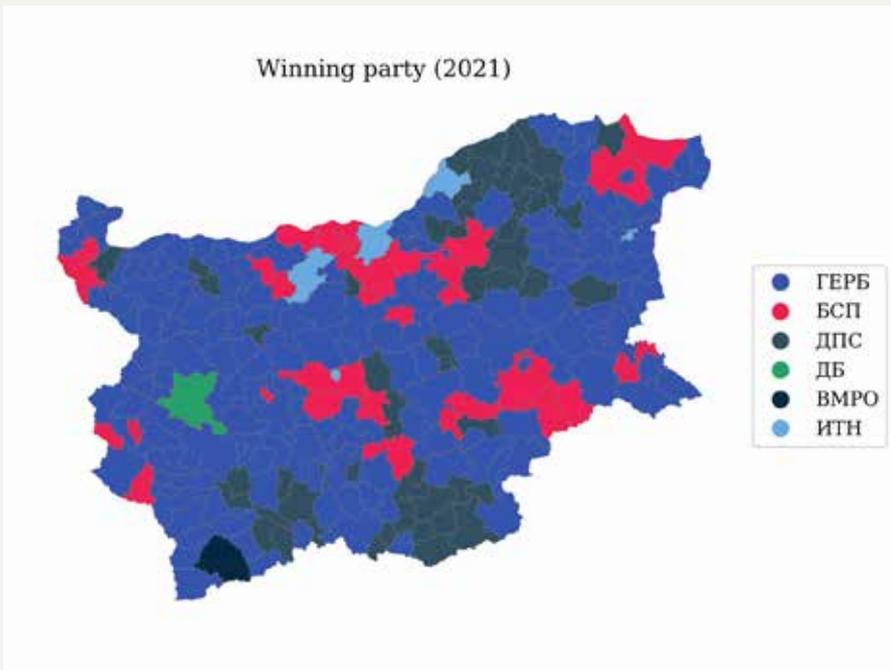
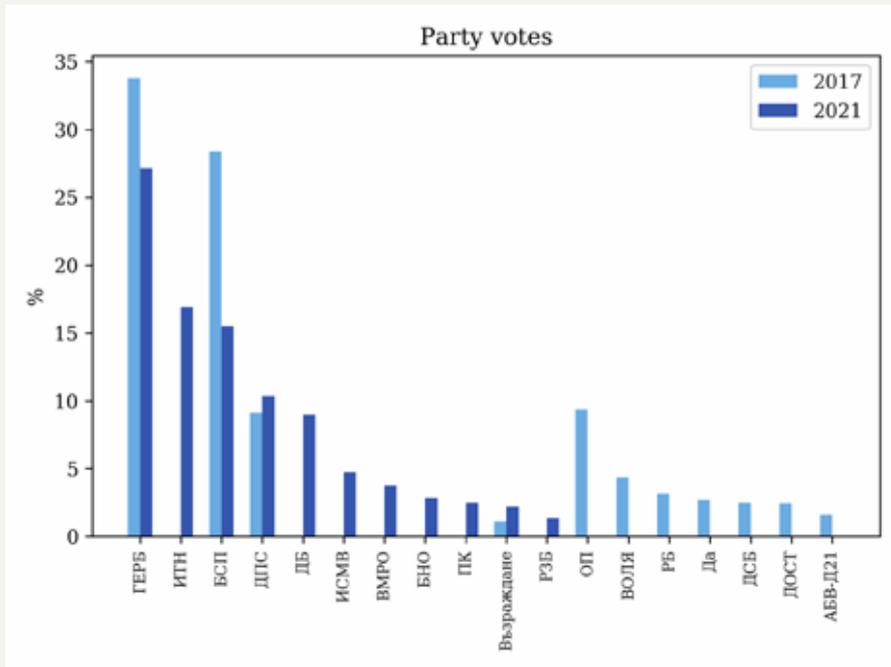
La prédominance de la deuxième ligne de démarcation sur la première est devenue évidente lorsque les trois tentatives de formation d'un cabinet prévues par la Constitution ont échoué. L'incapacité de former une majorité et un gouvernement par un parlement nouvellement élu est une première depuis la transition de la Bulgarie vers la démocratie. Le président Radev a dû dissoudre le Parlement, nommer un gouvernement intérimaire et programmer de nouvelles élections. Des élections anticipées auront donc lieu le 11 juillet. Il s'agit d'une situation sans précédent dans la vie politique bulgare, qui entre ce faisant dans des territoires inexplorés.

### Bibliographie

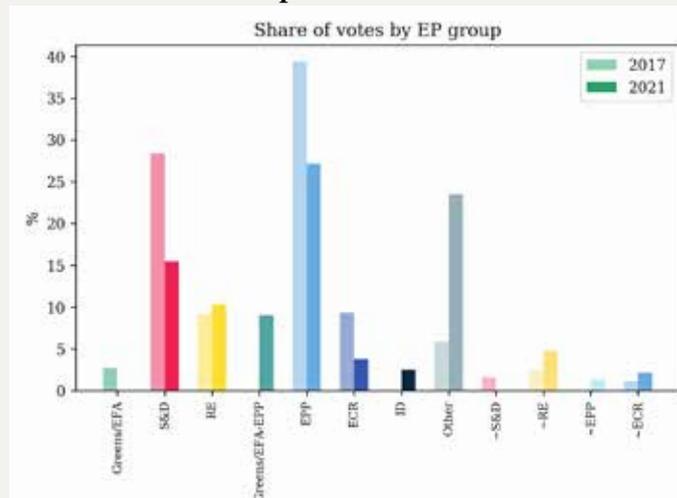
Alpha Research (2021, mars). Attitudes du public à la fin de la campagne. En ligne [consulté le 21 août 2021].

DG EMPL (2020). *Employment and Social developments in Europe. Leaving No One Behind and Striving for More: Fairness and Solidarity in the European Social Market Economy*. Annual review, Directorate-General for Employment, Social Affairs and Inclusion, Directorate A, Luxembourg : Office des publications de l'Union européenne, pp. 31-50.

Transparency International (2020). Corruption perception index. En ligne [consulté le 21 août 2021].



## Indicateurs européens





Francisco Cabezuelo • Universidad Complutense de Madrid

# Élections parlementaires dans la Communauté de Madrid, 4 mai 2021

70

Les élections régionales du 4 mai 2021 dans la Communauté autonome de Madrid, une région autonome espagnole monoprovinciale, capitale politique et économique du pays, ont été le grand événement politique de cette saison en Espagne. La victoire incontestée de la candidate du Parti populaire, Isabel Díaz Ayuso (Madrid, 1978), marque un nouveau changement de cycle tant à Madrid que dans la politique espagnole.

La candidature d'Ayuso a réussi à obtenir plus de sièges que les trois partis de gauche réunis (PSOE, UP, et Más Madrid). Sa stratégie d'opposition constante aux politiques du gouvernement espagnol, présidé par le socialiste Pedro Sánchez Pérez-Castejón (Madrid, 1972), a été approuvée par l'électorat madrilène, ce qui a constitué un sérieux revers pour le gouvernement national. Le gouvernement socialiste a trouvé en Madrid et sa présidente sortant une région rebelle au leadership inattendu, dans une année de pandémie, de controverses et d'affrontements constants entre les exécutifs nationaux et régionaux.

Le taux de participation a atteint 76,25 % ; sur 4 783 263 électeurs et électrices inscrits, 3 644 577 sont allés voter, alors même que les élections avaient eu lieu un mardi, jour ouvrable, contrairement à la tradition des élections dominicales. Le scrutin s'est du reste déroulé dans le cadre de l'état d'alerte, dans un contexte de fortes restrictions de mobilité et des mesures sanitaires importantes. Le vote par correspondance s'est développé plus que jamais, et le taux de participation élevé a sans aucun doute été l'une des principales caractéristiques de ces élections. Il est intéressant de noter que c'était la première fois que trois hommes et trois femmes se présentaient, représentant toutes les options politiques possibles.

## Les candidats

Isabel Díaz Ayuso, du Partido Popular, a remporté ces élections. Sa candidature, véritable phénomène politique,

a agité l'opinion publique à l'intérieur comme à l'extérieur de Madrid, à tel point que le Centro de Investigaciones Sociológicas (CIS) vient de l'inclure dans le baromètre du CIS pour le mois de mai. Cette décision d'inclure Díaz Ayuso dans la liste des prétendants potentiels à la présidence du gouvernement central la place dans la même catégorie que le président du Partido Popular, Pablo Casado Blanco (Palencia, 1981). Il s'agit d'un fait exceptionnel car le CIS n'a pas l'habitude d'inclure les dirigeants régionaux dans cette liste. Ayuso, adepte des réseaux sociaux et de la communication numérique, journaliste experte et diplômée de la faculté des sciences de l'information de l'université Complutense de Madrid, a manifestement vu juste dans sa stratégie d'apparitions publiques et de déclarations à la presse.

Mónica García Gómez (Madrid, 1974) a dirigé la liste de gauche et écologiste Más Madrid, et est devenue, grâce aux résultats des élections du 4 mai, la chef de l'opposition et la tête de la gauche. Anesthésiste dans le système de santé publique, elle a mené les protestations des professionnels de la santé contre les politiques de santé de l'exécutif régional et était largement inconnue du grand public. Cependant, elle a réussi à battre le candidat socialiste, précédent vainqueur des élections. Más Madrid a créé la surprise face à un Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) en chute libre, qui a perdu le leadership de l'opposition.

Ángel Gabilondo Pujol (San Sebastián, 1949), du PSOE, avait remporté les élections régionales de 2019, échouant à obtenir la présidence en raison du pacte entre les partis de droite (PP et Ciudadanos). Cependant, en 2021, il a signé le pire résultat de l'histoire des socialistes lors d'une élection à Madrid. L'homme politique d'origine basque a été recteur de l'Université autonome de Madrid et ministre de l'Éducation entre 2009 et 2011 dans le deuxième gouvernement du président José Luis Rodríguez Zapatero. Juste avant la convocation anticipée des élections, la

presse madrilène a spéculé sur le retrait de Gabilondo de la vie politique, en raison de son âge, ou sur la possibilité qu'il soit élu par le Congrès des députés au poste de médiateur, un poste institutionnel pour lequel il a fait consensus en raison de ses dispositions, de son profil et de sa trajectoire.

L'un des protagonistes incontestés de la campagne a été la candidate Rocío Monasterio San Martín (Madrid, 1974), architecte et femme politique ayant de forts liens familiaux avec l'exil cubain, et leader de la formation Vox dans la Communauté de Madrid. Vox, formation la plus à droite de tout le spectre politique espagnol, d'idéologie nationaliste marquée, présente selon certains analystes des similitudes avec la Lega de Matteo Salvini ou le Rassemblement national de Marine Le Pen.

Malgré les attentes suscitées par l'annonce de sa candidature, Pablo Iglesias Turrión, leader de Unidas Podemos (Madrid, 1978) a été, malgré l'augmentation du score de son parti de 5,6% en 2019 à 7,2% en 2021, l'un des grands perdants de ces élections. Iglesias a annoncé au soir même de l'élection qu'il n'occuperait pas son siège à l'Assemblée de Madrid, et a annoncé publiquement son intention de se retirer de la vie politique. Il a dirigé la liste de gauche Unidas Podemos, qui a elle-même rassemblé différents courants et mouvements. Après les élections, Iglesias a quitté toutes ses responsabilités et a appelé au renouvellement de la direction de son parti. Iglesias, dans une décision surprenante et inédite, avait décidé de quitter son poste au sein de l'exécutif central en tant que deuxième vice-président du gouvernement et ministre des Droits sociaux et de l'Agenda 2030, pour descendre dans l'arène politique régionale, avec le désir frustré d'être le seul candidat à rassembler toutes les forces de gauche.

Edmundo Bal Francés (Huelva, 1967), de Ciudadanos (C's) a été le grand perdant des élections régionales, son parti ayant littéralement disparu de la scène politique. En n'atteignant pas le minimum légal de cinq pour cent des voix, sa formation est passée de 26 sièges (629 940 voix) en 2019 à ne pas obtenir de sièges en n'obtenant que 129 216 voix, soit 3,57 %. Admirateur déclaré du président français Emmanuel Macron, ce prestigieux juriste avocat d'État, né en Andalousie, était un autre des candidats qui sont descendus de la politique nationale à la politique régionale, mais n'a pas réussi à avoir un impact sur l'électorat ou à arrêter l'hémorragie de voix de sa formation, qui faisait partie d'un gouvernement de coalition avec Diaz Ayuso depuis 2019. Les controverses et même les contradictions entre les membres de l'exécutif autonome des deux formations ont été constantes au cours des deux dernières années. L'organisation d'élections anticipées à Madrid avait été motivée par la décision de Ciudadanos de mettre fin au gouvernement qu'il partageait avec le PP dans la Région de Murcie, décision suite à laquelle Ayuso, craignant un scénario similaire dans la capitale, a pris un décret de dissolution de l'assemblée régionale et a avancé les élections, qui auraient dû être en 2023.

## Messages principaux et anecdotes pendant la campagne

La campagne a été marquée par des tensions, des polémiques, dans une confrontation dure entre plusieurs candidats. Lors d'un rassemblement de Vox dans la banlieue populaire de Vallecas, la formation de Rocío Monasterio a subi plusieurs agressions physiques et verbales. Il a été découvert dans la dernière ligne droite de la campagne que le personnel de sécurité de Podemos était impliqué dans ces actions violentes.

D'autre part, les services de sécurité ont localisé plusieurs colis contenant des menaces, des couteaux, des messages violents, des ciseaux et des objets tranchants qui étaient adressés à Pablo Iglesias (UP), à l'ancien président José Luis Rodríguez Zapatero (PSOE), à l'actuel ministre de l'intérieur, Fernando Grande Marlaska (PSOE) et même à Isabel Díaz Ayuso (PP) elle-même.

Un autre des moments forts de la campagne a été la forte confrontation lors d'un débat radiophonique sur Cadena SER, la principale station de radio privée d'Espagne, entre Pablo Iglesias et Rocío Monasterio. Le leader de Podemos a quitté le débat après une violente dispute. Il a été accompagné dans sa décision de quitter le débat par Mónica García et Ángel Gabilondo. Curieusement, ni Ayuso ni aucun représentant du Parti populaire n'avait décidé de participer à ce débat, ce qui a contribué à générer une image plus institutionnelle, plus propre et moins trouble du leader du PP.

Ayuso, qui n'avait pas remporté les élections précédentes et dont la candidature inattendue et la nomination sans primaires de l'appareil du parti était une option très discutée, est devenue en deux ans une tête d'affiche de la droite et une référence pour ses homologues des autres régions. Lors de ces élections, elle a su mobiliser et convaincre un électorat jeune et urbain avec ses messages basés sur la liberté de mouvement, la fin des restrictions, les idées libérales, et un slogan initial controversé « Communisme ou liberté » qui a fini par n'être imprimé sur les affiches que sous le nom de « Liberté ».

## Les résultats

Le Parti populaire a remporté 44,73 % des voix lors de ces élections de 2021, contre 22,33 % en 2019, passant de 719 852 voix il y a deux ans à 1 620 213 aujourd'hui, ce qui se traduit par un saut de 30 à 65 sièges, doublant ainsi les voix et les sièges. La victoire d'Ayuso, absorbant les votes du centre et de la droite, a constitué un coup dur pour la gauche madrilène, consacrant par ailleurs la disparition du seul parti, Ciudadanos, qui se revendiquait libéral et/ou du centre. L'union des partis de gauche n'a pas su détrôner le Partido Popular. La candidature d'Ayuso a gagné dans 176 des 179 municipalités qui composent la région. Les socialistes n'ont gagné que dans les villes de Fuentidueña del Tajo et El Atazar. À titre anecdotique, dans la ville d'El Atazar, qui ne compte que 112 électeurs, les dernières élections municipales s'étaient conclues par

une égalité arithmétique totale entre le Parti populaire, Ciudadanos et Vox, d'une part, et le Parti socialiste et Podemos d'autre part, conduisant à l'élection du maire par tirage au sort, la gauche remportant finalement la mairie.

La différence entre le Parti populaire et la liste arrivée en deuxième position est de plus d'un million de voix. Le principal parti d'opposition est désormais Más Madrid, qui est passé de 475 672 voix (14,69 %) à 614 660 voix. De son côté, le Parti socialiste historique est passé de 27,31 % des voix (37 sièges) lors des précédentes élections à 16,85 %, passant de 884 218 voix en 2019 à 610 190 en 2021. Unidas Podemos a également subi une défaite ; son chef, Pablo Iglesias, assume sa proximité avec le Français Jean-Luc Mélenchon, le Grec Alexis Tsipras et la Portugaise Caterina Martins, et n'a jamais caché ses sympathies pour le régime vénézuélien d'Hugo Chavez puis de Nicolas Maduro.

Il est intéressant de noter qu'Ayuso n'est pas la seule candidate de droite à améliorer ses positions. L'autre parti conservateur, Vox, a réussi à augmenter ses votes de 287 667 (8,88 %) à 330 660 (9,13 %), passant de 12 à 13 députés et maintenant sa position de quatrième force politique au parlement régional.

Le Parti populaire a réussi à mobiliser l'ensemble de son électorat, mais aussi d'anciens abstentionnistes, d'anciens électeurs socialistes, d'anciens fidèles de Ciudadanos et des néo-électeurs. Au-delà des chiffres, les élections madrilènes de ce printemps se sont traduites par l'abandon de la vie politique de deux des candidats perdants issus de la gauche. Le départ de Gabilondo (PSOE) était prévisible en raison de son âge, mais le plus surprenant a sans aucun doute été celui d'Iglesias (UP), qui a également abandonné le poste de secrétaire général de Podemos qu'il occupait depuis 2014.

La victoire d'Isabel Díaz Ayuso, devenue la nouvelle référente de la droite espagnole, est lourde de conséquences pour la gauche, dont les forces conjuguées n'ont pas su déloger le Parti populaire à Madrid. En outre, sa victoire montre l'opposition des Madrilènes à la politique de Pedro Sánchez et de ses partenaires au gouvernement de La Moncloa.

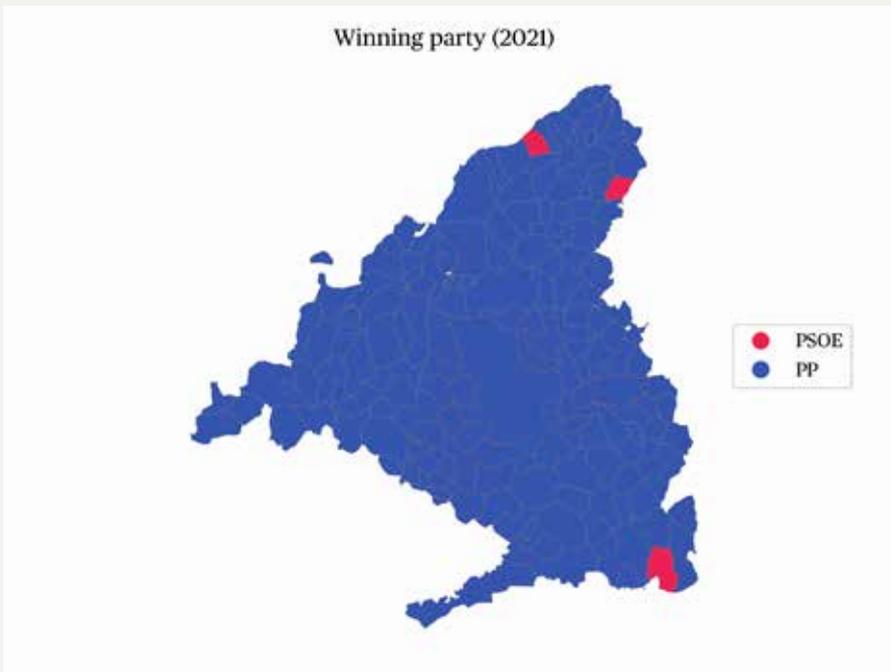
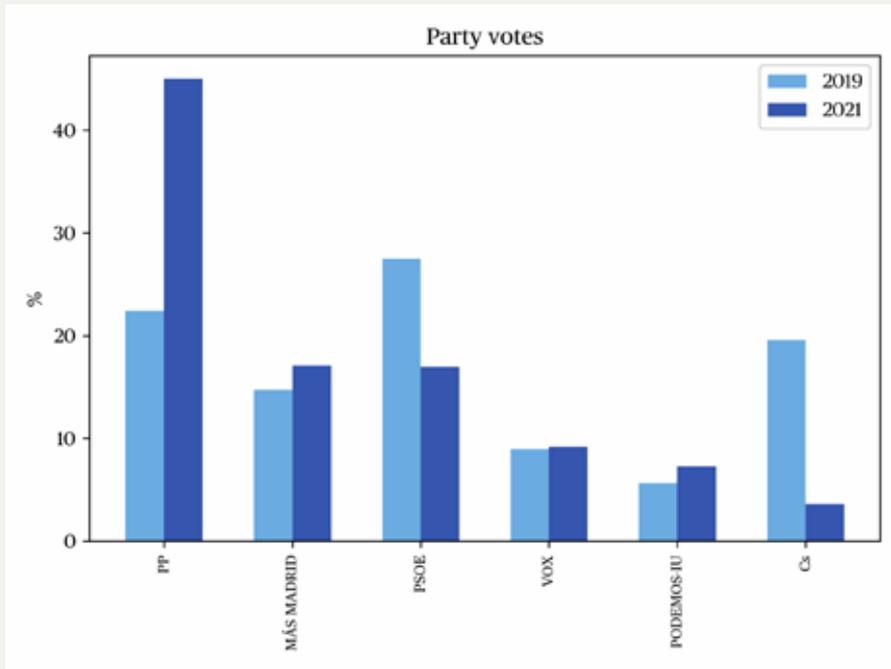
une égalité arithmétique totale entre le Parti populaire, Ciudadanos et Vox, d'une part, et le Parti socialiste et Podemos d'autre part, conduisant à l'élection du maire par tirage au sort, la gauche remportant finalement la mairie.

La différence entre le Parti populaire et la liste arrivée en deuxième position est de plus d'un million de voix. Le principal parti d'opposition est désormais Más Madrid, qui est passé de 475 672 voix (14,69 %) à 614 660 voix. De son côté, le parti socialiste historique est passé de 27,31 % des voix (37 sièges) lors des précédentes élections à 16,85 %, passant de 884 218 voix en 2019 à 610 190 en 2021. Unidas Podemos a également subi une défaite ; son chef, Pablo Iglesias, assume sa proximité avec le Français Jean-Luc Mélenchon, le Grec Alexis Tsipras et la Portugaise Caterina Martins, et n'a jamais caché ses sympathies pour le régime vénézuélien d'Hugo Chavez puis de Nicolas Maduro.

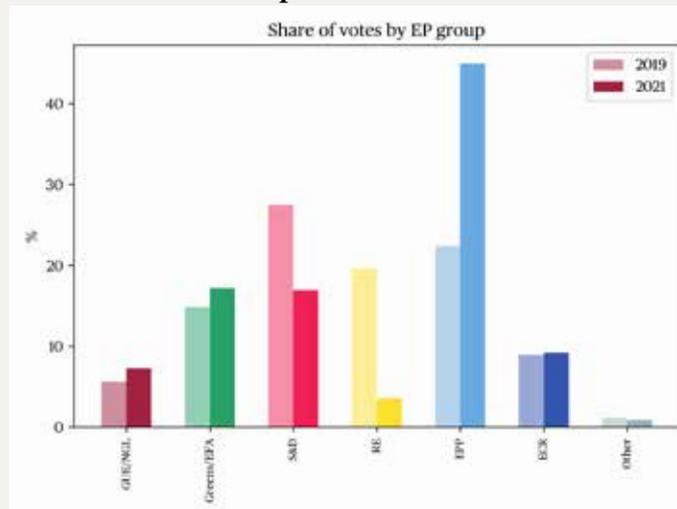
Il est intéressant de noter qu'Ayuso n'est pas la seule candidate de droite à améliorer ses positions. L'autre parti conservateur, Vox, a réussi à augmenter ses votes de 287 667 (8,88 %) à 330 660 (9,13 %), passant de 12 à 13 députés et maintenant sa position de quatrième force politique au parlement régional.

Le Parti populaire a réussi à mobiliser l'ensemble de son électorat, mais aussi d'anciens abstentionnistes, d'anciens électeurs socialistes, d'anciens fidèles de Ciudadanos et des néo-électeurs. Au-delà des chiffres, les élections madrilènes de ce printemps se sont traduites par l'abandon de la vie politique de deux des candidats perdants issus de la gauche. Le départ de Gabilondo (PSOE) était prévisible en raison de son âge, mais le plus surprenant a sans aucun doute été celui d'Iglesias (UP), qui a également abandonné le poste de secrétaire général de Podemos qu'il occupait depuis 2014.

La victoire d'Isabel Díaz Ayuso, devenue la nouvelle référente de la droite espagnole, est lourde de conséquences pour la gauche, dont les forces conjuguées n'ont pas su déloger le Parti populaire à Madrid. En outre, sa victoire montre l'opposition des Madrilènes à la politique de Pedro Sánchez et de ses partenaires au gouvernement de La Moncloa.



## Indicateurs européens





Vasiliki Triga • Cyprus University of Technology

# Élections parlementaires à Chypre, 30 mai 2021 (I)

74

Le 30 mai 2021, les 12<sup>e</sup> élections législatives depuis l'indépendance de l'île ont eu lieu en République de Chypre (RdC). Les élections parlementaires à Chypre sont traditionnellement moins importantes que les élections présidentielles, car le président de la République y exerce le pouvoir exécutif. Malgré cette moindre importance, les élections parlementaires sont cependant considérées comme un baromètre crucial du pouvoir et de l'influence des partis politiques au sein du Parlement, mais aussi en dehors. La force parlementaire des partis a un impact sur la façon dont les questions cruciales sont traitées, telles que l'économie, les questions institutionnelles, les prochaines élections présidentielles et le conflit Chypriote.

## Contexte

Les élections parlementaires de 2021 se sont révélées significatives à divers égards. Il s'agissait des premières élections organisées pendant la crise de la Covid-19, dans un contexte d'incertitude économique croissante due aux longs confinements et à une crise politique et institutionnelle provoquée par le scandale de corruption des « passeports dorés ». Cette dernière s'est aggravée après la diffusion d'un documentaire télévisé d'Al Jazeera dans lequel le président du Parlement de l'époque, Demetris Syllouris, et un député du parti d'opposition AKEL, semblaient agir en tant que médiateurs pour organiser la naturalisation d'un homme d'affaires chinois criminel. Cet incident a déclenché une série d'événements : la démission du président du Parlement, une enquête provisoire sur de nombreuses demandes de passeport chypriote, notamment pour des demandeurs au casier judiciaire obscur aidés par de prestigieux cabinets d'avocats chypriotes, l'abolition du régime spécifique de naturalisation sous la pression de Bruxelles et une colère publique écrasante. Dans ce contexte, la composition d'un nouveau parlement aurait pu être un moment de transformation avec l'entrée

de nouveaux partis politiques protestant contre la corruption et exprimant leur indignation contre le système politique existant. Les résultats, cependant, n'ont pas produit un tel événement, puisque la plupart des nouveaux partis n'ont pas réussi à dépasser le seuil de 3,6 % nécessaires pour entrer à la Chambre des représentants; en définitive, ces élections ont plutôt confirmé le *statu quo* du contexte politique chypriote.

Bien que la corruption ait été un thème central de la campagne pour de nombreux partis, notamment les plus récents, elle n'a vraisemblablement pas été la préoccupation majeure de l'opinion publique. Au contraire, les sondages d'opinion (IMR, 2021 ; Cypronetwork, 2021) suggèrent que l'économie et le conflit identitaire chypriote ont été les questions les plus saillantes selon lesquelles l'électorat a formulé ses choix de vote. Dans ce contexte, le processus électoral fut long, intense et polarisé. Les partis et leurs candidats ont organisé leurs événements de campagne principalement par le biais des médias sociaux, le confinement ne permettant pas d'événements en public. Cela a eu deux conséquences : d'une part, l'utilisation des médias sociaux pour la campagne a ouvert de nouvelles voies de communication et a potentiellement créé un précédent pour l'utilisation des nouvelles technologies dans les campagnes électorales à venir à Chypre. D'autre part, en raison des plus importantes possibilités d'échanges offertes par ces mêmes médias sociaux et de leur capacité à constituer une plateforme d'expression de la colère et du mécontentement général, la campagne est devenue toxique, les candidats et les sympathisants des partis (en particulier ceux des nouvelles formations politiques) se livrant à des échanges violents.

## Les candidats

Lors de ces élections, 15 partis ou formations politiques étaient en lice, ainsi que sept candidats indépendants

dont huit d'entre eux se présentaient pour la première fois. L'analyse des élections précédentes (Triga, 2017) indique que l'espace idéologique chypriote est structurée autour de deux axes de compétition politique bien connus. Le premier concerne la régulation de l'économie ; c'est le clivage classique entre la gauche et la droite. Le second axe concerne les questions de culture et d'identité et inclut ce que l'on appelle le conflit chypriote. Ce conflit fait suite à la partition *de facto* de l'île en une partie chypriote grecque au sud et une partie chypriote turque au nord, suite à l'invasion et à l'occupation turques du nord de l'île en 1974. Depuis lors, la République de Chypre au sud est le seul État reconnu internationalement, et Chypre est le seul État membre de l'UE dont le territoire est divisé et sous occupation militaire. Ci-dessous, nous examinons brièvement les partis en présence par rapport aux deux axes de l'espace politique chypriote.

a) DISY (Rassemblement démocratique, Δημοκρατικός Συναγερμός), avec une position idéologique de droite classique qui détient la majorité au Parlement. Le DISY occupe son propre espace politique distinctif caractérisé par une position économique néolibérale assumée et une position culturelle plus modérée (principalement en raison de sa position sur le conflit chypriote). Le Président de la République, Nicos Anastasiades, appartient à ce parti.

b) AKEL (Parti progressiste des travailleurs, Ανορθωτικό Κόμμα Εργαζόμενου Λαού) est un parti communiste (selon les déclarations du parti [Akel, 2019]) économiquement à gauche et socialement progressiste. Lors de ces élections comme lors des dernières, AKEL a subi une perte progressive de sa base électorale. Il reste néanmoins le plus grand parti d'opposition et possède la position la plus libérale concernant le conflit chypriote.

c) DIKO (Parti démocratique, Δημοκρατικό Κόμμα), le troisième plus grand parti, est plutôt centriste en termes d'économie mais a pris une tournure plus nationaliste vis-à-vis du problème chypriote, ce qui a créé des tensions au sein du parti et a conduit à une scission avec la création d'un nouveau parti, le DIPA (Front démocratique, Δημοκρατική Παράταξη) sous la direction de l'ancien leader du DIKO, Marios Garoyian.

d) ELAM (Front national populaire, Εθνικό Λαϊκό Μέτωπο), un parti d'extrême droite, autoritaire sur les questions culturelles et ultra-nationaliste sur le problème chypriote. L'ELAM semble assez centriste sur l'économie, ce qui est assez commun parmi de nombreux autres partis d'extrême droite en Europe qui ont une position populiste et soutiennent des politiques qui s'opposent, par exemple, à l'austérité ou aux privatisations.

e) L'EDEK (Union démocratique unifiée du centre, Ενιαία Δημοκρατική Ένωση Κέντρου) est un parti socialiste, de gauche sur le plan économique mais conservateur sur les questions culturelles, notamment en ce qui concerne le problème chypriote, puisque le parti rejette la fédération bizonale bicommunautaire. L'EDEK, malgré son déclin constant lors des dernières élections, a réussi à maintenir sa cinquième position lors de ces élections.

f) KOP (Mouvement de coopération des écologistes et

citoyens, Κίνημα Οικολόγων Συνεργασία Πολιτών), connu également sous le nom de Verts, est globalement centriste et promeut un renouveau démocratique avec la collaboration de la société civile, bien que ses positions vis-à-vis du problème chypriote restent un peu confuses depuis le changement de sa direction.

g) Le Mouvement de solidarité (Κίνημα Αλληλεγγύη), qui a concouru pour la première fois aux élections législatives de 2016, est un parti marginal créé par un ex-membre du DISY suite à un désaccord avec le président Anastasiades sur la manière de traiter le problème chypriote. Le parti a obtenu trois sièges lors des élections parlementaires de 2016 en suivant une ligne dure sur le conflit chypriote, s'opposant au modèle de fédération bi-zonale et bicommunautaire et dénonçant l'ensemble de l'*establishment* politique.

Les huit autres partis en compétition ont tous été créés récemment. À l'exception du DIPA qui, comme mentionné ci-dessus, était plutôt modéré sur l'économie et l'axe culturel, les six autres partis étaient anti-stat quo, mobilisés sur l'agenda anti-corruption. La plupart d'entre eux (à l'exception de Famagusta for Cyprus, Αμμόχωστος για την Κύπρο) ont également adopté une position nationaliste sur le problème chypriote. Ceci concerne Réveil 2020 (Αφύπνιση 2020), Citoyens actifs : Chasseurs chypriotes unis (Ενεργοί Πολίτες : Κίνημα Ενωμένων Κυπριών Κυνηγών), Indépendants : Génération Changement (Ανεξάρτητοι : Αλλαγή Γενιάς), Souffle du peuple (Πνοή Λαού), le Parti animaliste de Chypre (Κόμμα για τα Ζώα Κύπρου), et la Coalition patriotique (Πατριωτικός Συνασπισμός).

### Résultats des élections

Si l'on se penche sur les résultats des élections (voir encart « les données »), on remarque immédiatement que c'est l'opposition qui est perdante, et non les formations sortantes. Les partis sortants sont normalement sanctionnés, comme c'est le cas du DISY. Le parti a perdu près de 3 points dans les urnes et un siège, alors qu'il avait obtenu 27,8 % des voix, ce qui est un record historique. Cependant, il est arrivé en tête et a conservé son pouvoir. Après huit ans consécutifs au pouvoir, au cours desquels DISY a été directement impliqué dans le scandale des passeports dorés, il est loin de s'agir d'un mauvais résultat. À l'inverse, AKEL subit les pertes les plus fortes. Cette « hémorragie » de voix avait déjà commencé après la défaite de son représentant aux élections présidentielles de 2013. Depuis lors, le parti semble incapable de se remettre des échecs perçus de la présidence de Chirstofias (un ancien dirigeant de l'AKEL depuis 21 ans), et peine à capitaliser sur le mécontentement du public à l'égard des politiques gouvernementales et des scandales impliquant DISY. L'approche très centralisée du parti vis-à-vis de ses membres et le manque général de modernisation de son discours apparaissent comme des stratégies inefficaces pour ramener les électeurs vers le parti.

De manière générale, tous les partis existants (à l'exception d'ELAM) ont perdu des voix par rapport aux

élections législatives de 2016. Plus précisément, les deux principaux partis ont perdu ensemble près de 17 % de leur part électorale, leur force électorale combinée représentant désormais 50 % des voix (contre 56,4 % en 2016 et 67 % en 2011). L'exception notable à ce déclin est le parti d'extrême droite d'ELAM, l'un des grands gagnants de ce scrutin. Dans l'ensemble, les nouveaux partis ont réussi à attirer 14 % de la part des voix en adoptant des positions traditionnellement défendues par DISY et DIKO. Cependant, malgré leurs scores combinés, à l'exception du DIPA, sept des nouveaux partis n'ont pas réussi à franchir le seuil de 3,6 % nécessaire depuis 2015 pour entrer au Parlement.

Le résultat des élections parlementaires a renforcé trois phénomènes politiques qui se sont manifestés depuis 2011 et qui façonneront sans aucun doute la dynamique des prochaines élections présidentielles de 2023 :

**1. La croissance de l'abstention électorale comme caractéristique systémique du contexte politique actuel à Chypre.** Les taux d'abstention sont en hausse dans la politique chypriote, puisque dans la période précédant immédiatement le début de la grande récession, le taux de participation était de 89 % (2006), contre 65 % en 2021. Cette baisse de la participation, bien qu'elle suive une tendance européenne plus large depuis le début des années 2000, est plutôt inhabituelle pour Chypre. Il convient de mentionner que lors de ces élections, en plus des 34,3 % d'abstentionnistes, 80 000 nouveaux électeurs ne se sont même pas inscrits sur les listes électorales. Les analystes relient cette tendance à l'abolition du vote obligatoire à Chypre (légalement en 2017, bien que le tournant ait eu lieu lorsque Chypre a rejoint l'UE en 2004), mais surtout à un sentiment généralisé d'apathie politique, de méfiance et de manque d'intérêt pour la politique de la part de l'électorat.

**2. La fragmentation continue des partis, également liée au mécontentement électoral.** Elle suit l'affaiblissement des deux principaux partis politiques, DISY et AKEL, perçus par l'opinion comme peu dignes de confiance. On observe par conséquent l'émergence de

nouveaux partis, non traditionnels, qui présentent des manifestes contre le *statu quo* et la corruption. Bien que ce phénomène ne soit pas nouveau, ces nouveaux partis ont tendance à ne pas durer, comme le montre l'exemple du Mouvement pour la solidarité, qui a perdu sa représentation parlementaire en 2021. Une interprétation possible est que la tension de la pandémie a ravivé l'indignation et le sentiment de méfiance envers la capacité des « anciens » partis à gérer les crises. Ces sentiments ont été exploités et repris par les nouveaux partis politiques.

**3. Le parti d'extrême droite ELAM s'est imposé comme le quatrième plus grand parti du système politique chypriote.** Après sa première apparition aux élections européennes de 2009 (avec un score d'à peine 0,22 %), l'ELAM n'a cessé d'accroître progressivement son pouvoir. Bien que l'ELAM soit d'abord apparu comme un parti de protestation dans un contexte plus large de déception politique, il est parvenu à consolider sa position sans le soutien de son mentor et frère, le parti grec Aube dorée (largement dissous suite à l'emprisonnement de nombre de ses députés élus). Les explications de la montée en puissance de l'ELAM peuvent être attribuées à l'abandon de ses actions radicales et à la professionnalisation de sa campagne, qui lui ont permis de s'intégrer dans le système politique. Il est révélateur qu'un représentant du parti ait commenté la performance de l'ELAM lors d'une émission de télévision le soir des élections en utilisant l'oxymore « la démocratie a gagné ».

## Bibliographie

IMR (mars-mai 2021). Enquête pour RIK. Université de Nicosie.

Cypronetwork (avril 2021). Enquête pour Omega Tv.

Triga, V. (2017). Party changes in post-bailout Cyprus: The May 2016 Parliamentary Elections. *South European Society and Politics* 22:2, 261-278.

Akel (2019). Communist party of Cyprus : Akel. 93 years of struggles for Cyprus and its people. En ligne.

# Élections parlementaires à Chypre, 30 mai 2021 (II)

## Le cadre territorial

Colonie britannique jusqu'en 1960, l'île de Chypre a connu un conflit « intercommunautaire » qui a provoqué sa partition en 1974. Malgré une douzaine de cycles de négociations depuis lors, le conflit est « gelé » sans solution durable (Bertrand, 2017). L'île est ainsi divisée entre :

- Une zone Sud représentant 58% du territoire, comptant 850 000 Chypriotes « grecs » (orthodoxes hellénophones), chrétiens minoritaires (Arméniens, catholiques et maronites), quelques centaines de Chypriotes « turcs » (musulmans) et des résidents non-citoyens vivant sous l'autorité de la République de Chypre (RC), seul État reconnu internationalement comme souverain sur l'île ;
- Une zone Nord occupée par la Turquie, représentant 36% du territoire, comptant de 260 à 330 000 habitants (selon les estimations) chypriotes « turcs » mais aussi ressortissants de Turquie dont une partie bénéficie aussi de la citoyenneté de la République turque de Chypre du Nord (RTCN) autoproclamée, ainsi que quelques centaines de Chypriotes grecs « enclavés » ;
- Les 6% restant du territoire se répartissent presque également entre, d'une part, deux bases militaires souveraines britanniques (Sovereign Base Areas, SBA), d'autre part, la zone-tampon entre les deux zones nord et sud, placée sous le contrôle de la Force des Nations unies (UNFICYP).

La partition étant illégale, la RC a maintenu les six circonscriptions électorales originelles, alors que celle de Kyrenia se trouve entièrement au Nord, celles de Nicosie et de Famagouste en partie. Les Chypriotes grecs résidents dans ces circonscriptions avant 1974, mais réfugiés au Sud lors de la partition, continuent d'y voter fictivement (les bureaux de vote se trouvant en quelque sorte « délocalisés » en zone sud).

## Le cadre constitutionnel

La RC est dotée d'un régime présidentiel. Le président de la République est élu pour cinq ans au suffrage universel direct. Il nomme les ministres, qui ne sont pas responsables devant la Chambre des Représentants (unique chambre du parlement). La législature est également de cinq ans, mais elle ne correspond pas au mandat présidentiel - il y a un décalage de trois ans, dû au conflit (présidentielle de 1965 reportée à 1968, législatives de 1975 reportées d'un an). La Constitution de 1960 prévoyait l'élection des députés par des corps électoraux communautaires séparés. Les Chypriotes « grecs » et les chrétiens minoritaires élisent 56 députés ; les Chypriotes turcs sont censés élire 24 députés – mais leurs sièges demeurent vacants depuis le conflit de fin 1963. Cependant, suite à un arrêt de la Cour européenne des droits de l'Homme de 2004, une loi de 2006 permet aux quelques 400 Chypriotes turcs résidents au Sud de s'inscrire sur la liste électorale des Chypriotes grecs et donc de participer à l'élection des 56 députés. Enfin, trois députés sont élus par les membres des trois minorités chrétiennes (qui votent donc deux fois) mais n'ont qu'un rôle consultatif sur les questions concernant les minorités (éducation par exemple).

Les députés sont élus suivant un système de représentation proportionnelle avec un vote préférentiel limité (1979, modifié en 1995 et en 2015). La répartition des sièges s'effectue en deux temps. Une première répartition attribue autant de sièges que chaque liste a obtenu de fois le quotient électoral (résultant de la division du nombre de votes valides par le nombre de sièges) de la circonscription. Les têtes de liste puis les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de votes préférentiels sont retenus en premier, puis les autres candidats. Une répartition des restes a ensuite lieu mais, pour y participer, le parti doit avoir obtenu 3,6% des suffrages exprimés à l'échelle na-

a • Les 6 circonscriptions électorales de la RC

| Circonscription électorale | Sièges | Votes préférentiels possibles |
|----------------------------|--------|-------------------------------|
| Lefkosia (Nicosie)         | 20     | 5                             |
| Lemesos (Limassol)         | 12     | 3                             |
| Ammokhostos (Famagouste)   | 11     | 3                             |
| Larnaca                    | 6      | 2                             |
| Paphos                     | 4      | 1                             |
| Kerynia (Kyrenia)          | 3      | 1                             |

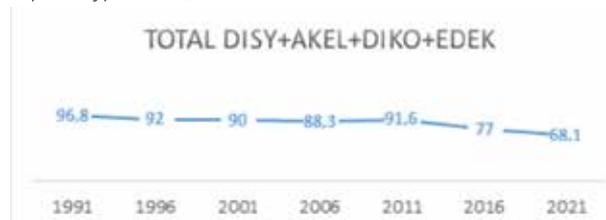
tionale. Ce seuil est porté à 10 ou 20% pour les coalitions de deux partis, ou de plus de deux partis.

### Le paysage politique chypriote grec

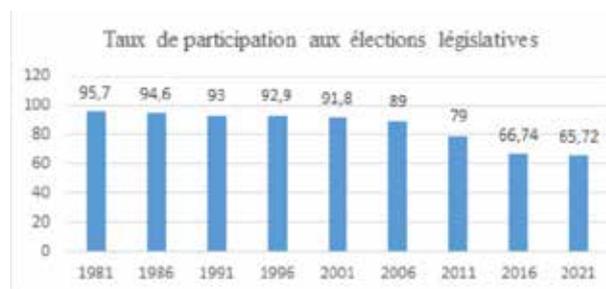
Composé principalement de 4 grands partis qui totalisaient 97% des voix lors des élections législatives de 1991 et encore 68% en 2021, il est encore largement marqué par le conflit intra- et intercommunautaire, mais aussi par un système clientéliste identifiable notamment par le recrutement dans la fonction publique d'affidés de partis au pouvoir. Ainsi, les résultats de chaque parti aux élections législatives semblent jouer un rôle dans la répartition des emplois publics ouverts pendant la mandature qui suit (Faustmann, 2010).

AKEL (Ανορθωτικό Κόμμα Εργαζόμενου Λαού, Parti réformateur des travailleurs), fondé en 1941, est en fait le Parti communiste (fondé en 1926, interdit sous ce nom par les Britanniques en 1933). Il est favorable à la réunification et donc à un compromis avec les Chypriotes turcs mais a appelé à voter contre le plan des Nations unies en 2004 et n'est pas parvenu à un accord durant la présidence de son ex-secrétaire général Dimitri Christophias (2008-2013). DISY (Δημοκρατικός Συναγερμός, Rassemblement démocratique/républicain – la distinction n'existe pas en grec), fondé en 1976, rassemble différentes sensibilités : nationalistes, conservateurs, libéraux. Il est l'un des héritiers du courant nationaliste qui porte une lourde responsabilité dans le conflit. Ses dirigeants, Glafcos Clerides puis Nicos Anastasiades, actuel président de la République, ont voté en faveur du plan des Nations unies en 2004, alors qu'une partie de leurs militants et électeurs sont ultranationalistes. DIKO (Δημοκρατικό Κόμμα, Parti démocrate/républicain) est plus libéral que DISY mais pas moins nationaliste : le président Tassos Papadopoulos (2003-2008) qui en était le chef est le principal responsable de l'échec du plan des Nations unies (76% des voix chypriotes grecques contre lors du référendum en 2004), lui qui avait affirmé qu'il négocierait un « meilleur plan ». Son fils Nikos, actuel dirigeant de DIKO, se montre tout aussi maximaliste. EDEK (Ενιαία Δημοκρατική Ένωση Κέντρου – Κίνημα Σοσιαλδημοκρατών : Rassemblement unitaire du Centre démocratique – Mouvement des sociaux-démocrates), fondé en 1969, appartient certes à l'Internationale socialiste mais il est très nationaliste et maximaliste, peu ouvert au dialogue avec les Chypriotes

b • Part des voix totales obtenues par les quatre grands partis historiques chypriotes, 1991-2021



c • Participation aux élections législatives chypriotes, 1981-2021



turcs.

Ces 4 partis sont en déclin relatif depuis trente ans, comme le montre la figure b.

La scène politique n'a commencé à s'ouvrir qu'à partir des élections législatives de 2001 (4 députés appartenant à 4 nouveaux partis, dont les écologistes). Néanmoins, le phénomène est resté très marginal jusqu'à la crise financière de 2013.

### La crise de la représentation, née de la crise de 2013, toujours en cours

Membre de l'Union européenne depuis 2004 et la zone Euro depuis 2008, la RC a subi les conséquences de la crise mondiale de 2008, de la crise de la dette et de la crise de confiance envers les institutions de l'UE et la classe politique locale qui s'en sont suivies (Karatsioli et al., 2014). La crise financière n'a cependant éclaté qu'en 2013 lorsque la fragilité des banques chypriotes, très exposées à la dette grecque, détentrices de créances douteuses et au cœur d'une bulle immobilière, a contraint la Banque

d • Résultats des élections législatives du 30 mai 2021

|   | Voix 2021 | % 2021 (% 2016) | Sièges  |
|---|-----------|-----------------|---------|
| AKEL (communiste)   | 79 913    | 22,34 (25,67)   | 15 (-1) |
| DISY (droite fédéraliste)                                 | 99 328    | 27,77 (30,7)    | 17 (-1) |
| DIKO (droite anti-fédéraliste)                            | 40 395    | 11,29 (14,49)   | 9       |
| EDEK (socialiste anti-féd.)                               | 24 022    | 6,72 (6,18)     | 4 (-1)  |
| DIPA (diss. DIKO, pro-négociations)                       | 21 832    | 6,10            | 4       |
| ELAM (nationaliste)                                       | 24 255    | 6,78 (3,7)      | 4 (+2)  |
| Écologistes (anti-féd.)                                   | 15 762    | 4,41 (4,8)      | 3 (+1)  |
| Suffrages obtenus par les partis représentés au Parlement | 305 507   | 85,41 (96,9)    |         |
| Participation   | 366 608   | 65,72 (66,74)   |         |
| Électeurs inscrits / total des sièges                     | 557 836   |                 | 56      |

centrale européenne à intervenir et le Conseil européen à imposer des mesures drastiques à la RC. Toutefois, la récession qui a suivi n'a duré que deux ans à peine et l'économie chypriote grecque s'est redressée plus vite que prévu (Hardouvelis & Gkionis, 2016). Reste que la crise a fortement érodé la confiance dans la classe politique, phénomène aggravé par des scandales de corruption (Assiotis et Krambia-Kapardis, 2014), dont dernièrement l'affaire des « passeports dorés » attribués de manière opaque à des non-ressortissants de l'UE en échange d'investissements parfois douteux, et de l'absence totale de progrès dans les négociations en faveur de la réunification.

La participation électorale est connue une nette baisse en 2011 et en 2016 ; elle s'est stabilisée en 2021. Sans surprise, les enquêtes mettent en évidence un lien entre l'abstention et le déclin de l'identification des citoyens aux quatre partis historiques ; et, comme ailleurs, ce sont les jeunes qui s'abstiennent le plus (Kanol, 2013).

Corrélativement, les 4 grands partis (AKEL, DISY, DIKO et EDEK), qui avaient toujours totalisé plus de 90% des voix aux législatives (sauf en 2006 : 88,3%), n'en recueillent plus que 77% en 2016 et 68% en 2021.

Les nouveaux partis sont les gagnants très relatifs de la crise de la représentation politique. D'abord parce que 8 des 10 nouveaux partis qui ont obtenu au moins 1 député depuis 1996 sont issus de dissidences des 4 grands et ont disparu les uns après les autres. Le seul en activité est DIPA (Δημοκρατική Παράταξη, Front démocratique), fondé en 2018 par des cadres de DIKO contestant la direction actuelle du parti et comme tous les partis dissidents précédents, DIPA ne met que très relativement en danger celui dont il est issu : DIKO a conservé les 9 députés qu'il avait en 2016, malgré la perte de 10000 voix d'une élection à l'autre.

Deux partis font donc exception à la règle : les écologistes et l'extrême-droite sous la bannière d'ELAM (Εθνικό Λαϊκό Μέτωπο, Front national populaire, créé en 2008, branche chypriote du parti grec Aube dorée (Katsourides, 2013), représentatifs de deux courants politiques relativement nouveaux et en croissance dans la plupart des États-membres de l'UE. Ayant obtenu leur premier siège de député en 2001, les écologistes en ont 3 vingt ans plus tard... On ne peut guère parler de progression fulgurante, d'autant qu'ils ont perdu 1200 voix entre 2016 et 2021. Certes, les partis verts ouest-européens n'ont pas connu de progression très rapide non plus, mais, fait aggravant pour les écologistes chypriotes grecs, ils sont très peu ouverts aux négociations avec les Chypriotes turcs, ce qui est tout de même étrange pour une formation prétendant se situer à la gauche de l'échiquier politique et probablement de nature à déboussole les jeunes électeurs. ELAM, au contraire, fait fureur : groupusculaire en 2011 (4354 voix), il en a obtenu 13040 en 2016 (2 députés) et quasiment

doublé son score en 2021.

## Conclusion

Les élections de mai 2021 se caractérisent donc par un taux d'abstention élevé et un score historiquement bas pour les quatre grands partis qui se partagent la quasi-totalité des sièges au parlement depuis 1976. De toute évidence, ces résultats traduisent l'exaspération à l'égard des partis de gouvernement qui n'ont ni anticipé ni bien géré la crise de 2013. On peut aussi voir dans ces résultats une certaine lassitude vis-à-vis de l'oligarchie politique. Reste que l'élection qui compte le plus en RC est la présidentielle, qui aura lieu en février 2023.

## Bibliographie

Assiotis A., Krambia-Kapardis M. (2014). Corruption correlates: the case of Cyprus, *Journal of Money Laundering Control*, 17 (3).

Bertrand G. (2017). Chypre : trop de négociations ont-elles tué la négociation ? *Confluences Méditerranée*, n°100.

Bertrand G. (2005b). Chypre. In Y. Déloye (dir.), *Dictionnaire des élections européennes*. Paris : Economica.

Charalambous G. (2012). Le Parti progressiste du peuple travailleur (AKEL). Un profil sociopolitique. In J.-M. De Waele et D.-L. Seiler, *Les Partis de la gauche anticapitaliste en Europe*. Paris : Economica.

Charalambous G. & Christophorou C. (dir.) (2016). Party-Society Relations in the Republic of Cyprus. *Political and Societal Strategies*. Londres : Routledge.

Copeaux É. et Mauss-Copeaux C. (2005). *Taksim ! Chypre divisée*. Lyon : Ædelsa.

Faustmann H. (2010). Rusfeti and Political Patronage in the Republic of Cyprus. *The Cyprus Review* 22 (2).

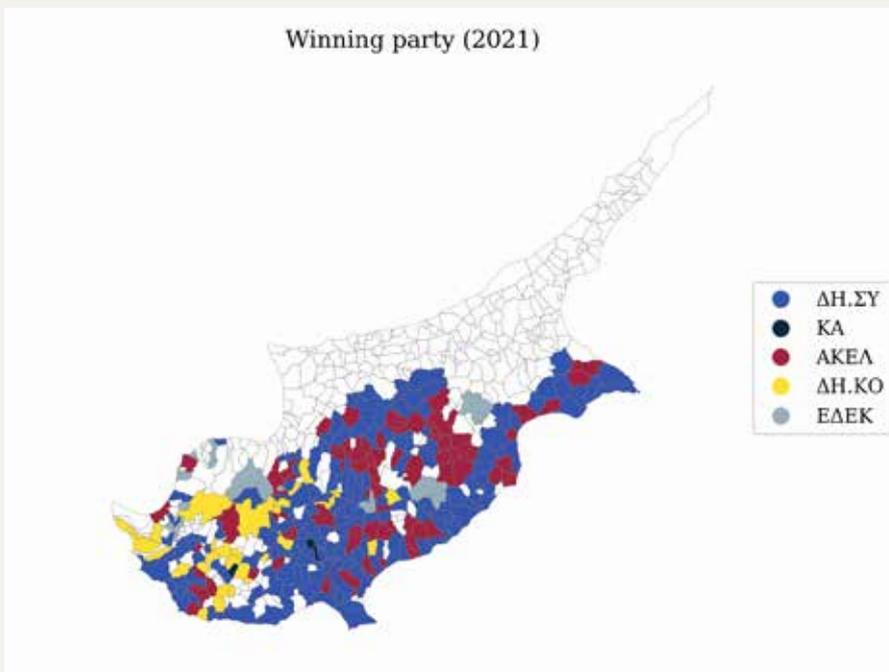
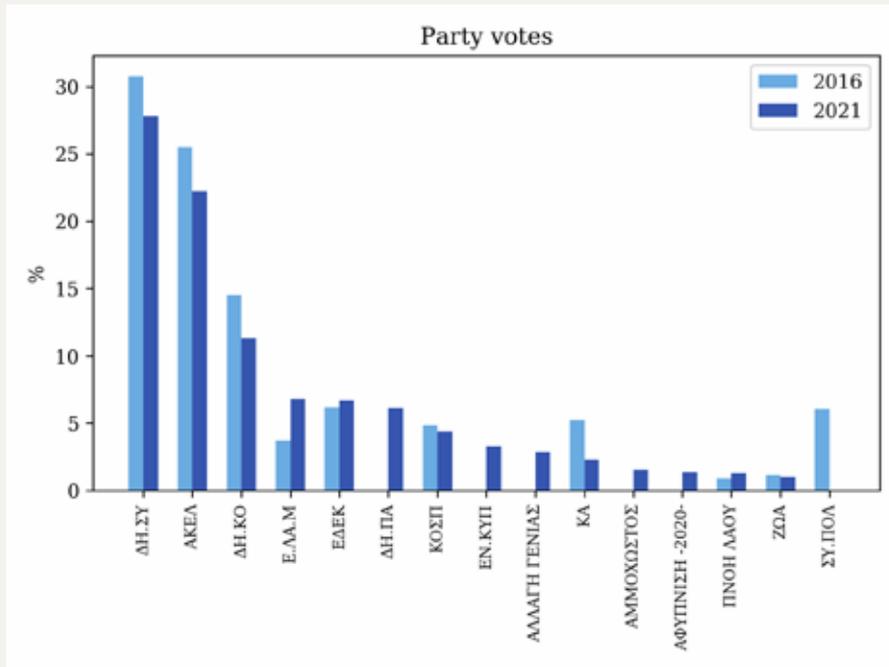
Hardouvelis G. A. & Gkionis I. (2016). A Decade Long Economic Crisis: Cyprus versus Greece. *Cyprus Economic Policy Review*, University of Cyprus, Economics Research Centre, vol. 10(2), pp. 3-40.

Karatsiolis et al. (2014). Dossier sur la crise mondiale et ses conséquences à Chypre. *Cyprus Review*, 26 (1).

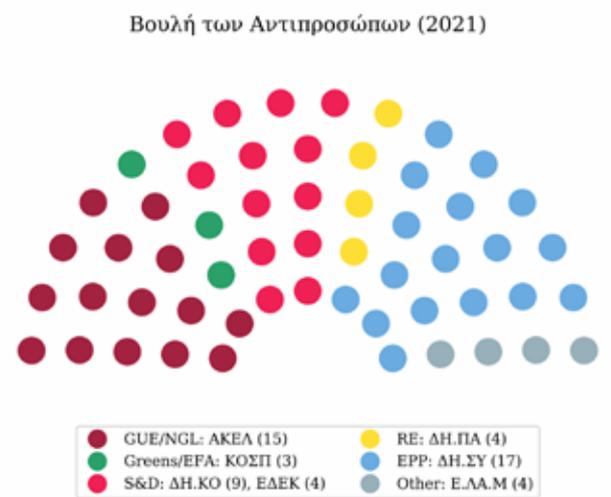
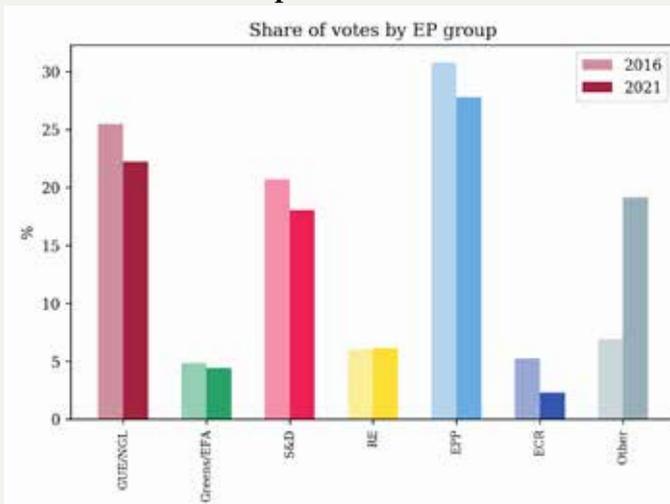
Katsourides Y. (2013). Determinants of Extreme Right Reappearance in Cyprus: The National Popular Front (ELAM), Golden Dawn's Sister Party. *South European Society and Politics*, 18 (4).

Kanol D. (2013). To Vote or Not to Vote? Declining Voter Turnout in the Republic of Cyprus. *The Cyprus Review*, Vol. 25, No. 2.

Rossetto J. (2012). Le statut constitutionnel de la République de Chypre. In Rossetto J. et Agapiou-Joséphides K. (dir.) (2012), *La singularité de Chypre dans l'Union européenne. Diversité des droits et des statuts*. Paris : Mare & Martin.



## Indicateurs européens



# Les élections dans les États candidats et les États de l'AELE

## Scrutins nationaux

03



# Élections parlementaires en Albanie, 25 avril 2021

## Le contexte des élections

Le 25 avril dernier, l'Albanie a tenu ses dixièmes élections parlementaires consécutives de la période post-communiste. Les premières élections avaient eu lieu en 1991 et avaient été remportées avec une écrasante majorité par les communistes au pouvoir. Elles avaient été suivies dès 1992 par des élections anticipées qui avaient constitué un plébiscite pour le Parti démocrate (PD, centre-droit). Dans le même temps, l'ancien parti communiste s'était transformé en un nouveau Parti socialiste (PS), dirigé par son premier président Fatos Nano. Les élections suivantes avaient eu lieu en 1996, sur fond de fraudes électorales généralisées constatées et condamnées par les rapports préliminaires de l'OSCE/BIDDH et d'autres organisations internationales. Le PD avait remporté cette élection avec une large avance, obtenant 123 députés sur les 140 représentants du parlement albanais.

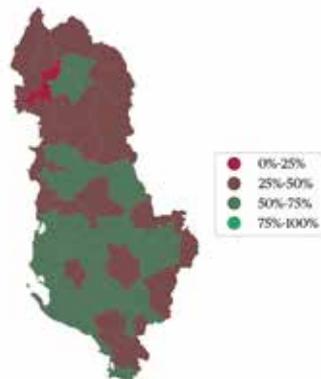
Les élections suivantes avaient eu lieu un an plus tard, en 1997, après une révolte générale qui avait suivi l'effondrement de systèmes pyramidaux dans le pays. Le PS avait alors remporté une victoire écrasante et était resté

au pouvoir au sein de différents gouvernements jusqu'en 2005, remportant également les élections de 2001.

Le PD était revenu au pouvoir grâce à des coalitions en 2005 et en 2009, avant de perdre les élections de 2013 lorsque le PS et le Mouvement socialiste pour l'intégration (LSI, gauche europhile) avaient formé une coalition qui avait recueilli plus de neuf cent mille voix et qui, en partenariat avec certains petits partis, avait obtenu une majorité confortable. L'« Alliance pour une Albanie européenne » dirigée par le Parti socialiste avait alors obtenu 57,6% des suffrages, remportant une solide majorité de 83 des 140 sièges parlementaires.

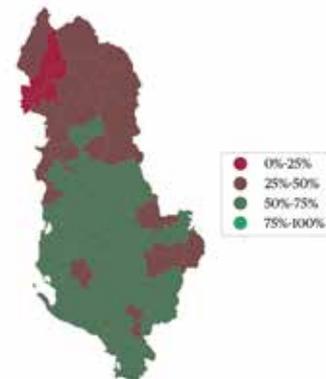
Les élections de 2017 avaient été spécifiques pour plusieurs raisons. Tout d'abord, le scrutin avait été reporté de trois mois après une crise politique que l'opposition dirigée par le PD avait initiée ; une réunion entre le dirigeant du PD, Lulzim Basha, et le président du PS, Edi Rama, avait permis une sortie de crise le 18 mai. Ensuite, alors que les partis d'opposition s'étaient présentés séparément, le PD, le LSI et les autres petits partis de droite avaient formé une liste unique sous bannière du Parti démocrate. Ils n'avaient ainsi pas été en mesure de re-

Government backing (2017)



a • Soutien au gouvernement PS par commune en 2017

Government backing (2021)



b • Soutien au gouvernement PS par commune en 2021

cueillir toutes les voix qu'ils auraient pu mobiliser s'ils avaient mené leur campagne indépendamment dans le cadre d'un accord pré-électoral. En conséquence, le PS avait remporté 74 des 140 sièges (Koleka, 2017).

### Difficultés lors des élections de 2021

L'un des principaux problèmes rencontrés lors de ces élections a été le nombre très élevé de votes irréguliers. Il y en a eu 83 028, soit plus de cinq pour cent du nombre total de votes exprimés le jour de l'élection. La principale cause de ces votes non valides était le résultat de la sélection par erreur de différents candidats du même parti, en raison de la confusion créée par le nouveau système de vote.

Néanmoins, comme l'a montré le recomptage partiel des districts de Berat et Durres, aucune irrégularité majeure n'a été constatée dans les bureaux de vote. Cela a également été rendu possible par les nouveaux changements apportés à la loi électorale, qui, outre la présence de représentants des principaux partis dans les commissions électorales, a également permis l'utilisation de caméras de sécurité dans chaque bureau ainsi que la présence d'observateurs internationaux dans certains d'entre eux. En outre, les représentants de tous les partis et les candidats indépendants ont tous dû signer les documents requis à la fin du comptage des voix.

Un problème majeur persistant lors de ces élections a consisté en l'utilisation de l'administration publique pour soutenir le PS au pouvoir. Par exemple, dans une de ses interviews juste après les élections, la chef de la mission d'observation de l'OSCE/BIDDH, Ursula Gacek, a évoqué « l'utilisation abusive des ressources de l'administration publique » et la « relation floue entre le parti [socialiste] et l'État » (Bushati, 2021). Il s'agit là d'un problème ancien, et l'OSCE/BIDDH a déclaré qu'il serait mentionné dans son rapport final que les recommandations formulées à ce sujet n'avaient pas été suivies.

Fait plus préoccupant encore, l'opposition a affirmé que le gouvernement et le PS avaient utilisé des fonds illicites ainsi que divers avantages pour acheter massivement des voix, parvenant à influencer le résultat global du scrutin. Certains représentants de l'opposition ont affirmé qu'ils ne reconnaîtraient pas ces élections, faisant craindre une répétition du scénario de 16 février 2019, lorsque l'opposition avait quitté le parlement et décidé de « brûler » ses sièges. Le dirigeant du PD, Lulzim Basha, et celui du LSI, Monika Kryemadhi, n'ont cependant pas donné d'indication en ce sens, bien que tous deux aient affirmé que ces élections avaient été manipulées et qu'ils fourniraient bientôt des preuves à ce sujet. Ils ont également précisé qu'ils entreraient au Parlement et utiliseraient cette arène politique pour dénoncer les délits électoraux commis par le gouvernement. Pour le PD et son expert électoral Ivi Kaso, les irrégularités ont particulièrement affecté les résultats dans les districts d'Elbasan et de Shijak ; jusqu'à présent, le parti a indiqué avoir

déposé plus de 180 accusations criminelles au bureau du procureur (Kaso, 2021).

### Evolution de la participation électorale et de la répartition des voix par partis

À première vue, il semble que le PD ait considérablement amélioré ses résultats par rapport aux élections de 2017, et même par rapport aux deux autres élections générales précédentes. Par exemple, le PD avait obtenu 610 463 voix en 2009 lorsqu'il avait remporté les élections avec le LSI ; il avait ensuite chuté à 528 373 voix en 2013 lorsqu'il avait perdu les élections face au PS, arrivé au pouvoir en coalition avec le LSI. Le PD avait continué à chuter lors des élections de 2017, où il avait atteint son pire résultat avec 456 481 voix, avant de se redresser lors des élections actuelles de 2021, où il a obtenu son meilleur résultat électoral avec 622 126 voix.

Cette analyse cache néanmoins le fait que le PD a incorporé dans ses listes pour les élections de 2021 tous les petits partis de droite (le Parti républicain, le Parti démocrate-chrétien, etc.) et même certains partis centristes et de centre-gauche comme le Parti de la justice, de l'intégration et de l'unité (PDIU) et le Parti agrarien. Par exemple, le seul parti PDIU aura trois représentants au nouveau parlement, élus sur la liste du Parti démocrate. La minorité grecque est également représentée par le leader du PBDNJ Vangjel Dule, lui aussi élu sur cette même liste. Un autre représentant de la minorité grecque, Niko Kuri, a été élu sur la liste du PS pour le district de Vlora. Par conséquent, le PD comme le PS ont tous deux leurs propres représentants de la minorité grecque.

En ce qui concerne les partis nouvellement créés lors de ces élections, le Mouvement démocratique albanais dirigé par Myslim Murrizi (LDSH) n'a obtenu que 4 697 voix ; le Mouvement pour le changement (LN) dirigé par Jozefina Topalli a obtenu 7 049 voix au niveau national ; quant à la Conviction démocratique (BD), dirigée par Astrit Patozi, elle a obtenu 8 238 voix. Ces trois partis étaient tous des scissions du Parti démocrate qui se présentaient pour la première fois à des élections. Deux autres partis nouvellement créés sont le Nouveau Mouvement (LRE) dirigé par Arian Galdini qui a obtenu 3 771 voix et Nisma Thurrje qui a obtenu 10 216 voix. Certains candidats indépendants se sont enfin également présentés dans différents districts. Au total, 46 partis étaient en lice pour ces élections, contre 54 lors des élections de 2017.

Entre-temps, la Commission électorale centrale (CEC) a publié l'âge moyen des députés gagnants sur la base des résultats préliminaires. Dans le nouveau parlement, le plus jeune député, Andia Ulliri, 22 ans, est issu du Parti démocrate, tandis que le plus âgé est Luljeta Bozo, 79 ans et élue pour le Parti socialiste. La moyenne d'âge la plus jeune est celle du LSI avec 45,5 ans, tandis que la plus âgée est celle du Parti social-démocrate (PSD, centre-gauche) avec 49,7 ans. Viennent ensuite le PD, avec 49,5, et le PS avec 49,3. Selon la CEC, 10 députés ont moins de

### Géographie politique et distribution spatiale

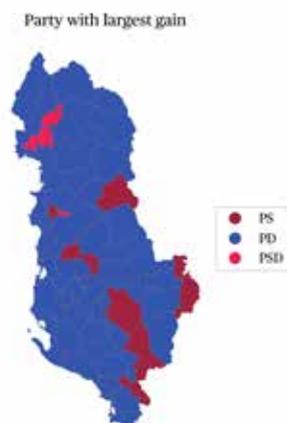
Lors des élections de 2021, le PS a remporté 53% des sièges avec seulement 49% des voix. Il a enregistré une croissance particulière dans quatre districts, à savoir à Tirana où il a gagné 20 000 voix de plus qu'en 2017, à Durrës avec quatre mille voix de plus, à Dibër avec 3 947, et enfin dans le district d'Elbasan avec 13 343 voix de plus qu'en 2017 – alors qu'il a obtenu un nombre inférieur de voix dans les huit autres districts du pays (Kume, 2021).

Le soutien au gouvernement sortant semble être généralement plus faible dans le nord-ouest et le nord-est du pays, notamment dans la région de Shkodër et de Kukës, alors qu'il est plus élevé dans le sud-ouest et le sud de l'Albanie, notamment dans les districts de Vlorë et de Kukës. En ce qui concerne la répartition des votes dans les 12 districts du nord au sud entre le PD et le PS, elle est la suivante : Shkodër 43% PD et 28% PS, Kukës 62% PD et 35% PS, Lezhë 47% PD et 38% PS, Dibër 45% PD et 44% PS, Durrës 41% PD et 50% PS, Tiranë 39% PD et 48 % PS, Elbasan 37% PD et 55% PS, Fier 37% PD et 52 PS, Berat 30% PD et 56% PS, Korçë 40% PD et 48 PS, Vlorë 31% PD et 57% PS, Gjirokastrë 30% PD et 53% PS (voir encadré « les données »).

D'autre part, il est important de noter que si les élections locales avaient lieu aujourd'hui, le PD n'aurait remporté que 14 municipalités sur 61 au total, sur la base de la répartition actuelle des voix (Kume, 2021 ; voir aussi encadré « les données »). Cet indicateur doit être interprété avec une certaine prudence, en tenant compte du fait que d'autres facteurs peuvent avoir un impact sur la répartition des votes lors des prochaines élections locales, qu'il s'agisse du calendrier des élections ou de l'identité des candidats.

Quoi qu'il en soit, les résultats confirment une tendance électorale, observée lors des dernières élections générales et locales, selon laquelle le PS est le parti qui enregistre les gains les plus importants et les plus constants par municipalité à chaque election (figure c).

Une analyse en composantes principales (PCA) permet



c • Parti obtenant les gains les plus importants (en points de pourcentage), par commune, 2017-2021

d'identifier les municipalités qui se comportent différemment de la moyenne albanaise. Par exemple, sur la figure d, nous voyons que 72% de la variance des résultats au niveau municipal peut être expliquée par la part plus élevée des votes du PD (et la part plus faible correspondante des votes du PS) dans certaines municipalités du Nord ; sur la figure e, nous voyons que 21% peut être expliqué par une meilleure performance du LSI et du PSD dans des municipalités spécifiques.

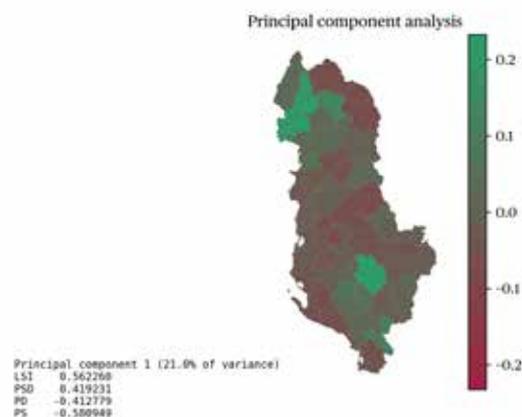
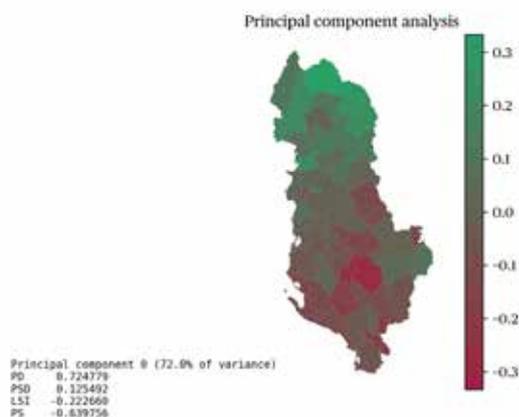
Cette analyse gagne encore en pertinence si l'on considère que cet automne, des élections locales anticipées (partielles ou nationales) devraient avoir lieu suite à une décision attendue de la Cour constitutionnelle nouvellement réunie, qui doit se prononcer sur la constitutionnalité des élections locales de 2019 – celles-ci s'étant déroulées sans participation de l'opposition. L'opposition avait en effet décidé de boycotter ces élections, dénonçant des fraudes massives et impunies après les élections législatives de 2017. Or, la répartition des votes lors des élections législatives de 2021 suggère que l'opposition ne devrait pas bénéficier d'une tendance particulièrement favorable lors des prochaines élections locales.

La répartition des votes selon l'axe urbain/rural a fortement favorisé le PS dans la majorité des zones rurales, périphériques et semi-périphériques. Ceci est particulièrement important dans un pays comme l'Albanie où près de la moitié de la population vit encore dans les zones rurales et périphériques, un chiffre record dans l'Europe contemporaine.

### Les coalitions de gouvernement possibles et leurs conséquences

Selon la plupart des analyses et des prédictions préélectorales, aucun parti n'aurait pu remporter à lui seul la majorité simple de 71 députés (51 % des voix). Certaines déclarations publiques du premier ministre Rama évoquaient d'ailleurs la possibilité d'une coalition, même si, la plupart du temps, il s'efforçait d'exprimer son optimisme et sa confiance dans le fait que lui et le PS seraient capables de remporter une troisième victoire consécutive et de gouverner sans partager le pouvoir. Or, contrairement aux attentes de l'opposition, ainsi qu'à la majorité des prédictions électorales des observateurs indépendants, le PS a non seulement remporté la victoire et est demeuré le premier parti du pays (ce qui était largement attendu), mais il a également obtenu 74 députés, ce qui lui permettra de former seul le prochain gouvernement.

Il convient toutefois de noter qu'avant le jour des élections, le premier ministre Rama a offert au PD et à son dirigeant Lulzim Basha la possibilité de créer une grande coalition, une offre qui avait probablement été déterminée par l'absence éventuelle de majorité le jour des élections par le PS. Le lendemain de l'élection, M. Rama a félicité le PD et Lulzim Basha pour leur performance et a déclaré qu'il les reconnaissait comme la seule « opposition loyale », rétractant ainsi d'une certaine manière son



offre préélectorale de co-gouvernance. Edi Rama a toutefois ajouté qu'il ne voyait aucune limite à sa coopération avec l'opposition tant qu'elle se faisait dans l'esprit des réformes qui permettraient à l'Albanie d'ouvrir des négociations d'adhésion avec l'Union européenne (interview d'Edi Rama, 2021)

### Perspectives européennes et effets des résultats sur la politique internationale et interrégionale

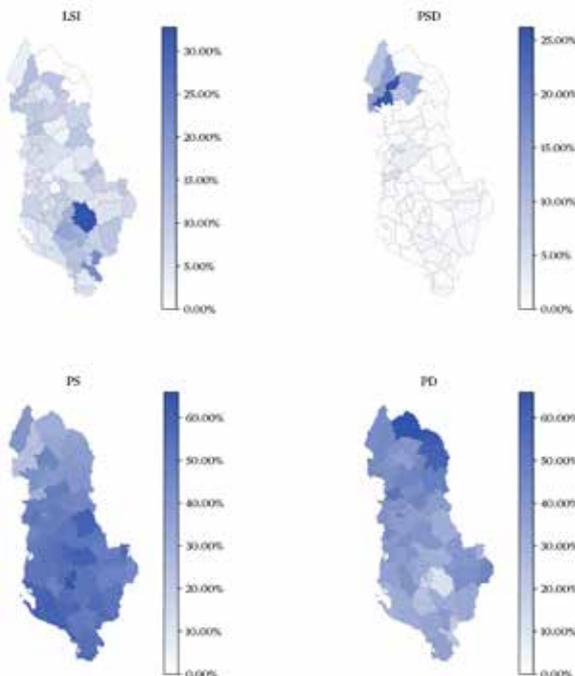
Pour tout observateur attentif de la vie sociale et politique de l'Albanie, le résultat des élections du 25 avril 2021 n'était pas inattendu. Une combinaison de facteurs, précoces ou tardifs, avaient en quelque sorte prédit le résultat : ainsi du fonctionnement de la démocratie en Albanie, du système constitutionnel et juridique du pays, mais aussi de la culture politique, du rôle des appareils de parti, des distorsions créées par l'utilisation de l'administration publique par le parti au pouvoir, du déséquilibre des collèges électoraux entre les régions, ainsi que de l'exclusion des émigrés des droits électoraux.

Les acteurs internationaux se sont sérieusement engagés à rétablir les normes constitutionnelles de la vie politique et de la démocratie, en garantissant des élections libres et une réforme institutionnelle. L'ambassade des États-Unis a joué un rôle de médiateur, par l'accord du 5 juin 2020, pour calmer la crise politique. Elle a également rappelé régulièrement à la classe politique albanaise les principes et les priorités à respecter, ainsi que les lignes rouges à ne pas franchir. Tels ont été les messages du secrétaire d'État adjoint Mathew Palmer lors de sa visite virtuelle à Tirana : des candidats crédibles, des élections transparentes et normalisées, et un appel à mener de manière conséquente la réforme de la justice.

À première vue, il semble donc que les acteurs internationaux négocient avec l'élite du pays, en partant du principe que les partis politiques albais représentent les intérêts des groupes sociaux les plus importants. On suppose également que les décisions des partis et la sélection des candidats se conforment à des règles statutaires, qui imposent

une démocratie interne, des critères exigeants, le respect des communautés culturelles et, par conséquent, la représentation de la volonté souveraine. En fait, la réalité est complexe et offre une image quelque peu différente. Le système politique est souvent rendu très impénétrable par la myriade de partis politiques et de coalitions qui se présentent aux élections générales ou locales, tandis que les chefs de parti choisissent au hasard des personnages dont l'éducation formelle ou le passé moral semblent souvent douteux. Parfois, des personnages ayant eu des affiliations criminelles se présentent ou soutiennent leurs candidats favoris, bien que l'Albanie ait adopté une loi de dépénalisation il y a quelques années (loi n° 138/2015)

L'exemple le plus frappant est celui de Tom Doshi, le leader du Parti social-démocrate (PSD), qui, malgré les appels répétés de l'ambassade des États-Unis à Tirana à renoncer à sa candidature en raison de ses antécédents, a décidé de se présenter malgré tout. Comme l'a clairement déclaré l'ambassadeur américain : « Cette demande ne vient pas seulement d'une personne ou d'un individu isolé au sein du gouvernement des États-Unis. Elle provient



f • Scores des principaux partis par commune

directement du Secrétaire d'État des États-Unis, lequel a identifié un individu dont les ambitions ne sont manifestement pas de représenter le peuple albanais à l'Assemblée » (Politiko, 2021). Tom Doshi a été élu mais a démissionné juste après l'élection, en raison de la pression américaine. Néanmoins, son parti a fait élire trois candidats, fait inacceptable pour l'opposition dans la mesure où le PSD n'a présenté aucun programme politique ni fait de promesses économiques raisonnables ; ses candidats élus, à l'exception de Doshi, étaient du reste inconnus du grand public. Il en va de même pour l'un des candidats du PS les plus plébiscités dans le district de Tirana, Orinaldo Rakipi, qui est soupçonné d'avoir été massivement soutenu en raison de ses liens familiaux plutôt que pour toute autre qualité personnelle ; il était également inconnu du public comme des électeurs socialistes (Dosja, 2021).

Dans le rapport préliminaire de l'OSCE/BIDDH, les observateurs internationaux ont précisé que les tentatives d'influer sur le vote se sont poursuivies lors de cette élection. D'autre part, on a assisté au placement sur les listes de candidats douteux, dont la source de revenus est inconnue. Fondamentalement, il n'y a pas eu de transparence financière préalable et aucune obligation de rendre compte des dépenses des partis politiques n'a été strictement imposée par les régulateurs du processus électoral, créant ainsi une inégalité dans la sélection des candidats

et dans la conduite de leurs campagnes respectives.

## Bibliographie

Bushati, A. (2021, 1<sup>er</sup> mai). Nuk fitoi PS-ja, na grabiti shteti. *Lapsi*. En ligne.

Kaso, I. (2021, mai). PD përgatit për ankimim dosjen me shkeljet gjatë zgjedhjeve, Kaso: Cilat janë zonat me krimin më të lartë zgjedhor. *Politiko*. En ligne.

Koleka, B. (2017, 26 juin). Albanian Socialists to get parliamentary majority: partial vote count. *Reuters*. En ligne.

Komisioni Qëndror i Zgjedhjeve (2021). En ligne.

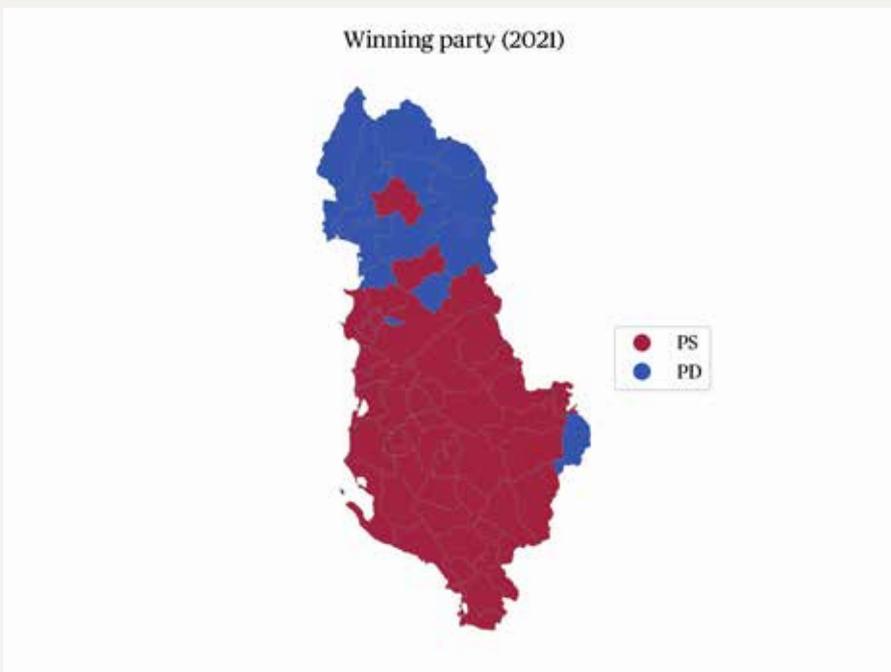
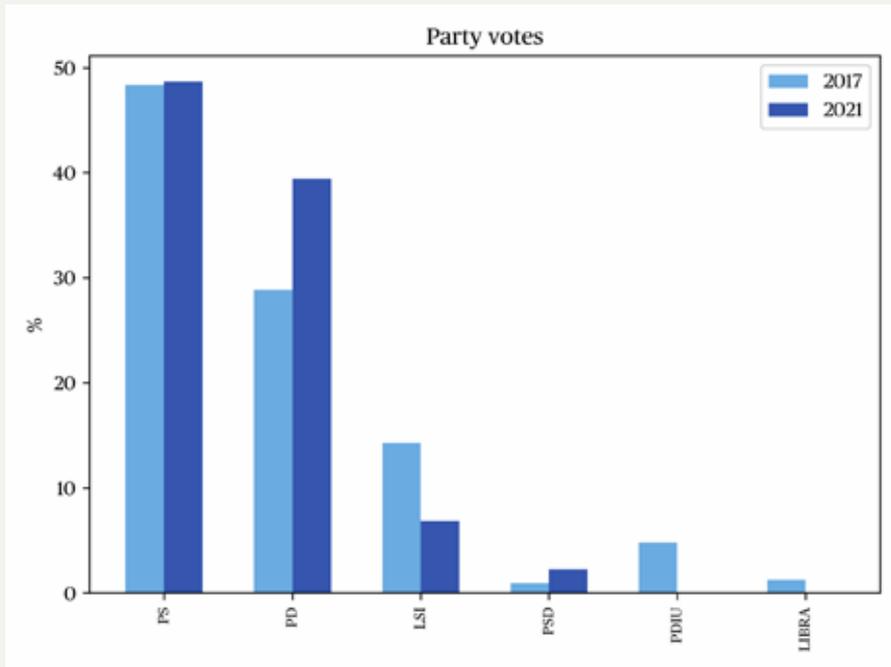
Kume, M. (2021, 3 mai). Mandati i tretë, ja rezultatet e Partisë Socialiste në cdo bashki. *Panorama daily*.

Ligj Nr. 138/2015. PËR GARANTIMIN E INTEGRITETIT TË PERSONAVE QË ZGJIDHEN, EMËROHEN OSE USHTROJNË FUNKSIONE PUBLIKE.

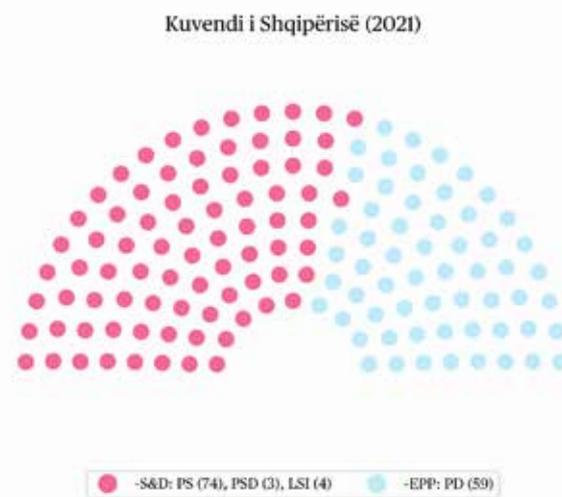
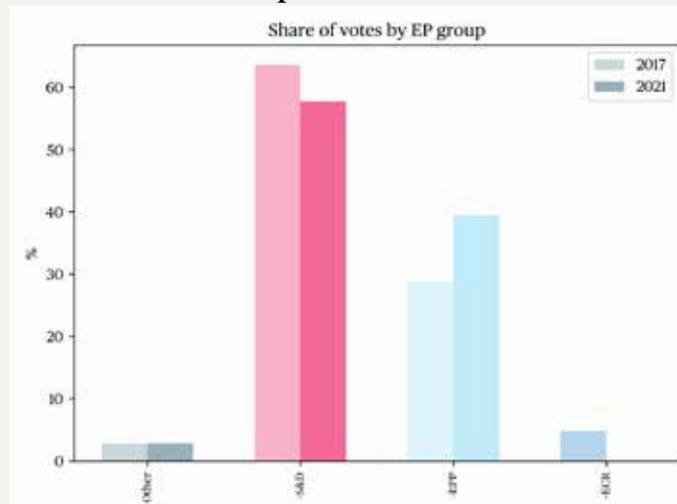
Nd. (2021). SURPRIZA/ Aqif Rakipi fut djalin në listën e PS në Tiranë, vetë u dogj nga dekriminalizimi por shpre sat i ka tek i biri. *Dosja*. En ligne.

Rama, E. (2021, 29 avril). Si dhe me kë do të qeverisë Rama? Interview, *Opinion show*. En ligne.

Tjera, E. (2021, 23 mars). Tom Doshi was not expelled from the CEC, Yuri Kim reacts: This does not mean that he is innocent. *Politiko*. En ligne.



## Indicateurs européens



**Analyses spéciales**  
Sélection de scrutins  
régionaux et nationaux  
d'importance euro-  
péenne

04



# Élections parlementaires en Écosse, 6 mai 2021

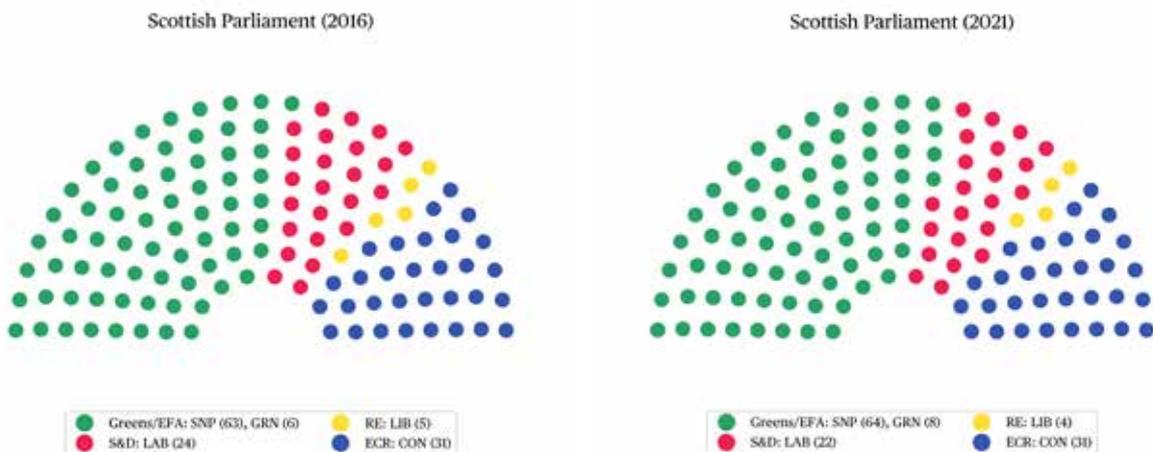
Si l'on compare la composition du Parlement écossais (Holyrood) qui a prêté serment ce mois-ci à celui élu il y a cinq ans, peu de choses semblent avoir changé. La répartition des voix a à peine évolué par rapport à 2016, et aucun des cinq partis principaux n'a gagné ou perdu plus de deux sièges au sein de la législature composée de 129 membres, qui est élue grâce à un système mixte combinant des circonscriptions uninominales de type Westminster et des listes complémentaires proportionnelles au niveau régional. La figure a montre à quel point le résultat était similaire à celui de 2016.

Mais l'apparente stabilité globale de la politique écossaise masque d'importants changements qui font suite à cinq années de bouleversements constitutionnels et sociaux. Le résultat semble annonciateur d'une bataille intergouvernementale intense autour de la capacité constitutionnelle du parlement dévolu à organiser un référendum portant sur l'indépendance de l'Écosse.

Au vu du taux de participation observés lors de cette élection, les citoyens écossais apparaissent profondément investis dans ce futur choc. Compte-tenu de l'absence quasi-totale de campagne traditionnelle, il était attendu

que les électeurs ne se rendent pas aux urnes. Les partis ont bombardé les foyers de tracts et les leaders ont débattu à la télévision six fois. Mais comme les candidats n'ont pas été en mesure d'organiser des événements en personne ou de prospecter comme ils le feraient normalement, certains se sont inquiétés d'un impact trop faible de la campagne.

Or, bien que certains aient suggéré que le taux de participation pourrait être inférieur à 50 %, les électeurs se sont présentés en masse. La participation a bondi de près de huit points pour atteindre 63,4 %, ce qui constitue le niveau de participation le plus élevé depuis la création du Parlement en 1999. L'augmentation du nombre de votes par correspondance et le temps libre dont disposaient les citoyens du fait du confinement ont peut-être contribué à cette hausse. Malgré une campagne largement numérique organisée dans un contexte de retour progressif à la normale après le confinement, l'électorat écossais ne semble pas prêt de délaissier les questions politiques essentielles du moment.



a • Composition du parlement écossais en 2016 et 2021

## Historique et antécédents

Bien que les sondages suggeraient que la pandémie de la Covid-19 et la reprise économique étaient de loin les plus grandes priorités du public, il est difficile de ne pas relier ce pic de participation à l'omniprésence de la question de la souveraineté écossaise. Si le Scottish National Party (SNP), parti indépendantiste au pouvoir depuis 2007, a mis l'accent sur la continuité et la résolution de la pandémie, il a également promis d'organiser un référendum sur la sortie du Royaume-Uni avant la fin de 2023. Il s'agirait du deuxième référendum sur la question, après le scrutin historique organisé en 2014. Lors de ce premier référendum, la campagne du « Oui à l'indépendance » avait certes été battue, mais elle avait obtenu 45 %, soit davantage qu'attendu, après avoir bénéficié d'un soutien important au cours de la campagne.

Par conséquent, la campagne du « Non » n'avait remporté qu'une victoire à la Pyrrhus. Le paysage politique écossais actuel est entièrement le produit de ce référendum qui, au lieu de résoudre la question indépendantiste, a laissé le génie nationaliste sortir de sa bouteille. Le plébiscite a légitimé et ancré dans le paysage politique la quête d'indépendance écossaise, auparavant marginale, et le nombre de membres du SNP s'est fortement accru dans les jours et les semaines qui ont suivi. Par la suite, lors des élections générales de 2015 – organisées, comme de coutume, selon un système de scrutin majoritaire uninominal à un tour –, le parti a remporté 56 des 59 sièges écossais à Westminster, soit une augmentation de 50 sièges, qui a brutalement renversé la mainmise des travaillistes sur le pays.

Les élections du Parlement écossais de 2016 ont vu l'électorat écossais se réaligner en fonction des préférences constitutionnelles : seul un électeur du SNP sur dix était opposé à l'indépendance, contre un sur trois en 2011. Un afflux d'électeurs indépendantistes et de transfuges du camp constitutionnel a permis au SNP de compenser ces pertes pour remporter sa troisième victoire consécutive à Holyrood. Cela dit, la question de l'indépendance aurait pu passer au second plan pendant un certain temps si le Royaume-Uni n'avait pas voté pour quitter l'Union européenne lors d'un autre référendum constitutionnel quelques semaines plus tard. Alors que le Royaume-Uni dans son ensemble a choisi le Brexit, près de deux tiers des électeurs écossais s'y sont opposés. Cela a immédiatement relancé l'argument de l'indépendance, notamment parce que le manifeste du SNP contenait un engagement laissant la porte ouverte à un autre référendum en cas de « changement matériel de circonstances... comme le fait que l'Écosse sorte de l'UE contre notre volonté ».

Si le Brexit a compliqué les modalités pratiques de l'indépendance de l'Écosse, il a sapé un élément clé de la plate-forme de la campagne pro-union de 2014 et a remis en évidence le « déficit démocratique » que la dévolution écossaise était censée résoudre, soit le scénario d'un pays votant pour un résultat et en obtenant un autre. Il a également, grâce au manifeste du SNP, créé l'occasion d'un

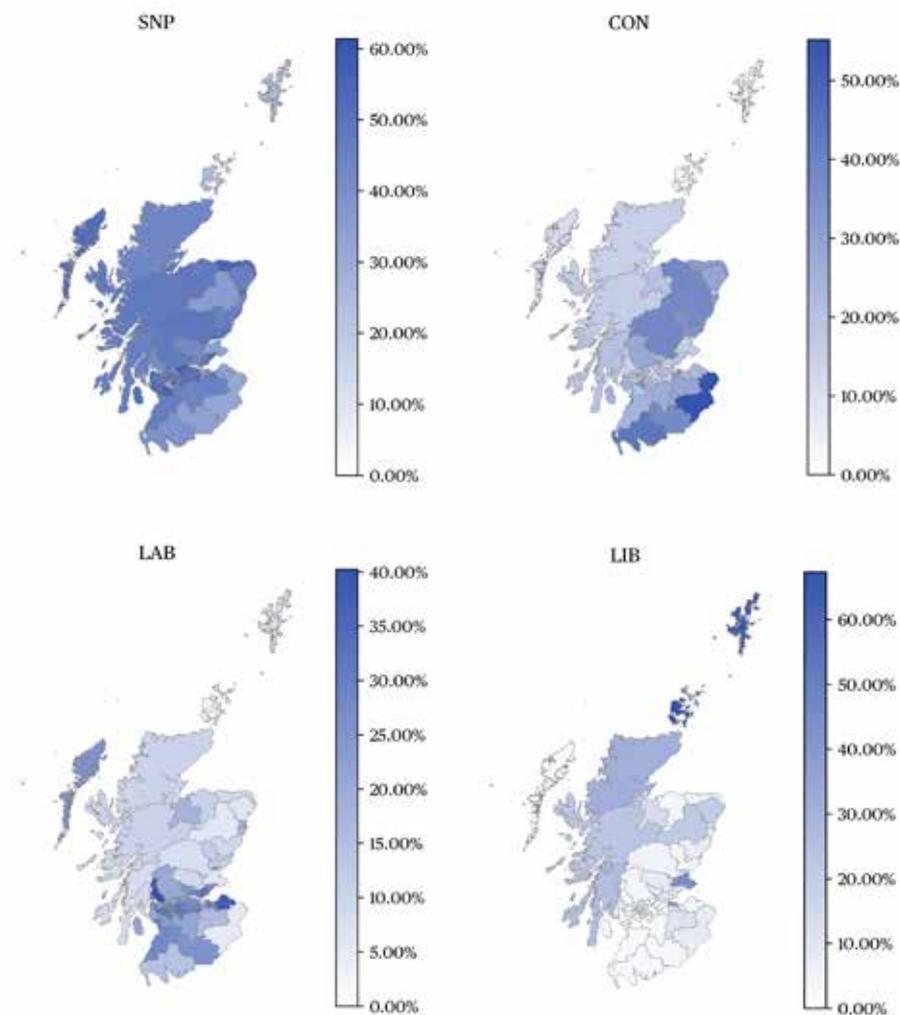
rebond du mouvement indépendantiste. L'administration minoritaire du SNP de 2016 à 2021, avec la très populaire Première ministre Nicola Sturgeon à sa tête (elle a atteint un taux d'approbation net de plus de 50% à certaines périodes en 2020), a demandé l'autorisation légale d'organiser un second référendum à de multiples reprises. À chaque fois, cependant, ces demandes ont été repoussées par les premiers ministres conservateurs successifs, qui ont fait valoir que le moment n'était pas approprié.

## Contexte

Les sondages réalisés en 2020 et au début de l'année 2021 suggérant que l'opinion publique était légèrement favorable aux partisans de l'indépendance, le SNP a présenté les élections de 2021 comme l'occasion d'obtenir un nouveau mandat pour proposer un nouveau référendum et envoyer un message à Westminster. Les Verts écossais, qui ont voté les budgets du SNP depuis 2016, l'ont également promis. Les deux partis soutiennent également la réintégration de l'Écosse à l'Union européenne en tant qu'État indépendant. Ce n'est donc pas une coïncidence si la plupart des tendances observables dans les sondages concernant l'indépendance concernent les électeurs « Remain », dont l'aversion au risque est plus grande et qui considèrent que le Royaume-Uni n'est plus une valeur sûre. Sur le plan démographique, ces évolutions ont effacé les différences entre les sexes sur la question constitutionnelle et affaibli le lien entre la prospérité socio-économique et le soutien à l'union.

Lors de la campagne de 2021, les partis anti-indépendance – les conservateurs, les travaillistes et les libéraux-démocrates – se sont engagés à s'opposer à un second référendum avec plus ou moins de véhémence. Pour le reste, les partis ne sont guère hostiles à la mise en place d'un référendum – le consensus politique de l'élite écossaise se situe à gauche du centre. La tendance internationale à des dépenses importantes et à la préparation de la reprise post-Covid-19 a réduit la distance qui existait entre le SNP, les travaillistes écossais et les Verts écossais. Alors que personne ne les décrirait comme de gauche, les conservateurs écossais se sont présentés sur une plateforme socialement libérale et très dépensière. Une grande partie de la campagne s'est concentrée sur la reprise post-coronavirus et les performances du SNP au gouvernement plutôt que sur la perspective d'un référendum. Sachant que la plupart des électeurs favorables à l'indépendance étaient déjà dans son camp, le SNP a principalement mis l'accent sur la gestion de la pandémie par Sturgeon, son leadership et son expérience plutôt que sur les questions constitutionnelles.

L'entrée tardive d'un nouveau parti politique indépendantiste dirigé par Alex Salmond, ancien Premier ministre SNP tombé en disgrâce, a constitué la seule surprise de la campagne. Salmond était Premier ministre de l'Écosse entre 2007 et 2014 et était l'ami, le mentor et le patron de Sturgeon, mais le duo s'est brouillé après que Salmond



parti ne s'est présenté qu'au scrutin régional proportionnel et a adopté des positions indépendantistes agressives, offrant ainsi une alternative aux membres du mouvement indépendantiste qui s'opposent à la fois au libéralisme social du SNP et à son approche prudente et pragmatique quant à l'obtention d'un second référendum.

### Résultats

Si la première élection écossaise post-référendum avait suggéré que la politique électorale du pays s'était réorientée autour de la question constitutionnelle, la compétition de 2021 a confirmé que la nation est profondément polarisée sur la question de sa future relation avec le reste du Royaume-Uni. Cette fois-ci, les électeurs des deux camps se sont comportés de manière plus stratégique, en essayant d'exploiter le système de vote pour maximiser leur représentation. Pour les unionistes, cela s'est traduit

a été visé par de multiples plaintes pour harcèlement et agressions sexuelles en 2018. Salmond a remporté son procès contre le gouvernement écossais pour « faute de procédure » et a été acquitté en 2020, arguant que sa conduite « inappropriée » n'était pas légalement répréhensible.

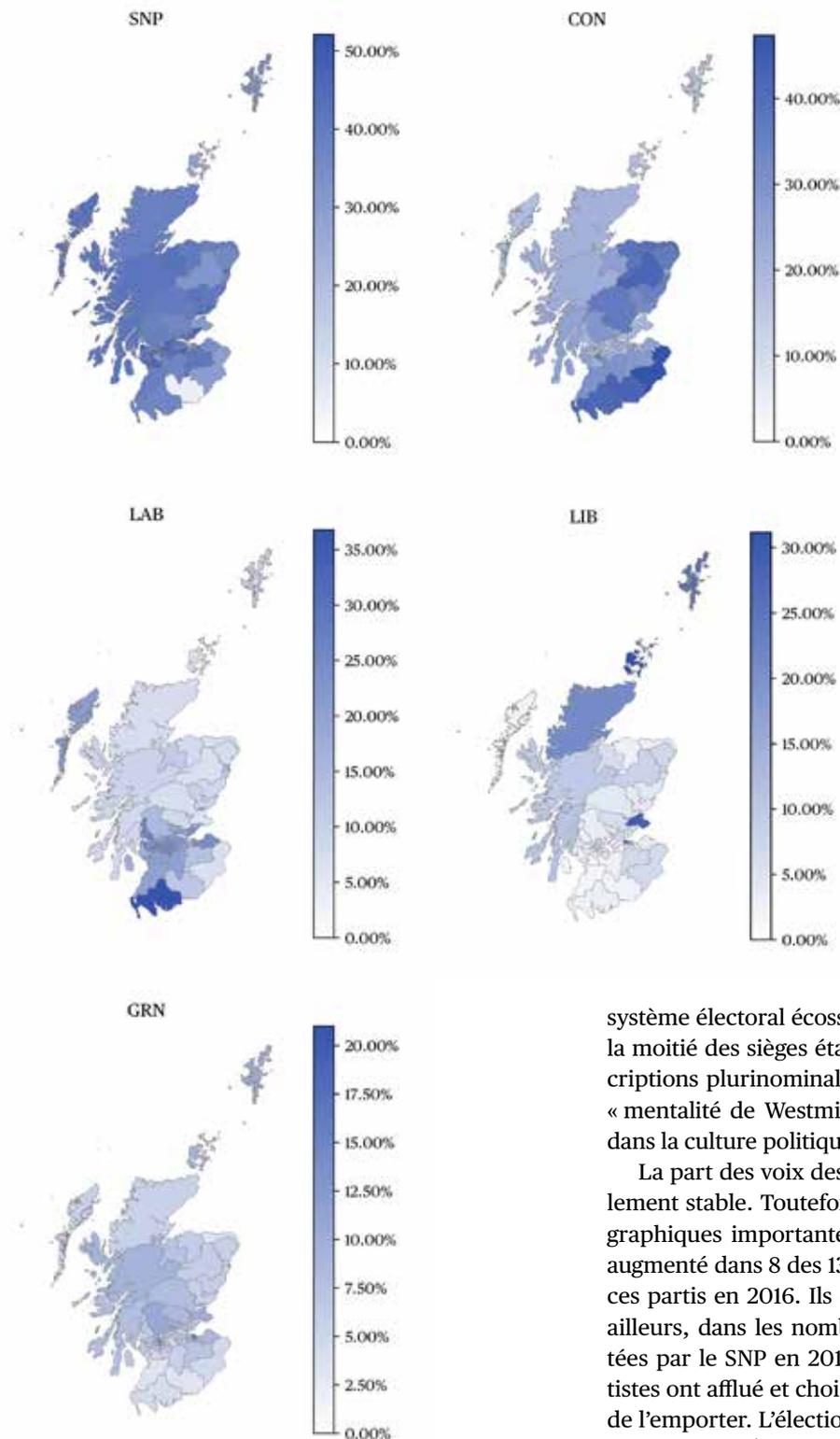
Ce scandale complexe a atteint son apogée politique quelques semaines avant les élections de 2021, lorsque Salmond et Sturgeon ont tous deux comparu devant une commission parlementaire chargée d'enquêter sur les plaintes. Salmond a prétendu avoir été la victime d'une conspiration fantaisiste entre des fonctionnaires et des personnalités du SNP désireuses de l'abattre, tandis que Sturgeon a affirmé qu'elle avait agi de manière appropriée et a souligné la situation personnelle délicate dans laquelle elle se trouvait. L'opposition avait espéré que l'affaire porterait préjudice à Mme Sturgeon, voire entraînerait sa démission, mais un conseiller juridique indépendant du gouvernement l'a innocentée de toute violation du code ministériel peu après sa comparution devant la commission. L'affaire a généré beaucoup de discussions, mais n'a pas vraiment fait la lumière sur les événements

À l'approche des élections, Salmond n'était cependant pas prêt à quitter la scène politique écossaise et a tenté de revenir en tant que chef du nouveau parti Alba. Ce

par une consolidation, le vote stratégique ayant augmenté dans toutes les circonscriptions du pays. Pour les nationalistes, cela s'est traduit par une modeste fragmentation, les Verts écossais ayant gagné du terrain lors du scrutin régional. Les résultats de chaque scrutin sont présentés dans les figures b et c.

L'histoire de l'élection de 2021 est donc celle d'une réorganisation au sein de chaque camp constitutionnel plutôt que d'un mouvement important entre eux. C'est pourquoi le résultat est resté plus ou moins similaire à celui-ci de 2016, malgré les deux séismes sociopolitiques du Brexit et du Covid-19. La répartition des voix a peu changé, avec le SNP en hausse de 1,2 points à 47,7 % dans les circonscriptions, mais accusant une baisse d'ampleur similaire, à 40,3 %, au niveau régional. Le score des conservateurs n'a que peu évolué dans les circonscriptions (perte de 0,1 point) et a légèrement progressé sur le vote de liste, obtenant respectivement 21,9 % et 23,5 %, tandis que les travaillistes ont perdu environ un point à chaque scrutin pour terminer à nouveau en troisième position avec 21,6 % et 17,9 %.

Si les résultats globaux semblent très stables, ils masquent certains mouvements dus à des divergences locales et régionales. Le SNP a consolidé sa position do-



minante dans les circonscriptions qui utilisent le système « First Past the Post », gagnant trois sièges pour en remporter 62 sur les 73 disponibles. Cependant, le nombre important de circonscriptions remportées par le SNP l'empêche largement d'obtenir des sièges complémentaires au scrutin majoritaire à un tour dans la majeure partie de l'Écosse. Les gains de circonscriptions et la réduction de la part du scrutin de liste ont entraîné la perte de deux des quatre sièges alloués proportionnellement,

tous deux dans la région du sud de l'Écosse qui contient la zone fortement anti-indépendance des Borders. Le SNP a donc enregistré un gain net d'un seul siège par rapport à 2016, portant son effectif parlementaire total à 64, soit un seul siège de moins que la majorité absolue.

Au vu des obstacles que présente le système électoral, ce résultat, en d'autres circonstances, aurait pu être considéré comme remarquable. Cependant, avant l'élection, les commentateurs avaient évoqué la possibilité d'une majorité SNP, au point que la question est devenue centrale. Au lendemain de l'élection, les élus unionistes et les commentateurs ont fait du déficit d'un siège du SNP un sujet à part entière et ont affirmé qu'il sapait l'autorité morale du gouvernement écossais pour la mise en place d'un second référendum. Ces affirmations, en réalité, s'appuient sur des normes propres au scrutin majoritaire, qu'elles appliquent à un

système électoral écossais pourtant semi-proportionnel, la moitié des sièges étant tirés au sort dans des circonscriptions plurinominales. Elles illustrent à quel point la « mentalité de Westminster » est profondément ancrée dans la culture politique écossaise.

La part des voix des partis unionistes est resté globalement stable. Toutefois, on observe des variations géographiques importantes. La part des voix unionistes a augmenté dans 8 des 13 circonscriptions remportées par ces partis en 2016. Ils en ont finalement obtenu 10. Par ailleurs, dans les nombreuses circonscriptions remportées par le SNP en 2016, les électeurs anti-indépendantistes ont afflué et choisi le *challenger* le plus susceptible de l'emporter. L'élection de 2021 a démontré que le vote pro-union en Écosse est solide, un fait souvent oublié au regard de la montée des soutiens indépendantistes.

Cette dynamique a particulièrement profité aux conservateurs, qui ont en moyenne gagné trois points dans les circonscriptions où ils avaient terminé en deuxième position en 2016. Les gains du parti en 2021 présentent une corrélation avec la part des électeurs ayant voté « Leave » lors du référendum européen. D'autres circonscriptions anti-indépendantistes dans lesquelles la tendance « Remain » était plus forte ont davantage plébiscité le Labour et les Lib Dems, selon que l'un ou l'autre

parti apparaissait comme plus susceptible de battre le SNP. Par conséquent, très peu de circonscriptions ont connu une compétition sérieuse entre plus de deux partis – l'écrasante majorité voyant se déployer des combats directs entre le SNP et le challenger unioniste le mieux placé, l'appartenance partisane de ce dernier dépendant largement de la proportion d'électeurs pro-Brexit dans la circonscription.

Si la part de voix globale accordée aux partis unionistes a légèrement diminué, le vote tactique a permis d'accroître son efficacité. Cette stratégie a sans aucun doute privé le SNP d'une majorité, des circonscriptions ciblées telles que Dumbarton, Eastwood et Aberdeenshire West restant juste à l'écart des nationalistes, même si ces derniers ont augmenté de manière significative leur part de voix dans chacune d'entre elles.

Cependant, il est peu probable que ce résultat fasse échouer la poursuite d'un second référendum sur l'indépendance. Un nombre accru d'électeurs du SNP a attribué son vote régional à un autre parti nationaliste – ce sont les Verts écossais, plutôt qu'Alba, qui en ont profité. Alba a obtenu 1,6 % de l'ensemble des votes et n'a remporté aucun siège régional. Les Verts, quant à eux, ont recueilli 8,1 % des voix à la proportionnelle, ce qui leur a permis d'obtenir 8 sièges, leur meilleur résultat depuis la création du parti. Ils ont ainsi consolidé leur statut de quatrième formation, portant le nombre total de députés indépendantistes à 72, un record. Cette évolution suggère qu'il existe au sein du système partisan un segment politique encore sous-exploité qui pourrait être occupé par un parti défendant un projet nationaliste plus agressif et s'opposant à Westminster de manière plus directe. Mais il est peu probable qu'il soit dirigé par une personnalité aussi impopulaire que Salmond.

Enfin, l'élection a également donné naissance au Parlement écossais le plus divers jamais élu. La législature est maintenant proche de l'équilibre entre les sexes, avec 45% de députées. Il comprend aussi pour la première fois une personne en fauteuil roulant et deux femmes issues de minorités ethniques. Au total, six représentants de minorités ethniques ont été élus, tous issus de l'Asie du Sud. Bien que des progrès restent à faire, ces avancées ont été saluées par l'ensemble du spectre politique.

### Quelles sont les prochaines étapes ?

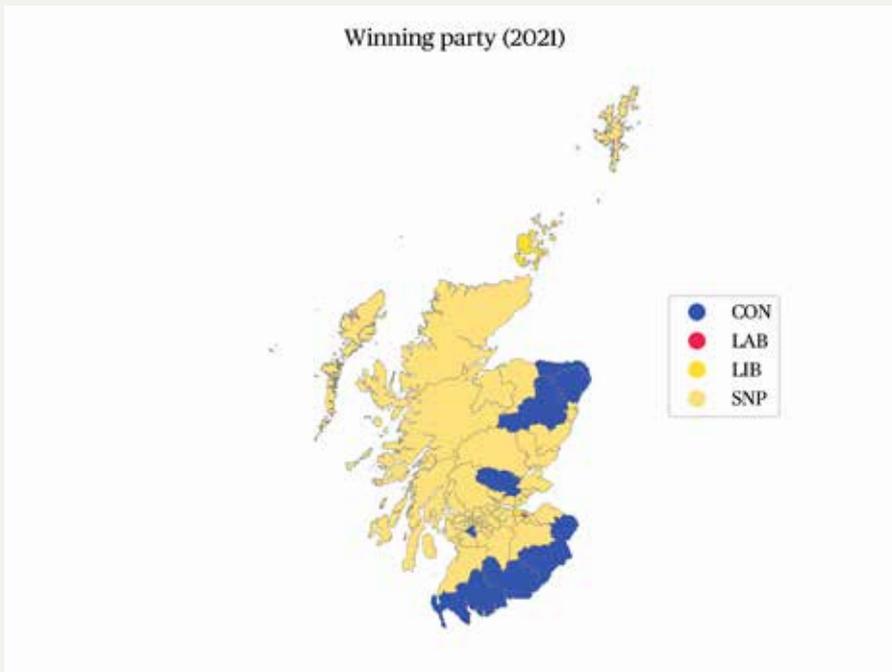
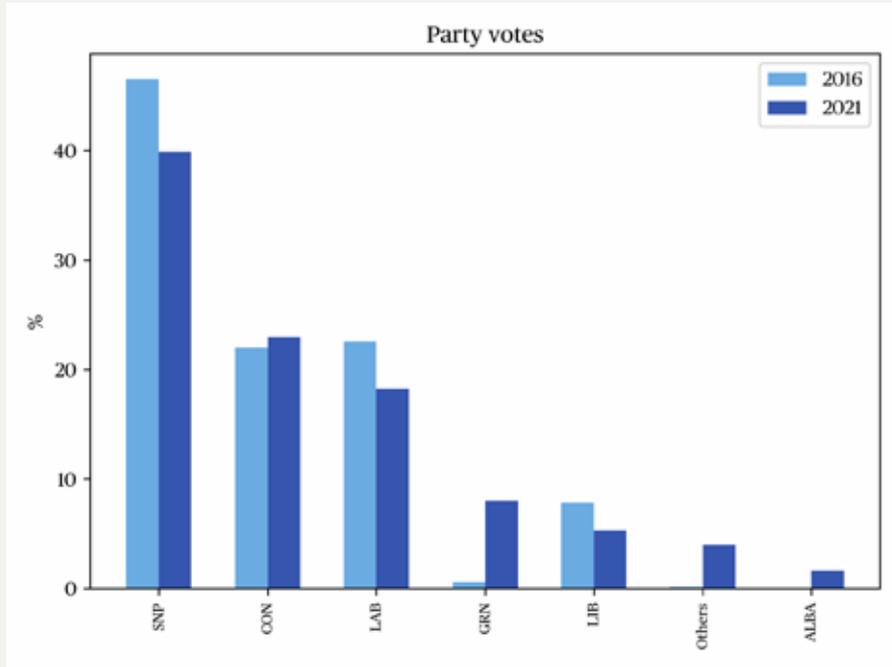
Le résultat laisse pratiquement les partis dans la même situation qu'avant les élections, mais avec une influence nationaliste légèrement plus forte sur l'ensemble de la législature. Le SNP continuera de diriger un gouvernement minoritaire soutenu par les Verts écossais, dont la coopération sera peut-être encadrée par un accord plus formel. La pandémie passée, il pourra continuer à maintenir la pression pour la tenue d'un nouveau référendum.

Le problème fondamental des unionistes en Écosse reste leur fragmentation électorale. La position du SNP est enviable, car le parti monopolise l'essentiel du vote des partisans de l'indépendance dans les circonscriptions

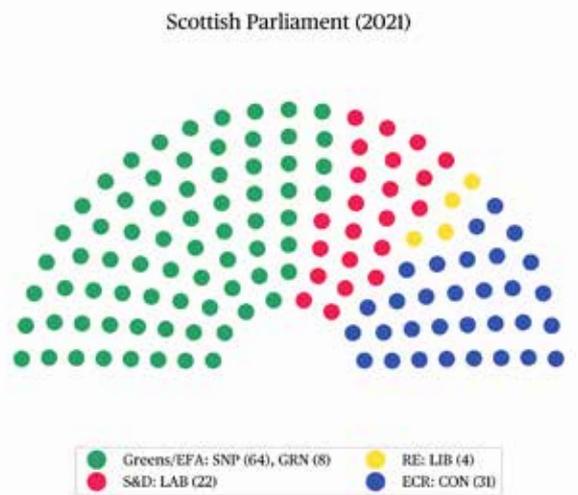
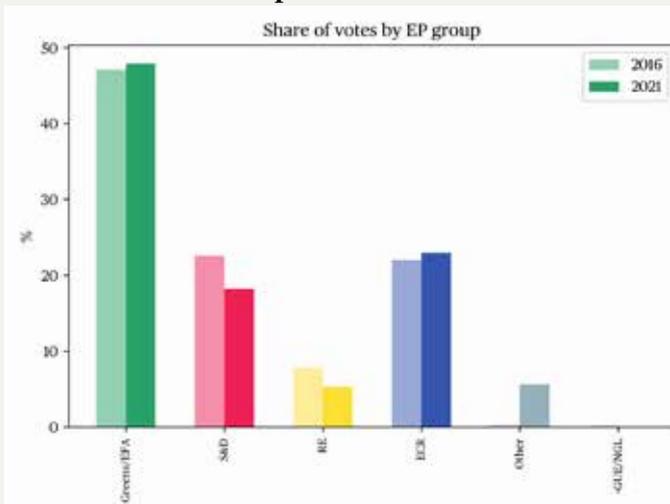
et peut compter sur une part toujours plus importante des Verts pour les soutenir lors des votes essentiels sur le budget et les questions constitutionnelles. Les trois partis traditionnels de Westminster, divisés par une grande animosité historique ainsi que des différences politiques irréconciliables, sont obligés de se partager l'autre moitié de l'électorat.

Cela place la cause anti-indépendantiste dans une position structurellement périlleuse. Le Parlement écossais dispose d'une majorité indépendantiste depuis 2011, et il est très peu probable que cela change tant que la question ne sera pas résolue, dans un sens ou dans l'autre. Le pays semble se diriger vers l'organisation d'un autre référendum sur l'indépendance, et les tendances relatives à l'âge et aux positions indépendantistes suggèrent que le temps ne joue pas en la faveur des unionistes : l'indépendance l'emporterait confortablement chez la population en âge de travailler, le Oui battant le Non dans une proportion atteignant jusqu'à 70%/30% chez les plus jeunes. Avec un gouvernement britannique impopulaire qui passera probablement les prochaines années à contrecarrer les souhaits du Parlement écossais, les nationalistes disposeront d'une occasion unique pour renforcer l'argumentaire économique pro-indépendance et consolider leur base électorale. Si la politique du Brexit a pu convaincre certains partisans du Non de changer de camp, ses aspects pratiques pourraient les pousser dans l'autre sens. Alors que Sturgeon marche sur une corde raide stratégique – elle pourrait être confrontée à la pression de sa base concernant la tenue d'un référendum « consultatif » de type catalan dans l'hypothèse ou l'organisation d'un référendum juridiquement contraignant s'avérerait illégale –, sa stratégie se déploie d'abord sur le long terme. La Première ministre a compris que la voie la plus sûre pour sortir du Royaume-Uni était d'obtenir le soutien d'une majorité convaincante d'Écossais lors du référendum, et ainsi une large légitimité. Mais le mouvement du Oui est probablement moins patient qu'elle, ce qui pourrait occasionner certaines difficultés.

La façon la plus sûre de construire cette majorité reste pour l'instant d'exploiter l'opposition « antidémocratique » du gouvernement de Boris Johnson sur la question du référendum en lui-même. Même si la forte participation des unionistes aux élections de 2021 a démontré que l'indépendance de l'Écosse est loin d'être inévitable, un tel événement, s'il avait lieu, pourrait bien causer la disparition pure et simple de la Grande-Bretagne en tant qu'entité politique après plus de trois siècles de souveraineté partagée. Le Premier ministre sera trop heureux de jouer le jeu, sachant que son opposition à la tenue d'un second référendum en Écosse est dans son intérêt à court terme, même si cela représente un danger pour l'avenir de l'union à long terme. Plus la confrontation constitutionnelle entre les deux gouvernements écossais et anglais, de plus en plus vive, se poursuit, plus il semble probable que l'opinion publique opte pour l'indépendance.



## Indicateurs européens



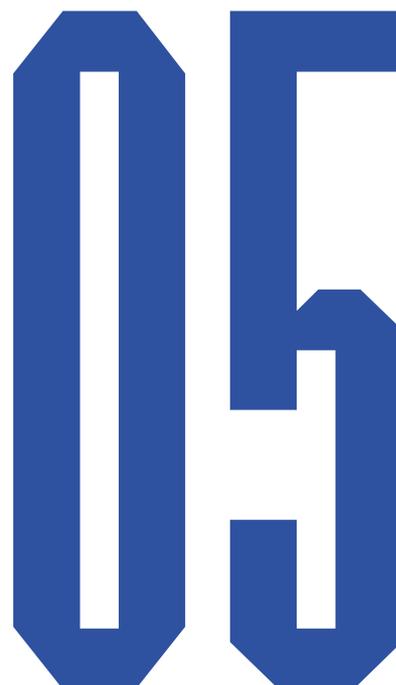
# Dossier spécial : élections allemandes de septembre 2021

## Entretiens avec Norbert Lammert, Martin Schulz, Ellen Ueberschär

Le 26 septembre 2021, les élections du 20<sup>e</sup> Bundestag auront lieu en Allemagne. Cet événement ne s'inscrit pas directement dans la période couverte par le premier numéro de BLUE. Néanmoins, au vu de l'importance de ce scrutin, il nous semblait essentiel de fournir dès à présent à nos lecteurs européens un premier aperçu de ses enjeux, en portant une attention particulière aux questions européennes et globales. À cette fin, nous avons contacté les présidents des fondations politiques associées aux principaux partis allemands. Trois d'entre eux – issus des trois partis ayant désigné des candidats à la chancellerie fédérale – ont aimablement accepté de répondre à nos questions sur les principaux enjeux européens des élections au Bundestag. Voici donc les points de vue de Norbert Lammert, président de la Fondation Konrad-Adenauer, affiliée à la CDU (PPE), de Martin Schulz, président de la Fondation Friedrich-Ebert, affiliée au SPD (S&D), et d'Ellen Ueberschär, coprésidente de la Fondation Heinrich-Böll, affiliée au parti Bündnis 90/Die Grünen (Verts/ALE).

*Nos interlocuteurs ont répondu aux questions à la fin du mois de juin ou au début du mois de juillet 2021 – des événements tels que les inondations catastrophiques en Europe occidentale et centrale et les graves incendies en Europe du Sud n'ont donc pas été pris en compte dans leurs réponses.*

*Les trois contributions sont présentées dans l'ordre alphabétique du nom de leur auteur.*





**Norbert Lammert**

Président de la Fondation Konrad-Adenauer, ancien président du Bundestag allemand

Crédit photo : Konrad-Adenauer-Stiftung

# Entretien avec Norbert Lammert (Fondation Konrad-Adenauer, CDU)

96

**Comment envisagez-vous l'UE en 2030 ? Où voyez-vous le plus grand besoin de réforme ? Quelles modifications des traités de l'Union européenne proposez-vous ?**

Je serai prudent en matière de prévisions. Personne ne peut prédire avec certitude ce qui arrivera demain – et surtout pas dans une Union Européenne où chaque réforme substantielle requiert l'accord unanime de tous les États membres. Dans le même temps, il est évidemment important d'anticiper les défis prévisibles et d'envisager des solutions pour y faire face, dans la mesure de nos capacités et de nos possibilités.

À l'heure actuelle, l'UE est soudée par une puissance économique considérable ; nos sociétés libérales et démocratiques exercent toujours un fort attrait dans de nombreuses régions du monde. Mais notre modèle social, politique et économique est concurrencé. La Chine, en particulier, entend prouver que prospérité économique et démocratie ne vont pas nécessairement de pair.

Nous aurons à faire face à cette situation de concurrence internationale dans la décennie 2020. L'UE devra s'y affirmer. Confrontée à de profonds défis mondiaux, elle devra prouver sa capacité à façonner le monde extérieur et, en même temps, convaincre de son utilité à l'intérieur. C'est pourquoi les représentants élus ne doivent avoir de cesse d'expliquer à leurs citoyens pourquoi l'UE est nécessaire au XXI<sup>e</sup> siècle. Or, cette tâche est bien moins banale qu'il n'y paraît à première vue. Depuis quelque temps, nous sommes en effet confrontés à une situation paradoxale. D'une part, nombreux sont ceux qui semblent avoir perdu la foi en la valeur d'une coopération internationale constructive. De l'autre, nous sommes confrontés à des défis mondiaux, non seulement en raison de la pandémie et de ses conséquences, mais aussi en ce qui concerne le changement climatique, la numérisation, et de nombreuses autres problématiques, qui ont

un point commun : elles ne s'arrêtent pas aux frontières nationales, et aucun État-nation ne peut y faire face seul. Dans ce contexte, l'UE devra prouver qu'elle constitue le bon niveau pour résoudre ces problèmes. Et pourtant, la volonté de trouver des solutions communes est en déclin partout en Europe – à un moment où le besoin de solutions a objectivement augmenté.

Les efforts de réforme de l'UE doivent donc être orientés dans ce sens – ils doivent permettre d'apporter des réponses européennes communes aux grandes questions de notre temps. Il sera sans doute plus aisé d'y parvenir en se concentrant sur quelques questions particulièrement centrales.

La politique étrangère et de sécurité commune de l'UE revêt dans ce contexte un rôle particulièrement important. Afin d'améliorer sa capacité d'action dans ce domaine, l'UE devra mettre en place des forces armées européennes communes dans le cadre de la coopération structurée permanente (CSP) d'ici 2030, développer l'Union européenne et approfondir la coopération en matière de renseignement et de cyberdéfense – pour ne citer que quelques projets.

**Sur quels partenariats (au sein du Conseil européen ou dans les familles de partis européens) le prochain gouvernement fédéral devrait-il s'appuyer pour concrétiser cette vision de la politique européenne ?**

L'Allemagne doit rechercher – et recherchera – le dialogue avec tous les partenaires européens. La coopération avec les deux grands pays voisins, la France et la Pologne, se verra bien sûr accorder une place particulière. Selon les problématiques, le degré d'accord avec l'un ou l'autre État-membre, voire entre les familles de partis européens, sera certes différent. Dans tous les cas, il est primordial de rester ouvert au compromis. Il s'agit là

d'une caractéristique centrale de la démocratie, qui exige que des compromis soient trouvés et mis en œuvre tout en équilibrant les différents intérêts légitimes. Même si cela est plus difficile à réaliser, ou du moins plus complexe, dans un contexte européen qu'au niveau national.

La coopération structurée permanente (CSP) fournit un outil important pour la mise en place de coalitions flexibles entre pays disposant à la fois de la capacité et de la volonté de coopérer plus étroitement sur des sujets spécifiques. Il s'agit d'un instrument intelligent qui devrait être davantage utilisé à l'avenir. Le président français Macron a lancé un appel très similaire dans une interview accordée au Grand Continent, en proposant des « coalitions fondées sur les projets et les acteurs »<sup>1</sup>. Cela peut certainement être appliqué à l'UE dans le cadre de la CSP.

### **Quelles approches de politique étrangère l'UE devrait-elle adopter à l'avenir à l'égard des États-Unis, de la Chine et de la Russie ?**

Les États-Unis sont nos alliés, la Chine et la Russie ne le sont pas. Avec la politique étrangère agressive de la Russie et l'affirmation décomplexée de la Chine, l'alliance occidentale est à nouveau confrontée à des challengers stratégiques ; nous sommes depuis longtemps dans une compétition géopolitique. Il ne peut y avoir d'équidistance par rapport à la Chine ou à la Russie d'une part, et aux États-Unis d'autre part.

La Russie intervient dans les élections – pas seulement en Europe – et mène une politique de puissance militarisée à nos frontières. Les guerres civiles en Syrie et en Libye, par ailleurs, sont toujours des crises non résolues dans notre voisinage immédiat. La Chine, enfin, étend son influence politique et économique, investissant dans les infrastructures européennes et tentant de creuser un fossé entre les États membres de l'UE et les États-Unis. L'Europe doit trouver des réponses communes à ces défis et à de nombreux autres qui agitent la politique internationale contemporaine, au risque de se voir reléguée du rang d'actrice influente à celui de simple observatrice des dynamiques internationales qui se joueront sur son territoire.

Si l'on évalue de manière réaliste la situation contemporaine, un constat s'impose : à court et moyen terme, l'Europe ne sera pas en mesure de se protéger efficacement sans pouvoir compter sur les capacités militaires des États-Unis. Le partenariat transatlantique revêt donc une importance existentielle pour l'Europe. Or, plus l'UE dispose de capacités et de compétences propres, plus elle sera un partenaire attrayant pour les États-Unis.

En étroite collaboration avec Washington, l'UE devra développer des outils et des moyens pour répondre à la Chine et à la Russie, sans toutefois fermer la porte à une coopération fiable avec les deux blocs. Dans leur propre intérêt, l'Europe et les États-Unis devront collaborer plus étroitement et développer une position commune dans

un nombre de domaines accru. De la protection du climat au respect des droits de l'homme en passant par la protection des données, la numérisation et la lutte contre les pandémies, nous devons coordonner nos efforts, faire preuve de considération les uns pour les autres et élaborer des solutions mutuellement acceptables. La reprise des négociations sur le PTCI (TAFTA) et la conclusion, depuis longtemps attendue, de l'accord commercial transatlantique constitueraient un signal clair.

Un principe de réciprocité est indispensable à la mise en place d'une relation stable. Sur le plan militaire, nous pouvons soulager les États-Unis à moyen et long terme, mais nos options sont limitées. L'Europe doit donc se concentrer sur ses points forts et utiliser son pouvoir économique de manière plus stratégique, sous la forme d'accords commerciaux et d'aide au développement, afin de lier à nous les États de notre voisinage et ne pas les laisser à l'influence chinoise.

Enfin, le monde continue d'avoir besoin d'une alliance occidentale fiable et compétente pour garantir la paix et la liberté, la sécurité et la prospérité. En cela, les intérêts américains et européens ne sont pas toujours les mêmes, mais nos cultures politiques sont congruentes et notre base de valeurs communes est solide.

### **Quelle politique climatique souhaiteriez-vous pour l'UE ? Quel rôle l'UE doit-elle jouer en tant qu'acteur mondial dans le domaine du climat ?**

Dans les démocraties qui fonctionnent, les politiques mises en œuvre sont celles pour lesquelles il est possible d'organiser des majorités, par opposition à celles que seule une minorité juge prioritaire. Selon ce critère, la question du climat sera sans aucun doute l'un des principaux défis de l'avenir. L'UE devra donc revendiquer un rôle actif dans la politique climatique internationale et continuer à poursuivre les objectifs d'une stratégie globale de durabilité, comme le prévoit le « Green Deal » européen.

Ce faisant, la politique climatique tant nationale qu'euro-péenne doit également tenir compte des intérêts légitimes des différentes parties de la société. Pour que la politique climatique européenne puisse s'imposer dans l'Union et devenir un modèle dans le monde entier, il faut parvenir à réduire durablement les émissions de gaz à effet de serre tout en faisant progresser le développement économique et social. Une stratégie de croissance durable doit s'appuyer sur des instruments fondés sur le marché, promouvoir l'innovation et la concurrence et, en cas de doute, recourir à des incitations plutôt qu'à des interdictions. En d'autres termes : la politique climatique européenne, la promotion de l'innovation et l'économie sociale de marché (*soziale Marktwirtschaft*) doivent continuer à aller de pair.

1. La doctrine Macron : une conversation avec le Président français, *Le Grand Continent*, 16 novembre 2020.

**Quelles perspectives européennes sont nécessaires pour la prochaine génération d'Européens, notamment au vu des effets de la pandémie de Covid-19 ?**

La pandémie de Covid 19 nous renvoie le reflet de notre société. Ce faisant, elle met en lumière les faiblesses dont souffrent les sociétés européennes comme l'UE : les dépendances stratégiques, la crise du multilatéralisme (qui, au vu d'un certain nombre d'attitudes unilatérales observées en interne, ne s'arrête pas aux frontières extérieures), ou encore la lourdeur des processus décisionnels, pour ne citer que quelques exemples. Du fait de ces difficultés, l'UE n'a pas toujours fait bonne figure dans la pandémie. Les leçons tirées en sont multiples et il est certainement trop tôt pour formuler des conclusions définitives.

Une chose cependant doit être claire pour tous, et notamment pour la prochaine génération de citoyens européens : malgré toutes ses lacunes, et notamment la complexité de ses procédures de vote, l'UE est une tentative ambitieuse et complexe, mais très intelligente, de trouver une réponse viable à la perte de souveraineté que subissent les États européens dans le contexte de la mondialisation. En décidant de partager et d'exercer conjointement

leur souveraineté, les États européens ont préservé leur capacité de mener une politique indépendante au niveau international. En toute objectivité, l'UE a réussi dans bien plus de domaines d'action que ce qu'un public habitué des succès internationaux et souvent méfiant n'a voulu lui reconnaître.

Néanmoins, nous devons prendre les critiques au sérieux, même – et surtout – lorsque celles-ci leur semblent exagérées ou injustifiées. En même temps, nous devons faire preuve de davantage de pédagogie. Dans un monde devenu de plus en plus complexe, la compréhension des questions comme des réponses nécessite des explications supplémentaires.

Enfin, il est important de faire comprendre que l'Europe, malgré toutes ses difficultés, reste un modèle historiquement sans précédent, et un modèle qui a valeur d'exemple. Nous devons expliquer à nos propres citoyens non seulement le fonctionnement des institutions européennes, mais aussi ce que l'on peut attendre pour l'Union à moyen et long terme – les citoyens eux-mêmes attendent une telle explication. Bien entendu, celle-ci ne saurait se borner à des considérations de nécessité économique et politique, et doit également se déployer sur le plan émotionnel. Car l'Europe est aussi, et peut-être surtout, une affaire de cœur.



**Martin Schulz**

Président de la Fondation Friedrich-Ebert,  
ancien président du Parlement européen

Crédit photo : Inga Haar

# Entretien avec Martin Schulz (Fondation Friedrich-Ebert, SPD)

**Comment envisagez-vous l'UE en 2030 ? Où voyez-vous le plus grand besoin de réforme ? Quelles modifications des traités de l'Union européenne proposez-vous ?**

Pendant la pandémie de Covid-19, et malgré des débuts difficiles, l'UE a prouvé qu'elle était tout à fait capable d'agir et qu'elle avait appris des erreurs commises lors de la crise financière. Dans le même temps, cependant, les déficits structurels et politiques fondamentaux de l'Union et le besoin urgent de réformes de fond sont devenus manifestes. Les réformes doivent être conçues avec une participation beaucoup plus importante des citoyens européens. D'ici 2030, l'UE doit être souveraine, capable d'agir et respectée en tant qu'acteur international.

Pour stabiliser davantage la zone euro, l'union monétaire doit être approfondie et étayée par une union politique. Les décisions prises en réponse à la pandémie de Covid-19 concernant l'instrument de soutien au chômage partiel (le programme « Sure »), l'emprunt commun, la possibilité de lever des ressources propres et la suspension du pacte d'austérité et de croissance (*sic*) sont des pas importants vers plus de souveraineté et surtout plus de solidarité au sein de l'UE. Cependant, d'autres réformes sont nécessaires. Le nouveau gouvernement fédéral devra les soutenir dès sa prise de fonction, car elles sont dans l'intérêt même de l'Allemagne. La voie vers une union fiscale, telle que la préconise le candidat social-démocrate à la chancellerie, Olaf Scholz, est donc la bonne.

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est à la fois une initiative importante et une promesse faite aux citoyens. Elle vise à regagner la confiance des citoyens dans le projet de paix européen, confiance qu'on voit aujourd'hui s'effriter. Le démarrage tardif de la conférence, causé non seulement par la pandémie, mais aussi par des désaccords procéduraux et personnels entre le Parlement, la Commission et le Conseil, n'était pas un bon départ.

Il est urgent que cela change, car la conférence doit être l'occasion de discuter sérieusement des propositions et des idées qui émergent dans les forums citoyens. Gardons-nous d'exclure par principe d'éventuelles modifications des traités, et préservons par-dessus tout les valeurs européennes de paix, de liberté, de solidarité, de démocratie et de droits humains. Le processus ne devrait pas non plus se terminer avec la présidence française du Conseil, car l'UE est et reste un chantier en cours.

De nouvelles étapes d'intégration et une coopération renforcée au niveau politique, fiscal et économique, mais aussi dans le domaine de la politique étrangère, de sécurité et de défense seront nécessaires pour pouvoir relever les défis mondiaux auxquels l'Europe est confrontée. Une Europe souveraine a besoin d'une UE forte en son sein. À long terme, ce processus permanent d'intégration et de réforme conduira à une sorte d'État fédéral européen. La relation entre les États-nations et l'UE dans une telle fédération évoluera tout au long de ce processus. La souveraineté nationale et la souveraineté européenne doivent se compléter de manière significative, car ce n'est qu'ainsi que nous pourrons relever les grands défis auxquels nous faisons face en matière de climat, de numérisation et de sécurité globale.

**Sur quels partenariats (au sein du Conseil européen ou dans les familles de partis européens) le prochain gouvernement fédéral devrait-il s'appuyer pour concrétiser cette vision de la politique européenne ?**

Tout d'abord, il y a les groupes progressistes de centre-gauche au Parlement, surtout la famille des socialistes et des sociaux-démocrates, qui défendent un projet d'intégration et de réforme de l'UE allant dans la bonne direction, à savoir vers une solidarité plus active, un meilleur équilibre socio-écologique en politique intérieure et ex-

térieure, et une union sociale, politique, économique et fiscale qui est dans l'intérêt des citoyens. Les centristes libéraux de Renew Europe et les conservateurs du PPE s'efforcent également de réaliser des réformes et d'approfondir l'intégration dans de nombreux domaines. Leurs efforts se concentrent cependant surtout sur le développement de l'union économique et monétaire, le marché intérieur et la politique de sécurité et de défense. Au contraire, les populistes et extrémistes de droite d'ID et les eurosceptiques de l'ECR veulent non seulement empêcher la poursuite de l'intégration, mais aussi – en partie – détruire l'UE.

Les dernières années du Cabinet Merkel ont été marquées par une stagnation en matière de politique européenne, ce qui, d'un point de vue social-démocrate, trahit à la fois une vision trop court-termiste et un manque de solidarité sur ces questions. Si, face aux conséquences économiques et sociales de la pandémie, l'UE a pu se mettre d'accord sur le paquet d'aide d'urgence et le fonds de reconstruction global Next Generation EU, et donc sur des emprunts communs, sur la base de l'initiative franco-allemande de juillet dernier, c'est d'abord grâce aux efforts du ministre social-démocrate des finances Olaf Scholz et de son homologue français Bruno Le Maire. Pour le processus de réforme et d'intégration européenne, l'élection d'Olaf Scholz comme prochain chancelier allemand constituerait donc une véritable opportunité de réforme.

Le résultat des élections françaises est également crucial pour l'UE. Si le Rassemblement national l'emporte et que Marine Le Pen devient la prochaine présidente de la République, cela stoppera le processus de réforme et d'intégration européenne, voire l'inversera ou conduira à un Frexit. Par conséquent, le futur gouvernement allemand ne devra pas attendre les élections françaises pour agir. Il devra immédiatement former des alliances flexibles, sur la base des préoccupations politiques et des intérêts nationaux des différents acteurs, afin de faire avancer le projet européen. L'alliance franco-allemande est considérée avec scepticisme par les petits pays. Afin d'éviter cet effet « hégémonique », il est particulièrement important de conclure des alliances avec les différents États membres, notamment avec les plus petits, portant sur les différentes étapes de la réforme.

### **Quelles approches de politique étrangère l'UE devrait-elle adopter à l'avenir à l'égard des États-Unis, de la Chine et de la Russie ?**

Les gouvernements actuels à Moscou, Ankara et Pékin perçoivent les relations intergouvernementales et multilatérales au prisme des hiérarchies de pouvoir, des vulnérabilités et des dépendances. Cela était également vrai pour les États-Unis jusqu'à ce que Donald Trump soit évincé du pouvoir. Il en résulte une pratique politique qui se déploie d'une manière toujours plus forte et plus décomplexée sur un mode autoritaire, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, menant à des violations des droits humains, à

des attaques contre le système de démocratie libérale, à des guerres commerciales et à des tentatives de division de l'UE. À cela s'ajoutent l'alimentation des conflits dans leurs voisinages respectifs, des gestes de menace militaire, une stratégie de réarmement et, dans le cas de la Turquie et de la Russie, des interventions militaires. Ces actions ont pour objectif l'accroissement de l'influence géostratégique dans le voisinage est-européen, au Moyen-Orient, en Afrique et, dans le cas de la Chine, dans la région indopacifique. Tout ceci s'inscrit dans le contexte d'une politique commerciale et d'investissement de plus en plus agressive au niveau global, qui pourrait dégénérer en une guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis. Dans le même temps, la Chine a également pénétré loin sur le territoire européen avec son initiative des Nouvelles routes de la Soie. Sur le plan des relations UE-États-Unis, on note certaines évolutions positives : suspension des sanctions douanières sur l'aluminium et l'acier, attitude constructive des États-Unis et évolutions positives dans le conflit portant sur les aides d'État à Airbus et Boeing.

L'unité et la solidarité au sein de l'UE sont essentielles face aux conflits croissants entre grandes puissances, aux multiples attaques de la Russie et dans la perspective de la défense de ses propres valeurs et intérêts. Afin de renforcer le multilatéralisme, forte de son partenariat retrouvé avec les États-Unis, l'UE doit mener une politique souveraine guidée par ses propres valeurs et intérêts en matière de commerce, de climat, d'énergie, de technologie et de numérisation, mais aussi de sécurité (au sens classique comme dans un sens plus étendu), et agir de manière unie. Il s'agit pour l'UE de défendre ses valeurs, tout en exhortant les États qui s'opposent à ces valeurs, ou qui violent les règles internationales, à respecter leurs obligations au titre du droit international et du multilatéralisme. Si nécessaire, cela doit s'accompagner de sanctions ou de mesures similaires.

Le Haut Représentant de l'UE pour les affaires étrangères, Josep Borrell, a demandé à ce que la stratégie à l'égard de la Russie repose sur une approche de refoulement, d'endiguement et d'intervention. Trois nouveaux principes doivent être ajoutés aux cinq principes existants dans les relations avec la Russie, que sont la mise en œuvre intégrale des accords de Minsk sur l'Ukraine, des relations plus étroites avec les voisins de la Russie, le renforcement de la capacité de résistance de l'UE aux menaces russes, un « engagement sélectif » avec la Russie sur des questions spécifiques telles que la lutte contre le terrorisme, et le soutien aux contacts entre les peuples des deux parties : il faut dorénavant également fixer comme objectifs la résistance aux violations du droit, la limitation des occasions d'affaiblir l'Union et l'offre de coopération dans les domaines où cela est possible.

Dans ses relations avec la Chine, l'UE applique la triple approche de la coopération, de la concurrence et de la rivalité systémique. Actuellement, la stratégie de connectivité asiatique, l'accord d'investissement UE-Chine et une stratégie UE-Indopacifique sont en cours de discussion à Bruxelles. Dans ce domaine, mais surtout dans celui des

droits de l'homme et de la protection du climat, une coordination et une approche partagée avec les États-Unis sont essentielles. Une position commune claire et cohérente est indispensable pour construire une coopération d'égal à égal avec les États-Unis.

Pour que l'Europe soit capable d'agir sur la scène politique mondiale, les États-membres de l'UE doivent être prêts à inscrire leurs intérêts nationaux dans les intérêts européens. Cela implique de s'éloigner du principe de l'unanimité. En ce qui concerne les questions de défense et de sécurité, elle doit continuer à coopérer étroitement avec l'OTAN et œuvrer avec ses partenaires transatlantiques en faveur d'une politique internationale du commerce, du climat et du développement fondée sur des valeurs, socialement équilibrée et durable. Le communiqué commun publié à l'issue du sommet de l'OTAN et du récent sommet UE/États-Unis le confirme.

### **Quelle politique climatique souhaiteriez-vous pour l'UE ? Quel rôle l'UE doit-elle jouer en tant qu'acteur mondial dans le domaine du climat ?**

Avec l'adoption du Green Deal européen et l'objectif ambitieux de réduction de 55 % des émissions de CO2 d'ici à 2030 puis de neutralité des émissions d'ici à 2050, l'Union est un leader mondial en matière de politique climatique. Il importe désormais de la mettre en œuvre dans l'ensemble des domaines politiques et à tous les niveaux institutionnels, notamment au travers de la mise en œuvre du plan de relance de 750 milliards d'euros. Pour les sociaux-démocrates, il est central que la transition climatique ait lieu de manière socialement juste. Le grand défi est de faire en sorte que cet objectif soit réalisé dans toute l'Europe. Pour que le continent soit prêt pour l'avenir, il faut réunir le dynamisme économique, la justice sociale et la responsabilité écologique. Le changement écologique ne doit pas se faire au détriment des plus défavorisés. Ses conséquences sur les populations les plus fragiles doivent être minimisées. Ceux qui ont travaillé dans les mines de charbon, par exemple, doivent voir leur éducation et leur formation financées au lieu d'être mis au chômage. À cette fin, le « Fonds pour une transition juste » (JTF) a été mis en place au niveau de l'UE avec 7,5 milliards d'euros de moyens alloués. La transformation écologique de l'économie coûtera des emplois, mais elle en créera aussi de nombreux autres et suscitera une saine émulation autour des connaissances et des technologies respectueuses de l'environnement. Si nous accompagnons la restructuration de mesures socialement justes, nous pourrions, dans les 30 prochaines années, entraîner la majorité de la population européenne sur la voie d'un modèle économique durable. L'UE participera ainsi à fixer des normes mondiales et montrera que la restructuration durable et réussie de l'une des plus grandes zones économiques du monde peut être mise en œuvre d'une manière socialement acceptable.

### **Quelles perspectives européennes sont nécessaires pour la prochaine génération d'Européens, notamment au vu des effets de la pandémie de Covid-19 ?**

Avec le fonds de reconstruction Next Generation EU et l'adoption du cadre financier pluriannuel, l'UE, au cœur de la pandémie, a pris une décision extrêmement importante, qui favorise l'évolution structurelle de son économie et de sa société vers un modèle plus résilient face à la crise, mais aussi plus écologiquement et socialement durables, tant au niveau des États-membres qu'au niveau européen. 37% des fonds doivent ainsi être investis dans des projets visant à restructurer les économies sur un modèle plus durable ou à lutter contre le changement climatique.

Pour la social-démocratie, il est important que ces fonds soient utilisés pour soutenir les groupes vulnérables de la société : les jeunes, les femmes, les personnes issues de l'immigration et les personnes handicapées. Ceux-ci ont été particulièrement touchés par les conséquences de la pandémie. Les investissements dans des systèmes de santé publique solidaires et fonctionnels, dans la sécurité sociale, l'éducation, la recherche et les infrastructures durables, sont autant d'investissements dans l'avenir de la prochaine génération d'Européens – ils doivent donc être prioritaires. L'instauration d'une assurance chômage européenne et d'un cadre légal assurant des salaires minimums décentes dans l'ensemble des États de l'UE sont des projets importants du plan d'action pour la mise en œuvre du pilier européen des droits sociaux. Toutefois, compte tenu de l'évolution rapide des technologies et de la transformation écologique, il reste beaucoup à faire à cet égard pour préparer l'Europe aux évolutions à venir dans le domaine du travail et des affaires sociales. Là aussi, l'être humain doit constituer le centre de nos préoccupations.

Pour la prochaine génération de citoyens européens, l'inclusivité est déjà une évidence, tout comme la protection de l'environnement et du climat. Cependant, les jeunes Européens doivent pouvoir constater que le fonds de relance mis en place par l'UE contribue réellement à la réalisation de ces objectifs de durabilité, de protection du climat et de numérisation. L'utilisation de ce fonds doit produire une différence positive et visible, notamment pour montrer aux jeunes citoyens qu'il s'agit d'un bon investissement dans leur avenir et non d'une subvention visant à couvrir les erreurs du passé.

Dans les sondages, de nombreux citoyens de l'UE disent souhaiter une UE forte et souveraine qui a le pouvoir d'agir sur les questions mondiales, qui défend l'État de droit et les principes démocratiques, qui contrôle ses frontières extérieures et qui, en même temps, autorise l'immigration légale dans le cadre de politiques de migration et d'asile humaines. Une UE qui favorise les chaînes d'approvisionnement résilientes, soutient le commerce équitable et peut agir de manière décisive pour lutter contre le changement climatique, tout en intervenant efficacement et rapidement en cas de nouvelle pandémie. Le

repli protectionniste que réclame une minorité ne serait pas durable. Par ailleurs, l'intégration d'une UE souveraine dans l'OTAN sur les questions sécuritaires, le renouvellement de la coopération transatlantique autour d'un

partenariat d'égal à égal, ainsi que la promotion et l'intégration communes dans un système international fondé sur des règles, constituent les garanties d'une Europe sûre, stable et prospère, démocratique et souveraine.



**Ellen Ueberschär**

Présidente de la Fondation Heinrich-Böll

Crédit photo : Bettina Keller

# Entretien avec Ellen Ueberschär (Fondation Heinrich-Böll, Verts)

**Comment envisagez-vous l'UE en 2030 ? Où voyez-vous le plus grand besoin de réforme ? Quelles modifications des traités de l'Union européenne proposez-vous ?**

En 2030, l'Union européenne sortira plus forte des crises des années 2020. La Conférence sur l'avenir de l'Europe lui aura donné un nouvel élan. L'UE se présentera comme une union fédérale qui renforcera et garantira les droits démocratiques et sociaux de ses citoyens et défendra de manière cohérente l'État de droit et le pluralisme démocratique, tant au niveau interne qu'au niveau mondial – ce qui constitue une idée centrale et un motif fondateur de l'Union. La situation interne de l'Union en 2030 renforcera son attractivité dans son voisinage, et l'intégration européenne aura encore progressé avec l'élargissement et l'approfondissement de l'UE. Le Royaume-Uni aura alors déjà déposé une nouvelle demande d'adhésion à l'UE. Grâce, notamment, à une plateforme médiatique européenne commune et à une législation européenne sur les associations mise en œuvre de manière cohérente, l'UE 2030 sera fortement intégrée dans les réseaux de la société civile au niveau européen.

Les années 2020 seront décisives pour l'Union européenne ; la capacité de résilience et d'action de l'UE devra s'y révéler. Pour y parvenir, il est essentiel de formuler une réponse générale et cohérente aux multiples crises de notre époque : un « Green Deal » européen conséquent et détaillé aux niveaux municipal, national et européen permettrait de concevoir stratégiquement les transformations à venir à partir d'un modèle unique qui relierait sécurité sociale, écologie, renouveau économique et modernisation numérique, impliquerait le voisinage européen au-travers d'offres spécifiques et rendrait son efficacité et son indépendance à l'UE au niveau mondial. Ces attentes étaient également partagées par les citoyens allemands dans l'enquête de la Fondation Heinrich Böll « Européens,

évidemment ! » publiée en juin 2021, dans laquelle deux-tiers des interrogés déclaraient attendre de l'UE un rôle actif et coopératif.

Pour plus de résilience, de crédibilité et de capacité d'action, l'UE dispose déjà, à traité égal, de nombreux instruments. Le plus important est l'extension du vote à la majorité qualifiée, déjà ancrée dans la clause passerelle des traités européens (art. 48(7) TUE) ; celle-ci permettrait de surmonter les blocages politiques et de donner à l'UE une capacité de décision et devrait, dans le même temps, renforcer la participation du Parlement européen. En outre, le mécanisme de protection de l'État de droit adopté en 2020 offre la possibilité d'exiger de manière cohérente des mesures de protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales tout en renforçant le contrôle parlementaire dans ce domaine. Le recours à ce mécanisme et son utilisation efficace pourraient être déterminants pour la coopération future avec certains États-membres à l'Est de l'UE.

Être résilient signifie également faire un pas audacieux vers l'union politique en termes de politique fiscale et sociale. Dans une enquête Eurobaromètre de 2021, 9 Européens sur 10 déclarent que l'Europe sociale est personnellement importante pour eux. L'étude « Européens, évidemment ! » de la Fondation Heinrich-Böll montre également que les citoyens font de la protection sociale dans l'UE une priorité – une tendance encore renforcée par l'augmentation des inégalités sociales et la hausse du chômage pendant la pandémie.

Une véritable union fiscale donnerait à l'UE la possibilité d'élaborer une politique économique et financière coordonnée. La pandémie de Covid-19 a démontré que l'idéologie de l'austérité et ses politiques d'économies implacables n'ont pas leur place dans une crise – transfrontalière – qui donne à la résilience des infrastructures sociales et environnementales une importance existentielle. Une union économique et fiscale doit aller de pair avec le

renforcement de l'Europe sociale – passant, par exemple, par l'instauration des normes européennes communes en matière de travail et de droits sociaux, ainsi que par l'adoption d'une directive européenne garantissant une protection sociale élémentaire et des salaires minimums coordonnés dans tous les États membres de l'UE.

**Sur quels partenariats (au sein du Conseil européen ou dans les familles de partis européens) le prochain gouvernement fédéral devrait-il s'appuyer pour concrétiser cette vision de la politique européenne ?**

Pour façonner les politiques des prochaines décennies, il faut les aborder ensemble dans le cadre d'une alliance démocratique forte. Des transformations aussi majeures ont besoin des appuis les plus larges possibles dans le milieu politique comme au sein de la société civile afin de soutenir, façonner et mettre en œuvre le changement. Elles requièrent des alliances politiques et sociales à tous les niveaux – du niveau municipal au niveau européen et international. De nombreux acteurs au sein des différentes institutions se font aujourd'hui les défenseurs actifs d'une transformation verte et socio-écologique. Pour bâtir une Union européenne forte et capable d'action, la construction d'un compromis entre toutes les familles de partis démocratiques qui défendent l'avenir économique de l'Union est fondamental. Mais des concessions négociées entre les différents États membres et les institutions européennes sont également nécessaires.

Sur le plan politique, l'issue de l'élection présidentielle française de 2022 sera déterminante pour le partenariat franco-allemand en tant que moteur pour l'UE. Les années précédentes ont montré que la coopération entre Paris et Berlin était centrale pour la capacité d'action de l'UE – même si elle ne constitue pas le seul levier de progrès au niveau européen.

En matière de politique d'asile et de migration, il est possible qu'à court et moyen terme, l'UE doive s'appuyer sur une « coalition de bonnes volontés » pour parvenir à une politique d'asile durable et humaine. Tant que l'UE dans son ensemble est incapable d'agir sur la question de l'asile et de la migration et que les réformes entreprises sont édulcorées à l'extrême par la pratique d'une politique du plus petit dénominateur commun, les États « volontaires » doivent prendre leurs responsabilités en s'engageant dans une coopération accrue. Toutefois, il reste essentiel d'impliquer les États membres d'Europe centrale et de l'Est et de tenir compte de leurs perspectives.

Au niveau international, la pandémie a montré que l'UE avait besoin d'alliances mondiales et démocratiques, fondées sur la confiance et sur des valeurs communes, pour renforcer sa capacité d'action globale. Ceci concerne en premier lieu la relation transatlantique et avec le Royaume-Uni, mais aussi les alliances internationales comme l'Accord de Paris, l'OMS ou l'OTAN, pour n'en citer que quelques-unes.

Pour renforcer le projet européen, l'implication de ceux que ces changements toucheront le plus directement est incontournable – je veux parler des communes, de la société civile et des initiatives locales. Le dialogue entre les acteurs de la société civile ainsi qu'entre la société civile et la politique devra être structurellement renforcé au niveau transnational pour permettre la participation politique de tous les citoyens. Enfin, c'est aussi le soutien de la société civile qui renforcera la crédibilité de l'Union européenne, mettra en valeur le succès du projet européen, et apportera à l'Union une base de soutien au sein de la société en temps de crise.

**Quelles approches de politique étrangère l'UE devrait-elle adopter à l'avenir à l'égard des États-Unis, de la Chine et de la Russie ?**

Depuis l'élection de Joe Biden et Kamala Harris, les relations euro-transatlantiques font l'objet d'une reconfiguration du partenariat historique. Dans un contexte de pandémie mondiale, de crise économique et en présence d'autocrates adoptant des postures révisionnistes, il devient évident qu'une réponse courageuse nécessite des alliances internationales fortes. Il s'agit maintenant de concrétiser ces attentes d'un partenariat fort du côté européen, notamment dans les domaines de la protection du climat, de la démocratie et du renforcement de la société civile.

Pour atteindre l'objectif de neutralité climatique d'ici 2050, une alliance politique transatlantique entre alliés démocratiques sur les questions climatiques est nécessaire. Cette alliance doit créer un cadre commun en matière écologique, sociale et économique et fixer de nouvelles normes, par exemple dans le domaine des technologies vertes. Avec la nomination de John Kerry au poste d'envoyé spécial pour le climat, les États-Unis ont fait un premier pas important dans ce domaine, qui est également un pas en direction de l'UE.

Au niveau de la société civile également, un partenariat européen-transatlantique renouvelé offre de nombreuses possibilités de coopération, notamment dans les domaines où les acteurs de la société civile sont déjà organisés en réseaux transatlantiques : c'est le cas dans les domaines de la justice climatique, de la démocratie de genre et de l'antiracisme. Il faut saisir ces opportunités en renforçant la coopération internationale entre la société civile et les acteurs communautaires.

En outre, l'Union européenne doit trouver des réponses claires face aux régimes autocratiques. Un exemple positif d'action conjointe et efficace est la liste de sanctions convenue entre l'UE, les États-Unis, le Royaume-Uni et le Canada contre la Biélorussie. Pour construire une politique étrangère fondée sur des valeurs, le dialogue doit cependant rester une priorité tant que les lignes rouges ne sont pas franchies. Ces valeurs devront, à l'avenir, inclure des normes écologiques, et non seulement celles ayant trait aux droits de l'homme. Une politique étrangère fondée sur des valeurs, s'appuyant sur une alliance

entre les démocraties : voilà qui permettrait de créer une plus grande indépendance vis-à-vis de la Chine et de la Russie en matière de commerce et d'infrastructures tout en fixant des conditions cadres claires pour la coopération. Parallèlement, les valeurs européennes doivent être renforcées et défendues au niveau international par l'UE, dont le rôle est celui d'un acteur global : cela inclut notamment la protection des acteurs de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme menacés ou persécutés, telle qu'elle devrait être accordée, par exemple, à de nombreux membres de l'opposition démocratique en Russie et en Biélorussie.

### **Quelle politique climatique souhaiteriez-vous pour l'UE ? Quel rôle l'UE doit-elle jouer en tant qu'acteur mondial dans le domaine du climat ?**

La crise climatique exige que l'UE, mais aussi les décideurs politiques mondiaux, agissent rapidement et se concentrent sur les transformations structurelles indispensables pour atteindre la neutralité climatique et l'objectif de 1,5°. Le « Green Deal » européen de la Commission européenne représente une avancée importante vers la neutralité climatique d'ici 2050. En outre, en avril dernier, la Cour constitutionnelle fédérale allemande a déclaré la loi allemande sur la protection du climat partiellement invalide, jugeant qu'elle était en partie incompatible avec les droits fondamentaux et qu'elle reporterait les dangers du changement climatique sur la jeune génération – une décision historique pour la « génération climat », et dont la portée est européenne.

L'UE doit maintenant agir de manière ambitieuse et mettre en œuvre ses propres objectifs selon une approche cohérente. Il s'agit, avant tout, de réfléchir ensemble au renouveau écologique, à la transformation numérique et à la restructuration éco-sociale de l'économie européenne. Le programme de reconstruction Next Generation EU pourrait ouvrir la voie à un renouveau écologique, à condition que les investissements sont systématiquement orientés suivant des critères écologiques et sociaux.

En outre, il est crucial de trouver des solutions qui permettent à l'Europe de faire sa révolution sur le plan énergétique, des mobilités ou encore de la production de chaleur. Aujourd'hui, le secteur de la mobilité représente encore 30 % des émissions de CO<sub>2</sub> dans l'UE. L'Atlas européen de la mobilité publié par la Fondation Heinrich-Böll a démontré le potentiel que recelait le développement d'une infrastructure écologique durable en Europe, notamment sous la forme d'un réseau de trains de nuit. L'hydrogène vert issu des énergies renouvelables devra également jouer un rôle dans la restructuration des grandes industries. Enfin et surtout, l'UE doit parvenir à penser son action politique, dans tous les domaines, de manière cohérente, écologique et collective - ce qui nécessite également une réforme fondamentale de la politique agricole commune de l'UE.

Si l'UE élabore ses politiques dans un esprit de respect du climat et de durabilité, elle peut également jouer un

rôle de pionnier au niveau mondial : dans le cadre du partenariat transatlantique, elle pourrait participer à créer une zone transatlantique climatiquement neutre qui établirait de nouvelles normes globales – par exemple, par une taxation commune du CO<sub>2</sub>, des critères commerciaux coordonnés et la promotion de technologies nouvelles et vertes pour la protection du climat.

Pourvu qu'elles mettent en place les forums nécessaires à un tel échange, les démocraties alliées peuvent beaucoup apprendre les unes des autres en matière de protection du climat : mise en œuvre la transition énergétique dans les villes, réformes agricoles dans les régions rurales, conception de villes intelligentes ou développement d'un réseau européen de trains. À cet égard, la relance du Conseil de l'énergie États-Unis-UE, une « Clean Energy Bank » ainsi qu'une coordination conjointe des démocraties lors des conférences des Nations unies sur le climat pourraient constituer des jalons importants pour la coopération internationale à venir.

### **Quelles perspectives européennes sont nécessaires pour la prochaine génération d'Européens, notamment au vu des effets de la pandémie de Covid-19 ?**

Dans une période de crises à la fois économiques, sanitaires, de l'État de droit et climatiques, il est de la responsabilité de l'Union européenne de bâtir un avenir dans lequel la jeune génération pourra mener une vie autonome – une vie qui vaille la peine d'être vécue. Or, leurs perspectives ne sont toujours pas suffisamment entendues, leurs revendications pas suffisamment prises en compte. C'est ce que démontre non seulement le mouvement climatique mondial Fridays for Future, mais aussi les mobilisations féministes ou le mouvement Black Lives Matter. Ces mouvements exigent la mise en œuvre de grandes promesses démocratiques : une représentation politique et sociale égalitaire de la société dans sa diversité, des possibilités de participation pour tous, ainsi que des politiques qui s'attaquent sérieusement à la crise climatique et aux inégalités structurelles.

C'est pourquoi l'Union européenne doit se concentrer sur les jeunes et leur donner une place centrale à la table des négociations. Les mesures prises pour contenir la pandémie, de la fermeture des écoles à la stratégie de vaccination, ont montré que la jeune génération n'est pas au centre des préoccupations des décideurs politiques. La pandémie a clairement révélé les lacunes de l'infrastructure sociale, notamment au plan scolaire. Il est donc d'autant plus important d'offrir aux jeunes des perspectives pour lutter contre ces inégalités sociales croissantes, en donnant à chacun la même opportunité de mener sa vie et son éducation de manière autonome.

Il s'agit notamment de créer des opportunités de participation et d'accroître la représentation des jeunes, des femmes et des personnes de couleur au niveau de la société civile, de la politique et des institutions. Il est tout aussi important de renforcer et de systématiser la participation

des jeunes et de la société civile dans les processus de prise de décision politique – comme cela a déjà été fait, par exemple, au travers de la mise en place du Conseil citoyen pour le climat en Allemagne, ou via l'implication de militants pour le climat dans la conception de l'agenda

climatique de Biden. Enfin, l'Union européenne doit avoir pour objectif, dans le cadre d'un processus démocratique, de rendre ses politiques d'aujourd'hui viables pour les générations de demain.

## **Élections législatives au Liechtenstein, 7 février 2021**

La grande coalition formée depuis 2005 par les deux principaux partis de centre-droit, l'Union patriotique (VU) et le Parti progressiste des citoyens (FPB), a remporté sans surprise 72 % des voix et 20 des 25 sièges en jeu, avec des scores quasiment inchangés depuis la dernière élection en 2017.

Les deux partis libéraux-conservateurs, dont le positionnement politique est similaire, ont clairement indiqué leur souhait de poursuivre leur travail gouvernemental commun. En tête avec une quarantaine de voix d'avance seulement sur le FPB, la VU lui a ravi le poste de chef du gouvernement, désormais détenu par Daniel Risch.

La Liste Libre (FL, centre-gauche) a remporté près de 13 % des voix et 3 sièges, un score inchangé par rapport à 2017. Les Démocrates pour le Liechtenstein (DpL), petite formation national-conservatrice, a obtenu 11 % des voix et deux sièges aux dépens du parti des Indépendants (DU), dont elle a fait scission en 2018. Avec 4 % des voix, le DU a échoué de son côté à recueillir les 8 % des suffrages nécessaires à son entrée au Parlement. Les scores des différents blocs politiques sont ainsi restés largement inchangés.

La participation était de 78 %, l'immense majorité des électeurs ayant voté par correspondance comme cela avait déjà été le cas en 2017.

**François Hublet**

## **Élections législatives au Kosovo, 14 février 2021**

La participation était en légère hausse par rapport aux élections d'octobre 2019, passant de 44,59 % à 48,78 %. À noter, le scrutin proportionnel attribue 100 sièges aux partis albanais et 20 sièges aux partis des minorités ethniques.

Comme l'avaient annoncé les sondages, le parti de gauche souverainiste Vetëvendosje est sorti grand vainqueur des urnes, emportant plus de 50 % des voix et 58 sièges sur 120. Son candidat Albin Kurti a pris la tête du nouveau gouvernement kosovar.

Vetëvendosje s'affiche comme anti-corruption, dans un pays marqué par les scandales et les séquelles de la guerre d'indépendance. Le président de la République a démissionné en novembre, poursuivi pour crimes de guerre ; le dernier gouvernement est lui tombé à la suite d'une affaire politico-financière.

Tous les membres du nouveau gouvernement sont issus, soit de Vetëvendosje, soit d'un parti représentant une minorité ethnique (serbe, bosniaque, turque ou ashkali).

Le Parti démocrate du Kosovo (PDK, conservateur), fortement lié à l'ancienne armée de libération, s'est hissé en deuxième position (17 %), quand l'Alliance pour l'avenir du Kosovo (AAK, droite nationaliste) obtenait 7,1 %.

La ligue démocratique du Kosovo (LDK, libéral-conservateur) du premier ministre sortant Avdullah Hoti n'a quant à elle obtenu que 12,7%, en troisième position.

**Victor Queudet**

## **Élections au Parlement de Galles, 6 mai 2021**

Institué par la loi de dévolution de 1998, en même temps que la dévolution écossaise, le Senedd gallois est une assemblée de 60 membres élus avec le double système du « membre additionnel » : 40 membres sont élus localement, dans une circonscription, mais les électeurs votent également pour 20 membres « régionaux », le Pays-de-Galles étant divisé en 5 régions ayant chacune 4 membres à l'assemblée.

Malgré le contexte épidémique, la participation de 46,6 % était la plus haute enregistrée pour le Senedd depuis la première législature, en 1999 ; elle reste toutefois bien inférieure à la participation galloise aux élections générales, pour le parlement de Westminster (66,6 % en 2019).

La victoire des travaillistes contraste avec les échecs locaux en Angleterre : le parti travailliste a remporté 30 des 60 sièges, soit revenant au meilleur niveau de son histoire (+1 par rapport à 2016), et à un seul siège de la majorité absolue. Les conservateurs ont obtenus d'importants gains (16 sièges, +5) et s'affirment comme la deuxième force politique galloise, devant le parti indépendantiste Plaid Cymru (13 sièges, +1) qui malgré de bons résultats n'a pas réussi une percée comparable au SNP écossais, et a perdu un de ses sièges historiques. Les libéraux-démocrates ont conservé un unique siège au Senedd. L'effondrement du UKIP, qui avait conquis 7 sièges en 2016, a donc permis une redistribution au principal bénéficiaire des conservateurs.

C'est ainsi une victoire nette pour Mark Drakeford, premier ministre gallois depuis 2018, travailliste très apprécié pour ses efforts contre la Covid-19. Reconduit pour 5 ans, il a formé un gouvernement minoritaire. Il a déjà promis un agenda « radical » pour le Pays-de-Galles, sur les plans sanitaires mais surtout sociaux et économiques.

Comme l'a souligné Mark Drakeford, la solide résistance des travaillistes gallois, d'une part face à la vague conservatrice, d'autre part face aux ambitions de Plaid Cymru, qui se rêve toujours un destin écossais, est riche d'enseignements pour le parti travailliste en pleine crise après de nouvelles défaites anglaises. Un ancrage local, davantage de dévolution et de décentralisation : les victoires à Cardiff comme à Manchester esquissent une nouvelle stratégie possible pour les travaillistes, qui leur offrirait également une opposition frontale aux conservateurs – et, tout particulièrement, au gouvernement de Boris Johnson.

**Victor Queudet**